



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries mai 2011

| | | | | | | | | | | | |
|---------|---------|------|-------|-----|------|---------|------|-----------|---------|----------|----------|
| janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre |
|---------|---------|------|-------|-----|------|---------|------|-----------|---------|----------|----------|

| | | | | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 |
| 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 |
| 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | | | | | | | | |

Le 1er mai

Les articles de presse et les causeries/infos en bref d'avril sont disponibles au format pdf (Acrobat reader)

Le combat contre le régime et les institutions ne suffit pas, il faut combattre également l'opportunisme, un enseignement des marxistes. Le combat contre la manipulation des faits continue. Nous nous répétons peut-être, trop au goût de certains, certes mais ce n'est pas inutile, car nous essayons d'être le plus concis et le plus précis possible, afin qu'aucune fausse interprétation ne soit possible et que personne ne puisse se défilier. Précisons que l'exercice qui suit pourrait être exécuté par un élève de CM1.

Yémen.

Page 7 du n°146 d'*Informations ouvrières*, le 27 avril 2011 :

- *"Il semblerait que le gouvernement Saleh aurait donné son accord, ainsi que deux des principaux partis d'opposition, le Parti socialiste et le parti islamiste."*

Après les dépêches de presse des jours précédents le 27 avril que j'ai déjà mises en ligne, une petite dernière de Reuters du 30 qui confirme leur contenu :

- *"Les principaux partis d'opposition - formations islamistes et de gauche - ont accepté cet accord, rejeté en revanche par les manifestants descendus dans les rues, qui réclament la démission immédiate de Saleh et sa traduction en justice."*

Constat et conclusion : l'information délivrée par l'hebdomadaire du POI était incomplète ou tronquée, et la nature de l'élément manquant pouvait influencer les lecteurs de telle sorte qu'ils pouvaient croire que les manifestants soutenaient ce projet d'accord concocté par Washington. Nous sommes donc bien en présence d'une manipulation.

Posez-vous ensuite la question : à qui profite le crime et qui soutient le POI au Yémen ?

Syrie.

POI. Paru page 7 du numéro 146 d'*Informations ouvrières*, le mercredi 27 avril 2011 :

- *"Violents affrontements en Syrie. Selon la presse, plusieurs dizaines de morts auraient été dénombrés à la suite de la répression de manifestations dans plusieurs villes de Syrie. Le président Obama a dénoncé cette répression et appelé le président Bachar"*

el-Assad à « écouter son peuple ». Le régime syrien, en réponse, dénonce la manipulation par des officines étrangères de groupes de manifestants."

Pourquoi ces gens manifestent-ils, qui sont-ils, quels sont leurs mots d'ordre, leurs revendications ? Comment les lecteurs de ce journal pourraient-ils le savoir, puisque depuis la première manifestation le 14 mars, le POI n'a publié AUCUN article sur la situation en Syrie. Par contre, on apprend ici de la bouche du dictateur Assad que " *des officines étrangères de groupes de manifestants*" seraient entrées à l'action, du coup il n'y a qu'un pas à franchir pour en conclure que ces manifestations sont illégitimes puisque commandées par des buts non avouables avancés en sous-main par Washington.

Posez-vous ensuite la question : à qui profite le crime et qui soutient le POI en Syrie ? Lisez plus loin un extrait d'un article du site lepoint.fr du 30 avril, la réponse y figure en toute lettre à la fin dans le premier paragraphe

NPA. Publié dans *Hebdo Tout est à nous !*, le jeudi 28 avril 2011 :

"La répression en Syrie s'est considérablement accentuée au cours de ces derniers jours. (...) Cela fait plus de 400 morts depuis le 15 mars, date du début du processus démocratique."

"Le pouvoir syrien peut bien, comme le fait également Kadhafi, hurler à un improbable complot salafiste pour justifier la répression des manifestations, il ne peut masquer le ras-le-bol général, notamment d'une partie de la jeunesse qui aspire, comme dans les autres pays qui sont aussi le théâtre de soulèvements populaires, à la démocratie, à la liberté d'expression, à la fin des dictatures. Hugo Chavez peut bien, une nouvelle fois, parler comme pour la Libye, d'un « complot américain », il ne saurait nous convaincre que les jeunes manifestants de Deraa, Latakia et Damas ne sont que des marionnettes manipulées par la Maison Blanche!"

Inutile de commenter la différence de traitement de la situation en Syrie de la part du POI et du NPA, il n'y a pas photo !

Le Point, sur lepoint.fr du 30 avril 2011 :

"Il semble que Londres, comme le gouvernement français d'ailleurs, ait cherché le plus longtemps possible à éviter l'amalgame entre les forces de répression et Bachar el-Assad afin de préserver l'avenir du président syrien."

"Depuis ce jour, ce n'est plus seulement les policiers antiémeute et les forces de sécurité qui interviennent, mais les hommes et les chars de la trop célèbre 4e brigade de l'armée. Une sorte de garde de fer, toute dévouée au régime et dont l'encadrement est composé des fils de ceux qui se sont illustrés de si ignoble façon à Hama. Cette fois, c'est dans la ville de Deraa, où les protestations avaient commencé il y a presque deux mois, que les chars sont entrés. Auparavant, les routes d'accès avaient été fermées, l'électricité coupée, comme l'eau et l'approvisionnement en vivres. Les manifestants blessés se sont même vu interdire l'accès aux hôpitaux par les sbires du régime."

Mettre l'accent ou ne citer QUE les provocations, véritables ou supposées, orchestrées par l'impérialisme américain et sans doute le Mossad (services secrets israéliens) ou encore l'Arabie Saoudite, sert avant tout Bachar el-Assad, même le plus crétin des travailleurs est capable de le comprendre, mais après tout, peut-être pas tous les militants une fois bien embrigadés, qui sait ?

Politique

1- Yémen

Le chef de l'Etat yéménite Ali Abdallah Saleh a refusé samedi de signer l'accord de sortie de crise en qualité de président, a déclaré à l'opposition yéménite le secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe (CCG), Abdoulatif al Zaïani.

Les principaux partis d'opposition - formations islamistes et de gauche - ont accepté cet accord, rejeté en revanche par les manifestants descendus dans les rues, qui réclament la démission immédiate de Saleh et sa traduction en justice.

Des violences ont éclaté samedi au Sud-Yémen, où des inconnus ont ouvert le feu sur des policiers à Aden, faisant deux morts et deux blessés, selon des médias. Des témoins ont rapporté que des hommes armés avaient attaqué un commissariat de police. Des coups de feu ont aussi été entendus près d'une prison voisine.

Peu après, les forces de sécurité sont intervenues pour disperser une manifestation antigouvernementale dans le même quartier, faisant deux morts et une cinquantaine de blessés, a rapporté un médecin, le Dr Kassim Jamil. (Reuters 30.04)

2- Syrie

Six personnes ont péri samedi dans la ville de Deraa assiégée depuis six jours par l'armée syrienne, alors que les militants se préparaient à de nouvelles manifestations dès dimanche, à la septième semaine d'une contestation inédite contre le régime de Bachar al-Assad.

Ils ont appelé à des manifestations dimanche à Deraa, lundi dans les environs de Damas, mardi à Baniyas et Jableh (nord-ouest) et mercredi à Homs, Talbisseh (centre) et Tall Kalakh, à la frontière avec le Liban. Jeudi, ils entendent organiser des «sit-in nocturnes» dans toutes les villes.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme, parmi les 66 civils tués, 36 l'ont été à Deraa, 25 à Homs et trois à Lattaquié (nord-ouest). Depuis le début de la contestation le 15 mars, le nombre des victimes se monte à au moins 539, affirme-t-il.

Le «Comité des martyrs du 15 mars», proche des opposants, a pour sa part décompté au moins 582 morts depuis cette date.

Des militants politiques ont par ailleurs envoyé une liste de 138 nouvelles démissions du parti unique Baas qui dirige le pays depuis 1963 et compte 2 millions d'adhérents. Plus de 230 membres du parti avaient annoncé mercredi leur démission selon des militants. (liberation.fr 30.04)

Economie

Afrique

Ils sont neuf Africains à avoir été répertoriés dans la liste des hommes les plus riches du monde du magazine Forbes. Parmi ces entrepreneurs milliardaires du Nigeria, d'Égypte et d'Afrique du Sud, aucun francophone, et pas de femmes.

L'Afrique et son milliard d'habitants, c'est une classe moyenne évaluée à 100 millions de personnes, contre 27 millions en 1980 selon les estimations de l'Agence française de développement, coiffée d'une minorité ultra-privilegiée de 100 000 millionnaires en dollars, selon le World Wealth Report 2010. (Eco89 30.04)

Commentaire d'internaute :

- "Des rigolos dans Forbes, quand on sait que les 12 banques formant le cartel bancaire de la FED se partage 2500Mds de dollars en moyenne chaque année."

- "Et vous avez oublié les grands milliardaires africains: Moubarak, Mohammed 6, Kadhafi et tous ces autres milliardaires cachés qui enrichissent les banques suisses, françaises, du Liechtenstein ou Monaco."

[Haut de page ↗](#)

Le 2 mai

Une petite histoire indienne pour se détendre quelques instants en ce début de semaine.

Comme quoi on peut parfois se fourvoyer involontairement par ignorance ou interpréter quelque chose de travers parce qu'il nous manquait un élément déterminant.

Hier en fin d'après-midi je vois une musaraigne se balader sur le sol à moins d'un mètre de moi. Sur le coup sans mes lunettes je n'ai pas bien distingué s'il s'agissait d'une musaraigne, d'une souris ou d'un rat, la musaraigne ressemble au rat à la différence du museau plus pointu. J'appelle mon chien pour qu'il n'en fasse qu'une bouchée, mais voila-t-y-pas que l'animal la regarde passer sous ses yeux, pour un peu elle allait passer entre ses grandes pattes.

Mon chien est un molosse, mais c'est une vraie crème. J'insiste en lui lançant : va-y Yvan, là devant toi ! Il ne bouge pas et tourne les talons. Alors là je me dis c'est un peu fort, habituellement ils se jettent dessus et les dévorent. Je sombre alors dans une réflexion romantique en me disant qu'il n'attaque que les animaux en fuitent, ce qui n'était pas le cas de cette pauvre bestiole, je me dis qu'il a dû avoir pitié d'elle et qu'il est décidément bien bon, un chien humaniste quoi !

Quelques heures plus tard, Magueswary (mon épouse) m'appelle de France et je lui raconte cette petite histoire. Sur le coup, elle aussi elle me dit qu'Yvan a eu un comportement bien singulier, il a 6 ans, serait-il déjà très vieux, ce genre de chien ne vit que 10 ans en moyenne. On cause ensuite des différences qui existent entre la musaraigne, la souris et le rat, et là elle me dit que

la musaraigne pue, et tout s'éclaire soudain sur l'attitude de ce brave Yvan qui n'est pas plus humaniste qu'un chien sauvage puisque j'ai fait en sorte qu'il conserve son instinct naturel de chasseur, il ne voulait pas y toucher par crainte de s'empoisonner ou de bouffer une saloperie, surtout après le copieux dîner que je venais de lui servir, il aurait pu en vomir.

Comme quoi on peut se méprendre facilement. Cela incline à la modestie et à réfléchir à deux fois avant d'écrire une grosse connerie ou de se fourvoyer... ainsi que ses lecteurs. Tout le monde peut se tromper, ce n'est pas un drame, ce qui l'est pas contre, c'est de ne pas corriger ses erreurs ou de se tromper un peu trop souvent, pire de répéter toujours les mêmes erreurs.

Magueswary dans son langage a fait ensuite ce commentaire qui ne m'était pas particulièrement destiné, sachant qu'elle a tendance à vomir la terre entière depuis son opération du coeur et son état de survie artificielle : "*les animaux sont meilleurs que les être humains, ils sont moins bêtes*", à moins que l'espèce humaine soit toujours trop bête et pas encore assez évoluée pour être meilleure, qui sait ?

Autre chose.

Hier soir aux infos de TV5Monde Asie, ils ont diffusé l'interview d'un travailleurs bengladeshi qui disait qu'il manifestait pour revendiquer un meilleur salaire, il est payé actuellement l'équivalent de 43 dollars par mois il en réclame 96, soit plus du double, pour seulement vivre décemment a-t-il ajouté.

Voilà donc des travailleurs qui réclament une augmentation de salaire de plus de 100%, nos dirigeants syndicaux et les dirigeants des partis dits ouvriers feraient bien d'en prendre de la graine, eux qui pour la plupart n'ose même plus mettre en avant le Smic à 1 500 ou 1 600 euros nets par mois, ainsi que la retraite minimum. Il y en a qui se demandent pourquoi les travailleurs ne se mobilisent pas davantage en France, de mon côté je ne supporte pas les augmentations de salaires misérables de 2 ou 5% réclamés par les syndicats, mais peut-être que cela provient du fait que la plupart des travailleurs arrivent encore à s'en sortir, surtout avec deux salaires dans un couple...

Il y a autre chose qui me file la nausée, ce sont les négociations salariales qui se déroulent hors ou sans mobilisation, dans le cadre de ce qu'ils appellent la politique contractuelle, qui profitent de préférence à l'aristocratie ouvrière et la plupart du temps aux fonctionnaires, mais pas aux millions de travailleurs employés dans les petites entreprises ou qui ont des conventions collectives au rabais, ou encore ces distributions de dividendes au titre de la participation dans les grandes entreprises, notamment celles du CAC 40.

Franchement, sachant cela, en tant que militant ouvrier j'aurais honte de les percevoir sans avoir combattu pour les obtenir, car elles proviennent de la surexploitation de ces travailleurs bengladeshi et autres à travers le monde, je considère que la corruption du militant commence là.

Un autre sujet de réflexion.

A propos de la Libye. J'ai lu les dizaines de documents que j'ai mis en ligne sur la Libye et je m'étonne que personne, et là je suis formel pour l'affirmer, je me demande pourquoi personne n'a abordé certains aspects contradictoire de la politique menée par la coalition militaire étrangère qui intervient dans ce pays. Voici au moins trois faits qui ont attiré mon attention :

1- Pourquoi n'a-t-elle pas bombardé toutes les bases militaires de Kadhafi ? Il possédait 800 chars et quelque 200 avions de combat, ils étaient bien stationnés quelque part, cela devait occuper une certaine superficie, avec les renseignements qu'ils ont obtenu de la part des transfuges du régime auxquels il faut ajouter les renseignements qu'ils possédaient déjà, plus les photos fournis par leurs satellites espions, il leur était facile de les localiser puis de les détruire, pourquoi ne l'ont-ils pas fait ?

2- Pourquoi ont-ils laissé toute latitude d'action à la marine de guerre libyenne ?

3- Pourquoi et comment ont-ils pu laisser l'armée libyenne miner le port de Misrata, alors que la flotte de l'OTAN mouille au large ?

J'en déduis qu'ils ont joué la carte de l'enlissement pour ensuite justifier la liquidation de Kadhafi ou le passage à la seconde étape de leur plan qui consiste à occuper la Libye, ce n'est qu'une hypothèse. Ils ont laissé les insurgés s'exténuer à défendre Misrata pour qu'ils comprennent que la partie était perdue d'avance s'ils ne délogeaient pas Kadhafi, sous-entendant que des frappes aériennes n'y suffiraient pas, afin d'amener finalement les insurgés à se ranger à leur stratégie qui inclut une présence au sol de soldats étrangers, c'est une autre hypothèse.

Car comment comprendre avec les moyens dont dispose l'OTAN, il leur soit impossible de venir à bout aussi facilement de Mohamar Kadhafi que Saddam Hussein, il y a là quelque chose qui ne tourne pas rond, d'où les hypothèses que je viens de vous soumettre. Vous pourrez constater ici que j'apporte de l'eau au moulin de ceux qui sont farouchement opposés à toute intervention en Libye, car finalement nous partageons le même rejet de l'impérialisme, avec des variantes que j'accepte contrairement à mes détracteurs qui préfèrent se retrancher derrière un principe au lieu d'essayer de réfléchir à la

complexité de la situation en Libye, qui est inédite à bien des égards, faut-il le rappeler.

J'ai l'impression que les va-t-en-guerre impérialistes ne savent pas trop sur quel pied danser, entre envahir la Libye, ce qui leur coûterait très cher sur le plan financier et politique, et se contenter d'une partition du pays, ils doivent hésiter entre les deux scénarios. Une capitulation des insurgés serait synonyme d'un épouvantable massacre, une victoire totale sur Kadhafi semble inenvisageable, il reste alors l'option d'une victoire partielle sanctionnée par une partition de la Libye. Mais cette solution pourrait ne pas convenir à cette coalition impérialiste, car une fois la partition réalisée, rien ne dit qu'elle pourrait imposer ses vues aux combattants révolutionnaires de Benghazi qui ont sacrifié leurs vies pour obtenir leur liberté, il suffit de voir ce qui se passe depuis les élections au Sud Soudan pour comprendre que la partition ne règle pas tous les problèmes. Il reste une dernière hypothèse, la pire qui rejoint celle d'invasion, le bombardement des infrastructures de l'ouest de la Libye, donc de la population civile comme en Serbie ou en Irak, auquel cas nous rejoindrions les camarades qui ont pris position contre les frappes aériennes des forces armées du dictateur, car il existe un autre moyen de faire chuter Kadhafi, armer les insurgés ou détruire l'arsenal militaire du tyran situé le plus souvent en dehors des villes ou à leur périphérie.

Pour revenir sur notre position, ni soutenir ni condamner le bombardement des forces de Kadhafi. On voudrait nous interdire d'avoir et de défendre cette position. Nos détracteurs soutiennent que cette position revient à soutenir cette opération militaire. Nous ne sommes pas d'accord avec cette interprétation réductrice, mais elle ne nous surprend pas de leur part. Quand on nous propose au vote une mesure ou qu'une élection politique a lieu, on a le choix entre voter oui, non, blanc ou s'abstenir de participer à ce vote ou cette élection, de la boycotter.

Dans tous les cas de figure notre vote ou absence de vote exprime bien une position politique. Vous votez oui, vous soutenez cette mesure, vous voter non, vous la rejetez, vous votez blanc parce qu'elle ne vous convient pas, peut-être que vous aviez une meilleure mesure à proposer, vous vous abtenez, donc vous considérez illégitime ce scrutin ou ceux qui l'organise ou encore vous ne vous sentez pas concernés. Laissez donc chacun penser librement ce qu'il veut et défendre loyalement, honnêtement, la position qu'il estime être correcte au lieu de vous transformez en procureur, de quel droit au juste dites-nous ? Confrontons fraternellement et librement nos points de vues, nos arguments, les faits sur lesquels ils reposent, au lieu de se livrer à des invectives ou des procès d'intention qui desservent notre cause et ne nous font pas avancer d'un millimètre vers notre objectif. Et si cette discussion prend la forme d'une (violente) polémique, souhaitons qu'elle permette d'éclaircir les idées de chacun pour que tous les militants en profite. Nous ne défendons pas des idées qui nous appartiendraient, nous défendons les intérêts collectifs et fondamentaux de notre classe, on semble parfois l'oublier. Et admettons que nous ne nous exprimons pas tous en employant la même terminologie ou le même style, heureusement d'ailleurs, nous n'avons pas vécu les mêmes expériences et nous n'appartenons pas toujours au même milieu social, essayons de ne jamais l'oublier, c'est difficile, mais il faut faire cet effort.

Une autre réflexion qui n'a qu'un rapport secondaire avec la précédente, mais dont le sujet est d'une extrême importance, le négliger serait criminel ou faire preuve d'inconscience.

On se demandait à propos de tous les Etats vivant relativement en paix avec leurs voisins ou que rien ni personne ne menace, pourquoi au cours des dernières décennies ils ont continué de dépenser des sommes folles dans l'armement, outre les pots de vin et commissions occultes qui accompagnent les juteux contrats de vente d'armes, on voit en Libye et en Syrie à quoi ces armes peuvent servir : notamment à massacrer le peuple quand il se soulève, pour conserver le pouvoir, à nombre de combattants à peu près égal des deux côtés (20 000 du côté de Kadhafi, 17 000 du côté des insurgés), c'est la sophistication de l'armement et sa quantité qui peut faire la différence, donc permettre au régime de vaincre une révolution, d'où la nécessité très tôt au cours de la révolution de programmer ou d'envisager méthodiquement et très tôt la prise d'assaut des casernes et des stocks d'armes lourdes ou leur destruction, sous peine d'être impitoyablement broyé par cette formidable machine de guerre, ce devrait être le premier objectif militaire d'une révolution prolétarienne dès le début de la guerre civile, si elle veut se donner réellement les moyens de vaincre.

En quelque sorte, ici on renoue avec les enseignements de la Commune de Paris et la révolution russe d'octobre 1917, en les adaptant à la situation nouvelle que nous connaissons. Chacun aura compris qu'on ne pourra plus se contenter de gesticulations dans la rue ou de barricades de fortune pour renverser le régime en place, encore moins d'un coup de force du genre blanquiste à une poignée de militants déterminés.

Eh oui, camarades ce ne sera pas au dernier moment qu'il faudra aborder toutes ces questions, car à ce moment-là nous en aurons d'autres toutes aussi urgentes à régler, lors d'une révolution chaque jour compte des années et chaque instant de perdu peut s'avérer fatidique pour l'un ou l'autre camps. De la même manière que notre vision de la situation doit se situer dans le cadre d'une vision globale et historique à l'échelle mondiale.

Aux questions théoriques, tactiques ou stratégiques, pratiques en politiques, il nous faut ajouter les questions d'ordre militaire, sans parler de la discipline que cela requiert impérativement de la part de chaque militant. Plus question de se retrancher derrière ses principes sous peine d'y laisser sa peau inutilement ou bêtement. Je sais que ce discours passe très mal auprès de militants habitués au laxisme ou à posséder leur propre vérité, mais c'est ainsi, et là plus question de tergiverser ou de se quereller pour des broutilles ou encore de confondre ce qui est déterminant de ce qui est secondaire, car dans ces moments-là c'est tout simplement une question de vie ou de mort pour chaque militant et pour la révolution !

Abordons maintenant un sujet encore plus délicat.

Le flic-président et sa police ce sont lancés dans une nouvelle chasse à l'homme, cette fois il s'agit des immigrés en provenance de Tunisie, de Libye ou d'autres pays en Afrique. En réponse, il y en a qui disent : ouvrez grandes les frontières, régularisez tout le monde, cessez les contrôles policiers, c'est généreux de leur part et les honore.

D'un côté maintenant, ces immigrés disent venir en France "*pour travailler*" et la plupart n'ont pas de qualification ou d'expérience, pourquoi pas, le droit au travail est universel. Mais d'un autre côté, on nous dit qu'il y a 7 millions de chômeurs en France (POI), le nombre de chômeurs de longue durée ne cesse de croître, une bonne partie de ces chômeurs n'ont pas de qualification en dehors de l'expérience qu'ils avaient acquise dans l'entreprise qui les employait, et pour finir les idées de l'extrême droite gagnent du terrain dont notamment le racisme, car de nombreux travailleurs ne comprennent pas pourquoi eux devraient rester au chômage, tandis que des gens fraîchement débarqués en France devraient avoir un travail.

Le courage n'étant pas apparemment le point fort des dirigeants du mouvement ouvrier, on s'étonnera que ces farouches partisans de l'internationalisme prolétarien, ces grands humanistes ne commencent pas par montrer l'exemple et par prendre eux-mêmes en charge ces travailleurs immigrés. Après tout en France, il y a suffisamment de syndicalistes et de militants politiques pour accueillir chez eux un de ces travailleurs, ou tout du moins sans aller jusque là bien que cela soit envisageable, les syndicats et les partis dits de gauche pourraient les prendre en charge. Question pourquoi ne le font-ils pas ?

Comme je l'explique plus loin, la Le Pen a un boulevard devant elle, et Sarkozy également. L'incurie politique s'exprime dans les grandes comme dans les petites choses. Laissons faire l'Etat, ils ne disent pas tout à fait cela mais cela revient au même, nous faisons pression sur l'Etat pour qu'il règle cette question favorablement, la solution doit venir de l'Etat, on doit tout attendre de l'Etat, n'est-ce pas le meilleur moyen pour que les travailleurs demeurent subordonnés à l'Etat, aux institutions.

C'est exactement le même procédé opportuniste qui est mis en oeuvre quand ils favorisent la négociation avec le patronat ou le gouvernement au détriment de la mobilisation des travailleurs sur leur propre terrain de classe. En procédant de la sorte ils légitiment les besoins du patronat, alors qu'ils devraient partir uniquement des besoins des travailleurs indépendamment de la situation des capitalistes, de la crise, de la dette qui n'est pas la nôtre, n'avoir de compte à rendre qu'aux travailleurs et non à Sarkozy ou au Medef trop heureux de clamer sur tous les toits que les responsables syndicaux ont un comportement "*responsables*, autrement dit qu'ils privilégient les intérêts du capital auxquels ils n'entendent pas s'attaquer, au détriment des intérêts des travailleurs. D'un côté, il y a la réaction sur toute la ligne, et de l'autre en réponse, l'opportunisme sur toute la ligne, avec cela on est bien barré camarades !

Une dernière chose très vite.

Nous nous permettons de signaler cette dépêche de l'agence Reuters datée d'hier au directeur de la publication *Informations ouvrières*, Daniel Gluckstein, ainsi qu'à son rédacteur en chef, Lucien Gauthier :

- Selon une organisation syrienne de défense des droits de l'homme, au moins 560 civils ont été tués en Syrie depuis le début des manifestations. (Reuters 01.05)

Politique

1- UE. Schengen vole en éclats !

La Commission européenne envisage de permettre aux pays membres de l'UE de renforcer le contrôle de leurs frontières, conformément aux demandes de la France et de l'Italie sur une réforme du traité de Schengen sur la libre circulation des personnes en Europe.

Dans une lettre adressée dimanche au président français Nicolas Sarkozy et au président du Conseil italien Silvio Berlusconi, José Manuel Barroso juge possible de rétablir des contrôles limités aux frontières, abolis depuis l'entrée en vigueur en 1995 du traité de Schengen.

Les nouvelles règles envisagées par la Commission renforceraient la liberté accordée aux Etats, dit-on de source informée de ces projets.

"A l'heure actuelle, pour réinstaurer des contrôles aux frontières, il faut le justifier par une menace à l'ordre public, a-t-on déclaré de même source. Avec le nouveau système, il n'y aurait plus besoin d'invoquer une menace à l'ordre public. Cela élargirait les possibilités de rétablir les contrôles."

L'exécutif européen envisage de soumettre dans les jours à venir ses propositions aux Etats membres.

Si ces projets aboutissent, ils affaibliraient l'un des principaux piliers de la construction européenne, qui permet aux citoyens de l'UE de circuler librement d'un pays à l'autre mais rend plus difficile la lutte contre l'immigration clandestine.

Cette réforme doit toutefois être adoptée par les 27 Etats membres de l'UE et par le parlement européen, ce qui pourrait prendre des mois. (Reuters 01.05)

2- Syrie

Les autorités procédaient dimanche à une vague d'arrestations à Deraa, ville du sud de la Syrie et berceau du mouvement de contestation contre le régime du président Bachar al Assad, ont rapporté des habitants.

Des arrestations ont eu lieu en d'autres points du pays, notamment dans le nord et l'est.

A Rakka, ville du nord de la Syrie, Abdallah Khalil, personnalité en vue chez les militants des droits de l'homme, a été appréhendé par des agents des services de renseignement militaires après avoir critiqué publiquement la réaction des autorités au vent de contestation qui balaie le pays depuis un mois et demi.

A Kamichli, dans le nord-est du pays, les forces de sécurité syriennes ont arrêté deux personnalités kurdes de l'opposition, Abdelkader al Khaznaoui et Abdel Samad Ali, qui avaient appelé à la tenue de manifestations en faveur de la démocratie, a-t-on appris dimanche de source kurde.

A Deraa, des témoins disent avoir vu des autocars bondés de jeunes gens menottés et cagoulés que l'on évacuait vers un vaste centre de détention de la ville, contrôlé par les services de sécurité.

"Ils arrêtent tous les hommes de plus de 15 ans. Tout ce qu'ils ont, ce sont les vieilles méthodes des services de sécurité, ils cherchent à se venger", a déclaré un avocat de Deraa, sous le couvert de l'anonymat.

Selon une organisation syrienne de défense des droits de l'homme, au moins 560 civils ont été tués en Syrie depuis le début des manifestations. (Reuters 01.05)

3- Yémen

Le Conseil de coopération du Golfe (CCG) a annoncé dimanche le report sine die de l'accord de sortie de crise au Yémen, suite au refus la veille du président Ali Abdallah Saleh de signer le texte. (AP 01.05)

On en connaît la raison : la majorité des manifestants sont opposés à cet accord scélérat et exigent qu'il soit jugé pour ses crimes. Il a sous les yeux les exemples tunisien et égyptien où les dictateurs ont été chassés du pouvoir sans toutefois avoir été trop inquiétés par la suite, pour maintenant devoir rendre des comptes à la justice de leurs pays des crimes qu'ils ont commandités et de la corruption dont ils ont largement profité quand ils ne l'ont pas orchestrée eux-mêmes. Il craint donc que malgré cet accord, la pression de la population qui haïssait son régime finisse par avoir sa peau.

4- Libye

Le régime libyen a accusé l'Otan d'avoir voulu tenter d'assassiner Mouammar Kadhafi lors d'une frappe aérienne qui a tué dans la nuit un de ses fils et trois de ses petits-enfants tandis que plus à l'est de Tripoli le port de Misrata, ville assiégée, était en flammes dimanche soir.

Quelques heures après ces frappes, les ambassades d'Italie et de Grande-Bretagne à Tripoli ont été la cible d'attaques.

Selon une correspondante de l'AFP, des manifestants ont mis le feu tôt dimanche aux bâtiments de l'ambassade d'Italie et des résidences de l'ambassadeur d'Italie et de Grande-Bretagne.

La Ligue du Nord, allié clé du gouvernement de centre droit de Silvio Berlusconi, a exigé dimanche que les partisans du Premier ministre italien votent une motion parlementaire fixant une date limite pour les raids aériens auxquels l'Italie participe.

De son côté, Londres a décidé d'expulser l'ambassadeur de Libye à la suite d'«attaques contre l'ambassade britannique à Tripoli et d'autres missions diplomatiques étrangères».

«*Etant donnée l'insécurité*» dans la capitale, les Nations unies ont décidé de retirer l'ensemble de leur personnel de Tripoli, selon une porte-parole de l'ONU.

A Misrata, ville rebelle assiégée depuis deux mois à 200 km à l'est de la capitale, le port était en flammes dimanche soir après de violents bombardements qui ont fait au moins deux morts, ont rapporté des témoins.

A l'autre bout de la ville, les insurgés ont annoncé dimanche être passés à l'offensive et avoir ouvert un nouveau front en attaquant les forces de Kadhafi qui tiennent l'aéroport.

Il se trouve à plusieurs kilomètres au sud de Misrata et les forces de Kadhafi l'utilisent comme base opérationnelle.

A la frontière tunisienne (ouest), l'armée tunisienne déployée dans le secteur de Dehiba a évacué trois positions après l'explosion d'obus tirés de la Libye tombés en territoire tunisien, selon un journaliste de l'AFP. (liberation.fr et Reuters 01.05)

5- Egypte

L'Egypte a l'intention d'ouvrir de manière permanente sa frontière avec la bande de Gaza afin d'alléger les souffrances des Palestiniens soumis à un blocus israélien, mais elle doit encore finaliser les modalités de cette mesure, a annoncé dimanche le ministère des Affaires étrangères.

Cette initiative traduit une nouvelle évolution par rapport à la politique de l'ancien président Hosni Moubarak, dont le gouvernement coopérait avec Israël pour imposer un blocus au territoire contrôlé par le mouvement islamiste Hamas.

L'Egypte n'ouvrait sa frontière que sporadiquement pour laisser passer des vivres, des médicaments ou des personnes, principalement des malades nécessitant des soins médicaux ou des étudiants inscrits dans des universités étrangères.

Ce système était dans l'ensemble resté en place depuis la démission de Moubarak, le 11 février.

Menha Bakhom, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, a déclaré à Reuters que la question était étudiée "à tous les niveaux", sans préciser quand l'ouverture permanente pourrait intervenir.

Israël, qui avait formulé l'espoir que les strictes dispositions en vigueur à la frontière entre l'Egypte et la bande de Gaza resteraient en place, s'est montrée très réservée à l'annonce des intentions du Caire.

"Les Egyptiens sont bien sûr libres de faire ce qu'ils veulent à leur frontière, mais nous voulons croire que, pour leur propre sécurité nationale, ils feront en sorte que des armes et des terroristes ne passent pas du Sinaï à Gaza", a déclaré un responsable israélien.

L'Egypte a servi d'intermédiaire dans la négociation d'un accord de réconciliation entre factions palestiniennes qui doit être signé cette semaine et le Caire a laissé entendre qu'il était prêt à un rapprochement avec l'Iran alors que les relations diplomatiques avec Téhéran sont rompues depuis une trentaine d'années.

Les observateurs estiment que les nouvelles autorités égyptiennes cherchent en partie, grâce à cette évolution de leur politique étrangère, à gagner en crédibilité auprès d'une population majoritairement pro-palestinienne.

Le ministre égyptien des Affaires étrangères, Nabil Elaraby, a qualifié la semaine dernière de "honteux" le blocus de Gaza et il a déclaré à la chaîne de télévision Al Djazira que l'Egypte étudierait les moyens d'ouvrir la frontière en 10 jours.

Bakhom, citée par le journal gouvernemental Al Ahram, a dit que les 10 jours dont parlait Elaraby faisaient référence au laps de temps dont l'Egypte aurait besoin pour étudier les mécanismes d'ouverture de la frontière.

Elle a ajouté que le réexamen de la politique après le renversement de Moubarak ne signifiait pas que le Caire cesserait d'honorer ses engagements internationaux - allusion au traité de paix signé en 1973 avec Israël. (Reuters 01.05)

6- Maroc

Des syndicalistes se sont joints dimanche au Maroc aux appels en faveur de changements politiques dans le royaume chérifien à l'occasion des manifestations du 1er-Mai.

Pour la première fois, des syndicalistes - environ 1.500 - ont apporté un soutien explicite à un rassemblement du Mouvement du 20-Février, l'un des fers de lance de la contestation. Ils étaient issus de l'Union marocaine du travail (UMT), la principale centrale du pays, dont les dirigeants ne se sont toutefois pas joints à cette initiative.

Certains syndicats ont même clairement pris leurs distances avec ce rassemblement.

"*Nous défilons pour défendre un projet social qui n'a rien à voir avec le projet politique du Mouvement du 20-Février*", a déclaré Abdelhak Tafnout, du Syndicat national des banques (SNB). (Reuters 01.05)

Syndicat

1- 1er mai en France.

Dimanche en fin d'après-midi, la CGT déclarait avoir comptabilisé dans toute la France plus de 120.000 manifestants (contre 350.000 en 2010 et 465.000 l'année précédente) au travers de près de 200 rassemblements et défilés. Le ministère de l'Intérieur comptait pour sa part un total de 77.000 manifestants sur tout le territoire contre 195.000 en 2010.

A Paris, 12.000 personnes selon la police, 30.000 selon les organisateurs, ont rallié dans l'après-midi la place de la République et celle de la Nation, derrière une banderole de tête du cortège rappelant les deux mots d'ordre de la journée: "*progrès social*" et "*solidarité internationale*".

L'année dernière, le cortège parisien avait mobilisé entre 21.000 et 45.000 personnes selon les sources, et en 2009 entre 65.000 et 160.000.(AP 01.05)

2- Le refus de l'affrontement avec le régime est à l'origine de la montée de l'extrême droite, du racisme...

Pour le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, le Front national 'offre un cadeau majestueux au patronat avec sa ligne politique principale qui consiste à opposer les travailleurs français de souche aux autres travailleurs'. (lemonde.fr 01.05)

Pour Nadine Prigent, dirigeante de la CGT, la situation est «paradoxe». «*Il y a toutes les raisons de faire un grand 1er mai*», avec un chômage toujours élevé, un pouvoir d'achat en berne, notamment chez les fonctionnaires, et «*le mal-être*» au travail. «*Les salariés se mobilisent sur des questions sur lesquelles ils pensent pouvoir obtenir quelque chose. Mais la convergence interprofessionnelle et nationale est compliquée*» (20minutes.fr 01.05)

"*En réalité, le moment est plus compliqué qu'il n'y paraît*", a jugé pour sa part Mireille Chessa (CGT Marseille). "*Nous vivons ici des luttes très localisées et tellement diverses qu'il est difficile de les faire converger*". (AP 01.05)

"*On est dans une période un peu difficile après la mobilisation sur les retraites et face à un gouvernement qui reste sourd aux revendications*", a déclaré la secrétaire générale de la FSU Bernadette Groison. (AP 01.05)

Le secrétaire général de la CFDT François Chérèque a pour sa part estimé que le 1er Mai que "*l'action syndicale ce n'est pas seulement des manifestations*", mais aussi "*des accords interprofessionnels*".(AP 01.05)

Pour François Chérèque, «*le syndicalisme ce n'est pas seulement manifester dans la rue, c'est aussi les accords interprofessionnels*», comme ceux signés ces dernières semaines (assurance chômage, retraites complémentaires, emploi des jeunes). (lefigaro.fr 01.05)

«*Il est très difficile de donner un sens commun à des mobilisations d'ampleur lorsqu'il n'y a pas d'élément fédérateur*» comme les deux années précédentes, expliquait Marcel Grignard, numéro deux de la CFDT. (lefigaro.fr 01.05)

"*Nous sommes à un moment charnière*", a noté Patrick Parra (CFDT marseille). "*Après les fortes mobilisations sur les retraites, les attentes se sont tournées vers 2012 et la présidentielle*".(AP 01.05)

"*On est à un an d'une élection très importante et beaucoup de salariés ont le sentiment que ça va se jouer l'année prochaine par les bulletins de vote, ce qui est quand même largement vrai*", a dit François Hollande.(AP 01.05)

Martine Aubry a déclaré au sujet des défilés clairsemés, que les salariés manifesteraient «*en 2012 dans les urnes*». (lefigaro.fr 01.05)

Commentaire.

Pendant ce temps-là Marine Le Pen paradait, normal tous ceux qui viennent d'être cités lui offrent un boulevard : "*Aujourd'hui, des millions de Français se tournent vers nous, pour nous dire 'délivrez-nous de l'asservissement, brisez nos chaînes, libérez-nous'*", a-t-elle lancé à l'issue du défilé frontiste à Paris. Ou d'entonner '*Sarko t'es foutu, la jeunesse est dans la rue*' en plaçant son défilé 'en l'honneur des travailleurs'. (lemonde.fr 01.05)

Et le refus des dirigeants syndicaux de sortir de la CES, de la CSI et de l'OIT, de rompre leurs relations avec le gouvernement, le patronat et les institutions internationales du capital ou liés au capital, auxquels il faut ajouter les partis dits de gauche qui refusent de réaliser l'unité contre l'Union européenne, permet à Le Pen d'affirmer que l'UE priverait la France de ses "*libertés législative, juridique, monétaire, budgétaire*" et ferait du peuple français son esclave, de se poser en pourfendeur de l'aristocratie financière et de se présenter en défenseur des intérêts de la classe ouvrière.

Et comme il n'y a pas de demi-pourritures mais des pourritures tout court, selon eux, ce serait les travailleurs qui porteraient la responsabilité de la situation sociale difficile ou épouvantable qu'ils connaissent.

Ils expliquent que si les travailleurs ne se mobilisent pas ou pas suffisamment, tout affrontement direct avec le gouvernement est impossible, encore faudrait-il que les dirigeants syndicaux le souhaitent, or l'on sait que cette perspective est un véritable cauchemar pour eux, on en a eu la démonstration à l'automne dernier, et puis les travailleurs feraient une fixation sur 2012, comme s'ils étaient arriérés (politiquement) au point de savoir qu'ils n'ont rien à en attendre de bon, alors qu'en réalité ce sont eux qui se sont calés sur cet agenda à défaut de mobiliser la classe et les masses pour affronter Sarkozy et les institutions.

Un répit d'un an offert au capital, cela ne se refuse pas, cela permet à Sarkozy de pouvoir continuer son oeuvre de démolition sociale, tandis que Marine Le Pen prend ses marques au sein de la classe ouvrière pour mieux la diviser et constituer demain les bataillons du lumpenprolétariat qui s'attaquera à la révolution...

Paradoxe ou ironie tragique de l'histoire, depuis plus de 60 ans nos dirigeants ne veulent pas mener la guerre contre le PS et ses satellites sous prétexte qu'ils seraient de gauche, alors qu'en réalité ils sont les alliés objectifs du parti de l'ordre (UMP), au sein des institutions ces lieutenants ouvriers de la bourgeoisie combattent le prolétariat au côté de l'UMP, et dans la rue ces parasites manifestent au côté de la classe ouvrière pour en fait corrompre ou dévoyer son combat, briser sa résistance, lui interdire toute issue politique indépendante du capital auquel ils sont eux-mêmes subordonnés.

Ils ne veulent pas non plus mener la guerre contre les dirigeants syndicaux qui sont les premiers fossoyeurs des syndicats, contre une conception du syndicalisme mise en place ou réaffirmée après la Seconde guerre mondiale, puis renforcée depuis, qui consiste à privilégier le "dialogue social" et les tractations en coulisses à la mobilisation des travailleurs pour défendre leurs acquis ou obtenir de nouveaux droits sociaux dans la perspective de l'émancipation du salariat, de la liquidation du capitalisme.

De son côté, Marine Le Pen ne s'embarrasse pas de tant de précautions et elle démontre qu'une frange de travailleurs tend une oreille attentive à son discours faussement social. Elle fait ce que nos dirigeants n'osent pas faire mais pour des objectifs diamétralement opposés... en principe, précisons à l'adresse de ceux qui sont tant attachés à leurs chers principes, et qui sur ce sujet sont étrangement silencieux, et pour cause.

Quand la soi-disant gauche et les dirigeants syndicaux ne sont pas à la hauteur de leurs responsabilités, c'est l'extrême droite qui prend le relais, on a déjà vu cela en Allemagne au début des années 30 (en fait depuis 1918)...

Extrait du *18 Brumaire de Louis Bonaparte* de Marx :

- "*Hegel fait quelque part cette remarque que tous les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire deux fois. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce.*"

Une bien mauvaise farce en vérité qui guette au tournant tous les partisans du capitalisme, à brève échéance maintenant compte tenu de la crise que traverse le capitalisme mondial et les difficultés grandissantes qu'il rencontre pour maintenir l'ordre mondial qu'il a institué pour se survivre à lui-même.

Quels que soient les fins calculs, les basses manoeuvres, les gesticulations démagogiques ou les érections oratoires des uns et des autres, le murissement des conditions objectives va pousser des millions de travailleurs et jeunes à se révolter contre leurs conditions de travail et d'existence et précipiter la chute du régime et des institutions. Comme en Tunisie...

La période est donc favorable à la construction d'un parti révolutionnaire (et d'une Internationale). Si nous échouons à le construire, là pour le coup, ce serait bien une nouvelle tragédie qui nous attendrait.

3- 1er mai dans le monde.

A Istanbul, environ 200.000 manifestants se sont rassemblés sur la place Taksim, dans le centre-ville. Il s'agit du plus important rassemblement du 1er Mai depuis 1977, année où la manifestation avait dégénéré en bousculade géante. Les rassemblements n'ont été à nouveau autorisés que l'année dernière.

En Espagne, plusieurs milliers de personnes ont défilé à Valence pour protester contre l'incapacité du gouvernement à créer de nouveaux emplois. Le taux de chômage s'élève à 23,4% de la population active dans le pays, un record dans l'Union européenne.

Des drapeaux rouges étaient également à l'honneur dans le centre de Londres, théâtre d'un autre défilé, deux jours après le mariage princier. A Paris, le cortège comptait 12.000 manifestants selon la police, 30.000 selon les organisateurs.

A Cuba, plusieurs centaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues de la capitale La Havane et d'autres villes. Le pouvoir cubain entendait faire de ces défilés une manifestation du soutien de la population aux orientations économiques récemment adoptées lors du VIe congrès du Parti communiste. Le dirigeant du pays Raúl Castro a pris la tête du défilé à Santiago, dans le sud-est de l'île, tandis que son No2 José Ramon Machado Ventura emmenait celui de La Havane.

En Corée du Sud, les manifestants étaient environ 50.000 dans la capitale Séoul pour demander de meilleures protections au travail. Ils exigeaient également du gouvernement qu'il maîtrise l'inflation, une inquiétude croissante en Asie, où les prix alimentaires et du carburant explosent et menacent de pousser des millions de gens dans la pauvreté.

Environ 3.000 personnes ont également manifesté en matinée à Hong Kong, où 5.000 manifestants étaient ensuite attendus dans l'après-midi pour un autre défilé, selon les médias locaux, qui citaient les organisations syndicales. A Taïwan, environ 2.000 personnes ont protesté contre les écarts de revenus, tandis qu'environ 3.000 ouvriers demandaient des augmentations de salaires à Manille, aux Philippines.

Enfin, à Moscou, quelque 5.000 sympathisants communistes et membres de mouvements de gauche ont défilé dans les rues de la capitale russe, munis de drapeaux rouges, à l'occasion de leur fête traditionnelle, connue à l'époque soviétique sous le nom de Journée de solidarité internationale de travailleurs. (AP 01.05)

Social

Egypte

Plusieurs milliers de salariés égyptiens ont manifesté dimanche au Caire sur la place Tahrir, pour réclamer une hausse du salaire minimum mensuel et d'autres droits.

La manifestation était de faible ampleur par comparaison avec celles de janvier et février sur cette même place, qui ont abouti à la démission du président Hosni Moubarak le 11 février.

"*Le salaire minimum à 1.500 livres!*", lisait-on sur l'une des banderoles brandies par la foule. Le salaire minimum mensuel est actuellement de 400 livres égyptiennes, soit 67 dollars.

Les manifestants protestaient d'autre part contre une nouvelle loi restreignant les grèves, les sit-in et les manifestations de travailleurs.

"*Nous ne pouvons pas manifester notre soutien aux salariés sous Moubarak. Maintenant que nous le pouvons, il est de notre responsabilité de le faire*", a déclaré un avocat de 33 ans, Ramy Ghanem, qui avait contribué à l'organisation de cette manifestation du 1er-Mai.

Nombre d'Égyptiens estiment qu'il serait possible d'élever le niveau de vie de la population en récupérant les centaines de milliards de dollars détournés, selon eux, par des fonctionnaires et hommes d'affaires corrompus sous Moubarak.

"*Lorsque la révolution a commencé, c'était au tout début pour des raisons économiques*", a rappelé un homme de 58 ans, Alaa Ibrahim. (Reuters 01.05)

Le 3 mai

Avant de venir à l'actualité du jour je voudrais compléter la causerie d'hier à propos de la Libye et des hypothèses que nous avons émises.

L'impérialisme et les principaux dirigeants du CNT sont de mèche contre la révolution libyenne, mais la partie n'est pas gagnée d'avance pour autant pour eux.

Je ne sais plus dans quelle émission diffusée sur TV5Monde Asie il y a environ une semaine, j'ai entendu un militaire

pilote d'hélicoptère, dont le travail consistait à surveiller les côtes contre les braconniers en mer, expliquer et faire une démonstration intéressante. A l'aide d'une caméra thermique il a montré qu'il était possible de discerner une forme ou un objet situé à 2,5 kms de la caméra avec une précision inférieure à 50 cms ; il en a fait la démonstration et effectivement, on pouvait discerner clairement tout ce qui se passait à bord d'un navire situé à cette distance.

D'où une question : dès lors il est très facile à l'aide d'un hélicoptère équipé de cette caméra et de lance-roquettes de cibler un véhicule militaire et de le détruire à distance, pourquoi ce matériel n'est-il pas utilisé en Libye ? Vaut mieux peut-être que les insurgés les plus déterminés, la véritable avant-garde de la révolution libyenne, se fassent massacrer les uns après les autres pour qu'à l'arrivée ils acceptent de s'en remettre les yeux fermés au CNT et à la coalition impérialiste qui lorgnent sur les richesses de la Libye ?

Personne ne peut nier qu'il existait une réelle et farouche opposition à Kadhafi à travers tout le pays, après avoir rameuté ses fidèles il n'a pas pu rassembler plus de 2 000 personnes hier à Tripoli pour les funérailles de son fils, lire plus loin l'info. Peut-on affirmer que la mort de Ben Laden annoncée hier serait le prélude à une offensive d'envergure en Libye (ou ailleurs), il est trop tôt pour l'affirmer avec certitude, mais si tel est le cas nous serons rapidement fixé.

Nous ne nous réjouissons pas et nous ne regrettons pas la mort supposée de Ben Laden, car d'un côté c'est un soulagement pour les populations qui subissaient les exactions d'Al-Qaïda, d'un autre côté, pour nombre de populations Ben Laden incarnait la résistance à l'impérialisme américain. Par ailleurs, on condamne sans appel l'incursion de l'armée américaine dans un Etat souverain pour livrer ce type d'actions, le Pakistan, même si les autorités pakistanaises étaient informées et avaient donné le feu vert à son déroulement.

Un dernier mot.

J'ai encore ajouté de nouveaux articles dans la rubrique *Documents* au chapitre international. Attention, il faut les lire avec une extrême prudence car leurs auteurs participent à leur manière à l'intox générale, ceux qui ne soutiennent pas l'impérialisme américain, britannique, français, etc. disons occidental, soutiennent l'impérialisme russe, chinois, indien, etc, éventuellement les dictateurs arabes ou africains, aucun d'entre eux n'a en tête les intérêts du prolétariat dans quelque pays que ce soit, leur point commun : ils sont absolument tous subordonnés au capitalisme, sans aucune exception.

Abordons maintenant l'actualité du jour.

Nous baignons déjà dedans depuis quelques semaines déjà, voilà que la propagande et l'intox états-unienne est passée au cran supérieur.

Si vous voulez mon avis, les Etats-Unis menacés dans leur rôle de maître du monde de plus en plus contesté par les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), cela annonce une nouvelle offensive sur tous les fronts de l'impérialisme américain à l'échelle mondiale. Obama a déjà annoncé la couleur en affirmant que le règne de la psychose et de la terreur que fait régner l'impérialisme américain allait continuer, au nom toujours de la lutte contre le terrorisme, bras armé de l'impérialisme pour diviser les peuples et restreindre toujours plus les libertés fondamentales à travers des lois toujours plus liberticides et répressives étendues à tout citoyen.

Un déchaînement de haine après avoir liquidé leur créature ou leur clone, Ben Laden, si c'est bien exact et qu'il n'était pas mort depuis des années.

- "A l'annonce de la mort d'Oussama Ben Laden, des milliers de New Yorkais se sont rassemblés spontanément au Ground Zero jusqu'à l'aube."

Dans la presse américaine :

- «*On a eu le bâtard*», écrit le Philadelphia Daily News. Un journal qui a obtenu trois fois le Prix Pulitzer.

- «*Va pourrir en enfer*», titre carrément le New York Daily News. Lui a eu dix Prix Pulitzer.

A Washington :

- Les envahisseurs se montrent plus vindicatif que jamais par la voix de la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton à l'adresse des talibans afghans : «*Vous ne pouvez pas attendre que nous partions, vous ne pouvez pas l'emporter sur nous, mais vous pouvez faire le choix d'abandonner Al-Qaeda.*». Bref l'impérialisme américain est chez lui en Afghanistan !

- Et dans la foulée la force de l'Otan en Afghanistan (ISAF) s'est empressée de promettre sur place des «*mesures appropriées* là

où c'est nécessaire».», annonçant une nouvelle offensive.

- Les Etats-Unis n'avaient pas prévenu les autorités pakistanaises de l'opération contre Oussama ben Laden. Le pays justifie la violation de la souveraineté pakistanaise par «*l'obligation légale et morale d'agir*», indique un haut responsable de l'administration Obama.. On a déjà lu exactement le contraire !

Quand les médias délirent sur la cache supposée de Ben Laden.

- "un bâtiment de trois étages inhabituellement luxueux et protégé comme une forteresse".

- "la forteresse, environ huit fois plus haute que les résidences voisines, protégée par des murs d'enceinte de quatre à cinq mètres et surmontés de fils barbelés".

- "Avec ses murs de 5 mètres de haut surmontés de barbelés".

Quand j'ai regardé les photos prises à l'extérieur et que j'ai lu ces commentaires je me suis bien marré, car en fait cette maison n'avait rien du tout de luxueux, même pas un petit balcon, des fenêtres minuscules comme cela se fait ici, elle était même plus pouilleuse que la mienne et en plus mauvais état aussi. On distingue nettement que les travaux de la terrasse qui surplombe le deuxième étage n'ont jamais été terminés, de plus la peinture des murs blancs était crasseuse.

Une forteresse ? On voit sur les premières photos qui nous sont parvenues que le mur qui entourait cette propriété dépassait à peine le rez-de-chausée dont la hauteur doit être inférieure à 3 mètres. En observant une autre photo sur lefigaro.fr, on s'aperçoit que la maison était située en pleine ville, que des habitants passaient quotidiennement devant, du coup le mur s'expliquait très bien.

Chez moi, mon terrain est fermé par un mur fait de plaques de ciment (la solution la moins onéreuse) qui fait entre 1.70 et 2 mètres de haut selon les endroits, le terrain est en pente et nous sommes sur une plage. On m'a conseillé de le réhausser à cause des voleurs, il est arrivé à deux reprises que des adolescents le franchissent effectivement, j'ai rajouté des feuilles de cocotiers tressés et réhausser ainsi le mur de 80 cms environ, à croire ces journalistes j'habiterais aussi dans une forteresse. Quant aux "barbelés", en fait il s'agissait de deux malheureux fils que l'on appelle bien barbelés qui courraient le long du mur pour empêcher d'éventuels visiteurs de le franchir, généralement ici parce que cela coûte moins cher les maçons ajoutent des tessons de bouteilles tout le long des murs. Cette maison vaudrait un million de dollar, quelle connerie il ne faut pas lire, les Pakistanais de la rue doivent être les premiers à en rire aux éclats !

Décidément cela confirme ce que je pensais, dès qu'il s'agit de traiter une information en dehors de ce minuscule hexagone qui s'appelle la France, les médias étalent leur crasse ignorance, ils ne sont pas les seuls notez bien...

Un assassinat programmé, s'il a véritablement eu lieu bien sûr.

- «*il s'agissait d'une opération destinée à tuer*», a déclaré à Reuters un responsable américain, en soulignant clairement qu'il n'y avait aucune intention de capturer Oussama ben Laden vivant au Pakistan. «*La décision de savoir que faire de Ben Laden [s'il était capturé] n'a jamais été tranchée*», ont indiqué des sources américaines dimanche soir, relaie Politico. Le site américain a rappelé ce lundi une discussion entre les députés et le ministre américain de la Justice Eric Holder sur le sort judiciaire qui serait réservé à Ben Laden. «*Vous parlez d'une hypothèse qui ne se déroulera jamais. La vérité, c'est qu'on lira ses droits au cadavre d'Oussama ben Laden. Il n'apparaîtra jamais devant un tribunal américain. C'est la réalité... Il sera tué par nous ou il sera tué par l'un des siens pour qu'on ne puisse pas le capturer. Nous le savons.*» Pour Politico, la mort de Ben Laden est donc «*une chance politique*» car sa capture aurait soulevé des «*questions épineuses*».

(source : libération.fr, 20minutes.fr et Reuters 02.05)

Questions :

- Pourquoi les autorités américaines n'apportent-elles aucune preuve de la mort de Ben Laden ? Seraient-ils en train de fabriquer un sosie à la tête éclatée mais toutefois reconnaissable, avec un bon logiciel de retouche d'images rien de plus facile à réaliser.

Après de nombreuses années passées enfermé à Guantanamo, ce serait un détenu qui aurait soudainement lâché le morceau, et livrer le nom de son principal coursier et homme de confiance au Pakistan. Une fable sans doute.

- Pourquoi ne l'ont-ils pas capturé vivant ? C'était très facile à réaliser et en un minimum de temps et de moyens, il suffisait de couper l'eau, l'électricité, de faire le siège de cette maison ou éventuellement de l'arroser de dizaines de bombes lacrymogènes pour que ses occupants en sorte et se rendent. Une opération parfaitement à la portée de simples policiers.

- Comment un stratège de premier ordre comme Ben Laden a-t-il pu être inconscient au point de se planquer dans une ville abritant une importante caserne militaire et habitée par de nombreux militaires à la retraite, à seulement 80 kms de la capitale pakistanaise, comment aurait-il pu commettre une telle erreur ? Cela paraît impensable, même en admettant qu'il ait eu d'importants problèmes de santé.

Nous aborderons plus tard la question de savoir pourquoi Washington a choisi cette date et dans quel contexte pour liquider Ben Laden ou pour annoncer sa mort, car selon certains témoignages précédents il serait déjà mort depuis 2005. Le besoin pour l'impérialisme américain de justifier les guerres néo coloniales en cours en Afghanistan et en Irak ou sont engagement militaire en Libye qui pourrait en annoncer d'autres, en Syrie, en Iran...

Parole d'internaute

- " *La longue histoire de la résistance des féodaux arabes à la modernité*

La mort de Ben Laden clôt un chapitre important de la longue histoire de la résistance des dirigeants féodaux ou dictatoriaux arabo-musulmans aux idées occidentales de liberté et de modernité.

Comme le raconte avec une grande précision le grand reporter Albert Londres dans son ouvrage extraordinaire "le Juif errant est arrivé", cette histoire commence avec la prise de conscience des dirigeants féodaux palestiniens du danger majeur que constitue pour eux l'installation en Palestine des Juifs d'Europe de l'Est et de Russie.

Les idées socialistes et libérales de ces immigrés représentent en effet un danger majeur de contagion sur le peuple palestinien, qui risque fort de balayer ses dirigeants féodaux si on le laisse s'imprégner des idées occidentales véhiculées par les Juifs occidentaux (à la différences des Juifs orientaux installés depuis longtemps, tout à fait soumis aux dirigeants féodaux et à leur idéologie).

Les dirigeants féodaux palestiniens utilisent alors des mensonges éhontés et le fanatisme religieux pour monter le peuple palestinien contre les Juifs. Ils s'ensuit les terribles pogroms anti-juif de 1929, que le grand reporter Albert Londres décrit dans toute leur horreur.

Mais les immigrés juifs résistent et les dirigeants féodaux ne parviennent pas à les massacrer tous ou à les faire partir.

D'où la seconde étape visant à éliminer physiquement tous les Juifs de Palestine (seul moyen imaginé par les féodaux arabes pour pouvoir continuer à opprimer tranquillement le peuple palestinien, en supprimant les Juifs et donc l'influence occidentale): l'alliance entre les dirigeants féodaux arabes et les nazis pendant la seconde guerre mondiale.

Pas de chance pour eux, les nazis perdent la guerre ...

Suivent de nombreuses tentatives pour étouffer l'état d'Israël dès sa création par l'ONU (dont une ratée d'un cheveu en 1948) puis lors des guerres israélo-arabes, puis via une gigantesque et très efficace campagne de propagande anti-israélienne visant à faire accepter la destruction d'Israël par l'ONU et les pays occidentaux. Là aussi, ils étaient à deux doigts d'y parvenir.

Mais, précisément à ce moment là, à la fin du 20ème siècle survient le phénomène Ben Laden. A cette époque, nombre de dirigeants féodaux arabo-musulmans prennent en effet conscience qu'avec les moyens modernes de communication, le danger de contagion des idées occidentales sur leurs peuples et donc le risque de leur destitution par ces peuples vient désormais au moins autant de l'ensemble de l'occident que d'Israël.

D'où le nouveau crédo d'une partie des féodaux arabes et de Ben Laden qui est leur bras armé: rassembler dans le même opprobre et condamner au même enfer Israël et tous les "chiens" occidentaux. En s'attaquant d'ailleurs davantage aux occidentaux qu'à Israël, car dorénavant le danger majeur de contagion auprès des peuples arabes vient de là. Même phénomène d'opprobre anti-occidental commun depuis l'Iran de Khomeiny, ce n'est évidemment pas un hasard.

Mais autant les féodaux arabes avaient une chance sérieuse de détruire Israël - ils ont d'ailleurs failli y parvenir - autant s'attaquer à tout l'occident était une gageure, même avec les tombereaux de pétro-dollars qu'ils possédaient.

D'où pour finir les échecs de cette lutte des oppresseurs de leurs peuples pour pouvoir continuer à opprimer: la "révolution arabe" d'abord, qui est une révolution "internet" et donc réellement progressiste, puis maintenant la mort de Ben Laden.

Il faut prévoir encore quelques soubresauts dangereux de la bête blessée, mais le résultat final ne fait aucun doute: les jours des dirigeants dictatoriaux ou féodaux arabo-musulmans sont comptés, et les peuples arabo-musulmans vont enfin s'affirmer comme peuples, et non comme marionnettes de leurs dirigeants.

Je m'abstiendrai dans ce post de souligner le rôle particulièrement hypocrite et dangereux de beaucoup d'intérêts occidentaux, qui ont longtemps tout fait pour favoriser les dictateurs ou les féodaux arabo-musulmans pour cause de pétrole; cela s'est terminé en boomerang." (liberation.fr 03.05)

Politique

1- France

Le Parlement français a donné lundi son feu vert au programme de stabilité et de croissance pour la période 2011-2014, que Paris va maintenant transmettre à la Commission européenne.

L'Assemblée nationale a adopté par 163 voix (UMP-Nouveau centre) contre 74 (PS-PC-Verts et apparentés) ce texte que le Sénat avait déjà approuvé le 27 avril par 186 voix contre 151.

Le vote au Parlement a eu lieu en vertu de l'article 14 de la loi de programmation des finances publiques pour 2011-2014, qui dispose *"qu'à compter de 2011, le gouvernement adresse au Parlement, au moins deux semaines avant sa transmission à la Commission européenne, (...) le programme de stabilité"*.

Il ajoute que ce programme doit être débattu par le Parlement et suivi d'un vote.

Le ministre du Budget, François Baroin, a saisi l'occasion pour défendre à nouveau le projet de loi, dit *"règle d'or"* budgétaire, visant à inscrire le retour à l'équilibre des comptes publics dans la Constitution, un texte que les députés examinent à partir de mardi en séance publique.

"Notre objectif est clair et assumé : faire en sorte que la maîtrise de nos finances publiques ne dépendent plus d'engagements politiques de circonstances", a-t-il souligné. *"Avec cette réforme constitutionnelle, nous exprimons le souhait de léguer à nos enfants un Etat aux finances assainies, un Etat dont le modèle social et la souveraineté nationale seront durablement garantis"*.

Hostile à cette réforme, l'opposition conteste la plupart des hypothèses et des prévisions du programme de stabilité et de croissance. (Reuters 02.05)

L'UMP donne le la en chef d'orchestre et la soi-disant opposition bien disciplinée entonne la partition en contestant le rythme auquel il faut la jouer, alors que c'est la partition elle-même qui devrait être rejetée.

Il est question ici de la Constitution et de l'Etat comme le souligne Barouin, raison de plus pour les pilonner et avancer la nécessité politique de les abolir...

2- Libye

2.1- Les troupes pro-Kadhafi ont mené, lundi, une offensive d'ampleur sur Misrata, ville rebelle assiégée depuis deux mois. Quatre ou cinq chars ont tenté d'entrer dans cette ville portuaire, située à 200 km à l'est de la capitale. Les rebelles ont assuré avoir arrêté leur progression. Le port de Misrata, stratégique pour l'approvisionnement en armes et en aide humanitaire de la ville, lourdement bombardé dimanche par les forces gouvernementales, était calme en début d'après-midi, selon des sources rebelles. (lemonde.fr 02.05)

2.2- Lundi, quelque 2.000 personnes brandissant des drapeaux et des portraits de Kadhafi ont assisté aux funérailles du fils cadet de Mouammar Kadhafi et de trois de ses petits-enfants. (Reuters 02.05)

Voilà pour le *"soutien populaire"* au dictateur Mohamar Kadhafi !

3- Syrie

Les forces de l'ordre syriennes ont procédé lundi à près de cent quatre-vingts nouvelles arrestations et ont donné quinze jours aux auteurs d'"infractions" pour se rendre. Selon le site d'opposition Syrian Revolution 2011, les forces de sécurité ont pénétré à l'aube dans la localité de Kafar Nubbol, à 320 km au nord de Damas, perquisitionnant les maisons et arrêtant vingt-six personnes. Elles ont également fait irruption à l'aube à Zabadani et Madaya, à une quarantaine de kilomètres au nord-ouest de la capitale, et y ont effectué des perquisitions et arrêté cent quarante-sept personnes, selon l'organisation des droits de l'homme Insan.

A Damas, cent cinquante femmes se sont rassemblées en signe de soutien de la ville assiégée de Deraa, foyer de la

contestation contre le régime. Elles ont été dispersées par la force alors qu'une journaliste syrienne a été arrêtée. Les femmes – journalistes, universitaires, artistes et intellectuelles, "de toutes les confessions" – brandissaient des pancartes sur lesquelles il était écrit "*Non à la violence*", "*Non aux tueries*", "*Levez le siège des enfants de Deraa*", selon l'actrice Fadwa Souleimane. (lemonde.fr 02.05)

4- Yémen

Un homme a été tué et un autre blessé lundi à Aden, dans le sud du pays, lors d'une manifestation réclamant la comparution en justice de gardiens de prison soupçonnés d'être impliqués dans la mort d'un détenu.

Dans un communiqué, les jeunes contestataires qui campent sur une place à Sanaa depuis le 21 février pour réclamer le départ du président Ali Abdallah Saleh ont mis en garde contre "*toute tentative du régime de M. Saleh, dont les jours sont comptés, de mener des attentats contre des intérêts étrangers et des les attribuer au terrorisme afin de tenter de se maintenir en place, comme rempart*" contre Al-Qaïda. (lemonde.fr 02.05)

5- Algérie

5.1- Plusieurs centaines d'étudiants ont tenté, lundi, de marcher dans le centre-ville d'Alger pour une revalorisation des diplômes et un changement de système, mais ils se sont heurtés à un important dispositif de policiers armés de bâtons et de boucliers. Neuf personnes ont été blessées, dont trois policiers, selon des journalistes de l'AFP. Les étudiants ont manifesté déjà à plusieurs reprises et ont été repoussés de manière musclée, avec des blessés, notamment le 12 avril. (lemonde.fr 02.05)

5.2- Le président algérien Abdelaziz Bouteflika a annoncé lundi à Alger qu'une commission compétente serait désignée, en vue de la préparation d'un projet de révision de la Constitution, selon ses propos rapportés par l'agence officielle.

"*S'agissant (...) de la préparation du projet de révision de la Constitution, une commission compétente sera désignée par mes soins, pour prendre en charge cette mission*", a déclaré Abdelaziz Bouteflika dans une déclaration à l'ouverture d'un Conseil des ministres.

Une fois son travail achevé, cette commission est appelée à présenter au président de la République le projet de révision constitutionnelle élaboré, dont la mouture finale sera soumise au Parlement. Mais au cas où "*le projet de révision constitutionnelle se révèle profond, le peuple devra, après le Parlement, en disposer en toute souveraineté, par voie d'un référendum transparent*", a souligné le président algérien.

Cependant, a-t-il encore ajouté, la révision ne saurait porter sur le caractère républicain de l'Etat, l'ordre démocratique basé sur le multipartisme, l'islam religion d'Etat, l'arabe langue nationale et officielle, les libertés fondamentales et les droits de l'Homme et du citoyen, l'intégrité et l'unité du territoire national, ainsi que l'emblème national et l'hymne national.

"*Dès lors, hormis ces constantes nationales, les lois qui seront révisées ainsi que le projet de révision de la Constitution refléteront les vues et les propositions qui auront été démocratiquement exprimées par la majorité*", a assuré Bouteflika.

Selon l'agence de presse officielle APS, le projet de révision de la Constitution sera soumis au Parlement après les prochaines élections législatives prévues en 2012. (AP 02.05)

Question : Comment un parti ouvrier pronant en principe la laïcité et la séparation de la religion de l'Etat peut-il voter une Constitution reconnaissant "*l'islam religion d'Etat*" ? Il faudrait poser cette question au PT d'Algérie qui l'a votée et au POI qui le soutient à bout de bras.

Le 4 mai

Zapping sur l'actualité.

Interview à L'Express. Il est bien placé pour en parler.

- Nicolas Sarkozy répète que l'Europe, premier bailleur de fonds de la Palestine, ne peut "*demeurer un nain politique dans ce dossier*". (Reuters 03.05)

Notons que les nains ont habituellement une grosse tête, ce qui n'est pas un gage d'intelligence bien sûr mais ne l'interdit

pas, cependant dans son cas cela se traduit uniquement par la grosse tête rongée par des tiques.

Un monarque en visite à la centrale atomique de Gravelines, dans le Nord-Pas-de-Calais :

- Le chef de l'Etat, qui a visité le bâtiment de stockage du combustible et la salle des commandes du réacteur numéro 4, vieux de 30 ans, a dénoncé la peur "irrationnelle" et "moyenâgeuse" entretenue selon lui par les détracteurs de l'énergie nucléaire. (Reuters 03.05)

Il est vrai que question rationalisme l'héritier de l'Ancien Régime se pose là, les curés du Moyen-Age étaient mieux placés côté obscurantisme que les enseignants d'aujourd'hui.

Ben Laden. Manipulations grossières.

1- John Brennan, le conseiller de Barack Obama sur l'antiterrorisme au New York Times. «*Si nous avions eu la possibilité de capturer Ben Laden vivant, s'il n'avait pas présenté de danger, les membres du commando étaient capables de l'appréhender*». (lefigaro.fr 03.05)

Contrairement à ses premières annonces, la Maison-Blanche assure que le chef d'al-Qaida n'était pas armé au moment de l'assaut. Quant à son épouse, elle n'aurait pas été tuée, mais simplement blessée. (lefigaro.fr 03.05)

2- Le gouvernement pakistanais s'est défendu des accusations selon lesquelles les mesures de sécurité draconiennes dans le complexe de Ben Laden auraient dû éveiller l'attention des autorités. Il a souligné que la hauteur des murs extérieurs était «conforme» à la tradition «*de la sécurité et du respect de la vie privée*» en vigueur dans le nord-ouest du pays. (lefigaro.fr 03.05)

Ce que j'écrivais hier, réfutant les informations transmises par les journalistes miteux du Figaro, Libération, etc. Regardez bien l'état de la peinture des murs du deuxième étage de la maison où Ben Laden était supposé demeurer. Dégueulasse, le grand "luxe" quoi !

Rectification au passage, le journaliste du Figaro n'a pas dit que cette maison était 8 fois plus élevée que les autres mais 8 fois plus grande en surface, en fait beaucoup plus que cela, passons. Quand au mur d'enceinte, il mesure un peu plus que deux fois la taille d'un policier pakistanais, soit environ 4 mètres de haut. Je ne sais pas si c'est la même chose au Pakistan qu'en Inde, en dessous d'une certaine taille vous ne pouvez pas être recruté dans la police, un de mes beaux-frères en a fait l'expérience, le minimum doit être 1,70 m je crois.

Ils ont encore écrit hier que cette maison était située "en plein champs", si vous avez bien regardé la photo que j'ai mise en ligne hier, vous avez pu constater que cette affirmation était fautive, tout dépend de l'endroit où l'on se situe pour la prendre en photo. Même pour d'infimes détails ils racontent n'importe quoi. Qui et quoi croire ensuite ? Difficile !

3- Le chef d'Al-Qaïda Oussama ben Laden était loin d'être seul quand les forces spéciales américaines ont lancé l'assaut contre son complexe au Pakistan, a-t-on appris auprès d'un responsable américain.

Cette source a précisé à l'Associated Press que 23 enfants et neuf femmes se trouvaient dans le bâtiment. (AP 03.05)

Pas moins ! Et bien sûr parmi tout ce petit monde qui vivait tranquillement là depuis 2005, personne n'était jamais malade, pas de visites en ville de médecins, si au Pakistan c'est comme en Inde, ces fainéants de médecin ne se déplacent pas à domicile, même si vous êtes au plus mal vous pouvez crever, seul le fric les intéresse, sauf peut-être contre de grosses sommes d'argent, mais là encore cela pouvait éveiller l'attention, donc prohibé.

Un début d'explication. Un euphémisme grossier lancé à la face du monde qu'ils méprisent.

Barack Obama, très vivement applaudi à la Maison Blanche où sont conviés des élus républicains et démocrates, les appelle à se servir de la mort de Ben Laden pour surmonter leurs différends et raviver l'unité qui a prévalu juste après les attentats du 11-Septembre. «*Je suis conscient que le sentiment d'unité que nous avons ressenti le 11-Septembre s'est un peu étiolé avec les années et je ne me fais aucune illusion quant aux défis et débats que nous allons devoir affronter dans les semaines et mois à venir*», dit-il. (liberation.fr 03.05)

Bien que leur propagande s'étende à tous les moyens de communication à travers le monde, ils ne peuvent pas empêcher que les travailleurs et la jeunesse du monde entier se saisissent des nouveaux moyens de communication à leur portée pour exprimer leurs aspirations dans un premier temps, puis se soulever dans chaque pays.

Ce sont les contradictions du capitalisme sur le plan économique, social et politique qui sont mises à nu petit à petit, du coup la conscience des masses a commencé à mûrir, elle est encore mal assurée, sans direction précise elle demeure pour le

moment enfermée dans le cadre du régime capitaliste, mais en même temps chacune des revendications sociales et politiques avancées tend (inconsciemment) à le dépasser, à le faire exploser, bref, s'avère dangereuse pour la survie du capitalisme.

Avec Internet et l'accès direct aux dépêches de presse, plus besoins des médias officiels qui appartiennent à des holdings ou qui ne peuvent survivre que grâce aux banquiers pour interpréter les faits, pire encore, chacun par ses connaissances ou son expérience, ses déductions ou ses recoupements, ses analyses et les recherches qu'il a effectuées pour répondre à certaines questions, est en mesure de confondre les médias et les porte-paroles des gouvernements qui mentent délibérément à la population ou interprètent les faits en fonction des intérêts qu'ils défendent et qui n'ont rien à voir avec ceux de la population, bref, c'est l'intégralité du dispositif d'embrigadement des esprits qui est mis à mal.

Au bout du compte, c'est la légitimité de tous les gouvernements qui est remise en cause à l'échelle mondiale à des degrés divers selon les pays, et ce processus enclenché progresse sans cesse, demain, ce sera la légitimité du système économique capitaliste déjà bien entamée qui le sera encore davantage pour s'être avéré incapable de satisfaire les besoins et les aspirations de l'ensemble des 6,5 milliards d'habitants que compte notre planète.

Je me souviens ce que mes parents me disaient quand j'étais jeune, il y a 35 ans, surtout ma mère d'un air menaçant : " tu nous énerves, toi tu sais toujours tout mieux que tout le monde ", parce que j'osais remettre en cause les affirmations des journalistes ou des représentants du gouvernements, du patronat, pour eux c'était parole d'évangile...

A cette époque, c'était ma parole contre celles qu'ils entendaient quotidiennement aux 20h à la télévision. A la limite la mienne pouvait être celle d'une organisation politique qui à leurs yeux n'avait aucune valeur, forcément partisane, parce qu'en face elle ne l'était pas, ils ne se posaient pas la question, c'était ainsi point final et une grande claque dans la gueule si j'insistais... et j'insistais lourdement le plus souvent et les coups pleuvaient, c'était mon père avec ses mains de boxeurs qui s'y collait pour la petite histoire, j'en porte encore la trace derrière l'oreille gauche.

De nos jours il leur serait de plus en plus difficile de tenir le même discours, bien que l'on sache qu'il existera toujours des gens bornés et des masses arriérées au dernier degré, car les nouveaux moyens de communication ont pris une telle importance dans la société, que toute information délivrée par une source officielle est immédiatement ou dans un bref délai accompagnée d'une information contenant un message différent ou donnant lieu à une interprétation divergente, de telle sorte que chacun est amené à se poser des questions et à se demander qui dit la vérité et qui ment, qui triche ou cherche à nous embobiner, bref, à remettre en cause la version officielle ou à ne pas croire systématiquement le premier venu et c'est une bonne chose.

Internet doit être un véritable et épouvantable cauchemar pour tous les falsificateurs ou manipulateurs des esprits, un terrible défi qu'ils sont incapables de relever, ils ne peuvent compter que sur la formidable force d'inertie que constitue l'habitude qui rassure ou reconforte, derrière laquelle on se retranche volontiers par facilité ou ignorance, qui permet à peu de frais de se forger une certitude, mais en aucun cas une conviction, cela nécessite plus de temps et de moyens, c'est la seule chose qui peut les sauver, jusqu'à quand, c'est une autre histoire.

Les falsificateurs ou manipulateurs des masses et des militants possèdent une arme supplémentaire pour ne pas être démasqués ou continuer d'agir dans l'ombre : le silence, l'omerta, en dire le moins possible sur certaines questions délicates, lâcher les infos au compte-gouttes, il leur faut encore plus manoeuvrer en coulisses que par le passé, plus discrètement, organiser des réunions à huis clos, réactiver des comités quasi clandestins ou connus d'eux seuls, comme couverture, se déclarer de grands démocrates sert utilement de camouflage à leurs (réelles) intentions inavouables, qui oseraient remettre en doute la probité de dirigeants, d'ici qu'on découvre le pot aux roses, il aura coulé de l'eau sous les ponts, ils ne peuvent espérer mieux car un jour ou l'autre leur véritable nature sera découverte.

Maintenant, en lisant attentivement et en analysant scrupuleusement leurs discours, on parvient quand même à les confondre et à dénoncer leurs manigances car ils commettent toujours des erreurs. Cela nécessite un minimum d'expérience et une méthode, ne s'en tenir qu'aux faits vérifiables, de la détermination, de la persévérance, du temps et beaucoup de patience, mais le résultat vaut franchement le coup, pour peu bien sûr qu'on ne s'égare pas en cours de route en voulant en tirer un bénéfice personnel, auquel cas même si le résultat était concluant il serait immédiatement entâché du sceau de la vanité et perdrait tout intérêt, bref n'atteindrait pas son objectif initial qui est de faire éclater la vérité, qui comme chacun sait est révolutionnaire !

Voilà une excellente raison pour faire connaître le site, sans être obligé de partager les analyses de son animateur et concepteur, cela va de soi.

Libye. Une distinction intéressante.

Le ministre de l'intérieur algérien, Dahou Ould Kablia, a dit s'attendre à des relations "très tendues" entre son pays et la Libye si les rebelles libyens et le CNT arrivent au pouvoir. (lemonde.fr 03.05)

Oui, les rebelles libyens et le CNT sont deux choses différentes, et c'est bien ce qui tracasse l'OTAN !

Israël. S'il pouvait dire vrai dans tous les cas de figure...

Lundi soir, le ministre de la défense israélien, Ehoud Barak, a estimé que le régime du président syrien, Bachar Al-Assad, est voué à disparaître à cause de la "*brutalité*" avec laquelle il réprime les contestataires. (lemonde.fr 03.05)

Combien reste-t-il de prisonniers palestiniens emprisonnés arbitrairement dans les geôles de l'Etat sioniste ?

Parole d'internaute

- "Mensonges, manipulations, intox, désinformation, agression cynique, violence criminelle aveugle sur les peuples et les Etats souverains et indépendants, barbarie au nom des "droits de l'homme" (mon cul), tout cela dans la plus stricte impunité pour leurs auteurs. Voilà l'Empire global économique-politique médiatique du début du vingt et unième siècle, bien plus réel et effectif que celui décrit par Michael Hardt et Toni Negri.

Ses armes: la démocratie totalitaire (la forme de gouvernement la plus achevée des dictatures de la planète) et la technologie (en dernière instance toujours à finalité militaire) la plus sophistiquée pour broyer les consciences et les corps, et les réduire à la merci de ses intérêts égoïstes." (lefigaro.fr 03.05)

Politique

1- Territoires palestiniens.

Les factions palestiniennes, dont les rivaux Fatah et Hamas, ont scellé, mardi, leur réconciliation au Caire, mettant un terme à la division entre la Cisjordanie et Gaza. L'accord prévoit la formation d'un gouvernement d'indépendants pour préparer des élections présidentielle et législatives simultanées dans un délai d'un an.

Des représentants de treize groupes ainsi que des personnalités indépendantes ont signé l'accord après des entretiens avec des responsables égyptiens, dont le chef du renseignement, Mourad Mouafi. Des entretiens entre le président Mahmoud Abbas, chef du Fatah, et le chef du mouvement islamiste Hamas Khaled Mechaal, sont attendus en soirée. Ils participeront mercredi à une cérémonie officielle en présence du chef de la Ligue arabe, Amr Moussa, du ministre des affaires étrangères égyptien, Nabil Al-Arabi, et de M. Mouafi. (lemonde.f 03.05)

2- Syrie

Le journaliste algérien Khaled Sid Mohand, qui travaille pour la station de radio France Culture et le quotidien Le Monde, arrêté le 9 avril à Damas a été libéré mardi, a affirmé un diplomate de l'ambassade d'Algérie dans la capitale syrienne. (lemonde.f 03.05)

Les militants anti-régime ont appelé à des sit-in permanents à partir de ce mardi soir dans toutes les villes de Syrie alors que les arrestations massives se poursuivaient pour tenter d'enrayer le mouvement de contestation sans précédent contre le régime du président Bachar al-Assad.

«Les arrestations massives menées par les autorités syriennes se poursuivent dans les gouvernorats, notamment à Deraa (sud), dans la province de Damas et à Idleb (nord-ouest)», affirme un communiqué de l'Organisation nationale des droits de l'Homme (ONDH). Selon elle, le nombre de personnes arrêtées ces deux derniers jours dépasse les 1.000. (libération.fr et leexpress.fr 03.05)

3- Libye

La situation devient dramatique pour les habitants de la ville rebelle assiégée de Yafran, dans les montagnes au sud-ouest de Tripoli, privés de vivres, d'eau potable et de médicaments, ont raconté lundi des réfugiés à la frontière tunisienne. Yafran, à une centaine de kilomètres de la capitale, est située dans le djebel Nafoussa, majoritairement peuplé de Berbères, qui s'est soulevé il y a deux mois contre le régime de Mouammar Kadhafi. (lemonde.fr 02.05) Algérie

Quelque deux cents journalistes ont organisé mardi, à l'appel de l'Initiative algérienne nationale pour la dignité du journaliste, un sit-in devant la Maison de la presse, à Alger, pour marquer la Journée de la liberté de la presse. Selon eux, "*la profession est dans un désordre total*", avec l'absence de statut, de carte de presse, de salaires corrects, de formation.

Lundi, le conseil des ministres a pris une série de mesures pour aider les journalistes et abolir le délit de presse entré en vigueur en 2001 et qui permettait l'emprisonnement de journalistes. Dans un message adressé, mardi, aux journalistes algériens, le chef de l'Etat s'est engagé à une "*révision de la loi organique portant Code de l'information*" et à la mise en place de "*lois ordinaires pour un cadre juridique*" en concertation avec la profession et la société.

Par ailleurs, il a également été décidé, lundi, en conseil des ministres, une hausse de 25 % des dépenses publiques et la suppression de taxes à l'importation sur des denrées de base dans le but de désamorcer une éventuelle contestation sociale. Les dépenses supplémentaires serviront principalement à augmenter les traitements des fonctionnaires, à relever les subventions de l'Etat sur la farine, le lait, l'huile et le sucre, à créer des emplois pour les jeunes et à construire de nouveaux logements. (lemonde.f 03.05)

4- Tunisie.

En Tunisie également, les professionnels de la presse avaient appelé à un rassemblement mardi devant le théâtre municipal, à Tunis. Ils réclament "*l'inscription dans le préambule de la Constitution du droit d'informer*", ainsi que la rédaction d'un code de déontologie et la multiplication de journaux indépendants. (lemonde.f 03.05)

5- Emirats arabes

Les Emirats arabes unis ont dissous l'Association élue des enseignants, soupçonnée de soutenir des réformes démocratiques dans ce pays du Golfe, a déploré mardi Human Rights Watch (HRW). Cette mesure survenue lundi fait suite à la dissolution, le 21 avril, de l'Association des juristes. Ces deux associations avaient, comme d'autres ONG, signé en mars une pétition appelant à des réformes démocratiques, indiquant qu'elles avaient été accusées de participation à des activités politiques et d'avoir nui à la sûreté de l'Etat.

"*Cette attaque contre la société civile est une preuve de plus que les autorités émiraties voient dans chaque partisan des réformes une proie facile*", a estimé Joe Stork, directeur adjoint de HRW pour le Moyen-Orient. Les autorités détiennent cinq militants, arrêtés pour "*non-respect de la loi*" et "*incitation à des actions de nature à affecter la sécurité de l'Etat*". Certains d'entre eux ont signé une pétition en faveur de réformes politiques, inspirée par les revendications de changement dans d'autres pays arabes. (lemonde.f 03.05)

Social

1- France

1.1- PV : + 55% d'augmentation.

À partir du 1er août 2011, l'amende de stationnement passera à 17 euros. C'est ce que stipule un décret du gouvernement qui va paraître prochainement.

Aujourd'hui, un automobiliste qui ne paye pas son stationnement paye une amende forfaitaire d'à peine 11 euros.

Selon les chiffres de Bercy, cette hausse de l'amende rapportera 24 à 36 millions d'euros par an aux collectivités locales. (lefigaro.fr 03.05)

1.2- Augmentation du prix du timbre.

Le prix du timbre pour les envois de lettres de moins de 20 grammes augmentera de deux centimes le 1er juillet, passant de 0,58 à 0,60 centimes, a annoncé La Poste lundi dans un communiqué. (libération.fr 03.05)

1.3- Augmentation du prix de l'essence.

Le super sans plomb 98 s'est vendu à 1,5849 euro le litre au cours de la semaine dernière. Le sans plomb 95 s'est lui vendu à 1,5469. Les prix de ces deux carburants ont grimpé de plus de 60% en seulement un an et demi.

Le prix du gazole a lui légèrement baissé à 1,3596 euro le litre. Une bonne nouvelle, puisque c'est ce carburant qui alimente les voitures de plus de 74% des français. (20minutes.fr 03.05)

1.4- L'Etat des riches : cadeaux !

Le coût du bouclier fiscal pour l'Etat a été en 2010 de 591 millions d'euros, selon des informations publiées mardi par Les Echos.

Au final, 14.443 personnes ont reçu un chèque moyen de 40.908 euros au titre du plafonnement de leurs impôts à 50% de leurs revenus en 2010.

Mais le dispositif a surtout bénéficié à une petite minorité de contribuables les plus aisés. «*Les 1.000 premiers bénéficiaires, soit 7 % du total, ont obtenu 63 % des dépenses liées au bouclier, soit une restitution moyenne de 365.000 euros*», expliquent Les Echos.

Ces ménages ont déclaré les 10% de revenus les plus élevés et possèdent le patrimoine les plus importants, supérieurs à 16,4 millions d'euros.

A l'autre bout de l'échelle du bouclier fiscal, la moitié des contribuables (47 %) a déclaré l'année dernière un revenu inférieur à 3.467 euros par an et n'étaient pas assujettis à l'ISF.

Ces contribuables ont reçu un chèque moyen de 2.686 euros, soit 3% de la dépense totale de l'Etat pour ce dispositif.

«*Restent les cas extrêmes de contribuables possédant un très gros patrimoine mais ayant des revenus très limités. Ils étaient 17 en 2009, et 32 l'an dernier à posséder plus de 16,5 millions de patrimoine pour un revenu déclaré inférieur à 3.467 euros. Ils ont perçu un chèque moyen de 169.000 euros*», précisent Les Echos. (20minutes.fr 03.05)

2- Italie.

La Confédération générale italienne du travail (CGIL) a appelé à une grève générale vendredi dans tous les secteurs d'activité en Italie pour défendre les droits des travailleurs face à la crise économique. (AP 03.05)

Economie.

Portugal

Le Portugal a conclu mardi un accord avec l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI) sur un programme de renflouement de trois ans et d'un montant de 78 milliards d'euros.

Le nouveau gouvernement qui sera issu des élections du mois prochain devra endosser les modalités du renflouement et José Socrates a dit que ce dernier ne nécessitait aucun changement dans la Constitution. (Reuters 03.05)

Le 5 mai

Il y a des jours avec et des jours sans, aujourd'hui coup de bol : c'est un jour avec, la causerie du jour est bien fournie.

Le POI, qui s'est enfin fendu d'un article sur la Syrie, n'a même pas été foutue de l'écrire seule, et la caution de leurs "*correspondants au Moyen-Orient*" ne comblera pas l'absence de prise de position de ce parti sur le développement de la situation politique dans ce pays. Vous pouvez toujours chercher, ils s'en sont bien gardés, sans parler de la dernière phrase qui est plus qu'ambiguë...

Dans l'encadré consacré à la chronologie de la Syrie de 1918 à 2000, curieusement il manque l'un des épisodes les plus tragiques qu'ait connu la population syrienne, la terrible répression orchestrée par Hafez al Assad en 1982 à Hama et qui s'était soldée par quelque 30.000 morts. (dans les infos en bref du 18 avril, source Reuters ou AP 17.04) Admettons que ce soit un oubli, fâcheux, mais un oubli tout de même qu'il fallait signaler à nos lecteurs.

Décidément, l'ancienne version d'*Informations ouvrières* étaient marquée du sceau de la sclérose, la nouvelle sombre dans l'amateurisme ou l'approximation à chaque numéro, tout semble se déliter dans ce parti, dommage !

Contrairement à ce que pensent certains militants ou sympathisant du POI habités par une haine aveugle et qui se comportent volontiers en procureurs généraux envers tous les militants qui osent critiquer leur cher parti, sa ligne politique ou son fonctionnement, je lui rends un fier service ! Oui, oui, je ne plaisante pas. C'est quelque chose qui les dépasse totalement, qu'ils ne peuvent même pas concevoir en rêve, comme quoi ils ont encore pas mal de progrès à faire avant d'accepter une confrontation d'idées franche et sereine. Je vais vous prouver immédiatement ce que j'ai avancé précédemment.

Et le POI de nous annoncer encore la fin du monde ! Markun, l'un des quatre secrétaires nationaux du POI à propos de la "réforme constitutionnelle" : - "*Si le projet constitutionnel devait passer, ce serait la fin de l'indépendance des organisations syndicales, la fin des partis politiques qui se réclament de la classe ouvrière*" (page 3 IO n°147), donc, camarades du POI apprêtez-vous à déposer les armes si ce projet passait ! Ou à passer dans la clandestinité !

Ils n'ont pas compris apparemment que c'était exactement ce genre d'annonces, que j'ai toujours connues de la part des dirigeants des formations politiques qui ont précédé le POI, qui décrédibilisent totalement ce parti. Quand des travailleurs ont lu ou entendu à intervalles réguliers depuis 30 ans que la Sécu allait mourir et qu'ils constatent qu'elle est toujours vivante parce qu'ils y ont recours, bien qu'en mauvais état on est d'accord sur ce constat, ils sont en droit d'être perplexes à l'endroit de ce parti.

Non, il fallait expliquer ou dire que ce projet s'inscrit dans une perspective précise, à la limite programmée de longue date, ce qui n'a pas la même portée et correspond davantage à la réalité comme le souligne justement Gluckstein dans son éditorial. Car lorsque l'on dit aux travailleurs et aux militants, c'est aujourd'hui ou jamais, c'est une question de vie ou de mort, compte tenu de l'état du mouvement ouvrier et du fait qu'il faudra encore attendre pour que les masses descendent spontanément par millions dans la rue, ils seront portés à se dire que c'est foutu d'avance, car plus d'un se le dit déjà dans sa petite tête sans l'avouer ouvertement, à moins qu'on nous prouve que les travailleurs ou les militants seraient portés par un optimisme à toute épreuve en ces temps de réaction sur toute la ligne, vous leur sciez littéralement le moral, il n'y a rien de plus décourageant que ce genre d'annonces, s'ils doutaient qu'on pouvait encore sauver quelque chose, là pour le coup ils vont pouvoir se dire que finalement leur combat ne sert à rien, et certains abandonneront le combat.

Ils manquent aussi décidément de psychologie ou méconnaissent la psychologie des masses, des travailleurs, des militants qui ne sont pas différents des autres travailleurs. Un militant cela se respecte, il a des faiblesses et subit bien des souffrances, il faut le soutenir, il faut le choyer et le former, l'entourer de considérations, en prendre le plus grand soin, lui témoigner de l'affection, de l'intérêt, bon, sans aller jusqu'à le materner mais presque, il faut essayer de lui faciliter la vie, c'est fragile comme de la porcelaine un militant tant qu'il n'est pas devenu un véritable bolchevik, qu'il n'est pas armé de la méthode du marxisme.

Pourquoi l'administration américaine se met-elle aujourd'hui en quatre pour fournir au monde entier la preuve qu'ils ont bien liquidé Ben Laden ? Parce que, d'une part plus personne ne les croit depuis l'histoire inventée des armes de destruction massive de Saddam Hussein qui n'ont jamais existé et a servi de prétexte pour envahir l'Irak, d'autre part, parce qu'à plusieurs reprises depuis 2001 ils ont annoncé sa mort. L'administration américaine n'est plus digne de confiance, quoiqu'elle dise ou fasse, c'est terminé, sauf peut-être aux Etats-Unis ou la majorité des masses est arriérée ou complètement décomposée.

Le POI ne se grandit pas en disant aux travailleurs, je prends trois exemples, que Sarkozy bombarde la Libye, ce qui est faux puisqu'il ne bombarde que les positions de Kadhafi, que le nucléaire serait finalement sans danger si EDF était renationalisé (page 14), ce qui est faux également, et pour finir quand ils font croire que cette réforme constitutionnelle interdirait aux travailleurs de revendiquer de meilleurs salaires "*quand on explique qu'il s'agit de rendre illégale la moindre revendication en matière de salaires ou de postes, la signature de l'appel est immédiate.*" (page 9), tu parles, c'est manifestement un abus de confiance, une contrevérité, imaginez un instant l'état des travailleurs qui ont signé cette pétition le lendemain du jour où ce projet sera adopté, s'il l'est, ils seront KO debout, effondrés, réduits à l'état d'impuissance face au rouleau compresseur des institutions de la Ve République et de l'Union européenne, génial !

On aura du mal à leur faire entendre raison si l'on en juge parce que déclare (page 14) un de ses dirigeants ou cadres, Gilles Champion, ingénieur : "*nous sommes tous d'accord, au POI, pour renationaliser EDF et GDF, pour que l'humanité maîtrise son destin et dispose d'une énergie électrique abondante, bon marché et produite de façon sûre pour les travailleurs, les populations et l'environnement*", parce qu'il n'imaginera pas un instant que l'homme ait pu un jour concevoir puis engendrer une machine infernale qu'il ne maîtrisera jamais totalement, cela ne lui effleure même pas l'esprit, c'est tellement facile d'évacuer cette hypothèse ou plutôt ce constat puisque l'énergie nucléaire représente un véritable danger pour la survie de la vie sur terre, c'est terrible, navrant, pitoyable et effrayant à la fois !

Dans un rayon de 20, 30, 40 kms on ne sait pas au juste, autour de la centrale de Fukushima (comme à Tchernobyl), toute vie sera impossible pendant 48 000 ans, alors que l'homme a réussi jusqu'ici à vivre dans les régions les plus inhospitalières de la planète, c'est la première fois depuis que l'humanité existe qu'il se verra interdit de fouler une partie de son territoire, peu importe, n'en tirons aucune leçon, coulons une bonne couche de béton supplémentaire (double caisson) là-dessus et n'en parlons plus !

Il écrit "*Enfin, en quoi l'ingénieur que je suis et l'ensemble de mes collègues seraient moins « indépendants », donc libres de pensée et de propos*", qu'il nous permette cependant d'émettre une réserve : non monsieur l'homme ne maîtrisera jamais totalement la nature, il demeurera toujours une part d'inconnue au-delà de sa portée, que vous l'admettiez ou non n'y changera rien, pas même les pensées les plus développées ou les propos les mieux intentionnés. Au diktat insupportable selon lequel l'homme propose et Dieu dispose, voilà qu'on renchérit en prétendant que l'homme pourrait décider et la nature lui obéir. Le capitalisme a engendré sa négation, le prolétariat, ne commettons pas l'erreur fatale, s'il n'est pas déjà trop tard, d'engendrer la négation de l'homme tout court.

Ce genre de discours dessert hélas encore une fois la cause que vous défendez et que je partage.

Parole de vieux.

Quand on regarde les photos des meetings et des manifestations en France on a souvent l'impression d'une sortie organisée pour

le troisième âge, regardez la photo de la manifestation contre Assad prise hier à Baniyas en Syrie : jeune, rafraîchissante et pleine d'espoir pour l'avenir.

Au début du XXe siècle le mouvement ouvrier russe était bourré de popes, de flics, d'indics, bref de provocateurs en tous genres, de plus il était férocement réprimé et ne disposait d'aucun droit politique, cela ne l'a pas empêché de parvenir à chasser du pouvoir l'autocrate Nicolas II, avec l'aide du parti bolchevik il faut toutefois préciser, parti qui fait défaut dans tous les pays du monde, c'est bien là le problème de l'heure à résoudre. Avant d'y venir ou d'y revenir, il va falloir que la jeunesse fasse l'amère expérience de ce qu'on appelle les réseaux sociaux (Fesse book, etc) qui ne mènent qu'à une impasse politique.

Se soulever contre un régime autoritaire ou dictatorial, c'est un premier pas qui peut être effectué spontanément, mais il est très difficile de faire le second, installer un régime plus démocratique, quant au troisième qui consiste à instaurer un régime favorable aux travailleurs, il ne faut pas rêver, il sera impossible à réaliser sans une solide organisation centralisée et disciplinée, armée sur le plan théorique et politique, donc un parti ayant la confiance de la majorité des travailleurs et capable de les entraîner au combat pour se lancer à l'assaut du régime en place...

Avant la mort de Ben Laden, c'était normal d'y être...

- Afghanistan : que fait-on encore là-bas ? Il est temps de se retirer - Rue89 (04.05.11)

Un portail de gauche bien sûr puisqu'on vous le répète sans cesse, mais pas une opposition de gauche, révolutionnaire et non réactionnaire comme l'est ce qu'on appelle communément la gauche.

Il faudrait croire sur parole ceux qui mentent comme ils respirent.

- Jay Carney, porte-parole de la présidence, a expliqué que la photo prise peu après la mort de Ben Laden était "atroce" et qu'il fallait ménager les "susceptibilités en ce qui concerne la publication de photographies de Ben Laden". (Reuters 04.05)

Parce que voyez-vous l'Etat terroriste américain, la CIA, le Pentagone, auraient des scrupules, ces gens-là sont des démocrates, de grands humanistes comme chacun devrait le savoir, ils oeuvrent pour le bien-être de tous et la paix dans le monde, qui l'ignore encore... C'est comme lorsqu'ils nous racontent qu'ils se seraient donnés le mal sans le moindre témoin et donc sans y être obligé, d'organiser les funérailles de Ben Laden en respectant les préceptes du Coran, alors qu'ils l'ont tué tandis qu'il ne portait pas d'arme, c'est se foutre de la gueule du monde. Cependant, tordus comme ils sont, ils auraient très bien pu se livrer à une telle mise en scène avec un autre cadavre histoire de dire que de nombreux militaires en ont été témoins, sauf qu'ils n'ont pas pu identifier le corps !

- Une sénatrice américaine, Kelly Ayotte, a déclaré à la presse au Capitole avoir vu elle aussi l'une des photos de la dépouille d'Oussama ben Laden et elle a confirmé qu'il s'agissait bien de lui. (Reuters 04.05)

Parce qu'elle serait capable de le reconnaître alors qu'il n'est pas apparu en public depuis des années, elle serait capable également au premier coup d'oeil de reconnaître une photo originale d'un montage sophistiqué réalisé avec Photoshop par exemple, ben voyons !

- Une fille de 12 ans d'Oussama Ben Laden, détenue au Pakistan avec une de ses épouses et d'autres enfants présents dans la maison au moment du raid, a raconté avoir vu les soldats américains tuer le chef d'Al-Qaeda, a dit à l'AFP un responsable du renseignement pakistanais. (libération.fr 04.05)

A défaut de cadavre et de photos, il faudra vous contenter du témoignage au-dessus de tout soupçon d'un "*responsable du renseignement pakistanais*"!

- Le cerveau d'al-Qaida demande par ailleurs à ses enfants de ne pas rejoindre la guerre sainte. "", écrit-il. À ses femmes - au nombre de quatre -, Ben Laden demande de "*ne pas envisager de se remarier et de se consacrer aux enfants, de les guider sur le bon chemin*" (lepoint.fr 04.05)

Voilà qui devrait en dissuader plus d'un de rejoindre les rangs de cette organisation terroriste et pour un peu ses membres pris de remords seraient prêts à se confesser devant les membres du Congrès américain !

Ce qui est intéressant dans cette histoire, c'est qu'ils sont en train de finir de se déconsidérer aux yeux de la population mondiale, on a franchement envie de les encourager à continuer dans cette voie, car même les plus crédules finiront bien un jour par comprendre qu'on les a manipulés jusqu'à l'os.

En voilà un qui sait de quoi il cause...

Sarkozy : "En Libye, Kadhafi est discrédité pour représenter l'avenir" - L'Express.fr - (03.05.11)

Un des leurs, ils l'affirment...

Question : qui a dit :

- "D'un côté, le vieux mâle chauvin, politique en fin de course, centriste pour ne pas dire de droite et plus libéral que libertaire."

Réponse : Le Figaro (lefigaro.fr 04.05) à propos de Daniel Con-Bandit.

Un régime pris d'incontinence qui se réfugie dans les pissotières.

- (à propos de TF1) "On en arrive à avoir dix minutes de pub toutes les dix minutes de film. Très franchement on n'a pas envie d'aller pisser toutes les dix minutes." (lefigaro.fr 04.05)

Politique.

1- France.

1.1- Quand la nostalgie du colonialisme les torture.

La petite commune de Banyuls-sur-Mer, dans les Pyrénées-Orientales, se déchire après le vote du conseil municipal qui a décidé de baptiser un rond-point du nom du défunt général Marcel Bigeard.

La proposition vient du maire Jean Rède (UMP). Elle avait recueilli quatorze voix pour, sept contre, quatre élus s'abstenant. (AFP 04.05)

1.2- Le Cran d'arrêt du régime.

Le président du Conseil représentatif des associations noires (Cran) Patrick Lozès, compte se présenter à l'élection présidentielle française de 2012, afin de promouvoir «*la dynamique de l'égalité*», a-t-il indiqué à l'AFP dans un entretien téléphonique.

Ce pharmacien de formation, né au Bénin en 1965, est un ancien membre de l'UDF. (libération.fr 04.05)

Histoire de faire perdre des voix à la soi-disant gauche pour faire réélire Sarkozy...

1.3- Ne pas franchir la ligne rouge !

Jean-Pierre Chevènement a confirmé ce mercredi sa candidature à l'élection présidentielle. Le président d'honneur du MRC, âgé de 72 ans, a l'intention de «*faire bouger les lignes*», a-t-il expliqué sur Europe 1 ce mercredi.

En creux, il a fait comprendre que sa candidature s'opposait à celle probable à son sens de Dominique Strauss-Kahn. (20minutes.fr 04.05)

2- Syrie

Le régime syrien a déployé, mercredi 4 mai, des dizaines de chars aux abords de deux places fortes de la contestation et maintenu le siège d'autres villes sans parvenir à briser la détermination des opposants à poursuivre leur "révolution".

632 morts, peut-être 8000 arrestations. L'organisation de défense des droits de l'Homme Insan évoque un bilan de 632 morts depuis le 15 mars. Amnesty International parle de 542 morts, un chiffre qui pourrait être, selon elle, plus élevé.

Le nombre de personnes «*détenues ou disparues pourrait dépasser les 8.000*», indique Wissam Tarif, directeur exécutif de l'organisation de défense des droits de l'Homme Insan. Selon lui, Insan avait pu confirmer la détention de 2.843 personnes, dont 891 à Deraa et ses environs. Mais 5.157 autres noms sont en cours de vérification, dont 4.038 à Deraa et ses environs.

A Deraa, "depuis trois jours, l'armée envoie des renforts à l'entrée nord d'Al-Rastan, place forte de la contestation, a également indiqué un militant. Les renforts continuent d'être déployés et, selon des estimations, il y aurait une centaine de tanks et de

transports de troupes, sur l'autoroute entre Homs et Hama."

Ce déploiement est intervenu à la suite du refus des habitants de livrer une centaine d'hommes en échange d'un maintien des chars hors de la ville. Les mêmes habitants avaient, il y a quelques semaines, déboulonné une statue de l'ancien président Hafez Al-Assad, père de l'actuel président qui lui avait succédé en 2000.

Le siège de la ville de Baniyas a également été aussi renforcé par les forces de sécurité, lesquelles ont procédé à de nombreuses arrestations aux barrages érigés à l'entrée de la ville et confisqué des camions chargés d'aide humanitaire destinée aux habitants, ont indiqué un militant et un témoin.

"Nous poursuivrons notre révolution et nos manifestations pacifiques à travers la Syrie jusqu'à ce que nous obtenions notre liberté", ont affirmé dans un communiqué les comités de coordination des manifestations dans plusieurs villes, dont Baniyas, Douma (près de Damas), Homs et Deraa. Ils ont dénoncé la répression et les récentes arrestations massives de contestataires, faisant état d'au moins cinq cents arrestations par jour à travers le pays.

"Le régime perd la raison car, en dépit du siège et de la brutalité dont sont victimes plusieurs villes, et les arrestations de centaines de personnes, les manifestations prennent de l'ampleur chaque jour", ont-ils souligné. Les contestataires, qui exigeaient au départ la levée de l'état d'urgence, la libération des détenus et la fin de la suprématie du parti Baas, réclament désormais la chute du régime.

Manifestation sans précédent à Alep. Hier, plusieurs centaines d'étudiants ont manifesté avant d'être dispersés par les services de sécurité dans le campus universitaire d'Alep, la deuxième ville du pays, jusque là très peu touchée par la contestation. (lemonde.fr et libération.fr 04.05)

3- Libye.

Les troupes pro-Kadhafi ont bombardé mercredi la ville rebelle de Zintan, et une route destinée aux approvisionnements dans les régions montagneuses de l'ouest de la Libye.

Près de 40 roquettes Grad ont été tirées mardi soir et mercredi sur Zintan, région montagneuse qui abrite la communauté berbère, a témoigné Khaled Aburaqqa, un porte-parole de cette communauté. (AP 04.05)

Social.

1- France

1.1- Les fonctionnaires : on les aime !

D'après un sondage TNS-Sofres commandé par la FSU et rendu public mardi matin, 51% des personnes interrogées estiment que l'Etat *"traite mal"* les fonctionnaires, tandis que 39% jugent qu'il les *"traite bien"*. Par ailleurs, 66% pensent que l'Etat leur donne des moyens *"insuffisants (...)" pour bien remplir leurs missions*, alors que 26% des personnes interrogées les estiment *"suffisants"*.

En outre, 71% des sondés considèrent comme *"une mauvaise chose"* la règle appliquée par le gouvernement du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite, et 21% une *"bonne chose"*.

Concernant l'opinion générale qu'ont les Français au sujet des fonctionnaires *"auxquels (ils ont) affaire"*, le qualificatif *"honnêtes"* recueille 75% d'approbation, *"compétents"* 69%, *"au service du public"* 67%, *"à l'écoute"* 63% et *"accessibles"* 59%. (AP 04.05)

1.2- Grève du personnel de La Tribune.

L'horizon s'assombrit pour La Tribune. Son directeur de la rédaction, François Lenglet, et l'un de ses adjoints, Olivier Provost, ont démissionné ce mercredi. D'autres départs pourraient suivre. Motif invoqué : des *« divergences stratégiques »* avec la PDG et propriétaire, Valérie Decamp. S'estimant *« victimes d'un manque d'information »* sur la situation du quotidien, les salariés ont voté la grève. Le journal ne paraît pas ce jeudi.

La Tribune, qui a perdu 9 millions d'euros l'an dernier, a besoin de 15 millions d'euros pour pérenniser son activité. Le trafic du site a, certes, progressé de 57% en un an, mais les recettes publicitaires de latribune.fr ne compensent pas le manque à gagner sur le papier. La diffusion du titre, en retrait de 1,6% en 2010 à 66.185 exemplaires de diffusion France payée, selon l'OJD, a encore décroché de 4,6% de janvier à mars dernier. Les ventes au numéro sont en chute de 15 à 23% depuis le début de l'année.

La double démission d'aujourd'hui intervient alors que la clause de cession ouverte aux journalistes prendra fin vendredi. «*Un sentiment de colère domine* », indique une source interne. La rédaction proteste notamment contre la volonté de la direction de faire passer la part des contributions extérieures, émanant de non-journalistes, de 15% actuellement, à 30 à 40% afin de réduire la masse salariale. Les salariés s'inquiètent des «*propos de Valérie Decamp pour le moins évasifs sur la ligne rédactionnelle, l'emploi et le projet industriel*». Ils craignent qu'une nouvelle réduction d'effectifs n'ouvre la voie à la disparition de la publication papier. Depuis juillet 2010, l'effectif est passé sous la barre des 100 cartes de presse, une quarantaine de journalistes ayant quitté la rédaction. (lefigaro.fr 04.05)

1.3- Comment Merdiator a fait maigrir les finances de la Sécu.

Le Mediator, le médicament utilisé comme coupe-faim à l'origine de 500 à 2 000 morts, a coûté environ 1,2 milliard d'euros de remboursement à la Sécurité sociale, affirme Le Figaro dans son édition de jeudi 5 mai.

Le seul remboursement de cet antidiabétique, dont quelque 145 millions de boîtes ont été vendues en trente-trois ans, a coûté 879 millions d'euros, selon une note confidentielle de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM), citée par le quotidien. Les ventes du Mediator n'ont, en effet, cessé de progresser entre 1983 et 2005, un pic ayant été atteint en 2005 avec plus de 9 millions de boîtes vendues.

Le coût de la prise en charge des complications médicales liées à ce médicament, destiné aux diabétiques en surpoids et largement détourné comme coupe-faim, représente, en outre, au moins 315 millions d'euros.

"*Cette estimation part du principe que 1 750 patients ont subi une intervention chirurgicale cardiaque. La CNAM n'a en revanche pas calculé le coût des arrêts de travail liés au Mediator, ni les primes d'invalidité. Elle n'a pas non plus pris en compte les 663 000 courriers envoyés par l'Agence du médicament aux patients ayant pris du Mediator ainsi que les consultations et les échocardiographies qui ont suivi*", raconte le quotidien, précisant que d'autres calculs sont en cours. Contactée par Le Figaro et l'AFP, la CNAM n'a pas souhaité commenter cette information.

Commercialisé en France par les laboratoires Servier de 1976 à novembre 2009, le Mediator, qui a été utilisé par 5 millions de personnes, a été retiré du marché en raison des risques cardiaques qu'il faisait courir aux patients. (lemonde.fr 04.05)

2- Espagne

L'Espagne a battu un nouveau record de chômage pour la zone euro au premier trimestre 2011, à 21,3% de la population active, soit 4,9 millions de personnes sans emploi, a annoncé le gouvernement vendredi. (AP 04.05)

Le 6 mai

En ligne aujourd'hui le n°35 de Révolution socialiste des camarades du Groupe bolchevik, dont je vous recommande vivement la lecture, même si on n'est pas d'accord sur tout, peu importe ici. Vous avez le droit de verser le prix de ce numéro, 1,5 euro, à ce groupe, si vous l'avez trouvé intéressant, cela ne devrait pas trop vous démunir.

Je dis cela à tout hasard, sachant que l'état d'esprit de la plupart des militants n'a apparemment rien à envier à celui du reste de la population : méfiance, mépris, indifférence, suffisance, arrogance, complexe de supériorité, vanité, individualisme, etc., simple constat tiré de mon expérience personnelle.

A ceux-là je leur dis une chose très simple et sans animosité : c'est comme si vous aviez quelque chose devant les yeux qui vous bouche l'horizon, que vous trainiez un boulet, produit de la société mais aussi de votre propre histoire, que vous le sachiez ou non, que vous l'admettiez ou non, peu importe. Dites-vous bien qu'on ne peut pas progresser politiquement quand on a une telle mentalité, c'est impossible, car pour progresser dans ce domaine comme dans bien d'autres d'ailleurs dans la vie, il faut mettre en adéquation la théorie et la pratique, on ne peut pas avoir dans sa tête de belles et grandes idées progressistes, humanistes, généreuses, etc. et se conduire différemment ou à l'opposé dans la pratique, car ce qui dicte en dernier ressort notre progression intellectuelle, notre émancipation progressive de l'ignorance qui est innée à tout être humain à sa naissance, certains diraient notre élévation spirituelle, dans le sens d'une plus grande prise de conscience du monde dans lequel nous vivons et ce que nous sommes réellement, la place que l'on occupe dans la société, ce ne sont pas nos idées, mais notre comportement et nos rapports dans la vie ou vis-à-vis des autres en général. On ne peut pas évoluer non plus en n'étant pas libre de tout a priori, positif ou négatif d'ailleurs...

Notez bien que je me garderai bien de porter un jugement sur qui que ce soit, et tant pis si ce genre de discours passe très mal... chez ceux sans doute qui se sentent directement concernés. Je sens que je vais encore me faire des amis ! Je me fais à moi-même ces réflexions car je ne me sens pas au-dessus de n'importe quel militant.

Souvenez-vous, il y a quelques jours je vous ai raconté comment je m'étais mépris sur le comportement de mon chien. Vous me direz que cela n'avait pas d'importance, que l'incident était bénin, pour vous peut-être qui n'étiez pas directement concernés, mais pas pour moi qui l'avais très mal pris. Ce fut comme un brutal rappel à l'ordre. Je me suis dit : mon pote, tu ne maîtrises pas assez ta méthode, il y a encore des failles dans ta manière d'appréhender les choses, tu dois corriger cela immédiatement, tu te laisses aller, c'est impardonnable, je ne suis pas aller jusqu'à la mortification je vous rassure.

Alors imaginez dans quel état je suis quand je commets une erreur politique, je ne me laisse absolument rien passer, c'est indispensable pour progresser, sinon on peut être embringué dans une mauvaise voie ou n'importe quelle histoire et persister consciemment en se donnant facilement bonne conscience, en se trouvant des excuses valables, en inventant si nécessaire, les artifices ne manquent pas quand on a un peu d'imagination, où l'on va alors, de quoi est-on capable encore, car c'est bien ainsi que les choses se passent quand on n'a pas la force ou le courage, la détermination d'affronter la réalité, sa propre réalité aussi.

On doit faire en permanence un travail sur soi-même pour donner le meilleur de soi-même aux autres, sinon on se retrouve mal placé pour espérer que les autres vous donneront le meilleur d'eux-mêmes, sauf à avoir un comportement possessif, arbitraire ou autoritaire, ce qui m'inspire l'horreur.

C'est un principe ou une règle de vie exigeante que j'ai adopté depuis longtemps et que j'essaie de perfectionner, un travail de toute une vie en somme. J'ai fait assez de grosses conneries dans la vie dont certaines se sont avérées irréparables, comme par exemple le fait d'avoir arrêté mes études en 3e ou le militantisme en 1981 ou d'être parti vivre en Inde, sur un plan plus personnel encore, cela n'a guère été mieux et il n'y a pas lieu d'en être fier croyez-moi, je n'ai fait aucune saloperie à mes compagnes successives, non, j'ai seulement manqué de patience et de discernement à leur égard à un moment donné, au lieu d'être rongé par le remord ou la nostalgie, comme palliatif ou thérapie, pour essayer d'orienter à nouveau ma vie en rapport avec mes idées.

Pour y parvenir, j'ai renoué ou j'essaie de renouer modestement avec la méthode du matérialisme dialectique et de l'appliquer dans tous les domaines, je ne parle même pas de la maîtriser, sans laquelle on est littéralement perdu, ballotté sans cesse entre des certitudes contradictoires ou qui s'annulent de telle sorte qu'on ne progresse jamais, on en arrive à être réduit à l'indécision, à l'impuissance, on se rend compte qu'on est facilement manipulable sans pouvoir l'éviter, bien qu'on prétende le contraire, il n'y a rien de pire que de constater à cause d'erreurs répétées ou reproduites sans cesse, que nos convictions nous conduisent finalement à l'inaction et que la vie que l'on mène ne correspond en rien avec l'idée qu'on s'en était faite, d'où cette nécessité impérieuse d'essayer d'avoir toujours dans la vie une attitude digne des idées que l'on prétend défendre ou représenter, c'est une question d'honnêteté envers soi-même, mais surtout vis-à-vis des autres.

Personne n'est parfait dans la vie, la question n'est pas là, et l'on ne demandera jamais à personne de l'être ou de le devenir, mais quand on a un idéal dans la vie, on doit tout faire pour s'en rapprocher le plus près possible, tout en sachant qu'il nous demeurera toujours inaccessible. Il y a tant de gens de par le monde qui n'ont pas d'idéal et c'est bien triste en vérité, c'est un drame même, c'est un luxe ou plutôt une chance inouïe d'en avoir un, alors cultivons-le, entretenons-le soigneusement, cela réclame bien des efforts, eh oui encore et toujours des efforts, Freud et Marx nous ont enseigné que la vie était une lutte incessante, alors luttons pour une société et un monde meilleur, luttons aussi pour devenir meilleur nous-même, car l'un n'ira pas sans l'autre.

Il y en a qui s'imaginent que je serais un type horrible et infréquentable parce que je polémique ou féraille souvent violemment contre l'opportunisme, mais c'est bien mal me connaître en réalité. Mon combat s'inscrit dans une seule et unique direction : aller toujours de l'avant, briser les obstacles qui nous empêchent de nous rapprocher de notre objectif, mettre un terme à l'oppression et à l'exploitation de la surface de la terre. Donc partager mes connaissances ou mon expérience avec les camarades.

Ce que j'essaie de faire ici, ce qui n'est pas tous les jours facile quand on sent peser sur soi la suspicion, le mépris, le rejet ou la haine, l'incompréhension en un mot, car à la moindre erreur ou au moindre désaccord on vous jette comme un chien, on vous tourne le dos, on vous traite de tous les noms, vous ne valez plus rien du jour au lendemain, le couperet minable du petit juge est tombé, injuste ou illégitime, vous vous sentez bien seul, sur le coup vous pouvez mal le prendre, il faut assumer le choc, et ensuite vous réalisez que cela fait partie de la vie pour être aussi passé par là un jour.

Au sein du mouvement ouvrier, c'est le mépris qui prédomine dans l'état d'esprit des militants, à un degré supérieur chez ses dirigeants, mais pas forcément. Parce qu'on croit avoir compris quelque chose que les autres n'ont pas compris, on se sent supérieur et au bout du compte on se sent autorisé à les mépriser consciemment ou inconsciemment. C'est l'attitude de militants qui ne sont pas capables de défendre les idées qu'ils prétendent représenter, parce qu'elles ne viennent pas d'eux-mêmes ou que fondamentalement ils ne les ont pas comprises, ils ne se sont jamais donnés la peine d'étudier sérieusement et à fond les questions qu'ils abordent publiquement, de même qu'ils sont incapables de comprendre les idées que d'autres militants leur soumettent.

Je terminerai pour aujourd'hui sur un exemple frappant, la question du nucléaire.

Chacun en connaît depuis le début la dangerosité extrêmes et incontrôlable contrairement à ce qu'affirme de dangereux apprentis sorciers, c'est en réalité une monstruosité d'avoir développé cette source d'énergie à grande échelle, mais voilà que le débat est faussé et porte maintenant sur la question de savoir si elle ne serait pas plus sûre si elle était contrôlée par l'Etat au lieu d'être laissée au privé, ce qui ne change absolument rien à notre problème de fond qu'entre temps on a évacué par la petite porte, on n'en parle plus comme si cette question était réglée.

On pourrait faire le même constat et tenir le même discours envers les OGM dont l'humanité s'est très bien passée pendant des dizaines de milliers d'années. Mais voilà, puisqu'ils existent ou qu'ils ont été conçus par le cerveau des hommes, il faut absolument les utiliser, cela ne se discute même pas, l'homme est le maître absolu de la nature et de l'univers.

C'est délirant, grotesque, cynique à souhait, totalement irresponsable, inhumain même, mais tels en ont décidé un panel de scientifiques, chefs d'Etat, capitalistes et militants ouvriers (intéressés très souvent !), y compris parmi ceux qui s'intitulent l'avant-garde de la classe ouvrière, tous ils sont pris dans la spirale infernale que le capitalisme a engendré et sont incapables de la remettre en cause pour imaginer que le monde pourrait exister comme hier et survivre demain sans recourir à l'énergie nucléaire ou aux OGM... On a créé littéralement un monstre, mais au lieu de le reconnaître et de le remiser par précaution au musée de l'histoire des sciences et des technologies, non il faut absolument s'en servir, sinon rendez-vous compte le monde scientifique en sera tout retourné et n'y survivra pas. N'y aurait-il pas du bon et du mauvais en toute chose, au point qu'on puisse nier ce qui serait mauvais pour ne conserver que ce qui serait bon, comme si le mauvais côté des choses pouvaient s'évaporer pour autant par miracle. Pour un peu, on croirait entendre la parole divine ! Quand je lis ce genre d'assertions, je suffoque et j'enrage contre leurs auteurs irresponsables, donc illégitimes pour s'exprimer sur ces sujets qu'ils prétendent maîtriser.

Mais où est donc passé dans tout cela l'esprit libre et critique, scientifique et objectif, au service du bien-être collectif des générations présentes et futures ? Vous voyez où cela peut mener quand on se méprend sur le caractère de son chien et qu'on n'en tire aucune leçon ? (lire la causerie 2 mai)

Politique.

1- France. La chute !

Quatre ans après l'élection de Nicolas Sarkozy, seul un Français sur six (17%) juge le bilan de son action "*plutôt positif*", 76% l'estimant "*plutôt négatif*", selon un sondage TNS-Sofres pour l'émission "*La matinale*" de Canal+.

Selon une étude BVA pour BFM, Challenges, Avanquest, à la question "*globalement, depuis quatre ans, diriez-vous que le bilan de Nicolas Sarkozy en tant que président de la République*" est mauvais ou bon, 73% des personnes interrogées répondent "*mauvais*", dans cette étude publiée ce jeudi.

En 2010, Nicolas Sarkozy recueillait 69% de "*plutôt négatif*", et en 2009 63%, rappelle l'étude.

En observant les courbes depuis 1975, on s'aperçoit que Nicolas Sarkozy atteint des niveaux d'insatisfaction records : un an avant l'élection présidentielle, Valéry Giscard d'Estaing était à 43% de jugements "*plutôt positif*" et à un taux égal de jugements "*plutôt négatif*".

François Mitterrand, en 1987, en était à 28% de "*plutôt négatif*". Jacques Chirac en 2001 recevait 36% de jugements "*plutôt négatifs*". (l'express.fr et lepost.fr 05.05)

Comment un président, pardon, un monarque aussi minoritaire dans le pays, peut-il se permettre de dire ce qui est légitime ou non ? Ne vous fait-il pas penser à ces dictateurs qui gouvernent en s'appuyant sur une minorité (ethnique ou religieuse) depuis qu'ils sont au pouvoir, Kadhafi, Assad, etc. ?

2- Tunisie. La tentation du coup d'Etat militaire pour mater la résistance populaire.

La police a dispersé sans ménagement une manifestation hostile au gouvernement jeudi après-midi à Tunis, procédant dans la foulée à de nombreuses interpellations, a constaté un journaliste de l'Associated Press.

Plusieurs centaines de jeunes s'étaient rassemblés sur l'avenue Bourguiba, principale artère de la capitale, exigeant que soient jugés les "*symboles de la corruption*".

"*On n'a rien vu depuis le déclenchement de la révolution. Bien plus, le pays va en arrière*", a lancé Mohamed Naceur Soussi, un chômeur de 25 ans.

"*On se fout de nous. Aucun parti n'a demandé de tels jugements*", a déploré de son côté Aymen Ben Salem, un autre homme de

25 ans, au chômage technique.

Après plus d'une heure, les manifestants ont été chargés par les forces de l'ordre à coups de gaz lacrymogènes.

Un photographe de l'Associated Press, Hassène Dridi a été violemment pris à partie par des policiers qui l'ont conduit à un poste de sécurité proche, avant de le relâcher dans un état lamentable.

Cette manifestation intervenait au lendemain de déclarations l'ancien ministre de l'Intérieur Farhat Rajhi qui ont provoqué de nombreuses réactions sur Internet. L'ex-responsable de la sécurité dit avoir été démis de ses fonctions par le Premier ministre Béji Caïd Essebsi, qu'il traite au passage de "*menteur*".

Farhat Rajhi affirme que le général Rachid Ammar a été récemment promu chef d'Etat-major des trois armées afin que l'armée prenne le pouvoir au cas où les islamistes gagnaient les élections du 24 juillet prochain ou en cas d'échec du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD, parti au pouvoir sous Ben Ali).

Dans une déclaration à l'agence officielle TAP, le responsable de la communication du gouvernement transitoire Moez Sinaoui a fait part de son "*étonnement*" face à des "*déclarations d'une telle gravité*".

Il a accusé l'ancien ministre de l'Intérieur de propager "*des informations infondées de nature à semer le doute et de porter atteinte à l'ordre public*". Il a déploré que soit mise en cause "*l'intégrité de l'institution militaire qui bénéficie d'un consensus national*" pour le rôle positif qu'elle a joué pendant "*la révolution du jasmin*". (AP 05.05)

3- Syrie

L'armée se retire de Deraa. Trois cent cinquante soldats à bord d'une vingtaine de camions suivis d'une vingtaine de transports de troupes, tous arborant des posters du président Bachar al-Assad, ont quitté Deraa vers 10 h, selon des journalistes de l'AFP présents sur place. L'armée syrienne assiégeait Deraa depuis le 25 avril.

Des chars déployés aux abords de Baniyas. Les autorités ont déployé des blindés, dont des chars, et d'importants renforts de troupes aux abords de la ville de Baniyas, dans le nord-ouest de la Syrie, indique un militant à l'AFP.

«Il semble qu'ils s'apprêtent à attaquer la ville comme ils l'ont fait à Deraa», dit un autre militant.

Ainsi qu'autour de deux villes contestataires. Mercredi, des dizaines de chars ont été déployés aux abords de deux places fortes de la contestation, Talbisseh et Al-Rastan, situées sur l'autoroute entre Homs et Hama. Il y a quelques semaines, les habitants d'Al-Rastan avaient déboulonné une statue de Hafez al-Assad, père et prédécesseur de l'actuel président.

Le siège de Baniyas a été aussi renforcé par les forces de sécurité, qui ont procédé à de nombreuses arrestations aux barrages érigés à l'entrée de la ville et confisqué des camions chargés d'aide humanitaire destinée aux habitants, selon un militant et un témoin.

Arrestations dans les hôpitaux. Les forces de sécurité arrêtent des manifestants blessés dans les hôpitaux pour tenter de leur soutirer des informations sur les protestataires, affirme l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

De plus, «*un certain nombre de citoyens arrêtés ces derniers aux alentours de Baniyas sont portés disparus*», a précisé l'organisation, en demandant aux autorités de «*libérer immédiatement tous les détenus de conscience dans les geôles syriennes*».

Campagne d'arrestations à Saqba. Plus de 300 personnes ont été arrêtées ce matin à Saqba, près de Damas, par les services de sécurité et l'armée syrienne, a indiqué à l'AFP un militant, joint par téléphone depuis Nicosie.

Le «*vendredi du défi*». Les opposants appellent à des manifestations demain, rebaptisé le «*vendredi du défi*».

«*Vendredi du défi, le 6 mai 2011, Syrie, la liberté approche, le peuple veut faire tomber le régime*», titre le site «The Syrian Revolution 2011» créé par de jeunes militants.

«*Ce vendredi du défi, nous défierons l'injustice, nous défierons l'oppression, nous défierons la peur, nous nous libèrerons*», écrivent-ils. (libération.fr 05.05)

4- Egypte

L'ex-ministre de l'Intérieur égyptien Habib el-Adli, pilier du système répressif sous le président Hosni Moubarak, a été condamné

jeudi à douze ans de prison pour malversations financières par un tribunal du Caire.

Il s'agit de la première condamnation à une peine de prison prononcée contre un haut responsable du régime de M. Moubarak, renversé le 11 février par une révolte populaire.

M. el-Adli a été condamné pour blanchiment d'argent et enrichissement illicite.

L'ex-ministre de l'Intérieur, honni par une grande partie de la population, fait l'objet d'un autre procès, pour des accusations selon lesquelles il aurait ordonné de tirer sur des manifestants durant la révolte anti-Moubarak.

Son arrestation et son jugement s'inscrivent dans une vaste campagne judiciaire visant de nombreuses personnalités politiques et économiques de l'ancien régime.

L'ancien Premier ministre Ahmad Nazif, démis durant la révolte, est également en détention préventive pour des accusations de fraude. De nombreux autres hiérarques du régime déchu et hommes d'affaires proches de la famille Moubarak font aussi l'objet de poursuites. (libération.fr 05.05)

Un coup de canif dans le régime pour rassurer ses opposants qui s'impatientent et leur montrer que l'armée est toujours à leur côté, une concession qui ne lui coûte rien puisqu'elle tient sa légitimité de Washington, tandis qu'elle conserve le contrôle de l'Etat et réprime les manifestations à revendications sociales.

5- Etats-Unis.

Oussama ben Laden et ses compagnons n'ont offert aucune résistance lors de l'assaut, dans la nuit de dimanche à lundi, des forces spéciales américaines contre leur résidence d'Abbottabad, ont affirmé jeudi des responsables pakistanais de la sécurité.

Les versions américaines du déroulement des événements ont fluctué au fil des jours. Après avoir décrit un échange de tirs qui aurait duré une quarantaine de minutes, des responsables américains ont parlé d'un seul homme armé parmi les cinq personnes tuées.

Deux responsables pakistanais de la sécurité ont déclaré qu'ils avaient déterminé après enquête qu'il n'y avait eu aucun échange de tirs parce qu'aucun des habitants n'avait résisté.

"Les gens à l'intérieur de la maison n'étaient pas armés. Il n'y a eu aucune résistance", a dit l'un d'entre eux.

Ils ont été tués "de sang froid", a répondu l'autre responsable, prié de dire s'il y avait eu échange de tirs. (Reuters 05.05)

Une exécution sommaire, un règlement de compte entre voyous, un meurtre quoi !

Je vous ai fait grâce de l'analyse selon laquelle cette opération avait été décidée juste après qu'Obama ait déclaré qu'il se présenterait à la prochaine élection présidentielle, ou encore qu'elle avait pour objectif de faire oublier son désastreux bilan social, ou encore qu'Al-Qaïda était déjà mort politiquement du fait que l'islamisme radical n'a joué aucun rôle majeur lors des révolutions tunisiennes, égyptienne, etc.

J'y vois plutôt l'annonce d'une nouvelle offensive contre le prolétariat mondial une fois qu'Obama ait précisé que le terrorisme n'avait pas disparu pour autant et qu'il fallait continuer de le combattre, autrement dit, la guerre en Irak et en Afghanistan notamment continue, pendant que les multinationales américaines engrangent des milliards de dollars de bénéfices et le chômage de masse persiste. Ressouder l'Amérique autour de ses valeurs : Wall Street, le dollar et la guerre au monde entier ! Viva USA !

Social.

France

1- La monarchie républicaine a enfin ses palaces pour les riches...

La distinction "*palace*" a été décernée, jeudi 5 mai, pour la première fois en France à huit hôtels de luxe censés incarner "*l'excellence à la française*", a annoncé le jury chargé de leur sélection.

La première plaque "*palace*" devait être apposée jeudi en début d'après-midi sur la façade de l'hôtel Le Bristol, à Paris, en présence du secrétaire d'Etat au tourisme, Frédéric Lefebvre. (lemonde.fr 05.05)

2- ... et bientôt de nouvelles prisons pour la plèbe.

L'Etat va construire 25 nouvelles prisons, en rénover 15 et en fermer 36 dans le cadre de son nouveau programme immobilier pénitentiaire, a annoncé jeudi le ministre de la Justice Michel Mercier.

Selon un dossier de presse du ministère de la Justice, ce programme va permettre de créer 7.577 nouvelles places de prison supplémentaires. Il s'agit de parvenir à plus de 70.000 places de prison en 2018, contre 56.500 aujourd'hui. Au 1er avril, 64.148 personnes étaient incarcérées. (AP 05.05)

Un quota de prisons à remplir pour les forces de l'ordre, le ministre de l'Intérieur et celui de la Justice, la caractéristique d'un régime policier, répressif, autoritaire et profondément antidémocratique, réactionnaire. Ce sont les amis bâtisseurs du président qui doivent être ravis. Pour Bouygue, cela compensera la perte d'audience de sa télé merdique TF1 !

3- Qu'il les verse à la Sécu et à ses victimes !

Servier ne pourra pas plaider l'insolvabilité, puisqu'il a 2 milliards d'euros ... dans ses caisses, selon les Echos d'hier.

Le quotidien s'est procuré les comptes du labo, pourtant ultrasecrets. Et ils sont, malgré le scandale, excellents : 2,7 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2010 (+ 6,4 %), et un profit net multiplié par deux, à 378 millions. Autre surprise : le groupe n'est pas endetté et ne devrait donc pas être contraint de céder des actifs à cause de la crise du Mediator. (libération.fr 05.05)

Jugement d'un tribunal populaire révolutionnaire : Tous les biens et avoirs de cette crapule et ses descendants sont confisqués par l'Etat, son entreprise est nationalisée, tous ses droits civiques lui sont retirés, il lui est interdit de quitter le territoire et il demeurera sous contrôle judiciaire jusqu'à la fin de sa vie, il est également privé du droit à la retraite, qu'il travaille jusqu'à son dernier souffle !

Syndicat.

Luc Béal-Rainaldy, 52 ans, s'est donné la mort mercredi à la mi-journée dans les locaux de la Direction de l'administration générale et de la modernisation des services (DAGEMO), qui dépend du ministère du Travail, dans le XV^e arrondissement de Paris.

Le SNUTEFE-FSU a dénoncé jeudi "*le rythme effréné des réformes*" et "*l'incessant simulacre de dialogue social*", au lendemain du suicide de son secrétaire national Luc Béal-Rainaldy, inspecteur du travail.

"*Luc Béal-Rainaldy a 'brutalement' mis fin à ses jours ce mercredi 4 mai 2011, nous laissant désespérés, abasourdis et profondément tristes*", écrit le Syndicat national unitaire travail, emploi, formation, économie (SNUTEFE), membre de la Fédération syndicale unitaire (FSU, premier syndicat de la Fonction publique d'Etat).

Il était secrétaire national du SNUTEFE-FSU (syndicat du travail, de l'emploi et de la formation), regroupant des personnels notamment issus de l'ANPE et du ministère du Travail et «avait un local syndical» dans les bâtiments de la DAGEMO, a-t-elle indiqué.

L'inspecteur, qui exerçait dans les Hauts-de-Seine "*a laissé une lettre à son épouse et ses enfants qui semble laisser penser que c'était pour des raisons personnelles*», a indiqué Nathalie Marthien, précisant qu'une enquête serait menée. (AP et 20minutes. fr 05.05)

Le lieu où il a décidé de mettre fin à ses jours semble indiquer plutôt que ce serait pour des raisons professionnelles.

Economie.

1- Cela valait bien une restructuration et des milliers de licenciements.

1.1- General Motors a publié jeudi un bénéfice net plus que triplé au premier trimestre à 3,2 milliards de dollars. C'est le cinquième trimestre bénéficiaire d'affilée pour le groupe. Le chiffre d'affaires a quant à lui grimpé de 15% à 36,2 milliards de dollars. (Reuters 05.05)

1.2- Continental a annoncé jeudi d'une hausse de 62% de son bénéfice trimestriel. (Reuters 05.05)

2- Portugal.

Le Portugal s'est engagé jeudi dans un plan de sauvetage "*pénible mais juste*" qui le plongera en récession pendant deux ans, avec un possible sursaut en 2013, a déclaré la mission conjointe de l'Union européenne (UE) et du Fonds monétaire international (FMI) dans le pays.

Le FMI a annoncé dans un communiqué qu'il avait signé l'accord visant à prêter 26 milliards d'euros au Portugal, soit un tiers des 78 milliards d'euros prévus dans ce plan de renflouement sur trois ans, le reste étant apporté par l'UE.

Les prêts seront vraisemblablement endossés par les ministres des Finances de la zone euro lors de la réunion de l'Eurogroupe de la mi-mai, qui devrait aussi fixer les taux d'intérêt consentis à Lisbonne, principale inconnue qui demeure autour du sauvetage. Le temps est compté car le Portugal doit honorer un remboursement obligataire de 4,9 milliards d'euros le 15 juin.

Le plan, annoncé mardi par le Premier ministre José Socrates, prévoit d'importantes coupes dans les dépenses publiques, une hausse des impôts, des réformes du marché du travail et du système judiciaire ainsi que des privatisations. (Reuters 05.05)

Une formule qui ne trompera personne : ce qui est "*pénible*" est réservé à la plèbe, et ce qui est "*juste*" pour les banquiers et capitalistes.

Le 7 mai

J'ai rectifié le lien vers le document : Révolution socialiste n°35. (Groupe bolchevik) (06.05). Avec mes excuses. Je te répondrai demain Philippe.

Affaire Ben Laden. L'intox tout azimuth. La voix de son maître ou la version officielle est forcément la bonne.

Vous ne serez pas étonné d'apprendre que cela marche à merveille, tout le monde ou presque croit la fable d'Obama, comme tout le monde a cru à l'époque à celle de Bush sur l'Irak...

Quand je dis tout le monde, je veux parler du mouvement ouvrier qui est en piteux état, c'est un euphémisme. Hier je me suis livré à un petit test, juste pour voir, par curiosité et confirmer ou infirmer l'appréciation que je porte sur le mouvement ouvrier en France, en diffusant à quelques dizaines de militants l'article du Réseau Voltaire qui remet en cause la version de Washington et propose une analyse sur la nouvelle stratégie de l'impérialisme américain.

Bien mal m'en a pris, mais le résultat est instructif à bien des égards, même s'il ne fait que confirmer ce que je savais déjà et que j'ai exprimé à diverses reprises dans le site. En fait, je me suis bien marré. En gros et je n'exagère rien, puisque c'est T. Meyssan qui l'affirme et qu'il a un fâcheux pendant pour la théorie du complot, que j'ai mis en évidence à plusieurs reprises dans le site, tout, je précise bien tout ce qu'il peut écrire est tout juste bon à foutre à la poubelle, ajoutons comme tous ceux qui exploitent ses articles, donc votre serviteur.

Autrement dit et suivant jusqu'au bout ce raisonnement infantile qui témoigne de la médiocrité intellectuelle de ces militants, camarades, ne lisez plus aucun quotidien de la presse nationale, car à travers eux c'est le régime qui vous manipule, ne lisez plus aucune publication provenant d'autres syndicats ou partis que le vôtre, car leurs appareils vous manipulent, désertez les bibliothèques qui regorgent d'ouvrages au contenu tendancieux ou obscur, surtout n'ouvrez pas votre poste de télévision et laissez votre radio éteinte car ils sont la voix du pouvoir en place qui cherche à vous conditionner. N'écoutez pas de musique non plus puisque puisque la plupart de leurs paroles ne sont faites que pour tromper ou endormir le bon peuple, où la personnalité de leurs auteurs présente des similitudes troublantes avec celle des représentants de la classe dominante, fuyez les salles de cinéma et de théâtre pour les mêmes raisons, vous risquez de vous empoisonner l'esprit... Bref, ne lisez pas les articles proposés par le site que j'anime : du monde.fr, libération.fr, de slate.fr, de 20minutes.fr, des agences de presse Reuters, AP et AFP, pire, du figaro.fr, de latribune ou les Echos, quelle horreur des journaux patronaux !

On se croirait dans une caserne ou dans un camp d'internement psychiatrique destiné à redresser les consciences égarées, au moins les neurones emprisonnés dans une camisole de force ne risquent pas de vagabonder librement et de faire de mauvaises rencontres, ils sont bien gardés par ces gardiens de la pensée unique.

Recroquevillés sur eux-mêmes, il ne leur viendra pas un instant à l'esprit tellement ils sont imbus d'eux-mêmes que le complot qu'ils évoquent pourrait venir de leurs propres dirigeants subordonnés à l'ordre capitaliste mondial, contre le socialisme et le communisme qu'ils ont décrété un jour utopique, autoritaire, non conforme à l'objectif du combat du mouvement ouvrier qu'ils ont justement abandonné ou dont ils se sont écartés et qui consistait à mettre un terme à l'existence du capitalisme et à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Ils rejettent systématiquement tous les faits ou arguments qu'on pourrait leur soumettre, parce que la source dont ils proviennent ne leur convient pas. Donc si l'on comprend bien, Marx qui a largement tiré partie des ouvrages d'économistes ou d'intellectuels bourgeois, de sacrés réactionnaires le plus souvent, aurait commis une erreur irréparable qui entache à jamais son oeuvre et rend d'avance ses conclusions caducs. En fait, c'est l'oeuvre de tout chercheur ou penseur, qui agit exactement de la même manière que Marx, qui doit être jugé coupable ou suspecté de malversations. Dès lors, on comprend très bien pourquoi ces gens-là sont incapables d'évoluer intellectuellement et politiquement.

Laissons-les macérer dans leur accablante médiocrité. Les militants plus critiques et qui ont manifesté leur capacité à faire la part des choses ne sont pas concernés par mon propos.

Revenons à notre affaire pour tenter d'y voir plus clair.

1- Si une des épouses de Ben Laden affirme que c'est bien lui qui a été tué dans la nuit de dimanche dernier, c'est que c'est forcément vrai, sinon elle ne tiendrait pas ce propos. Cet élément est probant, cela tient debout, on s'incline.

Mais voilà, la famille de Ben Laden avait participé à ses funérailles en décembre 2001. Du coup l'information précédente n'est plus crédible du tout et s'écroule lamentablement.

Qui nous dit que les autorités pakistanaises n'auraient pas fait pression sur cette femme et les personnes qui étaient dans cette maison et qu'ils détiennent maintenant, pour leur extorquer des aveux bidons en échange d'un traitement de faveur ou leur intimant l'ordre de s'exécuter sous peine de mauvais traitements ?

Mais non, mais non, qu'allons-nous inventer là, ils ne seraient pas capables d'une chose pareille. On a déjà oublié que la CIA avait procédé à des enlèvements un peu partout dans le monde, qu'elle avait ouvert des prisons secrètes en Europe où elle aurait détenu pendant des années des prisonniers au secret, qu'elle les aurait torturés, tandis que d'autres auraient tout simplement disparu, ils en seraient morts certainement. Tout le monde le niait jusqu'à ce que cette affaire éclate et que des chefs d'Etat eux-mêmes le reconnaissent. Le coup d'Etat au Chili en 1973 orchestré par Pinochet et la CIA était une fable, puis quelques décennies plus tard l'administration américaine devait le confirmer elle-même, sans que ceux qui prétendaient à l'époque que cette histoire avait été fabriquée par des adeptes de la théorie du complot n'en tirent les conséquences. Ce ne sont que deux exemples bien connus parmi des centaines d'autres.

Ce qui caractérise aussi ces militants, c'est le dilettantisme ou le manque absolu de rigueur intellectuelle, l'amateurisme doublé de l'incapacité ou plutôt le refus de se remettre en question. La vérité des faits ne les intéresse pas, seule leur vérité compte, celle que leur servent leurs dirigeants de préférence.

2- Un internaute qui lui ne manque pas de perspicacité précise :

- "J'ai une théorie à vous proposer: celle de la théorie de la théorie du complot. Je répète: "la théorie de la théorie du complot". Parce qu'il s'agit d'une théorie. Je m'explique. Chaque fois qu'une thèse se révèle alternative, même si elle est parfaitement étayée, on lui oppose immédiatement le label "théorie du complot", par voie que je qualifierais d'officielle, c'est à dire depuis la cellule de communication de l'Etat (américain, souvent) via "l'editocratie" en place dans les médias dominants. C'est le mot "théorie" qui apporte automatiquement le discrédit à votre affaire, quelle qu'elle soit. C'est imparable et l'effet est immédiat.

La neutralisation du propos qui suit est instantanée, grâce à l'emploi du mot "théorie". Pourquoi, direz-vous ? Parce que dans un monde aussi dégradé sémantiquement (entre autre) que celui dans lequel nous vivons, "théorie" est largement péjoratif, de manière souvent inconsciente, chez une très grande majorité de personnes. Et donc, il suffit que ce mot magique soit placé devant une citation pour que votre attitude ne soit plus neutre, mais méfiante à-priori. "Pratique", au contraire, est un terme vénéré par ces mêmes personnes. Vous remarquerez d'ailleurs qu'elles opposent systématiquement ces deux concepts en un dualisme... Qui n'existe que dans leur esprit.

Platon vous expliquera mieux que moi que La "théorie" se situe dans le monde intelligible et que la "pratique" se situe dans le monde sensible- sans pour autant qu'il y ait un véritable dualisme. Et puisque la grande majorité n'évolue que dans le monde sensible, elle cherche des causes dans ce même monde... Oû, malheureusement, il n'y en a pas, ce que Platon vous expliquera également. Ne jamais oublier que pour diriger le monde, même très mal, il faut déployer une grande intelligence. Je vous raconte tout cela parce qu'avec "l'affaire Ben Laden", la bannière "théorie du complot" s'est mise à flotter très vite et très haut sur la marmite." (lexpress.f 06.05)

A propos du consensus UMP-PS, ses satellites et l'ensemble des dirigeants syndicaux, on peut parler d'un vaste complot dirigé contre la classe ouvrière, il est largement reconnu, mais si vous ajouter le mot théorie devant complot, ce consensus disparaît par enchantement ! Pourquoi ? Parce qu'ils ne tiennent pas à les combattre, pardi, ils sont aussi corrompus qu'eux ou ignorants ! Vous avez une meilleure explication ?

3- Un internaute rappelle aux incroyables :

- *"Lundi, version 1 : Ben Laden vivait dans une luxueuse villa évaluée à 1 million de dollars. Il aurait été tué lors d'un échange de tirs nourris, et il aurait utilisé une femme, la sienne, comme bouclier humain, qui aurait également été tuée.*

Mardi, version 2 : Ben Laden n'était pas armé, et n'a pas utilisé sa femme comme bouclier : elle s'est jetée au devant des assaillants. Elle n'est pas morte mais blessée à la jambe.

Mercredi, version 3 : il n'y a pas eu d'échange de tirs. Seul un des messagers de Ben Laden, qui vivait dans la villa, a ouvert le feu dans les premières minutes de l'attaque et a été rapidement abattu. Il est le seul résident à avoir tiré sur les commandos." (lexpress.f 06.05)

Vous croyez que cela va alerter les neurones de nos détracteurs, pensez-vous, ils ont dépassé le stade de la sclérose, ils sont fossilisés !

4- Que pensez de l'affirmation suivante :

"Ben Laden n'a pas été tué au Pakistan", aurait déclaré un ancien militaire de l'armée pakistanaise, interrogé par le journal indien Ausaf. Citant plusieurs interviews - réalisées par ses soins ou non, cela n'est pas précisé -, dont une du général Mirza Aslam Beig, et une autre d'un habitant d'Abbottabad, appelé Haidar Ali, l'ancien militaire explique qu'il est impossible que Ben Laden ait pu se trouver dans cette résidence. Une base militaire était installée non loin de la ville, et à Rawalpindi, une garnison était aussi en activité, rapporte le journal. (lexpress.f 06.05)

Et c'est sans compter que le Pakistan est un pays surpeuplé de 200 millions d'habitants. Cela ne vous dira peut-être pas grand chose, en Inde où je vis c'est la même situation, vous ne pouvez pas vous arrêter sur le bord de la route en pleine campagne pour pisser, sans que deux minutes plus tard un Indien jaillisse de nulle part, c'est imparable au point qu'on en rigole, nerveusement !

Pour les crédules encore, les autorités pakistanaises avaient l'oeil sur cette maison et ses occupants depuis déjà pas mal de temps semble-t-il, ils auraient pu facilement en avoir les oreilles, car au moyen d'appareils très sophistiqués, tout en demeurant à distance de cette demeure, ils auraient parfaitement pu écouter les conversations des personnes qui y logeaient et certifier que Ben Laden s'y trouvait bien. Question : pourquoi ne l'ont-ils pas fait, pourquoi les Américains ne l'ont-ils pas fait ?

J'avais oublié : pourquoi se poser des questions que les représentants de la pensée unique ne posent pas, franchement ?

5- Le double jeu et langage de Washington.

La réaction des dirigeants d'Al-Qaïda est intéressante aussi, si elle provient bien d'eux, l'information selon laquelle Ben Laden serait mort dans la nuit de dimanche à lundi dernier nous vient "du SITE, organisme de surveillance de ces sites Internet" (20minutes.fr 06.05), mais admettons-le pour notre démonstration puisque personne ou presque encore une fois ne la remettra en cause.

Ils promettent de venger la mort de Ben Laden et de mettre le Pakistan à feu et à sang, tout en poursuivant le combat en Afghanistan jusqu'au départ du dernier soldat étranger ont-ils affirmé.

Au même moment en Tunisie et en Egypte, mais aussi en Libye et en Syrie, les mouvements islamistes présentés hier encore comme une menace pour ces régimes sont réhabilités par l'impérialisme américain ; hier ils ne voulaient pas livrer d'armes au CNT en Libye sous prétexte qu'elles pourraient tomber dans les mains de membres d'Al-Qaïda au Maghreb, et voilà qu'ils acceptent de les financer... pour en acheter ! Etonnant revirement, non ? En apparence seulement au regard d'autres éléments.

Par exemple, le soi-disant testament de Ben Laden dans lequel il exhortait ses enfants à ne pas lui emboîter le pas, autrement dit, il se renierait et appellerait les combattants d'Al-Qaïda à rentrer dans le rang qu'il ne s'y serait pas pris différemment. A qui s'adressait ce supposé testament sinon à ces derniers ? Contradictoirement, Obama annonçait que le terrorisme n'était pas mort pour autant.

Autre élément, les soi-disant funérailles de Ben Laden organisées en secret par l'armée américaine qui aurait respecté les rites de l'Islam pour ne pas choquer les musulmans. Cette mise en scène n'aurait-elle pas pour objet de rappeler que tout musulman doit être respecté, et que tout compte fait, Ben Laden était certes un terroriste, mais il était un musulman comme un autre, bref que le pire des péchés pouvait toujours être racheté ou que les musulmans pouvaient sans attendre se conduire autrement que des terroristes, là aussi ce message s'adressait apparemment à Al-Qaïda. Servez notre cause contre-révolutionnaire et nous passerons l'éponge sur tous vos crimes.

Ces deux éléments non retenus par Meyssan dans son analyse complètent ceux qu'ils avaient retenus et s'inscrivent dans la perspective qu'il a ébauchée sur la nouvelle stratégie américaine. On verra dans les jours qui viennent s'il y a lieu d'affiner,

de confirmer ou d'infirmer cette analyse, qui ne relève pas de la théorie du complot puisqu'elle oppose l'impérialisme américain allié à des sections de la mouvance d'Al-Qaïda aux acteurs des révolutions ou des soulèvements révolutionnaires en cours, le prolétariat et sa jeunesse, la paysannerie pauvre de ces pays.

On arrêtera là pour aujourd'hui.

Notons que si de nombreux militants croient la version officielle de la mort de Ben Laden, ce n'est pas le cas de bon nombre de travailleurs inorganisés qui interviennent sur le Webb. C'est paradoxal, en apparence seulement ou bien compréhensif. Devant ce constat consternant, on trouvera normal que les travailleurs et jeunes fuient comme la peste les formations politiques par crainte d'être embrigadés ou manipulés. On le regrette amèrement.

Détendons-nous un instant avant de passer aux infos en bref.

A bas les privilèges et préparer la guillotine !

Louis d'Anjou est un Bourbon, l'arrière-petit-fils d'Alphonse XIII d'Espagne, et le petit-cousin du roi Juan Carlos. Le duc d'Anjou, petit-fils de Louis XIV, arrière-petit-fils de Franco par sa mère, s'il montait sur le trône, serait appelé Louis XX.

La République, révérencieuse, lui écrit "*À l'attention de Monseigneur Louis Alphonse de Bourbon, duc d'Anjou*". Elle lui fournit même une carte de stationnement gratuit dans Paris. (lepoint.fr 06.05)

Comme disait Prévert, qu'est-ce que c'est que ces gens-là qui ne savent compter que jusqu'à 16 !

Politique.

1- Grande-Bretagne

Les électeurs britanniques ont massivement rejeté le projet de réforme du système électoral qui leur était soumis jeudi à référendum, infligeant un revers supplémentaire aux libéraux démocrates.

Le "*non*" recueillait 12 millions de voix contre 5,6 millions pour le "*oui*" après dépouillement, vendredi soir, dans 429 des 440 circonscriptions.

Organisées le même jour, les élections locales ont également tourné à la déroute pour les libéraux démocrates, qui paient le prix fort pour leur implication dans la politique d'austérité conduite par le gouvernement du conservateur David Cameron.

En Angleterre, où on renouvelait jeudi 279 conseils municipaux - Londres n'était pas concerné -, les libéraux démocrates ont perdu 695 des 1.850 sièges qu'ils défendaient, selon les derniers résultats disponibles.

Les conservateurs progressent un peu et ajoutent 80 sièges aux 5.000 qu'ils remettaient en jeu. L'opposition travailliste est le grand vainqueur du scrutin local. Le Labour, qui avait obtenu 1.600 sièges aux élections de 2007, en gagne 800 de plus.

En Ecosse, le Parti national (SNP) remporte 69 des 129 sièges du Parlement régional et décroche pour la première fois la majorité absolue. Les travaillistes obtiennent 37 élus, les conservateurs 15 et le Lib Dem cinq.

Au Pays de Galles, la coalition unissant les travaillistes aux nationalistes de Plaid Cymru devrait être reconduite: les travaillistes gagnent 4 sièges pour obtenir très exactement la moitié des 60 élus de l'Assemblée galloise. (Reuters 06.05)

2- Syrie.

Vingt-sept manifestants syriens ont été tués par les forces de l'ordre vendredi, décrété "jour du défi" contre le régime du président Bachar al Assad, selon les dernières informations recueillies dans la soirée auprès de militants des droits de l'homme et de témoins.

De Baniyas sur la côte méditerranéenne, à Kamichli dans le Nord-Est kurde, de nombreux rassemblements ont eu lieu à travers le pays après la grande prière du vendredi.

C'est à Homs, la grande ville du centre, que la répression a été la plus sanglante. Quinze décès y ont été dénombrés, a déclaré Ammar Kourabi, président de l'Organisation nationale pour les droits de l'homme.

Selon la télévision publique, un militaire et quatre policiers y ont par ailleurs été tués par un "*gang criminel*". Citant des témoins, Wissam Tarif, de l'association Insan de défense des droits de l'homme, a fait état de la défection de neuf militaires désormais ralliés aux contestataires, qui pourraient avoir ouvert le feu sur les forces de l'ordre.

A Hama, où la répression d'un soulèvement des Frères musulmans a fait jusqu'à 30.000 morts en 1982, six personnes ont été tuées par balles lors d'un grand rassemblement dans le centre-ville, selon un habitant.

Quatre manifestants ont en outre trouvé la mort à Deir al Zor, localité située dans la région d'où provient l'essentiel de la production pétrolière nationale. Aucun décès n'y avait encore été signalé.

En bloquant l'accès à la capitale Damas les forces de l'ordre, qui sont entrées le 25 avril dans Deraa, berceau des manifestations dans le sud du pays, ont empêché les contestataires de disposer d'un "*lieu phare*" comme la place Tahrir pour les Egyptiens.

"*Le peuple veut le renversement du régime!*", ont scandé 2.000 contestataires à Sakba, banlieue sud de Damas, en réclamant la libération des centaines de personnes arrêtées ces derniers jours, a rapporté un témoin.

Des vidéos diffusées sur internet et par Al Djazira montrent des manifestants reprenant, dans plusieurs villes, les mêmes revendications. Certains défilaient à moto, en agitant le drapeau syrien et en scandant "*Allahou Akbar!*" (Dieu est le plus grand).

Des chars ont été déployés à Barzeh, un quartier damascène, et des militaires ont arrêté Riad Seïf, chef de l'opposition, lors d'une manifestation aux abords de la mosquée Al Hassan, à Midan, autre quartier de la capitale, ont rapporté sa fille et des défenseurs de droits de l'homme.

Agé de 64 ans, l'opposant souffre d'un cancer de la prostate. Il a passé huit ans en détention depuis 2001 pour "*atteinte au moral de la nation*". Il avait été libéré l'an dernier après avoir purgé une deuxième peine de prison. (Reuters 06.05)

3- Yémen

Des dizaines de milliers de partisans et d'adversaires du régime se sont rassemblés à Sanaa, sur la place des Sittine, près de l'épicentre de la contestation. Tandis que les partisans démontraient leur soutien au régime, les protestataires ont de nouveau appelé au départ du président contesté Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis près de trente-trois ans. (lemonde.fr 06.05)

4- Tunisie

Les forces de l'ordre tunisiennes ont violemment dispersé les deux cents personnes venues manifester dans le centre de Tunis pour réclamer la "*démission*" du gouvernement transitoire et "*une nouvelle révolution*". Des grenades lacrymogènes ont été tirées et la police a chargé les protestataires.

"*Nous sommes ici pour réclamer le départ de ce gouvernement qui est malhonnête. Tout est clair maintenant. Nous voulons qu'ils démissionnent afin que nous ayons un gouvernement dont les membres sont uniquement au service du peuple*", expliquait Sonia Briki, une manifestante.

La police était déjà intervenue dans la journée pour disperser des manifestants rassemblés sur l'avenue Bourguiba. La tension est remontée d'un cran en Tunisie après les propos tenus jeudi par l'ancien ministre de l'intérieur, Farhat Rajhi, sur un possible coup d'Etat de fidèles du président déchu Zine El-Abidine Ben Ali en cas de victoire électorale des islamistes d'Ennahda.

Les forces de sécurité s'en sont prises également à des photographes et ont confisqué les appareils de certains d'entre eux. Selon l'Union nationale des journalistes tunisiens, qui dit redouter "un possible retour aux pratiques tyranniques de l'ancien régime", 14 journalistes ont été malmenés lors de manifestations de ces derniers jours.

Trois journalistes de l'agence EPA, Mohamed Hammi, de Reuters Zoubeir Souissi et de l'AFP Fethi Bélaïd, ont été tabassés dans le hall du journal "*La Presse*", et leur matériel a été confisqué. La veille, un photographe de l'Associated Press, Hassène Dridi avait déjà été brutalisé par des policiers.

Au total, 15 journalistes travaillant pour des médias internationaux et tunisiens ont été brutalisés par les forces de l'ordre lors des manifestations de jeudi et vendredi, précise le syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT) dans un communiqué.

Il cite notamment trois journalistes de la chaîne qatarie "*Al Jazeera*", et d'autres du journal Achourouk, de la radio privée tunisienne Chems FM, de la chaîne Hannibal TV et du journal El-Sahafa. Le SNJT dénonce "*les agissements des agents de police visant les journalistes*", et évoque "*un crime contre la liberté de la presse*". (lemonde.fr, AP et Reuters 06.05)

Social.

1- France

La grève a été reconduite à 91 %, jeudi 5 mai, à La Tribune "pour s'opposer aux suppressions de postes envisagées", tandis qu'une motion de défiance à l'encontre de la direction a été adoptée à 99 %, ont annoncé dans un communiqué des syndicats du quotidien économique. De son côté, Valérie Decamp, PDG du quotidien, a appelé "à la responsabilité et au dialogue" à un "moment crucial" de l'histoire du journal. (lemonde.fr 06.05)

2- Maldives

La police a bloqué vendredi des centaines de manifestants réunis dans la capitale des Maldives, Malé, interpellant plusieurs personnes participant à la protestation organisée par l'opposition pour dénoncer la hausse des prix.

Environ un millier de milliers de personnes s'étaient rassemblées sur une petite place après la prière du vendredi, pour demander au président Mohamed Nasheed de démissionner et dénoncer les réformes proposées par le Fonds monétaire international, qui ont provoqué une hausse des prix.

C'était la sixième nuit de manifestation consécutive contre le bond des prix imputée à la mauvaise gestion du gouvernement.

Les Maldives, un archipel de 1.200 îles dans l'océan Indien, compte environ 300.000 habitants. (AP 06.05)

3- Inde

Huit personnes ont été arrêtées dans le nord de l'Inde après la lapidation à mort d'un couple de jeunes gens qui s'étaient mariés bien qu'appartenant à des castes différentes, a indiqué la police vendredi.

Le couple s'était enfui dimanche de son village de Nagla Khuru, dans l'État de l'Uttar Pradesh, et n'était revenu que 24 heures plus tard, marié. Ils étaient attendus par une foule, menée par la famille de la mariée, qui les a lapidés jusqu'à la mort.

Les familles estiment que de telles alliances ternissent leur réputation de manière inacceptable. Aucun chiffre officiel n'existe sur ces crimes d'honneur, mais une étude indépendante publiée en 2010 chiffrait à 900 le nombre de ces meurtres commis chaque année pour seulement trois États dans le nord de l'Inde. (lepoint.fr 06.05)

Quand un jour je me suis présenté avec mon épouse Mageswary pour porter plainte contre les voyous de mon village, l'une des premières choses que lui a demandée l'inspecteur de police a été : de quelle caste êtes-vous ?, sans doute histoire de la rabaisser. J'ai répondu à sa place en lui disant que mon épouse n'avait pas à répondre à cette question qui enfreint la Constitution, et que je devrais porter plainte contre lui s'il persistait, il n'a pas insisté, avant de donner raison à ces voyous, ici la police comme les magistrats sont corrompus, je ne vous apprend rien.

Syndicat.

Toutes les fédérations syndicales de fonctionnaires (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, FSU, UNSA et Solidaires) appellent à une journée nationale de mobilisation -rassemblements, manifestations, grèves- le 31 mai prochain contre le gel des salaires dans la fonction publique.

Dans un communiqué commun diffusé vendredi matin, les huit syndicats "condamnent la politique d'austérité salariale menée par le gouvernement à l'égard des agents publics". "Celle-ci aggrave encore un contexte marqué par les suppressions d'emplois et la dégradation des conditions de travail", estiment-ils.

Les huit organisations "dénoncent l'absence de véritables négociations salariales qui auraient dû permettre a minima le maintien du pouvoir d'achat des agents publics pour 2011 et 2012" et elles "contestent le discours du gouvernement consistant à laisser croire que la fonction publique connaît de véritables hausses de pouvoir d'achat".

Les syndicats "appellent l'ensemble des agents des trois versants de la fonction publique à se mobiliser fortement le mardi 31 mai prochain, sous les formes locales ou sectorielles les plus appropriées: rassemblements, manifestations, grèves". (AP 06.05)

Trois petits tours et puis s'en vont !

Economie.

1- UE. La pagaille et la panique.

Quelques ministres des Finances européens sont réunis vendredi pour discuter de la crise de la dette dans la zone euro, apprend-on de source autorisée.

La réunion, à Luxembourg, est privée, explique-t-on, et portera sur les problèmes de dette de la Grèce et du Portugal.

Le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble et son adjoint Jörg Asmussen sont présents, dit-on de source proche de la coalition au pouvoir. La réunion n'a pas été rendue publique à l'avance et les identités des autres responsables présents ne sont pas connues.

Le magazine allemand Spiegel Online précise que les ministres des Finances de la zone euro se réunissaient vendredi soir au Luxembourg pour discuter de la crise grecque, avec à l'ordre du jour la possible restructuration de la dette du pays.

Un porte-parole du président de l'Eurogroupe Jean-Claude Juncker, Guy Schuller, a démenti à Reuters par téléphone l'existence d'une telle réunion alors que le ministère des Finances français a dit ne pouvoir ni confirmer ni infirmer la tenue d'une réunion.

De source européenne, on a indiqué à Reuters que la réunion de Luxembourg était destinée à examiner une série de questions telles que les situations économiques du Portugal et de la Grèce, ainsi que la question de la présidence de la Banque centrale européenne (BCE). (Reuters 06.05)

Etonnant que le ministère des Finances français ne puisse "*ni confirmer ni infirmer la tenue d'une réunion*", avait-il été tenu à l'écart jusqu'au dernier moment ?

2- Etats-Unis. Je te licencie parce ton salaire me coûte trop cher, et je t'embauche au salaire de base pour réaliser plus de profits sur ton dos.

Wall Street a fini en hausse vendredi après quatre séances de baisse, portée par l'annonce d'un nombre de créations d'emplois nettement plus élevé que prévu le mois dernier aux Etats-Unis, ce qui a rassuré les investisseurs sur l'état de santé de l'économie américaine.

Selon le département du Travail, 244.000 emplois non agricoles ont été créés le mois dernier aux Etats-Unis, ce qui représente un plus haut de 11 mois, alors que les économistes attendaient 186.000. Le taux de chômage a en revanche légèrement remonté à 9%. (Reuters 06.05)

Explication.

Le chômage augmente et le nombre de créations d'emplois aussi, c'est une bonne chose pour les capitalistes.

Les travailleurs embauchés percevront des rémunérations inférieurs à ceux qui sont déjà en poste pour effectuer le même travail, et le licenciement de travailleurs permet d'annuler les augmentations de salaires qui avaient réévalué leurs rémunérations au fil du temps, ils vont se retrouver à la case départ avec le salaire minimum correspondant à l'emploi qu'ils ont trouvé.

De plus, les emplois détruits le sont dans la fonction publique, 24 000 en avril, selon Reuters.

Donc, normal que Wall Street se réjouisse de cette annonce.

Le 8 mai

Au camarade qui m'a envoyé deux fichiers hier : ces articles étaient déjà en ligne dans le site, notamment celui d'une religieuse catholique syrienne racontant qu'Assad était un bon papa pour son peuple qu'il adore, comme chacun sait.

On se doit de diffuser quelques articles favorables aux différents tyrans au pouvoir. Ce qui nous intéresse ce sont les faits et les arguments qu'ils utilisent pour étayer leurs positions ou affirmations, et qui se retournent contre eux dès lors qu'on jette un regard objectif et sans a priori sur la situation. On ne combat pas des arguments ou des positions en se contentant de les nier ou en témoignant du mépris envers leurs auteurs, c'était juste la précision que je voulais apporter ici.

Polémique.

Dans le fichier du site consacré au vieux monde figurent 459 articles.

A ma connaissance, il ne m'est arrivé qu'exceptionnellement au cours des dernières années de m'attarder sur un ou plusieurs articles, toujours à la recherche d'une meilleure compréhension du monde dans lequel nous vivons et non pour alimenter la théorie du complot que certains s'empressent de mettre en avant pour justement ne pas réfléchir sérieusement à des questions qui se rapportent à la lutte des classes.

Donc qu'on ne vienne pas me faire un procès d'intention en prétendant que je serais un adepte de la théorie du complot que l'on retrouve dans les analyses contenues dans certains articles, ceux particulièrement du Réseau Voltaire pour ne pas le nommer, cette accusation ne tient pas, chacun peut le vérifier facilement pour peu qu'il fasse preuve d'un minimum de discernement ou d'honnêteté intellectuelle.

Remettons les choses à leurs places.

C'est l'actualité politique à travers l'impérialisme américain qui a remis Ben Laden et Al-Qaïda sur le devant de la scène. Fallait-il traiter cette actualité ou laisser les représentants du vieux monde et les médias à leurs ordres distiller une histoire invraisemblable qui a obtenu les faveurs des partis ouvriers, peut-être tous je n'en sais rien pour le moment, je n'ai pas eu le temps de le vérifier ? Histoire à la gloire de l'impérialisme américain faut-il malheureusement préciser, et que nos détracteurs remettent allègrement au second plan, comme si cela n'aurait aucune conséquence sur l'appréciation que portent les travailleurs sur le capitalisme, alors que notre combat consiste à les aider à rompre avec lui. Sur cette question précise, nos intellectuels se défilent, ils préfèrent botter en touche pour ne pas aborder les questions politiques sérieuses, par exemple pourquoi nous ne sommes jamais parvenus à construire un parti révolutionnaire en France. On a peut-être ici une partie de la réponse.

Mon intervention sur la version américaine de la mort de Ben Laden n'avait pas d'autre objectif que de montrer qu'elle reposait sur une supercherie à laquelle les plus naïfs croient dur comme fer sans trop se poser de questions, et non de faire la part belle à je ne sais quelle théorie qui nous est totalement étrangère et que nous dénonçons par ailleurs, mais que des esprits tordus nous attribuent gracieusement au passage.

Ce qui ne passe pas, c'est que la plupart des intellectuels se servent allègrement des données qui sont fournis par des journalistes indépendants, sans lesquels très souvent elles auraient été étouffées, pour ensuite, soit ne pas citer leurs sources, soit les dénigrer ou nous expliquer qu'il faut rejeter en bloc le contenu de leurs articles, parce qu'il y serait développé des théories nauséabondes, dont celle du complot, autrement dit, du moment que l'auteur d'un article se livre à une analyse farfelue, foireuse, totalement insupportable, cela suffirait à jeter la suspicion sur la totalité des données ou faits qu'il mentionne, même en citant systématiquement ses sources.

Quand je lis un article du Figaro ou du Monde, est-ce que je devrais mettre en doute systématiquement les informations, faits ou données qu'il contient parce que je sais que ces deux médias nationaux sont favorables au régime en place ? Cette attitude ne coïnciderait-elle pas justement avec celle du complot que dénoncent nos intellectuels en question, n'auraient-ils pas exactement le même comportement que celui qu'ils dénoncent ? Pourquoi ? La réponse est très simple, parce qu'ils sont les seuls consciemment ou inconsciemment à détenir la vérité et que seule la leur mérite de l'attention. On baigne là en pleine crise de décomposition schizophrénique où les rapports au monde réel se réduisent finalement à l'idée qu'on s'en fait sans tenir compte de la réalité.

L'évolution du capitalisme des dernières décennies avec son lot de destructions des valeurs collectives à tous les niveaux de la société, privatisations, individualisation croissante des conditions de travail, etc., le tout accompagné du rejet des partis politiques et des syndicats, conduit de plus en plus à l'isolement chaque individu face à la société et aux problèmes auxquels il est confronté, à son atomisation grandissante, de telle sorte qu'il se retrouve également seul à penser face à lui-même, comme si son sort dépendait uniquement de lui-même, sans avoir les moyens de l'assumer et de comprendre qu'il est aussi ou surtout membre d'une classe sociale, Internet ne fait que renforcer cette tendance dans ce contexte, seul il n'est rien, il est terriblement vulnérable, il est à la merci de cette société qui va le manipuler, l'endoctriner, le brayer, le détruire, en faire un esclave.

Cette affaire Ben Laden ne me passionne pas particulièrement, entre nous, on s'en serait bien passé car on a d'autres questions plus importantes à régler. Cependant, ce qui est intéressant ici, c'est le traitement qu'y réservent les uns et les autres, et comme là il s'agit d'une question fermée à laquelle on répond par oui ou par non, on croit ou pas la version officielle qui nous a été délivrée, il est plus facile de cerner le mode de pensée de chacun qui n'est pas réservée à ce genre d'histoires, mais qui reflète un état d'esprit général, une méthode pour interpréter le monde qu'ils utilisent quotidiennement dans la lutte de classe, elle permet de discerner leurs faiblesses ou leurs lacunes ou au contraire leur sens (aigu) du discernement ou leur capacité à faire la part des choses, ce qui n'est pas inutile au regard de la décomposition actuelle du mouvement ouvrier qui s'inscrit dans le sillage de la société toute entière, du capitalisme.

On arrêtera là notre causerie du jour.

Je précise à l'adresse de l'auteur d'un courriel que j'ai reçu qui s'étonne que je fasse référence à des "*renseignements sur les services secrets pakistanais que personne n'a en sa possession*", s'il avait pris la peine de lire jusqu'au bout l'article en question, il aurait pris connaissance des sources qui figuraient en bas de page, personne n'est parfait.

Continuons encore le décryptage de la propagande officielle sur cette affaire.

1- Parmi la quinzaine de personnes arrêtées par les autorités pakistanaises figurent trois femmes du chef d'Al-Qaida et des enfants. L'une d'entre elles, identifiée comme Amal Ahmed Abdoufattah, a affirmé aux enquêteurs pakistanais qu'elle avait vécu au moins cinq ans avec Oussama Ben Laden à Abbotabad, soit à peu près depuis 2005. Auparavant, ils auraient passé environ deux ans et demi dans le village de Chak Shah Mohammad, dans le district de Haripur dans le nord du pays. Ce qui voudrait dire que Ben Laden aurait quitté les zones tribales bordant l'Afghanistan depuis 2003, pour s'installer, sans être inquiété, dans les zones urbaines du nord du Pakistan.

Ces révélations faites sous couvert d'anonymat par des responsables pakistanais, rapportées par l'agence Reuters et le New York Times. (lemonde.fr 07.05)

Pour un peu il aurait été faire son marché entouré de ses femmes le dimanche matin, ben voyons !

Elles auraient vécu "*au moins cinq ans avec Oussama Ben Laden à Abbotabad*", elles n'en sont pas très sûres, c'est vrai que cinq ans c'est une éternité ! Et pendant ces quelques années passées dans un village avec toute sa smala, ses femmes et ses nombreux enfants, personne n'aurait rien remarqué d'étrange dans leur comportement, aucun gosse ne serait sorti et n'aurait prononcé un mot de trop, les médecins qui devaient s'occuper de Ben Laden faisaient bien sûr partie de la troupe, quand on sait que dans ce genre de villages les gens passent leur temps à s'épier mutuellement et à dégoïser sur le dos de son voisin, car cela doit être la même chose qu'en Inde, cet élément semble des plus farfelu et fabriqué encore une fois.

2- Cinq vidéos sans son, provenant du matériel saisi dans la résidence d'Oussama Ben Laden à Abbottabad (Pakistan) par les forces spéciales américaines, ont été présentées à des journalistes lors d'une conférence de presse.

L'une d'elles, dont la date de réalisation n'a pas été déterminée (...) Assis par terre, il utilise sa télécommande pour passer d'une chaîne à l'autre (...)

Ces images sont connues: Ben Laden en treillis et bâton en main, descendant le long d'une pente, ou le chef terroriste en djellaba blanche accroupi, s'apprêtant à tirer avec une Kalachnikov.

Cette séquence, dont la date de réalisation n'a pas été déterminée (...) Une autre vidéo, réalisée vraisemblablement entre le 9 octobre et le 5 novembre 2010 selon les responsables américains, montre Ben Laden s'adressant à la caméra comme lors des messages vidéo qu'il a périodiquement transmis depuis 10 ans. (libération.fr 07.05)

Pas de date de réalisation, c'est préférable ! Le journaliste de Libération, qui gobe apparemment tout ce que l'administration américaine raconte, fait référence aux "messages vidéo qu'il a périodiquement transmis depuis 10 ans", mais oublie de préciser qu'au cours de ces dix dernières années, il n'est jamais apparu publiquement, en dehors des dirigeants d'Al-Qaïda ou des talibans ainsi que la Maison Blanche, absolument personne jusqu'à présent n'avait certifié l'avoir rencontré au cours des dix dernières années.

Commentaire d'un internaute :

- " Sur le site des "most wanted" du FBI Ben Laden est identifié comme gaucher. Sur leur vidéo, l'homme qui paraît tellement vieux par rapport à Ben Laden est un droitier visiblement. Une des autres vidéos est presque identique à une autre parue en 2007 et pour une troisième, semblable à une publiée en 2002 : même allure, même vêtements, etc., sans parler du site qui dans le passé a publié les vidéos dites de Ben Laden dont les serveurs sont localisés à Washington, entre le Département de la Sécurité Intérieure et l'Ambassade israélienne." (lepoint.fr 07.05)

Attention cher monsieur, vous avez cité le FBI et le Département de la Sécurité Intérieure et l'Ambassade israélienne : vous voilà atteint par la théorie du complot !

3- Après les tentatives infructueuses de l'impérialisme américains de "*négoçier*" avec des talibans "*modérés*", l'entrée dans le gouvernement du pantin des américains Karzaï de chefs de clans réputés pour leur cruauté et liés au narcotrafic, voilà venu le temps du retour en grâce des talibans. Extrait d'un article de Reuters daté d'hier :

La mort d'Oussama ben Laden pourrait être un "facteur de changement" dans le déroulement de la guerre en Afghanistan, a déclaré vendredi Robert Gates, le secrétaire américain à la Défense.

S'exprimant devant des militaires sur une base aérienne de Caroline du Nord, Robert Gates a prédit que l'armée américaine pourrait probablement évaluer les conséquences de la mort du chef d'Al Qaïda dans un délai de six mois.

"Ben Laden et (le chef des taliban afghans) le mollah Omar avaient une relation personnelle très proche et il y en a d'autres au sein du mouvement taliban qui se sont sentis trahis par Al Qaïda, (qui ont le sentiment) que c'est à cause des attentats d'Al Qaïda aux Etats-Unis que les taliban ont été renversés en Afghanistan", a poursuivi le patron du Pentagone. (Reuters 07.05)

Embourbés en Afghanistan, ont-ils une autre solution pour en sortir et conserver un régime à leur botte sans avoir à désavouer cette guerre qu'ils ont initiée ?

Commentaire d'un autre internaute :

- "Le retour en force de la barbarie d'Etat On ne me fera pas croire qu'il était impossible de l'avoir vivant. Gaz, taser, siège, les options sont nombreuses. Il faut donc voir dans l'opération une intention délibérée d'assassinat. La soit-disant "guerre au terrorisme" a servi de justification au retour de la torture, aux mesures de guerre fascistes en sol Américain, à la chasse à l'homme (Assange), à toutes les diabolisations et maintenant au lynchage. Pas de quoi se réjouir." (liberation.fr 07.05)

Politique.

1- Libye

Les forces loyales envers Mouammar Kadhafi ont attaqué samedi la petite localité pétrolière de Djalou, dans le désert libyen, aux environs d'Adjabiah, qui est toutefois restée entre les mains de la rébellion, a annoncé le porte-parole du Conseil national de transition (CNT, regroupant les insurgés), Abdel Hafiz Ghoga.

Cette oasis isolée a déjà subi plusieurs attaques des forces loyalistes depuis le début, à la mi-février, du soulèvement contre le Guide libyen.

Les fidèles de Kadhafi ont aussi attaqué dans le passé la localité voisine d'Aoujilah. Les deux villes sont proches d'importants gisements pétrolifères aux mains des insurgés.

Des combats ont également éclaté dans le passé dans l'oasis de Koufra, au sud-est de la Libye, non loin de la frontière égyptienne.

Les affrontements qui font rage depuis plusieurs jours entre insurgés et brigades de Kadhafi au niveau de la région de Ghézaya, dans l'ouest libyen, se sont rapprochés samedi à environ un demi-kilomètre de la frontière tunisienne, a rapporté l'agence gouvernementale TAP.

L'agence fait état de la chute de 80 obus de mortier dans des zones inhabitées proches de la localité tunisienne de Dhéhiba.

Les combats tournent autour du poste frontalier de Dhéhiba/Wazen vital pour le ravitaillement des rebelles qui l'ont pris aux troupes loyalistes il y a plus d'une semaine. (Reuters et AP 07.05)

2- Syrie

Six civils au moins ont été tués samedi à Baniyas lors de l'attaque de cette ville côtière par l'armée appuyée par des chars, rapporte l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Quatre femmes figurent parmi les victimes, tuées lors d'une manifestation organisée aux abords de Baniyas. (Reuters 07.05)

3- Yémen

Un manifestant a été tué et onze autres blessés samedi dans une localité du sud du Yémen, où la police a ouvert le feu pour disperser plusieurs milliers de personnes qui réclamaient le départ du président Ali Abdallah Saleh, a rapporté un militant.

Nouh al-Wafi a précisé que les forces de l'ordre avaient fait usage de gaz lacrymogène et tiré à balles réelles pour disperser le rassemblement à Al-Maafir, dans la province de Taez.

Samedi, bureaux et commerces étaient fermés dans plusieurs villes du pays -dont Aden, Saada et Hodeida- dans le cadre d'une campagne de désobéissance civile à l'appel de l'opposition afin d'accentuer la pression sur le chef de l'Etat, après pratiquement trois mois de manifestations quasi quotidiennes.

Le mouvement de la jeunesse à la tête de la contestation a diffusé samedi un communiqué réclamant à nouveau le départ immédiat du dirigeant. (AP 07.05)

4- Tunisie

Le gouvernement provisoire tunisien a instauré samedi un couvre-feu nocturne dans la capitale à la suite des nouvelles manifestations réprimées par les forces de l'ordre.

Le nouveau pouvoir issu de la "révolution de jasmin" a également limogé un ancien ministre de l'Intérieur, Fährat Rajhi, de son poste à la tête du Haut Comité sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales, un organisme financé par l'Etat.

Samedi, pour la troisième journée consécutive, des échauffourées ont opposé à Tunis des policiers armés de matraques et de grenades lacrymogènes à des centaines de manifestants réclamant la démission du gouvernement de transition.

Les nouvelles manifestations sont organisées par une frange de la population qui craint que le gouvernement de transition revienne sur ses promesses de démocratisation.

"*Il nous faut maintenant une révolution qui succède à la révolution (du jasmin)*", a estimé Abdourahim Djalouli, en montrant son téléphone portable sur lequel il disposait de photos où l'on voit des policiers pourchassant des jeunes dans les rues, près du centre de la capitale.

"*Vous voyez! Les policiers sont comme avant. Rien ne change!*", a-t-il ajouté.

"*Les jeunes sont toujours en colère. Ils réclament une nouvelle révolution*", a déclaré de son côté un patron de café. "*Les choses sont loin d'être revenues à la normale*". (Reuters 07.05)

Le 9 mai

J'ai mis en ligne *L'Internationaliste* n° 109 du groupe GSI que j'ai reçu hier.

Je n'ai pas le temps de répondre aux courriels que j'ai reçus ces derniers jours. J'en ai reçu un très long d'un militant du POI dont je ne vous donnerai pas d'extraits car il est trop personnel, peut-être dans quelques jours si cela peut servir à développer une causerie. Il confirme mon analyse du mouvement ouvrier français et en grande partie celle que je fais du POI.

L'affaire Ben Laden n'est pas non plus sa tasse de thé, à nous non plus répétons-le, ce qui nous intéresse ici c'est le traitement que les uns et les autres réservent à une information et qui révèle un mode de pensée qui ne s'applique pas seulement à une information isolée, au-delà leur rapport à l'impérialisme, leur conception de la lutte des classes...

Notons que pour ne pas être catalogués à tort ou à raison parmi les partisans de la théorie du complot, tous sans exception ont plus ou moins lâchement adopté la version officielle délivrée par Obama, Sarkozy, l'UMP, le PS et bien entendu l'ensemble des médias à leurs ordres. Dès lors, il nous est impossible de soutenir qu'un seul serait digne de confiance et l'on comprendra très bien pourquoi le prolétariat n'a jamais réussi à se doter d'une nouvelle direction.

Les dirigeants du POI, mais aussi du NPA ou LO, se retranchent derrière des théories ou des principes qu'ils se sont employés à figer à défaut d'être capables d'analyser les importantes transformations qu'ont subit la société et le monde, les rapports entre les classes et les rapports à l'intérieur même des classes, l'évolution des mentalités et des comportements, de l'état d'esprit de la classe et des masses, ils ont cru qu'en utilisant les mêmes discours, les mêmes mots et la même conception de la lutte de classe à un siècle d'intervalle sans tenir compte de ces profonds changements la classe et les masses les suivraient ou adhèreraient à leur parti, or c'est tout l'inverse qui s'est produit, c'est le constat d'une faille qu'on a sous les yeux, qu'ils ne veulent pas reconnaître, car un intellectuel reconnaîtra rarement qu'il s'est fourvoyé, un dirigeant l'admettra d'autant moins, c'est là tout le drame que nous vivons parce que nous en sommes les otages et dont ils portent l'entière responsabilité.

J'ai presque envie de dire avec ce militant du POI que le "*mouvement ouvrier est mort*", ce sont ces mots, ses dirigeants sont morts politiquement assurément en partageant un mensonge aussi grossier et en trompant ainsi travailleurs et militants, on a envie de leur retirer toute légitimité au nom de la classe ouvrière, ils n'en sont pas dignes, étonnant comme constat de la part d'un

militant par ailleurs syndicaliste, c'est dire à quel degré de décomposition le mouvement ouvrier et son "avant-garde" en sont arrivés, disons qu'ils agonisent... en attendant de renaître...

Qu'avaient-ils à craindre ces dirigeants à refuser ou témoigner tout du moins une certaine réserve envers la version de l'administration américaine dans l'affaire Ben Laden, sinon s'allier les masses les plus arriérées qui gobent systématiquement tout ce qu'on leur raconte du moment que cela vient d'en haut et qui de toutes manières ils sont incapables d'atteindre par leurs discours, et s'attirer la sympathie des travailleurs les plus avancés qui ne croient plus un mot de ce qu'on leur raconte du moment que cela provient d'un dirigeant du vieux monde. Leur soumission à l'impérialisme en est d'autant plus insupportable. Ils ont encore loupé une bonne occasion de se démarquer de la pensée unique qu'ils cultivent maintenant à leur tour, simple constat.

On ne s'étonnera pas que dans ce contexte, un type comme Onfray dans l'émission *On n'est pas couché* diffusée en différé avant-hier sur TV5Monde Asie, ait pu affirmer sans être contredit, que le capitalisme a toujours existé, faisant référence à la période lointaine au cours de laquelle les coquillages faisaient encore office de monnaie, donc avant son apparition, occultant au passage que les membres d'une même tribu pratiquait ce que l'on a appelé le communisme primitif, qui consistait à mettre en commun les moyens de production qui étaient alors un bien collectif, tandis que le produit du travail était réparti ou distribué entre tous les membres de la collectivité en fonction de leurs besoins respectifs et non en fonction de leur productivité individuelle ou de facteurs subjectifs, et qu'à cette époque-là ni les classes ni l'Etat n'existaient.

Ce n'est certainement pas en cautionnant les fables cyniques et haineuses de l'impérialisme américain qu'on parviendra à ranimer la flamme du socialisme au coeur du mouvement ouvrier.

Consensus avec l'impérialisme.

Comme si depuis le début des années 90 le triomphe du capitalisme sur le communisme sous couvert d'un amalgame frauduleux avec le stalinisme ne leur suffisait pas pour endiguer la résistance des peuples qui luttent pour que soient satisfaits leurs besoins sociaux et faire valoir leurs droits politiques, place au triomphe du mensonge d'Etat avec le soutien de l'ensemble des partis du mouvement ouvrier français (notamment).

On pourrait reprendre à notre compte ce constat édifiant et accablant d'alterinfo.fr : "Hallucination. Ils voient des conspirationnistes partout et des conspirations nulle part."

POI. (IO n°147 page 7 - 4 mai)

- "Dix ans après avoir désigné Ben Laden comme l'ennemi numéro 1, des « unités spéciales » américaines l'ont abattu dans sa coquette villa à 50 kilomètres de la capitale du Pakistan."

NPA. (communiqué du 4 mai)

- "Le gouvernement américain a supprimé celui qui fut son allié contre l'intervention militaire soviétique en Afghanistan." (...)
"Les attentats du 11 septembre contre le World Trade Center ne servaient en rien les intérêts des peuples opprimés."

Besancenot a déclaré qu'il ne serait pas le candidat du NPA en 2012 car il préférerait se recentrer sur les questions internationales au sein du NPA, c'est plutôt mal barré !

LO. (article du 2 mai)

- "Ben Laden était une crapule et il n'y a certainement pas lieu de pleurer sa mort. Les attentats de 2001 ont été une infamie ..."

PCF. (article du 2 mai)

- "La mort de Ben Laden, devenu le symbole du terrorisme mondialisé, est un événement important pour toutes les familles des victimes des attentats du 11 septembre 2001."

PG. (article du 2 mai)

"Après dix années d'une chasse à l'homme couplée d'une guerre illégale, Ben Laden a été tué par une opération des forces spéciales états-uniennes et des services pakistanais. "

Je vous invite à lire l'article consacré à la déclaration fracassante de "Steve R. Pieczenik, ancien sous-secrétaire adjoint au ministère des Affaires étrangères sous trois administrations différentes (...), Nixon, Ford et Carter, tout en travaillant sous Reagan et Bush père, et travaille toujours comme consultant pour le ministère de Défense. Ancien capitaine de la marine de guerre,

Piecznik a obtenu deux prix Harry C. Salomon prestigieux à la Harvard Medical School, en terminant simultanément son doctorat au MIT. "

Il accuse l'administration américaine d'avoir orchestré les attentats du 11 septembre 2001 et il explique quand et sans doute comment et où Ben Laden est mort vers la fin 2001. Pour avoir travaillé avec Nixon, il ne doit plus être tout jeune, on n'a pas à faire à un inconnu ou un farfêlé, il n'a rien à perdre, il lâche le morceau. Mais il s'en trouvera encore pour mettre en doute ce témoignage, à ce niveau-là, ils sont irrécupérables.

J'ai bouclé cette causerie. Un dernier mot qui servira de réflexion aux causeries à venir.

Quand on regarde bien la situation des deux camps en présence, aucun n'est en situation de l'emporter dans les pays comme la Tunisie, l'Égypte, la Libye, la Syrie, le Yémen, etc, aucune classe n'est en mesure de l'emporter sur l'autre, du coup seule la classe dominante par un coup de force (militaire) peut prendre ou plutôt conserver le pouvoir, elle ne peut pas revendiquer le soutien du peuple après avoir soutenu des régimes dictatoriaux, elle est trop faible et haïe par les masses.

De son côté la classe ouvrière est désarmée théoriquement, politiquement et pratiquement puisqu'elle n'a même pas un parti ouvrier pour représenter ses intérêts fondamentaux, elle n'a aucune idée du développement historique du capitalisme mondial qui conduit à la barbarie ou au socialisme, sa conscience politique ne dépasse pas le stade de ses besoins alimentaires sans être capable de déterminer par quel moyen politique elle pourrait parvenir à les satisfaire, ce qui nécessiterait à la fois de remettre en cause les fondements du capitalisme et liquider ceux du régime, l'État, pour construire un État ouvrier sur ses ruines.

On est là au cœur du problème que doit résoudre non seulement la classe ouvrière dans cette région du monde, mais dans chaque pays à l'échelle mondiale : liquider le capitalisme et les institutions politiques qui lui permettent de survivre. Mais sans partis révolutionnaires construits sur les bases du marxisme, section d'une Internationale ouvrière révolutionnaire, il sera impossible d'atteindre cet objectif, dès lors, ce devrait être notre tâche prioritaire et toute notre activité militante devrait y être subordonnée.

Quelque part la situation est sans issue pour toutes les classes, ce qui a de quoi inquiéter les différents impérialistes qui voient à juste titre une menace dans la radicalisation politique des masses qui cherchent une voie pour s'en sortir malgré tout, ce qui risque par se traduire par une instabilité politique néfaste pour les affaires, la recrudescence de revendications sociales incompatibles avec la survie du capitalisme. D'où aussi la tentation de recourir à des provocations en tous genres (dont Al-Qaïda ou les Frères musulmans, etc.) pour justifier le recours à l'armée et rétablir l'ordre.

Politique.

1- France

1.1- Excentricité.

Samedi, au palais des congrès de Versailles, Hervé Morin, Jean-Marie Bockel, Hervé de Charette et Jean-Louis Borloo ont signé l'acte de naissance de leur confédération.

Louant le *«printemps des centres»*, le numéro deux du Nouveau Centre, Jean-Christophe Lagarde, se prend à rêver *«d'une force politique qui n'essaye pas de monter les Français les uns contre les autres»*. Jean-Marie Bockel, au nom de Gauche moderne, fustige pêle-mêle *«le repli, la frilosité, le discours de Grenoble, la fin de l'ouverture et la stratégie du clivage»*.

«Nous partageons avec beaucoup de Français une amère déception», témoigne Hervé de Charette, deux ans après sa rupture avec l'UMP. Pour le président de Convention démocrate, *«le ressort de la majorité est brisé»*.

Jean-Louis Borloo garde à l'esprit que, dimanche prochain, il devra convaincre ses troupes de rompre avec l'UMP, ce que beaucoup redoutent. *«Je ne vous propose pas de constituer une force supplétive tout juste bonne à faire de la figuration, explique-t-il aux néocentristes. Je vous propose l'indépendance.»* *«Ce n'est pas un accord de boutiquier, ni une alliance de circonstance. Ce sont des retrouvailles, c'est une refondation»*, insiste-t-il avant de conseiller à ses *«amis de l'UMP»* : *«N'ayez pas peur d'avoir des alliés indépendants et forts car nous ne nous tromperons pas d'alliance ni de camp.»*

«Si pour passer le premier tour, le candidat de l'UMP doit être le seul à représenter la majorité, c'est soit que nous avons déjà perdu, soit que le candidat n'est pas le bon», lance enfin Morin.

Un pilonnage en règle que le secrétaire général de l'UMP, Jean-François Copé, accueille avec flegme. *«Il faut avancer dans la vie avec un peu moins de certitudes et un peu plus de réserve par rapport à l'avenir»*, a-t-il expliqué à propos du pari de Morin, exprimé dans Le Parisien, de voir l'UMP exploser en 2012. (lefigaro.fr 08.05)

1.2- Excentricité, suite.

Interrogé au "Grand Rendez-vous" Europe 1/Le Parisien-Aujourd'hui en France pour savoir s'il rejoindrait cette confédération en cours de création, -à laquelle le Nouveau centre (NC) présidé par Hervé Morin a adhéré samedi- François Bayrou a répondu : *"Je ne laisserai jamais ce combat (du centre, ndr) s'enliser dans l'ambiguïté, dans les entre-deux"*.

"Qu'est ce que ça veut dire d'avoir été hier empli jusqu'au-delà du bord de louanges, d'admiration pour Nicolas Sarkozy, de l'avoir applaudi (...) et puis après, le lendemain, parce que les sondages baissent ou parce qu'il vous a viré de se retourner contre lui en disant que jamais il y a eu quelqu'un d'aussi méprisable dans la vie politique?", a interrogé le député des Pyrénées-Atlantiques.

"Ce que Nicolas Sarkozy est aujourd'hui, il l'était en 2007. Simplement, à l'époque, il y avait des gens qui avaient le sentiment que leur carrière passait par l'applaudissement et la lèche à Nicolas Sarkozy et qui aujourd'hui pensent que leur carrière passe par les attaques", a-t-il conclu. (lexpress.fr 08.05)

En Gros, tous ces partis issus de l'UDF sont plus à droite que l'UMP sur le plan économique, et moins à droite que lui sur le plan politique... en parole. Rappelons que l'UDF est avec le PS à l'origine du projet du Traité constitutionnel européen qui a été rejeté en mai 2005, ils demeurent les plus chauds partisans de l'Union européenne et en réclament toujours plus. Dans les années 70-80, j'estimais qu'ils étaient encore plus réactionnaires que le RPR (ex-UMP), et ce n'est pas un hasard si c'est au sein de l'UDF que se sont regroupés les ex-nazillons des années 60 Devedjian, Madelin, etc.

2- Maroc

Des milliers de manifestants ont défilé dimanche dans les rues de Marrakech pour exiger des réformes au Maroc mais aussi pour s'opposer à la violence terroriste après l'attentat qui a ensanglanté un café-restaurant de cette ville touristique le 28 avril.

La branche nord-africaine d'Al Qaïda, Aqmi (Al Qaïda au Maghreb islamique), a affirmé samedi qu'elle n'était pas responsable de l'attentat de Marrakech, premier attentat de ce genre dans le royaume chérifien depuis ceux de Casablanca en 2003.

Un responsable gouvernemental a parlé de quelque 3.000 manifestants dans les rues de Marrakech mais, de source indépendante, on parlait de 8.000 participants.

Parmi la foule apparaissaient des pancartes avec ce genre de slogans: *"Nous sommes pour la liberté et la sécurité!"*, *"Nous nous opposons au terrorisme et à toute forme d'intimidation!"*. D'autres banderoles s'insurgeaient contre la corruption.

"Ce genre de manifestation doit avoir lieu tous les jours afin que notre pays avance dans la lutte contre la corruption", a déclaré un homme de 44 ans, en marge du cortège.

"Nous sommes ici aujourd'hui pour dénoncer le terrorisme et soutenir les jeunes qui réclament des changements. Il y a bien trop de corruption et beaucoup d'autres mauvaises choses", a estimé pour sa part une manifestante, Marie Atif, Française qui habite à Marrakech depuis 1993.

Un groupuscule de 25 à 40 personnes au sein du principal cortège, dont beaucoup avaient le visage masqué, ont scandé des slogans en faveur du renversement du gouvernement et de la monarchie. Cette dernière est populaire chez de nombreux Marocains.

"Nous voulons la chute du régime et de l'ensemble de ses institutions", a déclaré à l'agence Reuters un manifestant sous couvert de l'anonymat. *"Nous avons besoin d'une assemblée constituante ouvrant la voie à de véritables élections et à un régime tirant sa légitimité du peuple"*, a-t-il ajouté.

Un défilé a rassemblé dans la soirée environ 8.000 personnes, selon des témoins, dans la médina de Casablanca, la capitale économique du royaume, pour réclamer des réformes constitutionnelles et la fin de la corruption.

Les participants ont également demandé le limogeage de deux des plus proches collaborateurs du roi Mohamed VI - Fouad Ali Himma ainsi que le secrétaire particulier du souverain, Mohamed Mounir Majidi - qu'ils accusent d'abus de pouvoirs et d'affairisme. (Reuters 08.05)

3- Tunisie

La police tunisienne a tiré des gaz lacrymogènes, dimanche, pour disperser une manifestation antigouvernementale dans le centre de Tunis, cela pour la quatrième journée consécutive.

De son côté, le Premier ministre par intérim, Beji Caïd Essebsi, a évoqué pour la première fois un éventuel report, pour des raisons techniques, des élections législatives prévues le 24 juillet.

Lors de la manifestation, des jeunes ont scandé des slogans en faveur de la démission de Beji Caïd Essebsi et de son équipe, sifflant et huant les policiers auxquels ils étaient confrontés dans le centre de la capitale.

Les autorités ont répliqué aux dernières manifestations en imposant samedi soir un couvre-feu nocturne.

Dimanche, les forces de l'ordre ont tiré des grenades lacrymogènes pour chasser les dizaines de jeunes manifestants de l'avenue Bourguiba, la grande artère du centre-ville.

"*Nous ne sommes intervenus que lorsqu'ils ont lancé des pierres, pas quand ils nous ont insultés*", a déclaré un policier en civil.

Dans la soirée et malgré l'imposition du couvre-feu, les forces de sécurité se sont heurtées à des bandes de jeunes qui se livraient à des actes de pillage dans plusieurs quartiers déshérités de la capitale. Des coups de feu ont été tirés. (Reuters 08.05)

D'un côté des manifestations légitimes contre le régime, de l'autre des provocateurs payés par l'ex-RCD de Ben Ali qui tente de faire annuler les élections à l'Assemblée constituante prévue le 24 juillet prochain et desquels ses dirigeants ou anciens élus sont écartés.

Social.

1- France

Le ministre des affaires européennes, Laurent Wauquiez, a indiqué dimanche 8 mai au cours de l'émission BFM TV 2012-Le Point-RMC que son groupe "la Droite sociale" déposerait "*dans les 10 jours*" à l'Assemblée une proposition de loi pour contraindre les bénéficiaires du RSA à "*assumer*" cinq heures hebdomadaires de "*service social*". (C'est plus que ne pourrait supporter en une vie, un patron qui perçoit un salaire annuel équivalent à 350 fois le smic (Renault) -note du site)

Dénonçant les "*dérives de l'assistanat*", qu'il qualifie de "*cancer de la société française*", il a émis l'hypothèse "*de plafonner le cumul de tous les minima sociaux à 75 % du Smic, pas plus*". "*Aujourd'hui, un couple qui est au RSA, en cumulant les différents systèmes de minima sociaux, peut gagner plus qu'un couple dans lequel il y a une personne qui travaille au SMIC, a-t-il avancé. Ça c'est la société française qui tourne à l'envers.*"

Le maire du Puy-en-Velay a ensuite jugé anormal que le système de protection social, "*le plus généreux d'Europe*", permette aux étrangers, "*très facilement, de bénéficier de nos différents outils de solidarité*". "*Il est normal que quelqu'un qui vienne en France bénéficie de notre système à condition qu'il ait un minimum contribué*", a-t-il estimé, suggérant d'établir une durée minimale de travail - cinq ans - pour pouvoir y prétendre. L'objectif est, d'après M. Wauquiez, que ces propositions soient expérimentées avant la présidentielle de 2012, et puissent nourrir le débat de la campagne.

En contrepartie, afin de promouvoir le "*sens de l'équilibre (...) au bénéfice des classes moyennes*", le ministre s'est prononcé pour que chaque citoyen résidant plus de trois mois en France soit assujéti à l'impôt, contre six mois actuellement.

A propos du revenu de solidarité active (RSA), il a réaffirmé qu'en contrepartie "*il faut que chacun assume chaque semaine cinq heures de service social*". Cela ne représente "*pas grand-chose*" mais montre que, "*en face des droits (...), pour vous il y a des devoirs*". "*Nous plaillons pour que ce soit une obligation, et on déposera dans les 10 jours qui viennent une proposition de loi en ce sens*", a-t-il indiqué. Il a évoqué comme possibles missions les sorties d'école, les travaux de nettoyage ou encore "*l'accueil de service public*". (lemonde.fr 08.05)

Il y a largement de quoi mener un combat contre le régime sur les salaires à partir de tous les éléments en notre possession. Question : pourquoi partis et syndicats s'y refusent ? Cela ne concerneraient pas des millions et millions de travailleurs ? Apparemment, non !

2- Grande-Bretagne

Malgré la crise, les 1000 plus grandes fortunes britanniques ont vu leur richesse gonfler en moyenne de 18 % sur les douze derniers mois, qui atteint 452 milliards d'euros, selon le classement annuel du Sunday Times . (lefigaro.fr 08.05)

Au fait, les résultats des élections en Inde seront rendus publics dans trois jours. Le porte-parole des voyous de mon village, le Chief minister du Tamil Nadu, M. Karunanidhi (DMK) est donné battu par tous les sondages. Espérons que son candidat dans mon district le sera aussi.

Fin (provisoire) de la polémique sur la mort de Ben Laden.

La vérité est révolutionnaire !

Demandez donc à vos dirigeants ou cadres qui l'ont scandé pendant des décennies et qui la piétinent ce qu'ils en pensent. Demandez-leur comment ils peuvent expliquer un tel revirement inexcusable, injustifiable. Demandez-vous aussi à qui profite le grossier mensonge d'Obama. On se demandera également au passage, si ceux qui le cautionnent ne défendraient pas finalement les mêmes intérêts. Question osée, provocatrice, tabou, mais oh combien nécessaire de se poser ! Reliez ensuite la réponse à cette question à tous ce que j'ai écrit à leur sujet depuis 6 ans, vous verrez que tout se tient... hélas, entre incurie politique légendaire et lieutenants du capital.

Dorénavant plus rien ne sera plus comme avant, plus aucun militant ne pourra plus avoir confiance dans ses dirigeants. La sanction est terrible mais largement méritée, on regrettera seulement qu'elle intervienne un peu tard, beaucoup trop tard pour influencer sur l'orientation du mouvement ouvrier et servir à sa recomposition sur des bases politiques correctes.

Espérons seulement que les jeunes militants qui constitueront demain l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière, conserveront présent à l'esprit le plus longtemps possible cet épisode qui va encore détourner des travailleurs et des militants du mouvement ouvrier.

Parole d'internaute

- "La bonne nouvelle, c'est que tous les jeunes que je rencontre ne gobent pas du tout la version officielle relatée sans aucun esprit critique par l'ensemble de la presse." (médiapart 08.05)

- " C'est fatiguant de se faire traiter de conspirationnistes sous prétexte que l'on met en doute les services de presse des États qui nous gouvernent" (médiapart 08.05)

- " On aurait aimé que Médiapart ne soit pas sur un tel sujet, à l'unisson d'une presse vouée au spectaculaire et dévouée aux puissants."

Notons que Médiapart, financé en partie par l'Élysée, se range derrière la version officielle. Le plus fort, c'est qu'il y a des internautes connectés sur Médiapart qui dénoncent la version officielle sans s'apercevoir ou qui ont déjà oublié que Médiapart y adhère ! Après tout, bon nombres de militants pourraient bien les imiter. Dilettantes, sans rigueur, sans réelle formation théorique à part celle frelaté qu'on leur a servi sur un plateau, quand on se souvient que les dirigeants du POI n'ont pas hésité à présenter les anarchistes comme des membres à part entière de la Première Internationale en revendiquant l'héritage du marxisme, alors que Marx et Engels les avaient virés, on se dit qu'il est décidément trop facile de les manipuler.

Hier j'ai encore téléchargé dans mon disque dur une dizaine d'articles sur ce sujet, je verrai plus tard si quelques-uns méritent d'être mis en ligne dans le site, ils proviennent tous de Médiapart ou du site Le Grand Soir.

Je vous ai dit qu'il y avait des militants qui avaient déserté le site récemment, apparemment suite à ma prise de position sur la Libye qu'ils n'ont pas pris le temps d'analyser à fond, peu importe, vous constaterez que je ne fais absolument rien pour retenir ceux qui s'y connectent encore. Cela ne me décourage pas, au contraire cela me stimule, je redouble de violence dans la polémique pour tester leur résistance, car on a besoin de forger des combattants révolutionnaires capables de résister à toutes les épreuves et non des branquignoles ou des lavettes qui se sauvent en courant en appelant leur mère à la première alerte. Je n'ai rien à vendre, pas d'appareil à défendre et je ne demande à personne d'adhérer aux idées que je défends.

Vos dirigeants pratiquent la politique du qui m'aime me suive, moi je pratique la politique inverse, qui m'aime aveuglément n'a pas sa place à mes côtés et ferait mieux d'aller voir ailleurs si j'y suis. Ferme sur les principes, souple dans leur mise en oeuvre, telle fut la méthode de Lénine pour construire le parti, encore faut-il que les militants se reconnaissent dans ces principes. La promotion et le respect de la vérité en fait partie.

Refuser la vérité, c'est s'interdire toute discussion. Un procédé pratique quand on veut éviter que les militants se posent trop de questions ou confrontent leurs idées. On vous fournit gracieusement un cadre de discussion, vous vous dites que vous êtes en présence de grands démocrates, vous voilà comblés. Mais essayez donc de poser une question qui n'entre pas dans ce cadre, essayez donc de contester les éléments qu'on vous a fournis, essayez donc d'en introduire qui n'en faisaient pas partie, et immédiatement on vous remettra en place ou on vous répondra que vous êtes hors sujet, des milliers de militants peuvent

en témoigner, on a déjà fait cette expérience, alors épargnez-nous de gros mensonges pour essayer de nous convaincre du contraire.

Passons à un autre sujet.

Le document mis en ligne aujourd'hui *The Middle of the Pyramid: Dynamics of the Middle Class in Africa*. (le milieu de la pyramide : les dynamiques de la classe moyenne en Afrique), est en anglais, mais il comporte de nombreux tableaux qui permettent de mieux comprendre à partir de facteurs économiques et sociaux pourquoi des soulèvements révolutionnaires ont eu lieu dans certains pays et pas d'autres. Cette étude est datée du 20 avril 2011.

Dans certains tableaux est comparée la place qu'occupe dans la société de chaque pays les différentes classes. Un extrait avec une traduction de certains passages.

Pour commencer, voilà ce qu'ils caractérisent par classe moyenne "*The middle class can be defined in relative or absolute terms. In relative terms, the middle class is defined as individuals or households...*" (La classe moyenne peut être définie en termes relatifs ou absolus. En terme relatif, la classe moyenne représente des personnes seules ou des ménages) (...) "*Using the absolute approach, the middle class is usually defined as individuals with annual income exceeding \$3,900 in purchasing power parity (PPP) terms³ or with daily per capita expenditure between \$2 to \$4 and those with daily per capita expenditures between \$6 and \$10*" (Concernant l'approche absolue, la classe moyenne est généralement définie comme des personnes disposant d'un revenu annuel supérieur à 3.900 dollars en terme de pouvoir d'achat ou possédant pour leurs dépenses quotidiennes entre 2 et 4 dollars [ramené au nombre de membres d'une même famille] et ceux qui disposent [globalement] d'un capital entre 6 et 10 dollars pour leurs dépenses journalières)

C'est la première définition qui est retenue également ailleurs au-delà d'un certain niveau de revenu, et dont on ne tient pas compte la plupart du temps quand on analyse la situation sociale dans un pays. On parle volontiers de pauvres ou de travailleurs pauvres, qui le sont moins lorsqu'ils vivent en couple ou cumulent deux salaires dans un ménage.

Terrible erreur qui fausse évidemment notre analyse des rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, et c'est à partir de cette grossière erreur qu'il faut analyser la tactique et la stratégie des différents partis politiques, sinon on racontera n'importe quoi à leur sujet. On l'avait évoquée à l'occasion de la mobilisation sur les retraites si vous vous souvenez, ou encore pour expliquer et comprendre pourquoi les masses ne se mobilisaient pas davantage alors qu'elles étaient durement frappées par les mesures antisociales du gouvernement depuis des années.

Par exemple, on n'a pas tenu compte que c'est à partir du début des années 70 en France que les femmes ont rejoint massivement le marché du travail, comme on n'a pas tenu compte non plus qu'entre 1978 à 2001 le nombre de cadres a triplé en France, selon une étude de l'Insee (merci au passage au camarade qui m'a fourni cette donnée dans un courriel), au-delà, comme on continue de considérer qu'un travailleur employé dans le secteur des services serait identique à un travailleur travaillant dans une mine ou une usine dans les années 50-60, qu'ils auraient le même état d'esprit, le même mode de pensée, les mêmes réflexes face au capital, ce qui n'est pas le cas. La remise sur les rails du mouvement ouvrier devra impérativement intégrer ces données notamment, sous peine de reproduire indéfiniment les mêmes erreurs.

On comprendra parfaitement, qu'on ne peut pas à la fois les avoir ignorées pendant des décennies et prétendre comprendre comment fonctionne la classe ouvrière dans sa tête, le démenti le plus cinglant à cette prétention provenant justement de la classe qui ne se reconnaît dans aucun parti ouvrier. Ce n'est certes pas la seule explication, mais un des facteurs les plus importants qui permet de le comprendre. Quand j'expliquais qu'on ne pouvait pas concevoir la lutte des classes de la même manière qu'autrefois, c'est tout ce que je voulais dire, en prenant en compte les profondes modifications que la société et les classes avaient connu au cours des 4 ou 5 dernières décennies jusqu'à aujourd'hui, comme dans les années 60 à 80, on ne pouvait déjà plus aborder la lutte des classes exactement de la même manière qu'au début ou lors de la première moitié du XXe siècle. L'atomisation du mouvement ouvrier ou l'existence d'une multitude de formations politiques en est directement le résultat. Là non plus ce n'est pas la seule explication, mais l'une des principales.

Revenons à notre sujet du jour qui vous intéressera sûrement davantage que le cas Ben Laden.

En dehors du Botswana et du Gabon, c'est en Tunisie et en Egypte suivis du Maroc et de l'Algérie que la classe moyenne est la plus importante en Afrique : "*North African countries have a much higher concentration of the middle class among their population with Tunisia having the highest at 89.5% followed by Morocco and Egypt at 84.6% and 79.7% respectively*". (L'Afrique du Nord a la plus grande concentration de membres de la classe moyenne parmi la population en Tunisie, au Maroc et en Egypte respectivement.)

Mais la situation est loin d'être idyllique pour la classe moyenne dont une partie importante risque de se prolétarianiser : "*However, a significant number of this middle class belong to the floating category, living on less than \$4 per day with the ever present danger of falling into poverty in the event of exogenous economic shocks. This is evident in the Tunisian situation where approximately half of the middle class is in this situation*". (Cependant un nombre important de membres de la classe moyenne parmi la catégorie flottante, vivant avec moins de 4 dollars par jour, est toujours en proie au danger de tomber dans la pauvreté à la suite d'un choc

créé par un événement exogène.)

Ce qui caractérise l'instabilité économique et sociale mais aussi politique de l'Afrique : "*Africa's middle class is characterized by a high concentration in the lower ranks with per capita expenditure levels of \$2-\$4 per day, thus putting many of these households in a vulnerable position and facing the possibility of dropping back into the poor category in the event of any exogenous shocks.*" (La classe moyenne africaine se caractérise par un niveau très bas de ressources entre 2 et 4 dollars par jour, ce qui rend vulnérable de nombreux ménages confrontés à la possibilité de tomber dans la catégorie pauvre au cas où un choc exogène interviendrait)

Et "*The results of this study show that about 21% of Africa's population falls in this category and remain barely above the poverty line.*" (Les résultats de cette étude montrent que 21% de la population africaine appartenant à cette catégorie demeurent tout juste au-dessus de la ligne de pauvreté.) A tout moment un membre de la classe moyenne peut basculer dans la pauvreté, la perte de l'un des deux emplois par exemple. D'où sa motivation à rejoindre les rangs de la classe ouvrière qui se soulèvent contre les régimes en place au lieu de le soutenir.

S'agissant des inégalités dans la répartition des richesses en Afrique : "*However, income inequality in Africa remains very high. About 100,000 Africans had a net worth of \$800 billion in 2008 or about 60% of Africa's GDP or 80% of sub-Saharan Africa's.*" (Cependant, l'inégalité des revenus en Afrique demeure très élevée. Environ 100.000 Africains possédaient 800 milliards de dollars en 2008 ou à peu près 60% du PIB de l'Afrique ou 80% de celui de l'Afrique sub-Saharienne.)

Politique.

1- Libye

1.1- Des représentants de vingt-cinq villes libyennes sous contrôle des forces du colonel Mouammar Kadhafi ont affirmé leur soutien à la rébellion lors d'une réunion lundi à Abou Dhabi. Les soixante-dix personnalités représentant les localités de l'ouest, du centre – dont Tripoli – et du sud de la Libye ainsi que les tribus de ces régions ont "*proclamé leur allégeance au Conseil national de transition (CNT)*", organe politique de la rébellion.

Les combats se déroulent toujours à l'ouest de Misrata, grande ville côtière assiégée par les forces de Kadhafi à 200 km à l'est de Tripoli, dans la localité de Bourgueya. Dans le port, une immense colonne de fumée noire se dégageait toujours des dépôts de carburant en flammes après un bombardement samedi matin. Une roquette Grad s'était abattue sur l'un des réservoirs de gasoil près du port, et l'incendie s'est propagé aux dépôts voisins. Par crainte de pénurie, des queues commençaient à se former devant les stations-service.

1.2- Les blessés des combats en Libye soignés au dispensaire de Debiha, à la frontière tunisienne, racontent des pilonnages à l'aveugle sur le Djebel Nefoussa, aux mains des insurgés, ce que corrobore Human Rights Watch.

Le Djebel Nefoussa, ou Montagnes de l'Ouest, peuplé de Berbères, a été l'un des premiers à se soulever contre Mouammar Kadhafi.

Les combats s'y sont intensifiés depuis que les insurgés se sont emparés le mois dernier du poste frontière de Dehiba qui leur a ouvert une voie de ravitaillement vers la Tunisie.

Mais la position des rebelles est précaire et il semble difficile qu'ils puissent progresser face à une puissance de feu très supérieure.

Les forces kadhafistes tiennent les vallées dans le désert, d'où ils tirent obus de mortier et roquettes sur les hauteurs les surplombant.

La plupart des obus d'artillerie semblent avoir été tirés à l'aveuglette et, samedi, des dizaines d'entre eux sont tombés dans le désert, près de la frontière tunisienne et de Dehiba.

L'ONG Human Rights Watch a accusé lundi les forces gouvernementales d'avoir lancé des "*attaques à l'aveuglette répétées*" sur des quartiers résidentiels des villes de Nalout, Takout et Zentane.

Les réfugiés décrivent "*un mode d'attaque violant les droits de l'homme*" avec des obus frappant des mosquées, des installations de distribution d'eau, des maisons, une école et les abords d'un hôpital, rapporte HRW.

Un journaliste de Reuters en a vu l'illustration à Nalout, à 70 km de la frontière tunisienne, où la façade d'une maison érigée dans l'enceinte d'une mosquée a été touchée par un bombardement. (Reuters 09.05)

1.3- Cinquante-sept membres des forces fidèles à Mouammar Kadhafi ont été tués et 17 véhicules militaires détruits lundi lors d'importants combats à l'ouest d'Ajdabiah, a annoncé un chef militaire rebelle, le commandant Hamed al Hafi.

Les combats se sont déroulés aux abords d'Al Arbaïne, un poste avancé à mi-chemin entre Ajdabiah et le port stratégique de Brega, aux mains de l'armée régulière, a-t-il précisé dans un entretien accordé à la chaîne de télévision Al Djazira. (Reuters 09.05)

1.4- Les Libyens devront désormais obtenir un visa pour entrer en Egypte, a indiqué dimanche le ministère des affaires étrangères égyptien, une décision qui rend ainsi plus difficile l'arrivée dans le pays de Libyens fuyant le conflit.

Le ministère a précisé qu'il s'agissait d'une réponse à des mesures similaires prises par Tripoli il y a deux ans. Les polices terrestre, de l'air et de la mer vont appliquer immédiatement cette directive, a indiqué à l'AFP une source aéroportuaire. (lemonde.fr 09.05)

2- Syrie

Des centaines de femmes sont descendues dans la rue à Baniyas pour réclamer la libération de leurs proches arrêtés ces derniers jours dans la ville, où le mouvement de contestation a appelé à "*un mardi de solidarité avec les détenus*", en dépit de la répression. "*Les perquisitions dans les maisons se sont poursuivies dans la nuit et lundi*", selon Rami Abdel Rahmane, président de l'Observatoire syrien des droits de l'homme, basé à Londres. "*Des milliers d'hommes ont été conduits par les forces armées et de sécurité dans le stade municipal pour interrogatoire. Ils y sont frappés alors que plus de 400 personnes sont toujours détenues par les autorités sécuritaires*", a-t-il affirmé. Des chars s'étaient déployés dimanche sur la corniche et dans les quartiers sud et s'y trouvaient toujours

Mouadamiya, une localité à l'ouest de Damas, est "*encerclée par les forces armées et de sécurité*". Des tirs ont été entendus lundi matin, alors que les communications téléphoniques ont été coupées, selon un militant des droits de l'homme. Dans la capitale, quelque 200 personnes ont manifesté lundi soir pour demander la levée du siège des villes syriennes, avant d'être dispersées par les forces de sécurité qui ont procédé à plusieurs arrestations, dont l'écrivain et journaliste Ammar Daioub et le médecin Jalal Nofal, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Selon les organisations de défense des droits de l'homme, le bilan de la répression des manifestations de l'opposition au régime avoisine les 630 morts depuis le début de l'insurrection en mars dernier. (lemonde.fr et AP 09.05)

3- Yémen

Les forces de sécurité ont ouvert le feu sur les milliers de manifestants qui protestaient contre le régime au Yémen, faisant cinq morts et des dizaines de blessés, lundi 9 mai.

Les forces de l'ordre ont lancé, tôt lundi matin, des bombes lacrymogènes et tiré pour déloger des centaines de personnes qui observaient depuis dimanche soir un sit-in sur la principale avenue cette ville située à 250 km au sud de Sanaa.

Les manifestants, rejoints par des centaines de protestataires qui campaient depuis des semaines sur la place de la Liberté à Taëz, ont ensuite dressé des tentes sur l'avenue Jamal, principale artère de la ville, où ils ont passé la nuit, selon des habitants.

Dimanche, les forces de sécurité, soutenues par des unités de l'armée, avaient ouvert le feu sur des manifestants à Hodeïda (ouest) et Taz, faisant trois morts, alors que des dizaines de milliers de personnes étaient descendues une nouvelle fois dans les rues de plusieurs villes pour réclamer le départ du président Saleh. (lemonde.fr et AP 09.05)

4- Tunisie

Plusieurs dizaines de journalistes ont manifesté lundi 9 mai dans le centre de Tunis pour dénoncer les violences dont ils ont été victimes lors des manifestations, qui ont fait au moins un mort ce week-end.

"*Liberté, Liberté pour la presse tunisienne*", ont scandé des journalistes à la face de policiers, qui ont formé un cordon de sécurité sur l'avenue centrale Habib-Bourguiba, à proximité du ministère de l'intérieur, entouré de barbelés et où sont stationnés des blindés depuis plusieurs mois.

"*C'est un mouvement de protestation pour dire au gouvernement que nous refusons ses excuses et que nous exigeons un engagement ferme pour préserver la liberté de la presse dans le pays et que nous exprimons notre refus du verrouillage des médias*", a précisé le syndicaliste Zied El Hani. Le ministère de l'intérieur avait présenté vendredi soir dans un communiqué "*ses excuses aux journalistes et aux citoyens agressés involontairement*", affirmant son "*respect pour le travail journalistique*". (lemonde.fr 09.05)

Social.

France

Haro sur les pauvres ! Le dernier bouc émissaires du gouvernement. Salopards de pauvres, profiteurs !

En France, 2,2 millions de ménages percevaient en 2008 au moins un des minima sociaux (revenu minimum d'insertion (RMI), allocation de parent isolé (API), allocation aux adultes handicapés (AAH), minimum vieillesse ou allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa), note l'Insee.

En moyenne, ces ménages bénéficiaire se voient attribuer 4.700 euros par an, soit 390 euros environ par mois. C'est moitié moins que le seuil de 75% du Smic (804 euros nets) évoqué par Laurent Wauquiez.

Un seuil que très peu de ménages parviennent à dépasser, assure Alice Brassens, responsable des projets RSA à l'Ansa (Agence nouvelle des solidarités actives). Seuls les couples ayant à charge au moins trois enfants y parviennent.

Et pour dépasser le Smic, soit 1.073 euros par mois, comme le donne en exemple Laurent Wauquiez? C'est impossible. Il faut en fait intégrer les prestations sociales dans le calcul du revenu pour dépasser le Smic. C'est à dire prendre en compte les allocations familiales, les aides au logement, etc... Dans ces conditions, seuls les couples au RSA en charge d'au moins trois enfants perçoivent toutes aides confondues 1.166 euros, soit près de 100 euros de plus qu'un couple sans enfant dont une seule personne touche le Smic, selon les calculs de l'Expansion.

Mais comparer un couple sans enfant et un couple qui en a trois semble peu logique. Car, à nombre d'enfants égal, le couple qui travaille touche toujours plus. De plus, plafonner les revenus de ce ménage de cinq personnes à 75% du Smic, soit 800 euros, semble «injuste» alors que le seuil de pauvreté pour une seule personne s'élève à 950 euros, fait valoir Alice Brassens. (20minutes.fr 09.05)

Apparemment, les derniers boucs émissaires n'ayant pas fait recette, les malheureux Tunisiens qui ont échoué en France ces dernières semaines et auxquels le gouvernement a fait savoir qu'ils n'étaient pas les bienvenus sur le territoire français, il a décidé de s'en prendre à nouveau aux travailleurs les plus pauvres qui seraient des fainéants et d'horribles profiteurs qui préféreraient crouler dans la misère plutôt que travailler, et à côté desquels les nantis du CAC40 qui ne doivent leur richesse qu'à leur dur travail seraient à plaindre.

Il risque, que dis-je, c'est une certitude, il va se mettre à dos une partie des masses arriérées qui faisaient partie de son électorat traditionnel (ma mère par exemple) et qui par leur situation perçoivent des aides ou des allocations de l'Etat qui leur permettent tout juste de survivre. C'est le meilleur moyen de les pousser dans les bras de l'extrême droite ou dans les rangs des abstentionnistes. Son message s'adresse avant tout à la petite bourgeoisie et à la classe moyenne dont la majorité est actuellement plus proche du PS et des centristes que de l'UMP.

Rappelons que pour le parti de l'ordre et le régime, le plus grand danger serait que la petite bourgeoisie et à la classe moyenne se rapprochent de la classe ouvrière, la crainte de se prolétarianiser peut les conduire à épouser les thèses de l'extrême droite, mais elle peut aussi les conduire dans une direction opposée. L'UMP surfe sur le fait qu'aucun parti ouvrier n'émerge du lot et ne peut emporter l'adhésion de la petite bourgeoisie et à la classe moyenne.

Economie.

Grèce

L'agence de notation Standard & Poor's a abaissé lundi les notes de crédit de la Grèce à court et long terme, évoquant un risque accru qu'Athènes doive se résoudre à restructurer sa dette.

La note à long terme a été abaissée de deux crans au sein de la catégorie spéculative, de BB- à B, tandis que la note de court terme passe à C contre B précédemment. (Reuters 09.05)

Le 11 mai

A propos du site. Le nombre de connections est remonté en flèche à son plus haut niveau, pourquoi, je n'en sais rien. Le courriel groupé que j'ai adressé à quelques personnes, la fin de vacances scolaires ? Ou peut-être la recherche de la vérité dans un monde rongé par le mensonge et l'hypocrisie, qui sait ?

Je suis désolé de poursuivre brièvement sur l'affaire Ben Laden. J'applique la même méthode que pour traiter tout autre sujet,

une question en appelle une autre et ainsi de suite, ce que les adversaires de Trotsky appelaient couper les cheveux en quatre, celle employée également avant lui par Marx et Engels, une méthode scientifique associée au matérialisme dialectique et historique rappelons-le à l'origine du socialisme scientifique. Mais rien ne vous empêche de passer directement aux infos en bref.

Au fait, les adeptes de la théorie du complot ou de la conspiration, ce ne seraient-il pas ceux non plus qui affirmaient que la révolution était pour demain en France dans les années 60-70, qui entrevoyaient plus tôt une troisième guerre mondiale comme si on y était déjà, qui nous racontaient qu'une révolution politique était possible dans l'ex-URSS ou ses satellites de l'Est, qui nous ont expliqué que l'Irak était voué à la partition ou encore que la Ve République est à l'agonie depuis des décennies ou qui nous expliquaient que l'arrivée au pouvoir d'un président issu d'un autre parti politique que l'UDR (ex-RPR et UMP) était incompatible avec son existence, on a vu ce qu'il en était en réalité avec Mitterrand et j'en passe et des meilleures ?

Ne faudrait-il pas faire l'inventaire de toutes ces théories qui ont germé dans la tête de soi-disant "héritiers" de Lénine et Trotsky et qui se sont toutes avérées fausses ou farfelues, en tirer une bonne fois pour toutes les conséquences pratiques ?

Quelques éléments sur le traitement de l'affaire Ben Laden.

1- Un démenti.

- Al-Qaïda affirme dans une vidéo mise en ligne ce mardi, que les vidéos diffusées samedi par les autorités américaines, sont fausses. *"Il faut être vigilant: l'Amérique ment"*, affirme le site Shoumoukh al-Islam.

Il s'agit d'"une réponse à la vidéo diffusée par des médias arabes et étrangers montrant Oussama Ben Laden regardant des images de lui-même".

Selon le site islamiste, la vidéo montre les différences, notamment au niveau des oreilles et des yeux, entre le chef d'Al-Qaïda et l'homme qui apparaît sur les images dont la barbe est blanche. (lexpress.fr 10.05)

2- Le script de chacun des acteurs et leurs réactions étaient déjà écrits de longue date.

- D'après le quotidien britannique, les deux pays (Etats-Unis et Pakistan - Ndlr) auraient conclu un accord secret il y a presque 10 ans pour permettre aux Etats-Unis d'intervenir sur le sol pakistanais, si elles savaient où Ben Laden se cachait.

L'accord, aurait été conclu entre l'ancien président pakistanais, Pervez Musharraf et le président George W. Bush suite à la fuite de Ben Laden dans les montagnes de Tora Bora à la fin 2001.

Un ancien officier pakistanais affirme aussi au Guardian à propos du raid sur la villa de Ben Laden:

«Pour ce qui est de nos amis américains, ils ont simplement mis en oeuvre l'accord.»

Accord qui stipulait que le Pakistan protesterait ensuite vigoureusement contre cette intrusion. D'après un ancien responsable militaire américain, les protestations par le Pakistan sont la *«face publique»* de l'accord:

«Nous savions qu'ils allaient nier cette affaire.» (Slate.fr 10.05)

Tout était ficelé de longue date, merci, on avait compris.

Aux infos sur TV5Monde Asie avant-hier, le journaliste a expliqué que c'était l'armée qui allait enquêter sur les éventuelles complicités dont aurait bénéficié Ben Laden pour demeurer tranquillement pendant de longues années au coeur d'une ville-caserne. Il a ajouté qu'aucune enquête confiée dans le passé à l'armée n'avait jamais abouti, par exemple après l'assassinat de Benazir Bhuto.

Effectivement, c'est le meilleur moyen d'étouffer l'affaire, le fait que les sommets de l'armée pakistanaise étaient parfaitement au courant de l'opération orchestrée depuis la Maison Blanche, comme du fantôme de Ben Laden à Abbottabad ce 1er mai 2011.

3- Une maison munie de caméras de surveillance, mais ouverte à tous les vents...

- L'armée pakistanaise tente d'imposer le silence autour de son dernier refuge en interdisant aux voisins de parler et aux médias d'approcher.

L'armée pakistanaise a arrêté le fils d'Haji Zain, Shamrez, employé de temps en temps par les occupants de la maison Ben Laden pour s'occuper du jardin. Il a finalement été libéré vendredi, mais sa détention l'a dissuadé de parler aux médias. *«Il a quitté*

la ville, il est très loin», assure son fils, Qasim Mohammad. (20minutes.fr 10.05)

Il est dit ailleurs dans cet article qu'il s'agissait d'un gosse. Si l'on comprend bien, la maison où soi-disant Ben Laden résidait depuis 5 ou 6 ans avec pas moins de 40 personnes dont 23 enfants était en réalité ouverte à tous les vents, et bien entendu durant ces nombreuses années, absolument rien n'aurait filtré vers l'extérieur, personne parmi les personnes habilitées à y pénétrer dont des gosses n'aurait jamais rien remarqué d'anormal ou rien entendu qui aurait pu parvenir ensuite aux oreilles des autorités pakistanaise ou les alerter, jamais personne n'aurait commis la moindre imprudence qui aurait pu être fatale à son prestigieux locataire, mais non, mais non, puisqu'on vous le dit.

4- Rien n'y fait au royaume des aveugles et des sourds. La voix de son maître, suite.

4.1- La Riposte (PCF) remporte la palme de la soumission à l'impérialisme américain par la voix d'Alan Woods :

- *"Or, en réalité, ses assaillants ne lui ont donné aucune chance de se rendre. Il a reçu une balle dans le crâne et une autre en pleine poitrine."*

- *"Le lieu de résidence de Ben Laden a confirmé les soupçons des Américains à l'égard de l'ISI."*

La parole d'Obama est parole d'évangile pour ces philistins qui prétendent défendre le marxisme (voir dans leur site Internet. Ce sont ces gens-là qui témoignent ici qui en sont les principaux fossoyeurs.

4.2- La Tendence Claire du NPA rivalise avec les médias en donnant la parole à Noam Chomsky :

- *"Il est de plus en plus clair que cette opération consistait en un assassinat prémédité qui viole de multiples façons les lois internationales."*

- *"On a également beaucoup parlé du fait que le Pakistan n'avait pas livré Ben Laden, alors que certains éléments de l'armée et des forces de sécurité étaient sans doute au courant de sa présence à Abbottabad."*

Obama peut être fier de son coup d'arnaque.

Une personne vous raconte qu'elle a été témoin d'un accident et vous décrit avec maints détails ce qu'elle a vu précisément, une autre qui n'a pas été témoin de cet accident vous sort une autre version à dormir debout qui lui aurait été rapportée par une tierce personne.

Question : Laquelle allez-vous croire ? Spontanément j'aurais tendance à croire la première. Et bien si vous aviez le même réflexe que moi, sachez que vous seriez dans l'erreur. Pourquoi ? Je l'ignore absolument, mais c'est le tour de force qu'a réussi Obama en faisant croire à la confrérie des naïfs réunis que Ben Laden était mort le 1er mai 2011.

Bravo, c'est un coup de maître, de maître du monde !

Parole d'internaute

- "Laurent Wauquiez est normalien et major de l'agrégation d'histoire, il a également fait Sciences Po et l'ENA dont il est également sorti major, et enfin il a fait un petit tour à Harvard, aussi. Vous parlez de diplômés et d'intelligence ?"

- "Il est issu d'une famille d'industriels de la région de Tourcoing, il est le fils de Philippe Wauquiez, ancien directeur d'Indosuez Scandinavie et gérant d'une société de conseil en investissement, et d'Eliane Wauquiez-Motte, actuelle maire du Chambon-sur-Lignon. Après des études secondaires au lycée Louis-le-Grand et au lycée Henri-IV" (libération.fr 10.05)

Normal que Wauquiez déteste tant les chômeurs et les pauvres.

Si la "droite sociale" à laquelle appartient Wauquiez incarne en réalité une politique profondément antisociale et ultra réactionnaire, seul le socialisme incarne une politique sociale et révolutionnaire, alors vive le socialisme !

Vous savez pourquoi est-il si important de dénoncer le mensonge d'Obama ? Pour inciter les travailleurs et les militants à aller plus loin et à remettre en cause tout ce qu'on a pu leur raconter comme mensonge, notamment sur le socialisme et le communisme, démolir l'amalgame savamment entretenu entre le socialisme et le stalinisme sous ses différents masques.

Je prends ici le contre-pied d'un camarade qui apparemment est tombé dans le piège qui lui était tendu, et qui m'a dit hier

au téléphone, puis par courriel, qu'il ne croirait plus en rien ou plus personne dorénavant...

Au contraire, il faut se saisir de ce grossier et gigantesque mensonge pour inciter les travailleurs à davantage réfléchir aux discours mensongers qu'on leur sert tous les jours à travers les médias officiels, à ne prendre en considération ou à partir de leurs besoins et aspirations dans leurs réflexions, au lieu de partir de ceux du capital et de se demander si leurs revendications sociales et politiques sont vraiment raisonnables ou compatibles avec le régime pour finalement se contenter de ce qu'ils ont...

Sur cette question précise comme sur bien d'autres, l'objectif est d'aider les travailleurs à rompre avec le capitalisme et ses institutions. Tout le monde parle de cette affaire, alors parlons-en, saisissons-nous en comme une arme en la retournant contre les tenants du capitalisme qui la brandissent pour nous soumettre à l'ordre mondial en place.

Dites-vous bien camarades qui êtes pris d'un affreux doute, que si Obama a monté cette grotesque comédie, c'est bien parce que l'impérialisme américain rencontre les pires difficultés qui soient à imposer sa domination au prolétariat mondial. N'oubliez pas, le temps joue contre eux et le futur nous appartient, quoi qu'ils disent quoi qu'ils fassent. Vous n'en êtes pas convaincus ? Lisez plus loin, l'ONU vient d'annoncer que "*la population des pays les plus pauvres devrait doubler d'ici 2050*", voilà ce qui mène inéluctablement le capitalisme à sa perte ou traduit sa faillite.

Politique

1- France

1.1- A bas l'esclavage, à bas le capitalisme !

Sarkozy qualifie de 'premiers crimes contre l'humanité' la traite et l'esclavage. (lemonde.fr 10.05)

Il a raison, l'exploitation de l'homme par l'homme, donc le capitalisme, la forme moderne de l'esclavage est un crime, il faut donc l'abolir ! Les moyens de production devraient être déclarés dans la Constitution bien social collectif inaliénable au service des besoins de l'ensemble de la population.

1.2- A quoi peut servir la mise en scène de la mort de Ben Laden ? Réponse : Pragmatique, Sarkozy ne perd pas de temps...

Sept membres présumés de milieux islamistes ont été placés en garde à vue à la suite d'un coup de filet mené tôt mardi matin par la police française, a appris Reuters de source proche de l'enquête.

Les suspects ont été interpellés dans le cadre d'une enquête sur des filières islamistes au Pakistan.

BFM TV affirme que le coup de filet a été réalisé à la suite l'arrestation en janvier dernier de deux Français à , la ville pakistanaise dans laquelle Oussama Ben Laden a été tué il y a plus d'une semaine.

Ce coup de filet intervient alors que le ministre de l'Intérieur a estimé la semaine dernière que la France pouvait être visée par des «représailles» d'Al-Qaida après la mort de Ben Laden. Bernard Squarcini, le patron de la DCRI, avait lui assuré que la France était la «cible n°2 d'Al-Qaida» après les Etats-Unis. (20minutes.fr 10.05)

1.3- Un projet de loi constitutionnel qui ne changera rien au cours de l'histoire.

Les députés français ont adopté mardi par 321 voix contre 229 le projet de loi constitutionnelle qui vise à inscrire le retour à l'équilibre des comptes publics dans la Constitution, à l'instar de ce qui existe en Allemagne. (Reuters 10.05)

Nous sommes évidemment contre ce projet de loi, comme nous sommes contre la manipulation du POI qui consiste à faire croire aux travailleurs et militants que s'il était adopté les travailleurs ne pourraient plus revendiquer des augmentations de salaire ou des améliorations de leurs conditions de travail, la preuve en est qu'en Allemagne les travailleurs continuent de revendiquer comme si cette "réforme constitutionnelle" n'avait jamais été adoptée.

Bismarck avait été jusqu'à pondre une loi interdisant le socialisme ou toute référence au socialisme, pour faire bref. Le mouvement ouvrier allemand ne s'en est jamais mieux porté et a continué de se développer... Simple constat qui n'est pas isolé, puisque Nicolas II en Russie qui traquait à l'aide d'indics le mouvement ouvrier réduit à la clandestinité, ses dirigeants exilés, emprisonnés, condamnés à mort, etc., n'a pas pu empêcher la construction du parti bolchevik et la révolution d'Octobre.

2- Yémen

Le Yémen a suspendu sa production de pétrole en raison du mouvement de contestation qui agite le pays, a déclaré un responsable du gouvernement mardi.

Le Yémen produit environ 290.000 barils de brut par jour, une faible quantité à l'échelle mondiale, mais les revenus issus de la vente de pétrole représentent au moins les trois quarts du budget de l'Etat.

Les opposants au régime, dont de puissantes tribus, semblent user de l'arme pétrolière pour tenter d'obtenir la démission du chef de l'Etat. Des représentants des services de sécurité ont déclaré que des tribus avaient empêché des camions-citernes de traverser leur territoire et que des lignes à haute tension avaient été attaquées.

Un haut responsable a déclaré sous couvert de l'anonymat que l'instabilité, les mouvements de grève et des attaques contre des oléoducs avaient provoqué un arrêt de la production pétrolière. (AP 10.05)

3- Syrie

3.1- Dans tout le pays, de la ville de Deraa au Sud, berceau de la contestation, à Baniyas dans le Nord, les autorités syriennes resserrent chaque jour davantage l'étau sur les manifestants.

Il devient de plus en plus compliqué pour les opposants et les militants, inspirés par les révolutions qui ont renversé les présidents tunisien et égyptien en début d'année, de se déplacer dans le pays.

La plupart des opposants ont été arrêtés ou réduits au silence. L'accès aux principales villes du pays est bloqué par les chars de l'armée et l'accès à internet et au réseau téléphonique est coupé dans de nombreuses régions.

"Le régime serre les rangs et tente d'étouffer l'opposition", souligne Patrick Seale, biographe du père du chef de l'Etat, Hafez al Assad. "Le régime va devenir de plus en plus impopulaire en utilisant ces méthodes brutales mais va se maintenir."

La loyauté de l'armée, qui tire à balles réelles sur des manifestants sans armes, et la faible probabilité d'une intervention de la communauté internationale devraient permettre à Assad de garder la main, sauf en cas de rébellion d'officiers sunnites.

Mais le prix de ce maintien au pouvoir par la force grimpe de jour en jour. *"Tant que l'armée et les forces de sécurité restent loyales à Bachar, il survivra mais sa réputation sera ternie", note Patrick Seale.*

Nadim Houry, directeur de l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch à Beyrouth, en vient à la même conclusion.

"Même en ne tenant pas compte de la répression des manifestants par l'armée et par les forces de sécurité, quelque chose s'est brisé en Syrie entre le régime et une large frange de la population", dit-il.

"Ça ne peut pas être réparé par la répression. Le régime se leurre en pensant que les tanks peuvent résoudre ce problème. Peut-être pour étouffer les manifestations mais ils ne peuvent rien faire pour régler la situation."

Depuis le début des protestations, à l'exception d'interventions au parlement et devant le gouvernement, Bachar al Assad garde le silence.

"Certains pensent qu'il a été supplanté, qu'il a perdu du pouvoir face aux plus radicaux de la famille", estime Patrick Seale.

"Il ne s'est pas adressé au peuple. Il n'a pas dit ce qu'il voulait faire. Il a laissé ça aux forces de sécurité. Quelqu'un pourrait en déduire qu'il ne détient plus les rênes du pouvoir".

Même perplexité auprès des puissances occidentales qui n'arrivent pas à savoir qui a donné l'ordre de tirer sur les manifestants. Qui de Bachar, ou de son jeune frère Maher, le chef de la quatrième division mécanisée, ou de son beau-frère, Assef Chaoukat, chef d'Etat-major adjoint de l'armée, orchestre la répression ?

En adoptant des sanctions contre des proches du chef de l'Etat sans le nommer, l'Occident semble toujours être d'avis que le président syrien est un réformateur dont la bonne volonté est mise à mal par ses proches.

Moins optimistes, les étudiants syriens considèrent qu'il y a peu de chance que la minorité alaouite, qui dirige un pays dont 75% de la population est sunnite, accepte des réformes.

L'organisation d'élections libres et l'application de la loi signeraient la fin du clan Assad, indiquent-ils.

"C'est un régime minoritaire. S'ils introduisent de véritables réformes politiques, comme des élections libres, alors ils prennent le risque d'être chassés du pouvoir. Ils ont peur d'être massacrés", résume Patrick Seale. (Reuters 10.05)

3.2- Le Premier ministre turc Tayyip Erdogan, qui entretenait des liens étroits avec Assad et a, après le début des manifestations, envoyé des émissaires en Syrie pour discuter de possibles réformes, a contesté la version officielle des violences. *"Il n'est jamais juste pour un gouvernement de tirer sur sa population, parce que ce n'est pas sur un groupe armé que vous tirez (...) Ce sont seulement des gens dans ce cas"*, a-t-il déclaré lundi soir à la télévision, selon l'agence de presse Anatolienne. (Reuters 10.05)

4- Libye

Mardi, le calme régnait dans le secteur de Zentane, où aucun raid de l'Otan ni aucun bombardement de la ville par les forces régulières n'a été signalé, a déclaré ce porte-parole.

"Les révolutionnaires ratissent le secteur d'Aouïnia où des brigades (pro-Kadhafi) tiendraient solidement des positions", a-t-il dit. Cette localité se trouve à 25 km environ à l'est de Zentane.

Les forces de l'Otan ont également bombardé à plusieurs reprises certains points aux abords de Misrata, grande ville de l'Ouest assiégée par les forces de Kadhafi.

De nouveaux combats ont éclaté mardi, dans le secteur de Souk al Arab au sud de Misrata, ainsi que dans le quartier d'Al Ghiran, non loin de l'aéroport que tiennent les kadhafistes, a déclaré un porte-parole des insurgés, Belkacem.

"Les révolutionnaires (rebelles) sont entrés dans Souk al Arab (...). Des affrontements sont en cours", a dit ce porte-parole à Misrata.

Les insurgés se sont d'autre part emparés lundi de la localité de Zarik, à 25 km à l'ouest de Misrata.

Un chef militaire de l'insurrection a annoncé à la chaîne de télévision Al Djazira que ses hommes avaient tué 57 soldats et détruit 17 véhicules militaires lors d'un important engagement survenu lundi au niveau d'Al Arbaïne, à l'ouest d'Ajdabiah, localité que tiennent les insurgés et qui représente le dernier *"verrou stratégique"* avant leur fief de Benghazi.

Ce même chef a fait état de deux insurgés tués dans ces combats, qui ont eu lieu à mi-chemin entre Ajdabiah et le terminal pétrolier de Brega, tenu par les kadhafistes.

Il a expliqué à Al Djazira qu'au cours des trois dernières semaines, les insurgés avaient réorganisé leurs forces en vue de repasser à l'attaque.

Le journal Brniek, dirigé par l'opposition, a rapporté pour sa part que des insurgés s'étaient soulevés dans les faubourgs de Tripoli. Ils auraient reçu des armes d'officiers des services de sécurité qui seraient passés à la rébellion.

L'information diffusée sur le site internet du journal n'a pas pu être vérifiée de source indépendante. Un responsable du gouvernement de Kadhafi l'a démentie. (Reuters 10.05)

Social

France

1- Appel à la grève chez Carrefour Market

Après ceux de ses hypermarchés le 9 avril dernier, c'est au tour du personnel des 500 magasins Carrefour Market appartenant au groupe. L'appel à la grève est lancé par la CGT pour le samedi 14 mai. Des débrayages de deux heures sont prévus dans les magasins. Les clients seront aussi sollicités avec des pétitions.

«Nous souhaitons que les salariés de Carrefour Market bénéficient des mêmes droits que ceux des hypers, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui», explique Laurent Lamaury, délégué syndical national de la CGT. *«Nous n'avons pas de tickets resto, nous n'obtenons notre prime de vacances qu'après 6 ans d'ancienneté alors que dans les hypers, il faut moins de temps»*, précise-t-il.

Mais surtout, la CGT demande à ce que les bases de l'accord salarial négocié à l'échelle du groupe, à savoir la prime exceptionnelle de 200 euros net au 31 juillet, le passage à 10% de la remise sur achats accordée au personnel et le projet de revalorisation de la prime de vacances, s'appliquent au salarié de cette entité. Même si elle les juge encore insuffisantes : *«Cet accord n'est pour nous qu'un point de départ. Nous voulons plus, notamment sur les salaires»*.

Contrairement à FO, majoritaire dans les hypers Carrefour, la CGT n'avait pas signé ce projet d'accord qui prévoit une hausse des salaires de 2%. *«Nous réclamons une hausse de 5 à 10% car les 2% ne représentent que la revalorisation à venir du SMIC, le salaire de la plupart des employés ici»*.

Enfin, la CGT souhaite saisir cette occasion pour dénoncer les conditions de travail des salariés. *«La nouvelle méthode du 'tous commerçants', basée sur la polyvalence des employés, est très mal vécue. Elle implique une surcharge de travail, une pression supplémentaire et une désorganisation des magasins pour la clientèle»*.

Majoritaire dans les Carrefour Market, la CGT veut faire monter la tension d'un cran avant les négociations annuelles obligatoires du 18 mai prochain. Le syndicat attend une mobilisation aussi importante que celle du 9 avril même si «certains salariés ont la pression de la direction qui leur dit d'attendre les négociations», note Laurent Lamaury.

D'après le syndicaliste, l'après-négociation sera justement l'occasion de renforcer la pression sur la direction du groupe, d'autant plus que deux autres réunions sont prévues les 31 mai et 9 juin. *«Nous allons lancer un appel intersyndical à la grève qui, nous l'espérons, sera suivi»*, prévient-il. (lefigaro.fr 10.05)

2- Grève chez Continental pour des augmentations de salaires

Les trois sites de Midi-Pyrénées de Continental Automotive France, la filiale française de l'équipementier allemand Continental, étaient en grève mardi matin pour obtenir 5% d'augmentation de salaire dans le cadre des négociations annuelles obligatoires 2011, a-t-on appris auprès de la CFDT.

Après le vote de la grève lundi dans les sites de Toulouse et Foix (Ariège), le personnel de l'usine de Boussens (Haute-Garonne) s'est joint au mouvement mardi matin.

Alors que la direction prévoit 2,4% d'augmentation et un "talon" (l'augmentation minimale) de 50 euros, les salariés demandent 5% d'augmentation de salaire avec un talon de 150 euros ainsi que l'embauche des intérimaires et sous-traitants qui le souhaitent dans les trois sites. Ils seraient 600 au total, selon les syndicats.

"Après dix séances de négociations, aucune organisation syndicale n'a signé le texte proposé par la direction. Cette grève est l'expression d'un ras-le-bol général. Les résultats du groupe sont de plus en plus importants, ils étaient de 32 millions d'euros en 2009, de 53 millions d'euros en 2010. En 2011, les prévisions portent sur plus de 70 millions d'euros. Les salariés demandent un juste retour pour leur travail", a déclaré à l'Associated Press Sami Hamida, délégué syndical central CFDT.

Ce conflit fait suite au bras de fer qui a démarré à l'automne dernier entre les syndicats et la direction qui prévoyait de réduire le coût du travail dans les trois sites de Midi-Pyrénées en l'échange d'un maintien de l'emploi jusqu'en 2015. Les deux syndicats majoritaires CGT et CFDT, qui avaient fait valoir leur droit d'opposition pour faire avorter le plan de la direction, dénoncent aujourd'hui *"la manipulation inacceptable"* opérée par la direction sur les négociations annuelles obligatoires.

Implantée à Toulouse, Boussens et Foix, Continental Automotive France emploie au total 2.500 salariés en Midi-Pyrénées. (AP 10.05)

3- Le président des riches contre les pauvres

Que les riches se rassurent: ils sortiront, globalement, encore plus riches de la réforme de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), dont le projet de loi est présenté demain en Conseil des ministres.

Contrairement à ce que laissait croire le gouvernement ces dernières semaines, toutes les tranches actuelles de l'ISF vont ainsi profiter financièrement de la baisse des taux, couplée à la suppression du bouclier fiscal.

Selon les premières estimations basées sur l'ISF 2010 (réalisées par Gilles Carrez, rapporteur UMP du Budget à l'Assemblée nationale), et dont Libération a obtenu une copie, le gain global pour les quelque 600.000 contribuables les plus fortunés de ce pays s'élèvera à 660 millions d'euros.

Pour les redevables de la première tranche (patrimoine compris entre 790.000 et 1,29 million d'euros), qui est supprimée, le gain devrait être, en moyenne, de 1086 euros par personne.

Mais pour les 1700 contribuables de la dernière tranche (patrimoine supérieur à 16,5 millions), le gain sera 30 fois plus important! Ces ultra riches devraient ainsi gagner, là encore en moyenne, près de 30 000 euros suite à la réforme. Car même si une partie d'entre eux y perdront avec la suppression du bouclier fiscal, d'autres profiteront de l'importante baisse des taux d'imposition (de 1,8 à 0,5% pour cette tranche).

Et encore, ces gains ont été calculés sans prendre en compte la niche fiscale liée à l'investissement dans les PME, dont le mécanisme, même réduit, devrait être reconduit l'année prochaine.

Au total, suite à la réforme de l'ISF et à la suppression du bouclier fiscal, l'économie pour les plus riches devrait approcher les 1,1 milliard d'euros. Ou comment la suppression d'un cadeau fiscal peut en cacher un autre... encore plus gros. (libération.fr 10.05)

Economie

1- France

Un géant de la complémentaire santé est né vendredi dernier. Baptisé Istya, il rassemble cinq grandes mutuelles de fonctionnaires, celles de l'Éducation nationale (MGEN), des hospitaliers (MNH), de l'environnement et des territoires (MGET), des Affaires étrangères (MAE) et la mutuelle territoriale (MNT). Istya protège ainsi 6 millions de personnes. Il a dégagé l'année dernière un chiffre d'affaires consolidé de 3,5 milliards d'euros.

Par définition, les mutuelles ne disposent que des capitaux apportés par leurs sociétaires. Elles ne fusionnent donc pas au sens des sociétés cotées. Leur union s'organise, depuis 2008, dans le cadre d'Union mutualiste de groupe (UMG). *«Le but de notre rapprochement est de promouvoir et défendre notre modèle mutualiste, a affirmé Gérard Vuidepot, président du groupe MNH. Aucune des cinq mutuelles ne connaît de difficulté financière, l'année dernière, toutes ont dégagé des bénéfices.»*

L'assurance française, divisée entre sociétés d'assurance, mutuelles d'assurance, mutuelles de santé et institutions de prévoyance, reste marquée par les lois sociales de l'après-guerre. Mais aujourd'hui tous les acteurs sont soumis au même corpus prudentiel européen, Solvabilité II. Pour s'adapter à ces exigences qui entreront en vigueur en 2013, les mutuelles poursuivent une concentration à marche forcée.

En 2005, on dénombrait ainsi 1.300 mutuelles de santé, contre environ 850 à la fin de l'année dernière. Les petites mutuelles encore indépendantes vont se regrouper peu à peu autour des grands pôles tels qu'Istya ou son rival Harmonie Mutualité, qui couvrira, en 2012, 4 millions de personnes. (lefigaro.fr 01.05)

2- Portugal

Olli Rehn a souligné que le taux d'intérêt pour le Portugal serait "supérieur à 5,5% mais clairement en dessous de 6%".

Sur un total de 78 milliards d'euros d'aide, les pays de la zone euro et l'Union européenne financeront 52 milliards d'euros, les 26 milliards d'euros restants provenant du Fonds monétaire international.

Le FMI a annoncé la semaine dernière que le taux d'intérêt de ses prêts oscillerait entre 3,25% et 4,25%.

La Grèce doit actuellement payer un peu plus de 4% d'intérêts pour le plan de sauvetage de 110 milliards d'euros mis en oeuvre l'an dernier, tandis que le taux d'intérêt des aides à l'Irlande, autre pays ayant bénéficié d'un soutien financier international, est de 5,8%. (AP 10.05)

3- Chine

Les exportations de la Chine ont atteint un nouveau record en avril. Elles s'élèvent à 155,7 milliards de dollars. Ces exportations, en hausse de 29,9 % sur un an, ont permis au premier exportateur mondial de dégager un excédent commercial confortable : 11,4 milliards de dollars le mois dernier.

Pour Ken Peng, économiste chez Citigroup, c'est le résultat "*d'importations plus faibles dues à des prix plus faibles des matières premières et d'une demande ralentie en Chine*". Les importations ont en effet également progressé, mais de seulement 21,8 %, pour atteindre 144,3 milliards de dollars. Selon l'analyste, il faut s'attendre à un excédent encore plus important en mai. (lemonde.fr 10.05)

4- Le capitalisme s'impose par la violence aux hommes, la nature s'impose à l'ignorance des hommes.

Les catastrophes naturelles ont déjà causé plus de 300 milliards de dollars de dégâts depuis le début de l'année, soit autant que

pour l'ensemble de 2010, a indiqué une porte-parole de l'Onu, qui cite des statistiques fournies par le Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes (Cred), organisme qui coopère avec les Nations unies. (Reuters 10.05)

5- La paupérisation ou la faillite du capitalisme.

La population des pays les plus pauvres devrait doubler d'ici 2050 pour atteindre 1,7 milliard d'habitants, selon les prévisions des Nations unies.

Lors de la 4e conférence de l'ONU sur les pays les moins avancés (PMA), qui se tient depuis lundi à Istanbul, les responsables des Nations unies ont prévenu que cette poussée démographique risquaient d'accentuer la pression sur les services essentiels comme la santé et l'éducation. Selon l'ONU, 60% de la population de ces PMA (48 pays les plus pauvres de la planète - 33 pays africains, 14 pays asiatiques et Haïti) est âgée de moins de 25 ans. (AP 10.05)

Le 12 mai

Intox.

- "Selon une étude du département américain du Travail publiée en avril, le coût salarial horaire moyen d'un travailleur chinois représentait en 2008 seulement 4% de celui d'un salarié américain. Et seulement 3% du coût salarial moyen pratiqué en zone euro." (lefigaro.fr 11.05)

Le titre de cet article : "*L'industrie américaine quitte la Chine pour les États-Unis*". Cherchez l'erreur !

Notez toutefois que les chiffres fournis sont justes. En Inde où le coût de la main d'oeuvre est sensiblement le même qu'en Chine, le salaire d'un ouvrier se situe entre 50 et 100 euros, les fonctionnaires ont des salaires plus élevés. Comparé au smic à 1.300 euros, avec ou sans charges dites patronales on arrive aux mêmes chiffres que ceux fournis par le département américain du Travail.

Un de mes beaux-frères est au chômage depuis un mois pour avoir osé demander une augmentation de 500 roupies (9 euros) en compensation de ses dimanches travaillés, car très souvent il travaille 7j/7 pour un salaire de 5.500 roupies (90 euros environ) sans aucun avantage social. Le patron qui l'employait depuis de nombreuses années comme chauffeur-livreur de copieurs Canon à travers tout le sud de l'Inde, l'a viré sur le champ ! Un recours ? Aucun !

En Inde la revendication sociale prioritaire devrait être la diminution et la limitation de la durée du travail hebdomadaire et l'octroi de deux jours de repos par semaine, applicable à la totalité des salariés. Actuellement la durée du travail est fixée à 8h par jour, mais elle n'est appliquée que chez les fonctionnaires et les travailleurs des grandes entreprises. Quand vous travaillez autant sur 6, voire 7 jours, vous n'avez pas le temps (ni l'énergie ou la force) à rien ensuite, vous n'êtes qu'une machine à produire et à consommer, tandis que les nantis profitent de la vie.

Les travailleurs ici ont une vraie vie d'esclaves, alors quand trouveraient-ils le temps de lire ou de s'instruire ? Vous imaginez ce qu'il leur passe par la tête, leur vie rime avec souffrance en permanence, d'où la violence latente omniprésente et les explosions qui se produisent à la moindre étincelle.

Je ne le vis pas directement, mais suffisamment à travers les rapports pourris que cela engendre, pour témoigner que c'est insupportable. C'est aussi pour cette raison que je suis très souvent sur les nerfs ou que j'explose moi aussi. Il est vrai que je pourrais facilement employer un ton moins agressif, un style plus feutré comme le font très bien les bureaucrates qui vous causent de la lutte de classe d'un air distant, mais je préfère être honnête jusqu'au bout et montrer qu'il est difficile de se contrôler quand on partage la vie des masses exploitées. Je commets peut-être là une erreur, je l'assume, je préfère rester naturel et me présenter tel quel, agir autrement et j'aurais l'air de tricher, cette idée ou celle de jouer un personnage m'est insupportable.

Parole d'internaute

- "Les américains sont loin d'être stupides et si ils font une comm de merde c'est uniquement parce qu'ils savent pertinemment que ça n'a aucune importance.

Bien sûr qu'ils pourraient faire bien mieux, c'est à la portée de n'importe quel infographiste de faire mieux.

Ils ont compris depuis longtemps que c'est la puissance de feu de l'info qui compte, il savent que les médias soucieux de répéter leur comm reprendront 100000 fois leurs mensonges pour que ça finisse par devenir LA réalité. et que comme le déclarait Joseph Goebbels : « Un mensonge répété mille fois, finit par devenir une vérité ! »

De toutes façon ceux qui n'y croient pas seront vite rangés dans la catégorie des conspirationnistes négationnistes, donc au ban de la société et au risque de ruiner sa carrière aucun faiseur d'opinion (journalistes, homme publics...) ne souhaite être rangé dans cette catégorie" (agoravox.fr)

On connaissait la paix des braves avec ceux qui ont semé la guerre, maintenant il faudra compter avec la paix des lâches qui prétendent combattre les guerres impérialistes !

La voix de son maître, suite

Moïstes (<http://servirlepeuple.over-blog.com>)

- *"Dans la nuit du 1er au 2 mai, la nouvelle est donc tombée. Après 10 ans de traque (une durée incroyable alors qu'il se trouvait dans une énorme villa, à 50 km de la capitale pakistanaise), Oussama Ben Laden a été liquidé par les forces spéciales US."*

Quelle naïveté !

<http://www.contrepoints.org>

- *"La mort d'Oussama ben Laden a de nouveau mis en lumière le rôle trouble des services secrets pakistanais dans la lutte contre le terrorisme."*

Quelle crédulité !

Vidéos de Ben Laden : Les Pakistanais n'y croient pas. (<http://www.agoravox.fr/>)

Les autorités américaines ont diffusé samedi 7 mai plusieurs vidéos du leader d'Al-Qaïda.

Dans ce reportage de la BBC, il est dit que sur 50 personnes interrogées à Abbottabad, seule une croit à la version des Américains, selon laquelle le vieil homme à la barbe blanche devant sa télé serait réellement Ben Laden. Autrement dit : 2% de confiants et 98% de sceptiques...

A noter, à la 45e seconde, un passant interrogé dans la rue prétend reconnaître l'homme sur la vidéo, il s'agirait de son voisin, dont il donne même le nom, rien à voir selon lui avec Ben Laden.

Politique

1- France

1.1- Institutions

Le ministre de l'Intérieur Claude Guéant a présenté mercredi devant le Conseil de ministres le calendrier des élections nationales prévues en 2011 et 2012, qui confirme les dates des dimanches 22 avril et 6 mai pour les deux tours de la présidentielle de 2012.

Les élections législatives auront lieu les 10 et 17 juin suivants, a précisé le porte-parole du gouvernement François Baroin en rendant compte à la presse des travaux du Conseil.

Quant aux élections sénatoriales programmées en 2011, elles auront lieu le 25 septembre prochain, a annoncé François Baroin. (libération.fr et AFP 11.05)

1.2- Encore l'armée, elle revient souvent ces temps-ci...

Les familles des 95 victimes de l'accident d'une Caravelle d'Air France, faisant la liaison Ajaccio-Nice en 1968, ont réclamé mercredi que les débris de l'avion soient tirés du fond de la mer, en mettant en avant un nouveau témoignage accréditant la thèse d'un tir de missile militaire.

Un ancien dactylographe de l'armée a affirmé mardi soir, dans un entretien au journal télévisé de TF1, que l'accident avait été provoqué à l'époque par un missile désarmé tiré depuis l'île du Levant, qui abrite le Centre d'essais de lancement de missiles Méditerranée (CELM). Cet homme, Michel Laty, indique

avoir tapé le rapport de l'armée, classé secret-défense, lorsqu'il travaillait à la préfecture maritime de Toulon. «**On a abattu un avion civil au lieu d'abattre une cible programmée pour ça**», a-t-il déclaré.

L'accident de la Caravelle, survenu le 11 septembre 1968 au large d'Antibes (Alpes-Maritimes), avait fait 95 morts. Les familles soupçonnent de longue date l'accident d'avoir été provoqué par un tir de missile accidentel sur l'avion. (AFP et liberation.fr 11.05)

2- Etats-Unis. Ils revendiquent la barbarie.

L'ancien vice-président américain Dick Cheney a plaidé dimanche pour un retour aux techniques d'interrogatoire musclées instaurées par ... l'administration Bush pour lutter contre le terrorisme. «**Les responsables du renseignement ont tous dit d'une manière ou d'une autre que le programme d'interrogatoires poussés avait joué un rôle**», précise le républicain, en référence à l'élimination d'Oussama ben Laden par un commando américain.

Il a rappelé que «**certaines des premiers indices**» qui auraient conduit à la cache du chef d'Al-Qaeda au Pakistan provenaient d'informations obtenues de suspects soumis à la simulation de noyade. Une méthode considérée par beaucoup comme une forme de torture et interdite par Obama. «**Dire que c'est de la torture est faux, a affirmé Cheney. Il est clair que les techniques que la CIA a employées ont marché. Les avoir supprimés [...] est sans doute une erreur.**» (libération.fr 11.05)

3- Libye

Après de violents combats avec les forces de Mouammar Kadhafi, les insurgés ont pris le contrôle de l'aéroport de la ville-clé de Misrata, dans l'ouest de la Libye, mercredi 11 mai, selon un correspondant de l'AFP sur place.

A Tripoli, des explosions ont retenti mercredi matin pendant près d'une heure. Vers 14 h 30, heure de Tripoli et de Paris, un témoin indiquait que plusieurs missiles venaient de toucher l'est de la capitale, après un survol intense du secteur par des avions.

Depuis la fin du mois de mars, l'OTAN a pris le commandement des opérations militaires de la coalition internationale, lancées le 19 mars, menant en deux mois plus de 2 300 frappes, sous mandat de l'ONU.

A Genève, mercredi matin, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a lancé un appel en faveur d'un "**cessez-le-feu immédiat et vérifiable**". Il a indiqué avoir appelé, lors d'une conversation téléphonique mardi soir avec le premier ministre libyen Al-Baghdadi Ali Al-Mahmoudi, les autorités libyennes à cesser de viser les civils et mettre fin aux combats "**à Misrata et ailleurs**" dans le pays, estimant qu'il fallait "**poursuivre le dialogue politique**".

Mais son appel au cessez-le-feu a été rejeté mercredi par les insurgés libyens. "**Nous n'avons aucune confiance en Kadhafi (...). De toute façon, il ne respecte jamais les cessez-le-feu. Son régime parle de cessez-le-feu et bombarde aussitôt les populations civiles**", a déclaré par téléphone à Reuters Zintane Abdoulrahman, porte-parole des insurgés dans le Djebel Nefoussa, dans l'ouest du pays.

L'Union européenne a par ailleurs annoncé mercredi l'ouverture d'un bureau à Benghazi afin d'apporter de l'aide à l'opposition libyenne.

Cette annonce intervient au moment où le dirigeant rebelle libyen du Conseil national de transition, Mahmoud Jibril, effectue cette semaine une visite à Washington pour y rencontrer divers responsables. (lemonde.fr avec AFP et Reuters 11.05)

4- Syrie

Les chars du régime de Bachar al Assad ont bombardé mercredi des quartiers résidentiels de deux villes de Syrie, qui a vécu l'une de ses journées les plus meurtrières depuis le début du mouvement de contestation avec 19 morts recensés par des défenseurs des droits de l'homme.

Treize personnes ont été tuées à Harra, à une soixantaine de kilomètres au nord-ouest de Deraa, a déclaré Ammar Kourabi, de l'Organisation nationale pour les droits de l'homme en Syrie.

La plupart d'entre elles sont mortes lorsque des obus de chars se sont abattus sur quatre maisons. Un enfant et une infirmière ont en outre été victimes d'une fusillade, a dit Kourabi.

Des chars ont aussi bombardé mercredi un quartier de Homs, la troisième ville de Syrie dans le centre du pays, faisant au moins cinq morts dans le quartier de Bab Amro, a dit un militant des droits de l'homme sur place, Nadjati Taïara.

Un chrétien a en outre été tué par un tireur embusqué dans un quartier voisin, Inchaat, a dit Taïara en ajoutant que les autorités cherchaient à attiser les tensions intercommunautaires dans l'espoir de saboter le mouvement de contestation.

L'homme a été tué alors qu'il se tenait devant chez lui. "**Les forces de sécurité terrorisent les centres urbains**", a déclaré Nadjati Taïara.

A Damas, un dirigeant de l'opposition, Mazen Adi, a été arrêté, ont annoncé mercredi des militants des droits de l'homme. Il est membre du Parti démocratique du peuple fondé par Riad al Turk, une figure de l'opposition syrienne. (Reuters 11.05)

5- Yémen

La tension monte à Sanaa, la capitale yéménite, où des militaires et des civils armés ont tiré mercredi 11 mai sur des milliers de personnes qui participaient à une marche de protestation contre le régime du président Ali Abdallah Saleh, blessant des dizaines de manifestants. Partis de la place du Changement, épice de la contestation, les protestataires marchaient vers le siège de la présidence du gouvernement.

Des militaires et des civils ont alors tiré sur la foule, a indiqué à l'AFP un des organisateurs, Taoufik al-Himyari. "**Il y a eu des dizaines de blessés**", a rapporté un témoin. "**Des tireurs embusqués participaient à l'attaque contre les manifestants**", a précisé un autre témoin.

Plus tôt dans la journée, deux manifestants avaient été tués par balle et cinq autres blessés à Taëz, au sud de Sanaa, deuxième ville du pays. Les forces de l'ordre ont tiré sur des manifestants qui observent depuis dimanche soir un sit-in sur la principale avenue de la ville, située à quelque 250 km de la capitale. Au total, sept contestataires ont été tués depuis dimanche à Taëz.

Dans plusieurs villes du sud du Yémen, des heurts ont opposé des manifestants et des forces gouvernementales. Un appel à la grève générale avait été lancé par les organisateurs de la contestation populaire.

A Aden, principale ville du Sud, deux manifestants ont été blessés par balle lorsque des militaires ont ouvert le feu sur la foule, qui bloquait l'accès à certaines artères de la ville par des blocs en ciment, selon des témoins. Les commerces ont baissé leurs rideaux dans la plupart des quartiers de la ville où des tirs étaient entendus par intermittence jusqu'en milieu de journée.

Dans la province voisine de Lahej, la grève était bien suivie selon les habitants. A Ibb, également dans le Sud, des centaines de protestataires ont pris d'assaut le siège du gouvernorat et placardé sur la façade du bâtiment "**Fermé par décision du peuple**", ont indiqué des témoins. (lemonde.fr et AFP 11.05)

6- Israël

Israël a révoqué le droit de résidence de 140 000 Palestiniens de Cisjordanie ayant séjourné à l'étranger entre 1967 et 1994 en utilisant une procédure confidentielle, a indiqué mercredi le quotidien Haaretz en citant des documents du ministère de la Justice déclassifiés.

Du début de l'occupation de la Cisjordanie après la guerre de 1967 jusqu'au début de l'application des accords d'autonomie palestinienne en 1994, les Palestiniens qui souhaitaient se rendre à l'étranger via la Jordanie devaient laisser leur carte d'identité au poste frontière situé sur le pont d'Allenby. En échange, ils obtenaient une carte les autorisant à passer. Mais la validité de ce document était limitée à trois ans et ne pouvait être renouvelée que trois fois.

Les habitants qui ne revenaient pas en Cisjordanie dans les délais impartis entraient dans la catégorie

de ceux qui "**ne sont plus résidents**", a ajouté le journal qui précise que les documents du ministère de la Justice n'évoquent aucune information qui aurait pu être fournie aux Palestiniens sur cette procédure. Les Palestiniens pouvaient revenir chez eux six mois après l'expiration de la carte en faisant appel à une commission d'exemptions israélienne.

Interrogé par le Haaretz, le général de réserve Danny Rothshild, ancien coordinateur des activités israéliennes dans les territoires palestiniens de 1991 à 1995 a affirmé ne pas avoir été tenu informé de cette procédure durant l'exercice de ses fonctions.

"Si on ne m'a pas mis au courant à l'époque, il y a tout lieu d'imaginer que les habitants des territoires occupés ne l'ont pas été non plus", a affirmé cet ancien militaire.

Actuellement, une procédure du même type est appliquée pour les résidents de Jérusalem-Est, qu'Israël a annexée. Les habitants palestiniens, qui ont un statut de résident et détiennent une carte d'identité israélienne contrairement aux habitants de Cisjordanie, perdent leur droit au retour s'ils séjournent durant plus de sept ans à l'étranger. Quelque 130 000 Palestiniens sont actuellement inscrits sur une liste de ceux qui ne sont plus résidents.

Par ailleurs, le journal a indiqué qu'un nombre inconnu de Palestiniens de la bande de Gaza ont également perdu leur statut de résident, mais les statistiques les concernant restent secrètes.

Le Centre de Défense des Particuliers, une association israélienne, qui avait demandé la divulgation des documents du ministère de la Justice au nom de la loi sur la liberté de l'information, a estimé dans un communiqué que "**l'Etat d'Israël devait réparer ses torts et restaurer les droits de résidence**" aux Palestiniens.

Israël a révoqué le droit de résidence de 140 000 Palestiniens de Cisjordanie ayant séjourné à l'étranger entre 1967 et 1994 en utilisant une procédure confidentielle, a indiqué mercredi le quotidien Haaretz en citant des documents du ministère de la Justices déclassifiés.

Du début de l'occupation de la Cisjordanie après la guerre de 1967 jusqu'au début de l'application des accords d'autonomie palestinienne en 1994, les Palestiniens qui souhaitaient se rendre à l'étranger via la Jordanie devaient laisser leur carte d'identité au poste frontière situé sur le pont d'Allenby. En échange, ils obtenaient une carte les autorisant à passer. Mais la validité de ce document était limitée à trois ans et ne pouvait être renouvelée que trois fois.

Les habitants qui ne revenaient pas en Cisjordanie dans les délais impartis entraient dans la catégorie de ceux qui "**ne sont plus résidents**", a ajouté le journal qui précise que les documents du ministère de la Justice n'évoquent aucune information qui aurait pu être fournie aux Palestiniens sur cette procédure. Les Palestiniens pouvaient revenir chez eux six mois après l'expiration de la carte en faisant appel à une commission d'exemptions israélienne.

Interrogé par le Haaretz, le général de réserve Danny Rothshild, ancien coordinateur des activités israéliennes dans les territoires palestiniens de 1991 à 1995 a affirmé ne pas avoir été tenu informé de cette procédure durant l'exercice de ses fonctions.

"Si on ne m'a pas mis au courant à l'époque, il y a tout lieu d'imaginer que les habitants des territoires occupés ne l'ont pas été non plus", a affirmé cet ancien militaire.

Actuellement, une procédure du même type est appliquée pour les résidents de Jérusalem-Est, qu'Israël a annexée. Les habitants palestiniens, qui ont un statut de résident et détiennent une carte d'identité israélienne contrairement aux habitants de Cisjordanie, perdent leur droit au retour s'ils séjournent durant plus de sept ans à l'étranger. Quelque 130 000 Palestiniens sont actuellement inscrits sur une liste de ceux qui ne sont plus résidents.

Par ailleurs, le journal a indiqué qu'un nombre inconnu de Palestiniens de la bande de Gaza ont également perdu leur statut de résident, mais les statistiques les concernant restent secrètes.

Le Centre de Défense des Particuliers, une association israélienne, qui avait demandé la divulgation des documents du ministère de la Justice au nom de la loi sur la liberté de l'information, a estimé dans un communiqué que "**l'Etat d'Israël devait réparer ses torts et restaurer les droits de résidence**" aux Palestiniens. (Reuters 11.05)

Commentaire d'internautes

- Ce genre de pratique porte un nom : ça s'appelle le nettoyage ethnique

- Ou est l'ONU? où sont les droits de l'homme? Où est Al Jazeera, où est CNN ? Là on ne dit rien: Israël bafoue toutes les résolutions des Nations Unies mais aucune réaction des Occidentaux. Quelle honte!

7- Afghanistan

La disparition du patron d'al-Qaïda pourrait «**rendre le processus de transition plus facile et aider la réconciliation**», a estimé mercredi le ministre des Affaires étrangères afghan, Zalmaï Rassoul. Partant du principe que le lien entre al-Qaïda et les talibans afghans repose en grande partie sur la relation personnelle entre les chefs des deux mouvements - Ben Laden et le mollah Omar - le général David Petraeus espère lui aussi que la disparition du premier mènera les hommes du second à rompre avec l'organisation terroriste.

Cette séparation pourrait, selon le commandant des forces internationales en Afghanistan, favoriser l'ouverture de négociations entre le gouvernement d'Hamid Karzaï soutenu par les États-Unis et les talibans. (lefigaro.fr 11.05)

Social

1- France. L'Etat nous rackette pour servir les banquiers.

1.1- La France est l'un des pays où la pression fiscale sur les salaires est la plus élevée, selon un rapport publié mercredi par l'OCDE. Une situation qui met à mal le pouvoir d'achat des ménages.

La part totale des impôts payés par les salariés et les employeurs, diminuée des transferts en espèces, est ainsi supérieure d'au moins 13 points à la moyenne de l'OCDE, quelle que soit la composition du foyer.

Et l'écart avec la moyenne s'est creusé depuis 2000, précise cette étude.

Pour un célibataire sans enfant, le total des impôts et des cotisations sociales, qu'ils soient payés par l'employeur ou par le salarié, atteignait ainsi 49,3% du salaire moyen en France l'an dernier.

Ce taux, en très légère hausse par rapport à 2009 (+0,14 point), est supérieur de 14,4 point à la moyenne de l'OCDE (34,9%).

Elle place la France au deuxième rang du classement des pays membres de l'organisation, derrière la Belgique (55,4%) et juste devant l'Allemagne (49,1%).

A l'autre extrémité du classement figurent le Chili (7%), le Mexique (15,5%) et la Nouvelle-Zélande (16,9%).

La pression est moins forte pour un couple marié avec deux enfants et ne disposant que d'un seul salaire. Mais la France occupe la première place du classement pour cette catégorie, avec un taux de 42,1%, supérieur de plus de 17 points à la moyenne (24,8%).

Dans son rapport, l'OCDE estime donc que «**les gouvernements devraient envisager de modifier la structure fiscale en mettant plus l'accent sur les impôts indirects que sur les impôts directs**». (20minutes.fr 11.05)

1.2- A l'issue du 4e comité interministériel de la sécurité routière, mercredi 11 mai, qui se tenait dans un contexte de forte hausse du nombre de tués sur les routes en avril, le gouvernement a notamment décidé de durcir les sanctions contre la vitesse et l'alcool au volant.

Pour lutter contre "**le comportement irresponsable de ceux qui s'autorisent à rouler à des vitesses très abusives**", les avertisseurs de radar seront interdits et les panneaux indiquant la présence de radars fixes seront supprimés, indiquent les services du premier ministre dans un communiqué. Les cartes d'implantation de radars ne seront plus rendues publiques pour renforcer la vigilance des conducteurs et mille nouveaux radars seront déployés avant la fin 2012. Il s'agira de radars troisième génération, mobiles, permettant de contrôler la vitesse des usagers à partir de véhicules en circulation.

Les excès de vitesse de plus de 50 km/h seront par ailleurs désormais des délits, dès la première infraction, alors qu'ils n'étaient jusqu'à présent qualifiés ainsi qu'en cas de récidive. Le conducteur fautif sera passible du tribunal correctionnel. Actuellement, un excès de vitesse de plus de 50 km/h est sanctionné d'une amende de 1 500 euros et d'un retrait de six points du permis de conduire. En cas de récidive, le véhicule est confisqué et l'automobiliste risque trois mois de prison, 3 750 euros d'amende et six points en moins.

Selon des statistiques de la sécurité routière, conduire avec une alcoolémie supérieure au taux légal multiplie par huit le risque d'accidents mortels. La conduite sous l'emprise de l'alcool est ainsi la première cause de mortalité au volant. Le gouvernement a décidé qu'un taux d'alcool supérieur à 0,8 g/l serait sanctionné par un retrait de huit points sur le permis de conduire, contre six actuellement.

Les autres comportements "**à risque**" comme l'utilisation d'un téléphone au volant, l'envoi de textos, la visualisation d'internet ou d'autres écrans pendant la conduite seront plus durement sanctionnés. Téléphoner en conduisant, l'appareil à la main, sera puni d'un retrait de trois points au lieu de deux actuellement. En France, près d'un accident de la route sur dix est lié à l'utilisation du téléphone au volant.

Les sanctions pour conduite avec un appareil à écran en fonctionnement dans le champ de vision de l'automobiliste - autres qu'une aide à la conduite de type GPS (un lecteur de DVD par exemple) - sont aggravées. L'infraction sera sanctionnée d'un retrait de trois points et d'une amende de 1 500 euros alors que l'amende est actuellement de 135 euros assortie d'un retrait de deux points.

Certaines de ces mesures devront passer devant le Parlement, a précisé à l'AFP l'entourage du premier ministre, sans autre indication.

Le nombre de morts sur les routes françaises a augmenté de 19,9 % en avril (355) par rapport au même mois de 2010. Le nombre de tués sur les routes est en hausse de 13 % pour les quatre premiers mois de l'année.

Les mesures-phares :

Radars. Les panneaux indiquant la présence de radars fixes vont être supprimés et les cartes d'implantation des radars ne seront plus rendues publiques. Les avertisseurs de radar seront interdits et 1 000 nouveaux radars seront déployés d'ici à la fin de l'année 2012.

Contrôle de la vitesse. Un excès de vitesse de plus de 50 km/h par rapport à la vitesse autorisée va devenir un délit dès la première infraction.

Deux-roues : Les usagers de moto qui n'ont pas conduit au cours des cinq dernières années devront désormais suivre une formation. Les plaques d'immatriculation pour les motos et scooters seront de plus grande taille, afin de rendre plus efficaces les contrôles radar. Les conducteurs de moto et de tricycles devront porter un équipement rétro-réfléchissant.

Alcool. Une alcoolémie supérieure à 0,8 g/l serait sanctionnée par un retrait de huit points sur le permis de conduire, contre six actuellement. L'utilisation d'un éthylotest anti-démarrage sera rendue obligatoire sans délai pour l'ensemble des transports en commun de personnes.

Téléphone. Téléphoner en conduisant, l'appareil à la main, sera puni d'un retrait de trois points au lieu de deux actuellement.

Bande d'arrêt d'urgence. La circulation sur une bande d'arrêt d'urgence - interdite - sera désormais sanctionnée d'un retrait de trois points et d'une amende de 135 euros. (lemonde.fr avec AFP et Reuters 11.05)

L'Etat : toujours plus liberticide et répressif. On lui appliquera bientôt la même punition, mais dans un autre contexte, notre vengeance sera terrible !

2- Grèce

Environ 10.000 personnes selon la police ont battu le pavé à Athènes contre les sacrifices imposés au pays.

Pour la deuxième fois depuis le début de l'année, les syndicats - GSEE pour le privé, Adedy pour les fonctionnaires ainsi que le front syndical communiste Pame - protestaient contre un durcissement de la cure d'austérité, assorti d'une intensification des privatisations (50 milliards d'euros d'ici 2015), un plan qui est actuellement évalué et discuté avec les représentants des bailleurs de fonds du pays (zone euro et FMI), présents à Athènes.

"Les nouvelles mesures frappent unilatéralement les travailleurs et l'emploi et pas les possédants ni les banquiers, ni tous ceux qui ont fait la crise et en profitent" a déclaré à l'AFP Stathis Anestis, secrétaire général adjoint de la GSEE.

"Après un an (d'aide internationale), nous sommes hélas dans une situation pire, le chômage a explosé, les salaires sont au plus bas niveau et le pire c'est qu'il n'y a aucune perspective d'issue," a-t-il ajouté.

"On veut nous supprimer des acquis sociaux de plusieurs siècles" a renchéri Vangelis Papadoyannis, 46 ans, employé d'Intracom, une société de nouvelles technologies.

"Dans mon entreprise, on a eu une vague de licenciements, une centaine en janvier, ils nous ont changé nos conditions de travail, ils nous ont baissé le salaire de 15% et ça continue (...). Ce mémorandum (le prêt de l'UE et du FMI) qui selon le gouvernement devait nous sauver, est allé aux banques", a-t-il regretté.

"Non au bradage" indiquaient certaines banderoles critiquant le programme de privatisations qui prévoit d'ouvrir le capital des grands groupes publics (électricité, eau...) afin de réduire la dette, qui a explosé au dessus de 340 milliards d'euros et doit atteindre 152% du PIB d'ici la fin de l'année.

"Si c'était au profit de l'Etat, on serait prêt à des concessions, mais ils ne nous bradent que pour rembourser nos créanciers", a regretté Tassoula Carabina, 48 ans, employée du groupe d'électricité DEI-PPC.

"Le programme de réformes a échoué," a dit mercredi à l'AFP Platon Monokroussos, économiste pour Eurobank selon qui le gouvernement est en train de négocier "un nouvel accord" .

Les Européens planchent sur les moyens d'empêcher un défaut grec au cas où les taux d'intérêt imposés au pays, actuellement prohibitifs à plus de 15%, continueraient de l'empêcher de se refinancer sur les marchés en 2012. (AFP et 20minutes.fr 11.05)

3- Affameurs et assoiffeurs.

Instaurer une bourse de l'eau au même titre que pour les autres matières premières contribuerait à régler le problème des pénuries de ce bien précieux, a estimé mardi Peter Brabeck, président de Nestlé.

Brabeck (...) relève que la forte augmentation du cours du pétrole, qui a dépassé en avril les 127 dollars le baril de Brent, pourrait en faire baisser la demande. **"Vous voyez ce qui se passe lorsque la demande augmente. Le marché réagit et les gens commencent à utiliser le pétrole de manière plus efficace (...). Le prix de l'eau est une chose qui ne bouge pas du tout"**, note-t-il. (Reuters 11.05)

C'est l'été, vous consommez plus d'eau, le prix de l'eau grimpe, donc vous réduisez votre consommation d'eau pour ne pas alourdir votre facture, mais comme vous ne le pouvez pas, vous payez plus cher votre eau. Voilà ce qu'il préconise ! Pour notre bien évidemment, c'est ce qu'il expliquait ensuite dans sa déclaration.

Le 13 mai

Manipulation des masses. On a le droit d'en rire.

- James Inhofe, un sénateur républicain, a déclaré à CNN que les photos étaient "plutôt horrible" : "Le cerveau sortait de l'orbite", a-t-il déclaré, expliquant qu'une balle avait dû entrer par l'oreille et exploser, ou ressortir par le globe oculaire.

James Inhofe reste pourtant catégorique, malgré les blessures, c'était bien le corps d'Oussama Ben Laden.

Au total, 15 photos auraient été montrées aux élus : neuf juste après le raid à Abbottabad et trois sur le porte-avion américain, ainsi que trois photos de Ben Laden avant sa mort, à titre de comparaison, d'après Le Figaro. (lepost.fr 12.05)

Il est vrai qu'il n'y a rien de plus évident que comparer deux photos montrant un type avec la tête entière et un type avec la tête complètement éclatée !

Sérieusement, vous vivez en France, si vous avez regardé attentivement les photos prises dans les rues d'Abbottabad par le photographe de la BBC lors de leur reportage réalisé après le 2 mai, vous aurez remarqué sur seulement quelques clichés que plusieurs personnes présentaient la même silhouette que Ben Laden. Ici en Inde, à 4 kms de Pondichéry où je vis, je n'ai pas eu besoin de chercher bien loin pour trouver un type qui lui ressemble, un boucher musulman où j'achète parfois du poulet lui ressemble comme deux gouttes d'eau, car le look Ben Laden est devenu à la mode chez certains musulmans depuis 2001. Ici dans le sud de l'Inde, à plus de 4.000 kms d'Abbottabad, alors que dire au Pakistan et en Afghanistan : c'est la guerre...des sosies de Ben Laden ! Ce qu'ignore la plupart des personnes qui seront facilement manipulables.

- M. Gates précise que lui et la secrétaire d'Etat Hillary Clinton craignaient que les photos de Ben Laden ne soient retouchées de telle manière que cela puisse provoquer de vives réactions et mettre en danger les ressortissants américains, notamment les militaires, à l'étranger. (AP 12.05)

N'était-ce pas à l'adresse des esprits faibles le meilleur moyen pour qu'on ne les accuse pas d'avoir produit des photos trafiquées ? Ils nous font le coup du voleur qui crie au vol, du menteur qui exige que la vérité soit faite ! Et dire qu'il y en a qui tombent dans ce panneau plus gros que le nez au milieu du visage. Après cela on aura confiance en leurs capacités de discernement et d'analyse, vous peut-être, pas nous !

Les nostalgiques du régime de Vichy se sentent pousser des ailes, encouragés par Sarkozy et sa bande de nazillons.

Les héritiers de Renault ont déposé une assignation devant le tribunal de grande instance de Paris afin de contester la légalité de la nationalisation de Renault en 1945 et obtenir des indemnités, a-t-on appris jeudi auprès de leur avocat, confirmant une information du Monde.

«L'ordonnance de confiscation des biens est contraire aux principes fondamentaux du droit de la propriété», droit inclus dans la déclaration universelle des Droits de l'Homme, a déclaré l'avocat des héritiers, Me Thierry Lévy.

L'avocat a déposé une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) pour contester l'ordonnance de nationalisation prise en 1945.

Si l'ordonnance est inconstitutionnelle, le tribunal pourra dire que la nationalisation constituait une «voie de fait», a dit Me Levy, dont les clients demandent par conséquent une indemnisation. (AFP et libération.fr 12.05)

Merci de rappeler que la déclaration universelle des Droits de l'Homme est en réalité un hymne à la propriété privée des moyens de production, au régime capitaliste, à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Creusez un peu dans votre mémoire et recensez parmi vos dirigeants ou cadres ceux qui se réclament de ce texte. Il y en a, je ne citerais pas de noms ici, ils sont connus. Les mêmes prétendent combattre pour en finir avec le capitalisme. Cela ne vous pose pas de problèmes ? Vous n'y voyez pas une contradiction ? Creusez donc du côté des libres penseurs, des anarcho-syndicalistes... Encore une nouvelle "couleuvre" à avaler, camarades ! Ce qui est franchement étonnant, c'est que leur venin ne vous ait pas déjà été fatal, à moins qu'il l'ait été et que vous ne vous en soyez jamais rendu compte, au point de ne plus être en mesure de discerner la vérité d'une grossière manipulation. A l'opposé, dans mon jardin j'ai déjà tué quelques serpents, je ne les compte plus.

Pour info, j'ai reçu un courriel et un fichier relatifs à cette info. J'ai effacé le courriel et conservé que le fichier, ils devaient provenir du PCF. Je vous en donne la teneur :

Mardi 24 Mai 2011 de 17heures à 20 heures, à l'Assemblée Nationale, 126 rue de l'université salle 6403 - Louis Renault, *Contre la falsification de l'histoire de l'occupation et pour un droit de réponse* - Introduction à la discussion : Michel Certano syndicaliste de Renault-Billancourt, Annie Lacroix-Riz historienne , une Assemblée présidée par : André Gerin député (PCF)

Parole d'internaute

- "Ce qui m'étonne toujours depuis quelques temps, c'est l'aveuglement des électeurs de Sarkozy en 2007. Ce dernier avait déjà ce penchant pour l'extrême droite. Personne ne l'a vu? n'a compris? Ce n'est pas nouveau cette lepénisation de Sarkozy, c'était son grand succès d'avoir chopé toutes ses voix..." (20minutes.fr 12.05)

La petite-bourgeoisie n'est pas une classe indépendante.

La petite-bourgeoisie a voté en masse, pour ne pas dire comme un seul homme pour Sarkozy en 2007, en se moquant bien de savoir s'il était de droite, d'extrême droite, de gauche ou d'extrême gauche, la petite-bourgeoisie se moque de ce genre de considérations, elle va, penche ou vote du côté où ses intérêts semblent le mieux représentés, telle est sa morale également, on pourrait dire qu'elle n'en a pas.

Elle est laïque, libre penseur, humaniste quand le mouvement ouvrier à le vent en poupe, elle peut même devenir révolutionnaire en certaines occasions, mais quand le mouvement ouvrier enchaîne les défaites, qu'il reflue, qu'aucune issue au capitalisme ne pointe à l'horizon, elle balance par dessus bord tous ces principes et devient réactionnaire sur toute la ligne.

A elle seule, elle est l'antithèse de la lutte des classes. Les positions qu'elle adopte sont fonction du rapport de force entre les deux seules classes véritablement indépendantes, la bourgeoisie et la classe ouvrière, elle est incapable de définir des principes ou de défendre des positions qui lui soient propres.

De nos jours, par rapport aux travailleurs pauvres, elle est particulièrement bien lotie la petite-bourgeoisie, elle vit confortablement et a accumulé des biens matériels non négligeables sous ce régime. Elle peut avoir l'impression d'avoir quelque chose à perdre et refuser de se faire à cette idée, ainsi les conditions sont réunies pour qu'une grande partie d'entre elle bascule à l'extrême droite.

L'avocat Gilbert Collard qui était plutôt étiqueté à gauche vient de rejoindre le FN. Il a expliqué que ce n'était pas lui qui avait changé mais ce parti d'extrême droite. Il a donc suffi que ce parti repeigne sa façade pour qu'un membre de la petite-bourgeoisie le rejoigne, ce qui confirme ce qui vient d'être dit plus haut.

Le petit-bourgeois est une contradiction à lui tout seul. Il est prêt à tout pour parvenir à ses fins, faire taire ses convictions, se renier, peut lui importe, seul le résultat immédiat compte pour lui et peu importe les moyens de l'atteindre, il est prêt à se vendre au plus offrant, on disait autrefois comme une pute, mais c'est bien ce qu'ils sont.

On ne peut pas dire que le petit-bourgeois serait pris dans un dilemme cornélien dans lequel le relatif s'opposerait à l'absolu, parce que pour lui l'absolu, c'est le tout de suite ou maintenant, le relatif et l'absolu se confondent ou se disloquent dans l'immédiat. C'est un être misérable qui en fonction des circonstances fait ou défait sans hésitation ce qu'il a fait la veille, se construit une bonne conscience en fonction de la direction où souffle le vent pour satisfaire ses besoins ou conserver son mode de vie.

Il s'arrange avec sa conscience particulièrement malléable ou élastique, et par dessus tout, il n'est pas digne de confiance.

Politique

1- France.

1.1- Leur morale et la nôtre.

1.1.1- Invité du 19h de Public Sénat, Eric Woerth a affirmé « Il faut toujours se méfier de ceux qui se présentent comme des chevaliers blancs. En général, ils sont beaucoup moins blancs qu'on veut bien le croire. Ceux qui donnent des leçons de morale, en général, en ont plus à recevoir qu'à en donner. C'est une constante dans la vie. Ceux d'ailleurs qui vivent dans une moralité, une intégrité totale, ne donnent pas de leçons. En général, ils ne jugent pas ».

L'ancien ministre s'en prend vivement à la presse : « *En tout cas je pense que nous devons retrouver des règles morales dans la manière de traiter l'information et les faits. Il y a pas de raison qu'on soit une puissance, quand on est la presse, et qu'on ne réponde pas à ce moment là à un certain nombre de responsabilités* ». (publicsenat.fr 11.05)

1.1.2- Marie-Ange Contart raconte comment, le 6 février 1998, elle a échangé un regard avec l'homme qui était en train d'achever le préfet Érignac.

Tandis que la voiture continue sa lente progression, la passagère accroche le regard de l'assassin. Elle le décrira ainsi: la trentaine, 1,70 m environ, blond cendré, la raie au milieu, une barbe naissante de la couleur des cheveux, qui lui paraissent naturels, un visage fin, de petits yeux enfoncés, un regard perçant, une bouche fine et étirée, des plis entre le nez et la commissure des lèvres. La mère et la fille s'éloignent.

Ce témoin n'a pas varié depuis 1998. Quand, en 2003, Yvan Colonna est arrêté, on lui demande si elle reconnaît en lui le tueur de la rue Colonel-Colonna-d'Ornano. «*Non*», affirme-t-elle sans hésiter. «*J'ai eu de gros soucis à partir de ce moment, explique-t-elle. Les policiers sont devenus agressifs, mon appartement a été visité, j'ai été suivie, mise sur écoute...*» Paranoïa? Quoi qu'il en soit, la jeune femme, entendue auparavant à de multiples reprises, refuse désormais de collaborer pleinement. Elle s'en tient au

principal: l'homme qu'elle a dévisagé le 6 février 1998 n'est pas le berger de Cargèse.

Pas un seul des témoins oculaires ne l'a reconnu, d'ailleurs. (lefigaro.fr 12.05)

1.2- La "**lepénisation**" de l'UMP.

Sur Europe 1, Yves Jégo, l'ex secrétaire d'Etat chargé de l'Outre-mer, également vice-président du Parti radical, explique va «*quitter l'UMP ce week-end*».

«*Je souhaite que le Parti radical prenne la décision de quitter l'UMP ce week-end, pour construire une nouvelle famille politique, avec les nouveaux centres et la gauche moderne*», insiste le député de seine-et-Marne. Il veut un «*parti de la responsabilité sociale, des valeurs républicaines*». Surtout au moment où il juge qu'il «*y a une forme de gangrène de "lepénisation" qui est en train de gagner l'UMP*». (20minutes.fr 12.05)

2- Libye

Jeudi le consul de Libye au Caire, Faradj Saïd al Aribi, a rallié la rébellion. (Reuters 12.05)

3- Yémen

Les forces de sécurité yéménites ont ouvert le feu pour disperser des manifestants jeudi à Taëz (250 km au sud de Sanaa), faisant des dizaines de blessés, ont rapporté des témoins et des sources médicales.

Des soldats de la garde républicaine et de la sécurité centrale, fidèles au président Ali Abdallah Saleh, ont ouvert le feu sur les manifestants qui réclamaient le départ du chef de l'Etat dans la rue Jamal, la principale artère de la ville.

Deuxième ville du pays, Taëz est un des principaux foyers de la révolte. Ces dernières 24 heures, 16 manifestants hostiles au chef de l'Etat ont été tués par les forces de l'ordre au Yémen. (AFP et libération.fr 12.05)

4- Syrie

Les soldats et les chars syriens se déployaient jeudi dans tout le pays, notamment à Hama, théâtre d'une révolte sunnite qui avait été écrasée dans le sang en 1982, ou encore à Alep (nord), la plus grande ville du pays.

L'armée et les services de sécurité ont pénétré jeudi 12 mai dans des villages proches du foyer de la contestation, à Baniyas, et y ont procédé à des dizaines d'arrestations, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. Il sont intervenus à Al-Bayda et Al-Qariri, où ils ont arrêté des "*dizaines*" de personnes, a précisé le groupe basé à Londres. Plusieurs chefs de file du mouvement sont détenus et d'autres continuent d'être pourchassés.

A Alep, ville qui s'était jusqu'à présent plutôt tenue à l'écart de la contestation, les forces de l'ordre ont dispersé à coups de matraque un rassemblement de deux mille étudiants qui manifestaient en faveur de la démocratie, selon un témoin. Selon un autre habitant, la police secrète a bouclé la grande artère qui mène du centre au campus universitaire, situé dans le quartier de Fourkan, dans l'ouest de la ville.

D'après un bilan provisoire établi par des organisations de défense des droits de l'homme, quelque 757 civils ont été tués dans tout le pays en six semaines, depuis le début de la répression. (lemonde.fr et AP 12.05)

5- Tunisie

Les autorités tunisiennes ont décidé mercredi de déférer devant un tribunal militaire le président déchu Zine ben Ali, a annoncé l'agence officielle TAP.

"*Son ancien ministre de l'intérieur et un haut cadre de la sécurité*" devront également répondre de leurs actes devant une juridiction militaire, a précisé la même source.

Tunis a annoncé le mois dernier avoir engagé 18 actions en justice contre l'ancien chef d'Etat, notamment pour "*homicide volontaire*", "*complot contre la sûreté intérieure de l'Etat*", "*incitation à provoquer le désordre, le meurtre ou le pillage sur le territoire tunisien*" et "*trafic et usage de stupéfiants*". (Reuters 12.05)

1- France

1.1- Manifestation des sages-femmes.

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté pour une meilleure reconnaissance des sages-femmes, jeudi 12 mai à Paris, à l'appel d'une intersyndicale de la profession et de collectifs d'usagers. Les manifestants (2 900 selon la police, 5 000 à 6 000 selon les organisateurs) ont défilé de Port-Royal aux Invalides derrière une grande banderole proclamant 'une femme, une sage-femme'.

Les sages-femmes, dont le mouvement était soutenu par le conseil de l'ordre de la profession, réclament une autonomie de leur formation initiale au sein de l'université, comme les médecins et les dentistes. Elles souhaitent aussi une évolution de leur statut avec la reconnaissance de leur niveau d'étude (bac +5) ainsi qu'une revalorisation de leur salaire et des cotations de leurs actes médicaux.

Un appel à la grève avait également été lancé à l'occasion de la manifestation, qui coïncidait avec la journée internationale des sages-femmes. Le nombre de grévistes, qui peuvent être réquisitionnés dans les hôpitaux publics, n'étaient pas disponibles en début d'après-midi.

Actuellement, 23 870 sages-femmes exercent en France, dont moins de 2 % d'hommes, selon les chiffres officiels. Le traitement net mensuel d'une sage-femme de classe normale dans la fonction publique hospitalière est de 1 621 euros en début de carrière et de 2 691 euros en fin de carrière, primes et indemnités comprises. (lemonde.fr 12.05)

1.2- L'impôt le plus injuste.

«... le système socio-fiscal est progressif jusqu'à 20.000 euros de niveau de vie (...), puis il est proportionnel jusqu'à 50.000 euros; au-delà, le système est très probablement dégressif», a résumé Didier Migaud, le premier président de la Cour des comptes, devant des députés.

(...) L'IR (l'impôt sur le revenu -ndlr) ne pèse plus que 2,6% de la richesse nationale, deux fois moins qu'au milieu des années 1980. Le budget 2011 prévoit que l'impôt sur le revenu rapportera à l'Etat 52,1 milliards d'euros, soit 20,5% des recettes globales, contre 130,6 milliards (51,3% des recettes) pour la TVA. (20minutes.fr 12.05)

1.3- RSA : RAS !

Sur près de 1,8 million de foyers français bénéficiant du RSA au 31 décembre dernier, 1,15 million de personnes n'exerçaient aucune activité.

Or, il y a 12 ans lorsque le RMI existait, le nombre d'allocataires était déjà de 1,1 million, souligne la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (Fnars). Autrement dit, le «noyau dur» des exclus du marché du travail (familles monoparentales isolées, chômeurs de très longue durée...) n'est pas plus important aujourd'hui avec le RSA (mis en place en 2009). On n'assisterait donc à aucune diffusion du «cancer de l'assistanat» dans le corps social. (slate.fr 12.05)

1.4- Jugeons-le : Servier emprisonné et condamné à absorber à forte dose du Mediator jusqu'à ce que mort s'en suive !

Le laboratoire Servier était au courant «depuis au moins 1995» de la nocivité du Mediator», écrit Le Monde dans son édition datée de vendredi, sur la base d'un rapport interne au groupe que le quotidien a consulté, une affirmation que Servier réfute fermement.

«Un rapport de la filiale britannique de Servier établissait, en 1993, que, une fois absorbé par l'organisme, le Mediator donnait un composé, la norfenfluramine, dont il a été établi en 1995 qu'il était dangereux», écrit Le Monde.

«Cela n'a pas empêché la firme de continuer à affirmer, en 2008, la tolérance cardio-vasculaire "satisfaisante" du benfluorex, le nom scientifique du Mediator, dans le document de référence remis à ses délégués médicaux», poursuit le quotidien.

La norfenfluramine, rappelle Le Monde, «est aussi le composé actif obtenu dans l'organisme lors de la prise de fenfluramine (Ponderal) ou de dexfenfluramine (Isoméride): deux produits de Servier dont il sera établi en 1995 qu'ils sont responsables de graves effets secondaires puis retirés du marché».

«Le laboratoire Servier ne pouvait ignorer, depuis au moins le début des années 1990, que le Mediator était dangereux puisqu'il se transformait en norfenfluramine. Il s'est pourtant constamment employé à minimiser ce fait», poursuit le quotidien. (libération.fr 12.05)

2- Grèce

Le taux de chômage de la Grèce a grimpé à 15,9% en février contre 15,1% en janvier et 12,1% un an plus tôt, atteignant un nouveau record, selon les services statistiques nationaux. (Reuters 12.05)

Le 14 mai

Un aveu.

- "*Terra Nova constate «le divorce» entre la gauche et la classe ouvrière.*" (lefigaro.fr 13.05)

- "*La gauche sans le peuple n'est plus la gauche*", dixit Claude Bérít-Débat, sénateur PS de Dordogne. (publicsenat.fr 13.05)

Ben Laden. Quand l'intox se fait grotesque.

- Une collection de contenu pornographique aurait été découverte dans le complexe où se cachait Ben Laden par les commandos américains qui l'ont tué, selon des sources officielles américaines citées par Reuters. (Slate.fr 13.05)

C'est très sérieux, même que ces "*sources officielles américaines*" se sont demandés qui pouvait bien être porté sur le cul dans cette maison, sinon Ben Laden !

- Après l'opération de la Navy SEALs, on n'a retrouvé pas moins d'une centaine de clés USB dans la forteresse pakistanaise, contenant des archives d'échanges de mail. Malgré un millier de messages archivés et quelques centaines d'adresses e-mail et numéros de téléphone, il n'est pas sûr que les Etats-Unis puissent remonter jusqu'aux interlocuteurs de Ben Laden, car il y a tout lieu de penser que la majorité de ces messageries ont été désactivées à l'annonce de sa mort. (Fluctuat.net 13.05)

Pas de bol ! Mais heureusement qu'il leur a laissé à titre postume un carnet bourré de renseignements et dans lequel il signait par avance ses futurs forfaits, au moins quand ils se produiront, s'ils se produisent un jour, ils pourront dire qu'ils possédaient la preuve que c'était bien un coup d'Al-Qaïda et non de la CIA.

- Après de longues hésitations, Islamabad a finalement donné son feu vert. "*Les Etats-Unis ont eu accès aux femmes d'Oussama Ben Laden détenues au Pakistan*", a indiqué le porte-parole de la Maison Blanche Jay Carney, sans donner plus de détails. Mais un autre responsable a précisé que "*rien de particulier*" n'était ressorti de ces entretiens. (lemonde.fr 13.05)

Pas de bol décidément ! Facile de répliquer qu'ils ne se vanteraient pas si le contraire s'était avéré...

Et le monde.fr de préciser que "*les autorités américaines tentent désormais de rassembler les pièces du puzzle*", il aurait fallu écrire : fabriquer les pièces manquantes de leur puzzle, pour tenter ensuite de rendre plus crédible leur rocambolesque histoire inventée de toutes pièces, car très nombreux sont les gens dans le monde qui n'y ont pas cru une seconde, chat échaudé, craint la pluie !

Parole d'internaute

Liberté pour Yvan Colonna !

- "Pourquoi vouloir que l'assassin soit cet homme alors qu'il n'y a aucune preuve contre lui et que les témoins ne le reconnaissent pas ??? pourquoi ne pas croire Les témoins et aller même jusqu'à se moquer d'eux ??? pourquoi écouter leurs déclaration ??? Pourquoi Mme Erignac veut absolument le condamner sans arriver à prouver que c'est lui qui à tuer son mari???? pourquoi Sarkozy l'accuse depuis le début sans preuve ???? pourquoi cet homme a été condamné à perpétuié et est en prison depuis 10 ans alors qu'il clame son innocence ???? Il y a beaucoup de pourquoi dans ce procès plutôt louche et sur la façon de le mener. Tient bon Yvan" (lexpress.f 13.05)

Vous ne trouvez pas étrange que le mouvement ouvrier ne se soit pas mobilisé pour exiger la libération de ce type qui croupit en prison depuis 10 ans, alors qu'aucun témoin ne l'a reconnu et que le parquet ne dispose d'aucune preuve contre lui. Mais où sont donc passés les défenseurs de la vérité, de la justice, de la démocratie ?

Nos dirigeants ont soutenu la version d'Obama sur la mort de Ben Laden pour ne pas être assimilés aux adeptes de la théorie

du complot, de la même manière qu'ils n'ont pas soutenu Colonna, sans doute pour qu'on ne les accuse pas de soutenir la branche armée du mouvement indépendantiste Corse. Question : Jusqu'où iront-ils dans le reniement par crainte d'un fâcheux amalgame ?

Autrefois ils n'avaient pas hésité à défendre des républicains irlandais emprisonnés (Bobby Sand notamment, ma première bataille politique.)... Vous me direz que cela se passait en Irlande et non en France. Mais comment donner une image respectueuse de leur parti et y gagner un républicain, un démocrate, un syndicaliste réformiste, des élus ou des adhérents du PS ou du PCF notamment, tous les quatre fort respectueux des institutions et subordonnés au capitaliste, en soutenant la présomption d'innocence d'un homme accusé par l'Etat d'avoir tué un haut fonctionnaire ? Apparemment cela vaut bien de brader la vérité, telle n'est pas notre position.

Politique

1- Yémen

Des manifestants hostiles au président du Yémen sont descendus en masse vendredi dans les rues de plusieurs villes du pays pour l'exhorter à quitter le pouvoir après des mois de protestations qui ont conduit le pays au bord de la faillite.

Trois personnes ont été tuées et 15 autres blessées lorsque les forces de sécurité ont ouvert le feu sur des manifestants à Ibb, une ville du Sud, selon des témoins et des médecins. Des coups de feu ont éclaté dans la troisième ville du pays, Taïz.

Des véhicules blindés, des soldats et des étudiants de l'école militaire armés de bâtons ont été déployés dans les rues de Sanaa pour contenir la marée de manifestants. (Reuters 13.05)

2- Egypte

2.1- Des milliers d'Egyptiens manifestaient, vendredi 13 mai, sur l'emblématique place Tahrir, au Caire, pour 'l'unité nationale' entre musulmans et chrétiens, après des violences confessionnelles qui ont fait quinze morts la semaine dernière.

'Unité nationale', proclamait une énorme banderole accrochée à l'un des immeubles surplombant la place et arborant une croix et un croissant symboles du christianisme et de l'islam entrelacés, selon des images en direct de la télévision d'Etat. (lemonde.fr 13.05)

2.2- L'agence égyptienne de lutte contre la corruption a annoncé vendredi qu'elle avait ordonné le placement en détention de l'ancien président Hosni Moubarak et de son épouse Suzanne, soupçonnés de corruption. (Reuters 13.05)

3- Libye

Les manifestations, combinées avec des pénuries d'essence entre autres, laissent penser à l'opposition que la maîtrise des pro-Kadhafi sur la capitale est compromise.

D'après un militant anti-gouvernement à Tripoli, interviewé vendredi, des manifestations ont eu lieu cette semaine dans au moins trois quartiers de la capitale, avec des échanges de coups de feu avec les pro-Kadhafi. (AP 13.05)

4- Syrie

Des soldats et des membres des services de sécurité sont déployés en force, vendredi, dans les foyers de la contestation. Près de 3 000 personnes ont commencé à manifester après la prière du vendredi à Kamichli, dans le Nord-Est, et 2 500 autres dans un village voisin, Derbassiyé, a indiqué un autre militant. Des manifestations pro-gouvernementales devaient par ailleurs se dérouler à Deraa, selon l'opposition. Deux manifestants ont été tués à Homs (centre), et un troisième à Damas par des tirs des services de sécurité lors de la dispersion d'une manifestation, a indiqué un militant sur place.

Selon un autre militant, dans la ville côtière de Baniyas, encerclée depuis samedi par l'armée, "plus de deux mille soldats sont déployés sur la place où manifestent les habitants ainsi que dans les rues adjacentes". Depuis samedi, neuf personnes ont été tuées par les forces de l'ordre dans cette ville de 50 000 habitants. Le ministre de l'information, Adnane Mahmoud, a cependant indiqué en milieu d'après-midi que l'armée avait commencé à se retirer de Baniyas et de Deraa. (lemonde.fr 13.05)

5- Inde

La coalition de centre-gauche au pouvoir en Inde, formée autour du parti du Congrès, est sortie vendredi victorieuse de plusieurs scrutins régionaux, avec notamment un succès symbolique dans l'Etat du Bengale-Occidental gouverné depuis 30 ans par les communistes.

Selon les projections des chaînes de télévision, l'alliance formée autour du Congrès a aussi remporté les Etats d'Assam et de Kérala et le territoire de Pondichéry.

Elle a en revanche perdu l'Etat du Tamil Nadu mais cet échec est avant tout celui de l'allié régional du Congrès, le Dravida Munnetra Kazhagam (DMK), particulièrement impliqué dans le scandale de corruption lié à l'attribution de licences de téléphonie mobile.

Les principaux partis nationaux ne disposent généralement pas de majorité absolue au parlement fédéral et il leur faut nouer des alliances avec des formations régionales.

Les prochaines élections fédérales sont prévues en 2014. (Reuters 13.05)

Je ne suis pas sorti hier et ma connection à la télé par satellite ne fonctionnait pas, donc je ne sais pas si le voyou du DMK qui dirigeait le district où j'habite a été également battu. C'est important pour moi, car je comptais sur sa défaite pour essayer d'obtenir le papier qu'il me manque pour vendre facilement ma maison, en casquant évidemment. A suivre.

Economie

Dans quarante ans, les quelque 9 milliards d'être humains consommeront 140 milliards de tonnes de minerais, d'hydrocarbures et de biomasse (bois, cultures, élevage), selon le rapport du PNUE (Programme des Nations unies pour l'environnement). Soit 16 tonnes de ressources naturelles englouties chaque année par chaque habitant de la planète. «Les responsables politiques comme le grand public ne sont toujours pas convaincus des limites physiques absolues de la quantité de ressources disponibles pour l'humanité», notent les auteurs, une dizaine d'experts dirigés par une Autrichienne et un Sud-Africain.

Cette croissance durable suppose des investissements massifs dans «l'innovation technologique, financière et sociale». L'une des difficultés tient aux disparités considérables de l'exploitation des matières premières. Un habitant d'un pays industrialisé consomme en moyenne 16 tonnes par an, quatre fois plus qu'un Indien.

Au sein des pays riches, les écarts sont aussi impressionnants. Un consommateur du Qatar, d'Australie ou des États-Unis engloutit 40 tonnes de ressources naturelles par an quand un Français, un Allemand ou un Italien en utilise environ 15 tonnes. Ces chiffres ne reflètent la réalité que partiellement, notent les rapporteurs de l'ONU. Car une tonne de cuivre extraite au Chili sera imputée dans leur calcul au consommateur chilien même si elle est employée pour fabriquer un produit vendu en Chine ou en Europe. Ces faiblesses méthodologiques ne modifient cependant pas le risque d'épuisement mondial des ressources naturelles. Même si les pays industrialisés parvenaient à diviser par deux leur consommation de matières premières d'ici à 2050, à 8 tonnes par habitant, et que les pays en voie de développement rejoignent ce niveau sans le dépasser, le total s'élèverait à 70 milliards de tonnes, soit 40 % de plus qu'aujourd'hui.

La tendance mondiale à l'urbanisation est paradoxalement favorable à une meilleure utilisation des ressources naturelles. Une zone densément peuplée est plus économe par tête en matériaux de construction, en énergie et en transports, avancent les experts.

Autre motif d'espoir, les pays émergents sauteront certaines étapes du développement en adoptant directement des technologies ou des modèles moins gourmands en matières premières, à la façon dont ils ont adopté le téléphone mobile sans avoir fini de bâtir le réseau de téléphone fixe. (lefigaro.fr 13.05)

Le 15 mai

Nouvelles d'Inde.

Au Kerala et au Bengal oriental, le CPI (M) (Communist party of India - Marxiste) au pouvoir depuis plus de 30 ans a perdu le pouvoir au profit de l'UDF (Union democratic front) coalition constituée autour du Parti du Congrès.

Au Tamil Nadu où j'habite, le parti au pouvoir (DMK), allié de la coalition formée autour du Parti du Congrès et qui dirige le pays, a été littéralement pulvérisé lors des élections législatives qui viennent d'avoir lieu : AIADMK + ses alliés = 203 élus, DMK + ses alliés = 31 élus, dont 22 seulement du DMK. (Deccan Chronique du 14 mai)

Ce résultat est à la fois le produit du rejet de la corruption élevée au rang de méthode de gouvernement par le Chief minister Karunanidhi et son clan, la première fortune du Tamil Nadu (+ de 55 millions d'habitants), corruption généralisée qu'a illustré le scandale appelé ici 2G scam et dans lequel sa fille est directement impliquée, et la condamnation de l'inflation ou de

la hausse des prix qui se poursuit depuis plus d'un an. En relation avec ce second facteur, le Parti du Congrès allié du DMK a enregistré une défaite historique au Tamil Nadu puisqu'il n'aura plus que 5 élus à l'Assemblée à Chennai (la capitale, ex-Madras).

Dans mon district aussi le candidat du DMK a été balayé, le candidat des voyous de mon village qui pour cette raison bénéficiait du soutien ou de la couverture de la police jusqu'à présent. C'est une excellente nouvelle pour moi et mon épouse qui espérons toujours pouvoir quitter un jour ce village une fois vendue notre maison. Le candidat du DMK a également dégagé au niveau régional. Je vais rapidement effectuer des démarches pour obtenir ce foutu papier qui me manque pour vendre ma maison facilement, en casquant, c'est obligatoire ici, mais je m'en fous, la liberté et la tranquillité d'esprit n'a pas de prix, vous ne savez pas ce que c'est que de vivre en permanence avec une menace au-dessus de la tête et sans le moindre recours. La présidente de l'AIADM et dorénavant Chief minister du Tamil nadu a dit que c'était une victoire contre la corruption et pour la démocratie, je vais la prendre au mot. Entre nous, elle est aussi pourrie que le président du DMK, c'est l'une des plus grosses fortunes du Tamil Nadu, je vais jouer l'un contre l'autre en feignant la naïveté, ensuite on verra.

Une bonne nouvelle avant le retour en Inde de Mageswary (mon épouse) le 18 au petit matin, elle sera peut-être plus détendue. Tous les jours ou presque elle m'appelle inquiète d'Aubagne : "*ça va, pas de problèmes*", mais non Manju, rassure-toi, ils n'ont pas encore eu ma peau, il fait juste un peu chaud, très chaud... Elle vit dans l'angoisse permanente qu'il m'arrive quelque chose, la pauvre femme.

Sur ce, bon dimanche à tous, peu de news à se mettre sous la dent aujourd'hui, habituellement c'est le lundi qui est plus calme, je vais en profiter pour mettre de l'ordre dans mon disque dur où c'est un vrai foutoir !

Politique

1- France

Depuis 2002, le Parti radical de Jean-Louis Borloo était associé à l'UMP. C'est désormais terminé. Réuni en congrès samedi après-midi, le parti a voté son indépendance vis-à-vis de l'UMP.

La mesure a recueilli 96% des voix des militants et des élus radicaux. La motion prévoit la participation du plus vieux parti de France à une Confédération des centres. Et, par voie de conséquence, son départ de l'UMP.

Le texte voté demande également à "*Jean-Louis Borloo de se porter candidat à l'élection présidentielle de 2012*". "*J'ai bien entendu le message. Laissez-moi y réfléchir encore un peu car ce sont des choses graves, des responsabilités importantes qui n'engagent pas que moi-même*", a ajouté l'ancien ministre de l'Écologie.

Toutefois, le leader centriste a nuancé son émancipation vis-à-vis du parti majoritaire : "*C'est une déclaration d'indépendance, pas une déclaration de guerre !*" précisait-il dans un entretien accordé samedi au Figaro.

"*On aurait pu continuer à faire un bout de chemin ensemble, mais ce que l'on appelle communément la majorité a besoin de ses deux piliers, de ses deux forces, de ses deux sensibilités. Or, petit à petit, l'UMP s'est droitisée*", affirme aussi Jean-Louis Borloo.

La stratégie de Borloo ne fait l'unanimité chez les radicaux. Ainsi le député Jean Leonetti restera à l'UMP et affirme représenter une majorité de parlementaires radicaux, ou encore l'eurodéputée Véronique Mathieu qui ne soutiendra pas "*le choix stratégique de rupture de Jean-Louis Borloo*" et restera à l'UMP. (lepost.fr 14.05)

2 Syrie

Au moins huit personnes ont été tuées vendredi et samedi en Syrie par des tirs des forces de l'ordre, en dépit de consignes officielles de ne pas ouvrir le feu sur les manifestants.

Au moins trois personnes ont été tuées samedi et plusieurs autres blessées à Tall Kalakh, près de Homs (centre), par des tirs des forces de l'ordre, a indiqué un témoin à l'AFP.

"*Les forces de l'ordre, qui encerclent depuis ce matin Tall Kalakh, tirent à l'arme automatique*", a-t-il affirmé. (libération.fr 14.05)

3- Yémen

Des hommes en civil ont ouvert le feu samedi sur des manifestants à Taïz, dans le sud du Yémen, blessant au moins quinze personnes, ont rapporté des témoins.

Des tireurs postés sur les toits dans la troisième ville du pays ont tiré sur les manifestants qui réclamaient le départ du président

Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis trente-trois ans.

Vendredi, des soldats avaient ouvert le feu sur la foule à Ibb, au sud de Sanaa, faisant trois morts et quinze blessés.

Ces décès portent à au moins 170 le nombre des personnes tuées depuis le début des troubles au Yémen fin janvier.

Les forces de sécurité ont arrêté samedi Ahmed al Moussaibli, responsable de l'audiovisuel qui avait quitté la télévision nationale pour travailler dans une chaîne de l'opposition, ont déclaré des témoins. (Reuters 14.05)

4- Oman

Plusieurs dizaines d'Omanais qui manifestaient pour l'emploi et les salaires ont été arrêtés samedi à Salalah, ville portuaire du sud du sultanat où des heurts avec les forces de l'ordre ont lieu depuis plusieurs jours.

Des manifestants qui campaient devant les bureaux du gouverneur de la province avaient été dispersés jeudi et des dizaines, voire des centaines d'entre eux, avaient déjà été interpellés. D'autres affrontements ont eu lieu vendredi.

"Les forces de l'ordre ont fait usage de leurs bâtons et ont emporté des manifestants à bord de trois cars de l'armée", a rapporté un témoin joint par téléphone.

"Les services de sécurité étaient toujours là samedi matin pour s'assurer que les manifestants ne reviendraient pas. Mais on nous dit que la plupart des gens arrêtés jeudi ont été relâchés", a ajouté un autre témoin.

Après deux mois de manifestations inspirées des révoltes tunisienne et égyptienne, le sultan Qabous, au pouvoir depuis quarante ans, a promis en avril de débloquer 2,6 milliards de dollars pour répondre aux revendications de l'opposition.

En mars, il a remercié douze de ses ministres, dont celui des Finances, et a promis de céder à un conseil partiellement élu certains pouvoirs législatifs. (Reuters 14.05)

5- Cameroun

Le Cameroun invite à partir de lundi une quinzaine de journalistes français qui célébreront la fête nationale du 20 mai autour de l'incorruptible président Paul Biya.

On a tout lieu de craindre que l'emprisonnement d'opposants, la corruption, la déforestation massive ou la longévité du dictateur au pouvoir (plus de 28 ans) seront moins évoqués dans leur reportages que les supposées avancées de ce pays africain.

C'est le quotidien camerounais Le Jour qui révèle l'information, dans un article daté de vendredi. La quinzaine de journalistes, « triés sur le volet, et issus, pour la plupart, de la presse quotidienne et hebdomadaire française », bénéficieront d'un traitement de choix pendant leur séjour : nourris, logés, nantis « d'un chauffeur pour des balades bien encadrées ». « Tout cela aux frais du contribuable camerounais », ajoute le journal.

La plupart du temps, le fait d'accepter un publi-rédactionnel (facturé plusieurs dizaines de milliers d'euros, voire une centaine de milliers dans le cas de cahiers publiés dans des journaux à grand tirage) pousse les médias à taire les aspects problématiques de la gouvernance de ces pays.

Il y a aussi le cas très particulier des médias du groupe Bolloré, qui n'ont pas besoin d'accueillir de la publicité pour se montrer complaisants : Direct Matin, Direct Soir ou Direct 8 déroulent régulièrement le tapis rouge à Paul Biya (entre autres dictateurs africains) afin de servir les intérêts industriels du groupe, qui gère de nombreux ports et plantations en Afrique.

Il va de soi que cette opération de communication s'inscrit dans la préparation de cette prochaine élection. Une nouvelle opération de « blanchiment d'image » d'un régime autocratique, comme le fait l'Ouzbékistan, par exemple.

Le quotidien *Le Jour*, lui, parle de « propagande » et d'une volonté de « polir l'image » du Cameroun. (Rue89 14.05)

Social

1- France

Ce samedi, les salariés de 150 à 200 magasins -selon les syndicats - sur les 600 Carrefour Market en France ont répondu à l'appel

à la grève de la CGT. Ils veulent être logés à la même enseigne que leurs 65.000 collègues des hypermarchés Carrefour, à savoir bénéficier de tickets-restaurants. Ils réclament aussi des augmentations salariales de 5 à 10%. «5%, c'est vraiment le minimum. Vu les augmentations qu'il y a partout, nous, on ne peut plus vivre avec ça», a soutenu Laurent Lamaury, délégué syndical national CGT. (lefigaro.fr 14.05)

2- Tunisie. Chantage au lock-out.

Premier producteur de gaz naturel en Tunisie, British Gas a menacé samedi de fermer ses usines installées dans le sud du pays, en raison de blocages sociaux qui persistent depuis plusieurs semaines.

Dans un communiqué, son PDG, Ian Perks, en appelle aux autorités pour qu'elles trouvent une solution rapide, alors que se poursuivent des sit-in menés par des membres des populations locales devant les locaux de l'entreprise à Nakta, au sud de Sfax (côte est). L'entrée du site Hasdrubal/Hannibal de traitement de gaz aurait également été forcée.

A partir des champs qu'elle exploite dans le golfe de Gabès, BG Tunisia dit fournir plus de la moitié de la demande locale et juge sa production "essentielle" pour les centrales électriques du pays. Pour répondre aux revendications des populations du cru, qui réclament des embauches locales, BG Tunisia affirme avoir recruté 60 personnes et débloqué des fonds pour l'octroi de micro-crédits dans le cadre d'un programme évalué à deux millions de dollars. (AP 14.05)

Economie

Grèce

Le programme de privatisations du gouvernement grec est devenu l'une de ses premières priorités, explique le Premier ministre Georges Papandréou dans un entretien publié samedi par le Corriere della Sera.

"Au départ, les privatisations n'étaient pas une priorité. Maintenant, elles sont en tête de l'ordre du jour. Nous allons démontrer que nous sommes capables d'honorer les échéances de notre dette avec une série de projets de développement". (Reuters 14.05)

Le 16 mai

A propos du site.

73 visites en moyenne par jour. Les 15 fichiers les plus consultés ou téléchargés la semaine passée :

- marxisme/ical.pdf (L'Internationale communiste après Lénine)
- dossier/espagne_300411_rv.pdf
- ldc_sociopoliti_0410.htm
- service/texte_280411.pdf
- tribune/libye_cr_030411.pdf
- dossier/bn_090511.pdf
- dossier/gladio6.pdf
- archives2010/causeries0411.pdf
- vletat.pdf (L'Etat et la révolution)
- tribune/IO148_2.pdf
- causeries0511.htm
- dr052-13-05-11.pdf
- marxisme/trans.pdf (Programme de transition)
- tribune/RS35_A4.pdf
- tribune/IO148_3.pdf

Après la rocambolesque mise en scène de la mort de Ben Laden orchestrée par l'impérialisme américain, voilà qu'à moins d'un mois de la date limite du dépôt des candidatures des candidats du PS à l'élection présidentielle de 2012 en France, l'un de ses principaux compétiteurs donné gagnant contre Sarkozy dans tous les cas de figure par tous les sondages publiés depuis des mois, Strauss-Kahn pour ne pas le nommer, serait soudainement disqualifié par une obscure affaire de mœurs sur laquelle nous ne nous prononcerons pas faute d'éléments suffisants pour nous faire notre propre idée sur cette affaire, qui évidemment nous passionne tout autant que celle de Ben Laden !

On a envie de dire que cela tombe vraiment à pic, trop même ! A qui profite le crime ? Devinez ! Coïncidence troublante, quelques jours plus tôt les Américains présentaient Ben Laden comme un adepte de la pornographie ! Autre coïncidence

étonnante, cette affaire fait suite à l'acharnement des médias sur le train de vie de Strauss-Kahn qu'ils connaissaient déjà très bien.

S'il s'avérait que les faits reprochés à Strauss-Kahn étaient vérifiés, nous ne pleurerions pas sur son sort, nous dirions qu'il avait la langue bien mieux pendue que sa queue ! Au passage, on se demandera quand même comment une femme non consentante peut ainsi ouvrir la bouche suffisamment grande pour introduire un corps étranger et ne pas profiter de l'occasion pour le mordre violemment pour se sortir de cette situation inconfortable...

Rappelons que de notre côté nous appelons au boycott de l'élection présidentielle de 2012 qui ne sert qu'à légitimer la monarchie républicaine ou le système bonapartisme en place sous la Constitution de la Ve République instaurée en 1958.

La voix de l'Amérique ou la voix de son maître ayant été cautionnée dans l'affaire Ben Laden des deux dernières semaines par la totalité des partis politiques en France de l'extrême droite à l'extrême gauche, pourquoi l'impérialisme américain ne serait-il pas tenté de pousser son avantage plus loin ? Fort de cette légitimité universelle et inespérée, Obama et sa clique de gangsters de Wall Street auraient tord de se gêner puisque leur parole est d'or. Il faut battre le fer tandis qu'il est chaud. Légitimité qui est très loin de faire l'unanimité parmi la population faut-il préciser.

Au même moment, son plus fidèle allié (britannique) annonçait qu'il allait falloir bombarder les infrastructures et la population libyenne pour venir à bout de Kadhafi, projet qui nous conduit aujourd'hui à modifier notre position et à condamner l'intervention militaire impérialiste en Libye.

J'ai lu plein d'articles et de commentaires sur l'affaire DSK depuis hier soir, sur les Etats-Unis et la pudibonderie hypocrite anglo-saxonne, un Etat qu'on ne peut pas qualifier de démocratique, pas plus que l'Inde.

Une petite histoire indienne pour pimenter cette affaire du jour.

Successivement un vieil Allemand et un vieux Belge, banquier à la retraite, ont séjourné dans mon village. Tous les deux étaient homosexuels et tous les deux ont loué à un moment la même maison. Une maison que je connais bien pour y avoir habité avec Magueswary pendant un peu plus d'un mois après le tsunami.

Le premier avait entrepris des travaux colossaux pour rénover cette ancienne maison sans confort, pas de cuisine, pas d'eau courante et pas de réservoir, pas de toilettes, pas de salle de bain, jusqu'à changer les poutres en teck et faire refaire l'installation électrique. Le second a continué à embellir cette vieille maison qui ne manquait pas de charme. Les deux avaient acheté des meubles et avaient rempli des armoires de vaisselles et autres effets à usage domestique. Tous les deux avaient également avancé le loyer sur cinq ans.

Le premier a été accusé de pédophilie par le propriétaire, résultat : il a été expulsé d'Inde, et comme, lorsqu'il a demandé un nouveau visa en Allemagne il lui a été refusé, il s'est suicidé, le propriétaire de la maison conservant la totalité de ses biens et les cinq ans de loyer payé d'avance, trois ans en fait puisqu'il avait séjourné deux ans dans cette maison.

Le second a également été accusé de pédophilie par le propriétaire, mais cette fois il a eu recours à un autre scénario pour mettre la main sur ses biens. Il a attendu qu'il retourne en Belgique pour refaire son visa pour le dénoncer aux autorités indiennes qui ont averti leur ambassade en Belgique, qui évidemment ont refusé de lui délivrer un nouveau visa.

Un jour un salopard de mon village m'a balancé à la figure qu'il allait répandre le bruit que j'avais des rapports sexuels avec des gosses, j'ai réagi sur le champs et informé immédiatement le consulat de France à Pondichéry. Plus tard il s'est excusé en disant qu'il avait été trop loin dans ses paroles, cela devant témoins, c'est pour vous dire à quelle sorte de crapules j'ai à faire ici.

J'ai acquis une réputation d'incorruptible, de militant contre la corruption, contre la surexploitation des plus pauvres par les plus riches, ils me craignent car ils savent que j'ai une grande gueule et qu'à la moindre menace même voilée j'en fais un scandale histoire de creuser l'absès dans l'oeuf qui finalement les ridiculise. C'est la meilleure défense que j'ai trouvée, elle a été efficace jusqu'à maintenant.

Donc, sans tomber dans la parano, il faut éviter de se retrouver dans des situations qui pourraient être exploitées contre nous, il faut toujours être vigilant. J'ai un avantage sur ces ordures et ils le savent, ce qui explique pourquoi ils hésitent maintenant avant de m'emmerder ou de me menacer, je m'entoure de précautions, je note tout ce qu'ils disent, mieux, j'enregistre leurs propos et parfois je les prends en photos, ainsi je peux apporter les preuves de ce que j'avance en cas de pépin. Vous comprenez peut-être mieux maintenant pourquoi je ne veux plus avoir aucune relation avec les gens de ce village et je refuse que l'un d'entre eux mette les pieds chez nous.

Au fait, le propriétaire de la maison en question est un des ex-élèves de l'Alliance française, une sacrée ordure. Jusqu'au mois d'octobre dernier il venait régulièrement chez moi, comme il était très bavard et idiot il me racontait toutes les histoires pourries du village, il me racontait aussi ses petites histoires personnelles, à vomir, à aucun moment je lui ai montré que

je désapprouvais son comportement pour qu'il m'en dise le plus possible et cela a bien fonctionné, au-delà de ce que j'avais imaginé.

Avec un de ses potes un soir il me raconte qu'il faisait venir des prostituées qu'ils se tapent à plusieurs, de superbes filles très jeunes de Bangalore ou Mumbai (ex-Bombay), pas chère la nuit, 500 roupies, moins de 10 euros. Il me demande si je serais d'accord d'en amener chez moi en précisant que j'en aurais une pour moi tout seul, un coup de fil au maquereau et elles seraient là dans 30 minutes, à ce moment-là mon épouse Magueswary était en France, je lui ai tout raconté par téléphone le lendemain. Je lui ai répondu que je n'étais pas contre mais que je préférerais un autre jour, entre temps il m'avait donné maints détails sur leurs orgies dégueulasses, que j'avais accueillis en souriant comme si j'en redemandais pour ne pas laisser paraître ce que j'en pensais réellement.

Je n'avais pas du tout l'intention de donner suite à cette offre, et dès le lendemain, ayant flairé le coup pourri qu'ils avaient tramé et me disant qu'ils étaient vraiment prêts à tout pour s'emparer de ma maison, j'ai rompu définitivement mes relations avec ce sale type, il a 28 ans, marié depuis depuis deux ans à peine et père de deux petites filles. Imaginez que je sois tombé dans ce piège et j'étais expulsable pour peu que la prostituée ait été mineure, ils pouvaient ensuite se saisir de ma maison et mon terrain gratuitement, génial non ?

Quand nous avons acheté ce terrain qui comportait une maison à moitié en ruine, on nous a raconté que les anciens locataires étaient des étrangers et qu'ils étaient partis après avoir eu des problèmes avec les autorités pour avoir eu de mauvaises relations avec des enfants. J'apprendrais quelque temps plus tard que les gens du village leur avaient mis dans les pattes des gosses avec lesquels ils auraient eu des rapports sexuels, avant de les chasser et leur voler tous leurs biens.

Après trois affaires du même genre, je n'allais pas tomber dans le panneau (les prostituées), à moins d'être très con. Je me souviens également que très peu de temps après notre installation des pêcheurs du village nous tendaient leurs gosses en nous disant : prenez-les, on vous les donne, vous n'en avez pas. Maintenant nous savons où ils voulaient en venir, cela ne faisait pas un mois que nous avions emménagé. Dorénavant, dans ce village de merde ou n'importe où en Inde, je ne touche même plus la tête d'un gosse en signe de tendresse et je garde soigneusement mes distances avec les femmes.

On est bien loin de l'Inde exotique des cartes postales ou des agences de voyage, cette Inde idyllique des babas cool, ces soixante-huitards attardés qui ne viennent en Inde que pour se défoncer la gueule, ou d'autres pour vivre sans rien foutre, exploiter la misère du monde ou satisfaire leurs besoins pervers.

Parole d'internaute

- "Question naïve : est-il possible d'arrêter "manu militari" un président du F. M. I. (sur simple dénonciation), sans que la présidence des U. S. donne le feu vert ?" (lepoint.fr. 15.05)

Politique.

1- Libye. La limite est franchie.

L'Otan doit élargir l'éventail de ses cibles en Libye sous peine de ne pas parvenir à évincer du pouvoir Mouammar Kadhafi, estime le chef d'état-major de l'armée britannique dans un entretien publié dimanche.

Dans son entretien accordé au Sunday Telegraph britannique, le général David Richards qualifie de "*succès important*" les opérations militaires menées jusqu'ici mais juge nécessaire de les faire passer sur un plan supérieur.

"*Si nous n'augmentons pas la mise, Kadhafi risque de s'accrocher au pouvoir*", estime-t-il.

"*Pour l'instant, l'Otan n'attaque pas les infrastructures en Libye. Mais si nous voulons accentuer la pression sur le régime de Kadhafi, il faut sérieusement envisager d'élargir le champ de nos objectifs*", ajoute le chef d'état-major britannique.

Réagissant sur la BBC aux propos du général David Richards, le ministre britannique de la Défense, Liam Fox, a déclaré: "*Je pense qu'il voulait faire comprendre qu'un certain nombre de pays membres de l'Otan ne sont pas très satisfaits de certaines des cibles choisies et de certains des bâtiments détruits*".

D'autres campagnes de l'Otan, en particulier celle du Kosovo à la fin des années 1990, ont montré que des frappes plus vigoureuses pouvaient être efficaces tout en exposant les populations civiles à des risques accrus.

Selon l'agence tunisienne Tap, un bateau est arrivé dans le port de Zarzis avec à son bord trois officiers libyens qui ont rompu avec les forces gouvernementales. Elle ne précise pas leurs grades mais ajoute qu'ils ont rejoint plusieurs autres officiers libyens arrivés en Tunisie par bateau ces derniers jours, signe possible de divisions croissantes dans l'armée libyenne. (Reuters 15.05)

Répétons ici ce que nous avons dit plus haut, compte tenu de cet élément nouveau, le bombardement pour ainsi dire annoncé des infrastructures et de la population civile libyenne, nous condamnons sans réserve l'intervention impérialiste en Libye. Si maintenant cette annonce n'était pas suivie d'effets, nous demeurerions sur la position que nous avons défendue depuis le début du soulèvement en Libye, c'est-à-dire, ni soutien et ni condamnation des bombardements des forces militaires du dictateur.

2- Syrie

Sept civils au moins ont été tués dimanche dans le bombardement par l'armée syrienne de la ville de Tel Kelakh, proche de la frontière libanaise, afin de réprimer un soulèvement en faveur de la démocratie, a rapporté un groupe d'activistes.

Les bombardements se sont concentrés sur les quartiers d'al-Bourdj, Ghalioun, Souk et Mahata, dit un communiqué des comités locaux de coordination.

Les comités ajoutent que les blessés n'ont guère accès aux soins parce que le principal hôpital de la ville est bouclé par les forces de sécurité et que la principale route conduisant au Liban est bloquée.

Les comités ont par ailleurs affirmé dimanche que le "dialogue national" annoncé par les autorités ne pourrait s'ouvrir qu'une fois que les tirs auraient cessé.

"Les manifestations pacifiques et la désobéissance civile se poursuivront (...) Il est moralement et politiquement inacceptable d'avoir un dialogue national avant que cessent toutes les formes de tueries et de violences contre des manifestants pacifiques (...) que l'état de siège des villes soit levé et que tous les prisonniers politiques soient libérés", dit un communiqué des comités adressé à Reuters.

Les chars de l'armée ont tiré au moins 85 obus à Tel Kelakh depuis samedi, a déclaré dimanche par téléphone un habitant de la ville frontière, Mohammad al Dandachi. *"Il semble qu'ils tirent au hasard, sans viser un quartier particulier... Ils nous punissent parce que nous avons manifesté contre le régime"*, a-t-il dit. Il a précisé qu'une quinzaine de soldats étaient postés sur le toit de l'hôpital.

Dans leur première déclaration depuis le début de la contestation, douze partis kurdes ont appelé les autorités à mettre fin aux violences contre des manifestants pacifiques. *"La Syrie se réveille. Le vaste mouvement national en faveur d'un changement démocratique exige des réformes fondamentales, l'arrêt de la répression et la fin du régime de parti unique"*, disent-ils. (Reuters 15.05)

3- Maroc

Les forces de l'ordre ont chargé dimanche à la matraque pour disperser une manifestation de quelques dizaines de personnes à la périphérie sud de Rabat réclamant davantage de démocratie au Maroc, a constaté un journaliste de l'agence Reuters.

Les protestataires, membres du Mouvement du 20 février, entendaient organiser un pique-nique contre ce qu'ils appellent un centre de détention secret où seraient retenus des islamistes.

La police anti-émeutes a poursuivi les manifestants avant même que le rassemblement ne débute, frappant certains d'entre eux à l'aide de longues matraques en caoutchouc.

On ne signale pas d'arrestations lors de cette manifestation, qui avait été interdite par le pouvoir qui nie l'existence de tout centre de détention secret.

Une autre manifestation, prévue dans la soirée à Casablanca, la capitale économique, est également interdite par les autorités. (Reuters 15.05)

4- 63e anniversaire de la "Nakba"

Des violences ont marqué dimanche aux confins d'Israël, du Liban, de la Syrie et de la bande de Gaza le jour de la "Nakba", la *"catastrophe"* que représente pour les Palestiniens la création de l'Etat hébreu en 1948.

Ces affrontements ont fait au moins huit morts et des dizaines de blessés.

Les forces israéliennes ont ouvert le feu sur des réfugiés palestiniens venus de Syrie qui voulaient franchir la clôture frontalière érigée sur les hauteurs du Golan, faisant quatre morts et plusieurs blessés, rapportent les médias israéliens.

La fusillade a éclaté dans le village de Madjdal Chams, du côté de la frontière contrôlé par les Israéliens. Dolan Abou Salah, le maire du village, a précisé à la radio qu'entre 40 et 50 manifestants avaient tenté de franchir en force la clôture frontalière.

Selon la télévision syrienne, ce sont quatre ressortissants syriens qui ont été tués alors qu'ils participaient à une manifestation anti-israélienne du côté syrien de la ligne de démarcation.

La radio israélienne a déclaré pour sa part qu'un Syrien avait été tué et trois Israéliens avaient été blessés dans la fusillade.

Israël a conquis sur la Syrie le plateau stratégique du Golan, qui domine le lac de Tibériade, durant la guerre des Six-Jours de juin 1967 et l'a annexé fin 1981. Cette annexion n'est pas reconnue par la communauté internationale.

La Syrie, où le régime du président Bachar el Assad est confronté depuis deux mois à une contestation populaire sans précédent, abrite 470.000 réfugiés palestiniens.

Pour un responsable du gouvernement israélien, *"les autorités syriennes cherchent délibérément à provoquer une crise à la frontière afin de détourner l'attention de l'opinion publique des problèmes internes qu'elles rencontrent"*.

A la frontière entre le Liban et Israël, quatre Palestiniens ont été tués par les tirs de soldats israéliens qui voulaient empêcher des manifestants de pénétrer en Israël, ont rapporté des témoins. Des soldats de l'armée libanaise avaient auparavant tiré en l'air pour tenter de contenir la foule.

"C'est de la pure provocation, inspirée par les Iraniens, à nos frontières avec la Syrie et le Liban, à l'occasion de la 'Nakba', a estimé le porte-parole de Tsahal, le lieutenant-colonel Yoav Mordechai.

Au sud-ouest d'Israël, à la frontière avec la bande de Gaza contrôlée depuis 2007 par les islamistes du Hamas, les tirs israéliens sur une foule qui s'approchait de la clôture de sécurité ont fait une soixantaine de blessés, a-t-on appris de source médicale.

Des jeunes rassemblés près d'un barrage israélien aux abords de Ramallah, en Cisjordanie, ont lancé des pierres en direction des militaires, qui ont riposté en tirant des balles en caoutchouc et de grenades lacrymogènes.

Samedi, un Palestinien de 17 ans blessé par balle la veille lors d'une manifestation à Jérusalem avait succombé à ses blessures. Il avait été blessé dans le quartier de Silouane, haut lieu de tensions, alors que des Palestiniens lançaient des pierres en direction de policiers et de colons israéliens. (Reuters 15.05)

Social

France

Jean-François Copé : je propose un service civique obligatoire de 4 mois pour tous les jeunes entre 18 et 25 ans. L'objectif est que chaque jeune s'engage pour les autres et pour son pays. Il se ferait en deux parties. Un tronc commun de 15 jours - temps de mixité sociale – dédié à la citoyenneté et au cours duquel chaque jeune définirait son projet personnel. Le service proprement dit suivrait. Il s'agirait de missions de service public. Les jeunes seraient rémunérés 350€ par mois. (20minutes.fr 15.05)

Des centaines de milliers d'apprentis, de stagiaires, d'élèves ou d'étudiants en alternance en entreprises, demain peut-être des centaines de milliers de travailleurs au RSA obligés de fournir gratuitement ou pour des cacahuètes 5 heures de travail, auxquels il faudrait ajouter des centaines de milliers de jeunes soumis à un *"service civique obligatoire"* pendant 4 mois pour un salaire de misère de 350€ par mois.

Rétablissez donc l'esclavage tel qu'il existait dans l'Antiquité, les galères et Cayenne pour les récalcitrants !

Le 17 mai

Les agences de presse et les médias sont tous branchés sur la queue de Strauss-Kahn, à croire qu'ils sont tous frustrés ou jaloux !

Aux Etats-Unis, dans cette *"grande démocratie"*, la présomption d'innocence n'existe pas, c'est au présumé coupable de prouver son innocence, autrement dit, si pour une raison ou une autre et elles ne manquent pas, vous n'êtes pas clair dans votre déclaration ou pire, vous vous contredisez sous le coup de l'émotion, ou encore que votre avocat n'est pas à la hauteur, vous êtes

bon pour la prison.

A mon avis et fort de mon expérience en Inde (ma causerie d'hier), il se peut que la femme de chambre qui n'était pas sans connaître l'identité du locataire de cette suite, savait parfaitement qu'il ne l'avait pas encore quitté, elle aurait manigancé de le provoquer pour lui imputer ensuite une tentative de viol qui aboutirait en justice à un arrangement financier en sa faveur et dont le montant se chifferait en centaines de milliers de dollars ou davantage encore. J'en suis arrivé à cette hypothèse après avoir lu une vingtaine d'articles sur ce sujet en deux jours, et comme toujours j'ai coupé les cheveux en quatre.

Bref, elle le provoque, il se prend au jeu sans flairer le coup tordu et lui saute dessus, elle se débat et hurle au viol, elle l'accuse, il nie, mais comme aux Etats-Unis c'est l'accusation qui l'emporte contre la présomption d'innocence, tous les soupçons s'abattent sur le soi-disant coupable et aucun sur la présumée victime, le coup classique sans jeu de mots.

Une affaire minable pour soutirer un maximum de fric à une personnalité plein au as, banal, trop apparemment puisque je ne l'ai lu nulle part, y compris dans les commentaires d'internautes. Ajoutons qu'il s'agissait d'une hôtel dans lequel il avait l'habitude de descendre (Selon cette même source, Dominique Strauss-Kahn s'est rendu six fois en dix-huit mois dans l'établissement new-yorkais, dont cinq fois en 2010. C'était son premier séjour cette année - libération.fr 16.05), le personnel de l'hôtel comme celui de toute entreprise n'est pas muet, qui plus est les salariés d'un hôtel de luxe où descendent des personnalités du monde entier, ils doivent en permanence avoir beaucoup de petites choses à se raconter et il est impensable qu'ils aient ignoré la présence dans cet hôtel de l'homme présenté par les médias américains comme le plus puissant de la terre après Obama. Ils viennent de nous faire le coup avec les autorités et l'armée pakistanaise qui ne savaient pas qu'elles hébergeaient Ben Laden depuis 5 ans dans une ville caserne à 80 kms de la capitale...

La femme de chambre serait une sainte femme à en croire son employeur, la police new-yorkaise ou encore les médias :

- Ophelia, la femme de chambre, originaire du Ghana et qualifiée de «*très fiable*» par les enquêteurs (lefigaro.fr 16.05)

- «*C'est une femme bien, très agréable, très amicale. Elle est en état de choc*», a déclaré une de ses collègues de l'hôtel Sofitel au journal.

- Cité par le New York Times, le concierge de l'immeuble où elle réside a raconté qu'elle avait emménagé récemment. «*Ce sont de braves gens*» (liberation.fr 16.05)

- «*elle est triste*». «*Prenez-la simplement dans vos bras lorsqu'elle revient*», aurait ajouté la direction. (lemonde.fr 16.05)

La mienne aussi se fait passer pour un ange, une femme pieuse et croyante, d'une honnêteté au-dessus de tout soupçon, plus en France qu'ici car cela marche à fond là-bas, le mouvement ouvrier compte plus de pigeons que le Vatican de Saints, alors qu'elle m'avait caché son handicap quand on s'est rencontré il y a 22 ans, une paille ! elle est partie en France pour s'y installer sans me prévenir, un détail ! elle m'a menacé un jour de me faire casser la gueule par frères parce que je ne lui céda pas, je ne me souviens plus pourquoi d'ailleurs car elle a souvent des idées à la con qu'elle abandonne aussi vite qu'elles lui sont venues à l'esprit, une autre fois de prendre tout le fric et de se barrer avec, génial ! elle a été jusqu'à faire établir dans mon dos un document remettant en cause le titre de propriété qui était à mon nom, elle a entrepris des démarches auprès du consulat de France à Pondichéry dans l'intention de faire venir deux de ses frères en France et avec lesquels elle vivrait ensuite, toujours en cachette, et quand plus tard je lui ai demandé où j'irais vivre si je voulais retourner en France, elle m'a répondu que ce n'était pas son problème et que je n'avais qu'à aller chez ma mère, quand ma fille et sa mère sont venues en vacances chez nous il y a 3 ou 4 ans, elle leur a joué la comédie de la femme malheureuse et je me suis retrouvé sous l'oeil réprobateur de ma fille et mon ex-épouse, depuis je crois qu'elles ont compris qu'elles s'étaient faites avoir, car la comédie ne se limite pas à des mots, y sont associés la posture pour les rendre plus crédibles, les sanglots, les lamentations jusqu'aux larmes, sans fournir le moindre détail qui permettrait de la confondre avec ses mensonges, tout est du domaine de l'émotion et de la subjectivité, c'est très subtil et pervers à la fois, pas un doigt d'objectivité dans tout cela et vous voilà accusé de tout et n'importe quoi.

Je vais vous dire un truc imparable qui corrobore ce que je viens de raconter.

Quand il y a un décès ici, les rôles entre les hommes et les femmes sont bien répartis : les hommes s'occupent des funérailles, les femmes pleurent et poussent des cris. Sont invités à participer à cette mascarade des gens qui n'avaient pas forcément des relations intimes ou proches avec le défunt, les voisins, les collègues de travail, les amis ou copains des membres de la famille, parmi lesquels des femmes qui spontanément se mettent à verser des torrents de larmes et se mettent à gémir, se frappent la poitrine et j'en passe tellement c'est lamentable.

Lors des mariages ou d'autres évènements familiaux, vous assistez à des scènes exactement inverses où chacun se répand en compliments et sourires stupides ou hypocrites, vous vous dites que tous ces gens-là se connaissaient bien, en fait pas du tout, cela fait partie du spectacle que l'on appelle ici (et ailleurs) culture, culture de l'hypocrisie poussée au point qu'il faut être un observateur avisé pour en comprendre le mécanisme ou la démasquer. La tromperie est totale puisqu'absolument personne ne se permettrait d'aborder ce sujet.

Cela fait 17 ans (au total) que je vis en Inde et il m'arrive encore de me faire berner par des gens qui jurent dire la vérité et me demandent de les croire sous peine de les froisser et d'hurler au scandale, alors qu'elles mentent comme des arracheurs de dents, j'aurais presque envie de dire qu'il faut le vivre pour le croire tellement cela paraît incroyable, incensé, cela dépasse l'entendement.

Dire la vérité est considéré comme un acte de faiblesse ici, c'est Magueswary qui m'a expliqué cela, alors que mentir est normal pour se protéger puisque tout le monde ment. Argument imparable pour se justifier ensuite, pour tout justifier, et moi de répondre que c'est vraiment une vie, des rapports et un pays de merde, car on ne peut jamais vivre avec la conscience tranquille en agissant de la sorte, ce n'est pas possible, jusqu'au moindre petit plaisir qui est littéralement gâché car plane toujours dessus l'ombre de l'hypocrisie.

Ce que je vous ai raconté ici est terrible mais strictement fidèle à la vérité, hélas !

Vous en voulez une petite dernière si vous n'avez pas déjà gerbé.

Le sale type qui devait acheter notre maison et qui avait légalement trois mois pour nous régler la totalité du montant de la vente sur lequel nous nous étions mis d'accord sous peine de perdre les arrhes qu'il nous avait versés, maintenant il m'accuse d'avoir été malhonnête avec lui parce qu'il a changé d'avis et ne veut plus l'acheter, tout cela pour que je lui rende ses arrhes, alors que j'ai respecté à la lettre notre accord.

Mais c'est même dans les choses les plus infimes qu'ils agissent de la sorte, ils n'ont aucun scrupule, absolument aucune dignité et se foutent de passer pour des voleurs.

Avant-hier j'achète des citrons 5 roupies pièce à un marchand où je me rends une ou deux fois par semaine depuis 11 ans, je suis donc un bon client, il me connaît bien, je lui fait la réflexion qu'ils sont plutôt chers ces citrons, il m'assure que c'est le prix normal. Hier j'en ai achetés à un autre boutiquier à cinq cent mètres de l'échoppe du précédent commerçant et je les ai payés moitié moins chers !

Vous voulez savoir ce que me répondrait le boutiquier qui m'a fait payé 5 roupies mes citrons si je lui expliquais que le lendemain je les avais payés moitié moins chers ailleurs ? Je le sais pour l'avoir entendu de la bouche de plus d'un boutiquier. Il me répondrait avec un aplomb extraordinaire, que je lui ai acheté des citrons au prix qu'il me les avait proposés, imposés en fait, et que j'étais libre d'accepter ou non et d'aller voir ailleurs, il ne m'a pas forcé à les acheter, donc il ne m'a pas volé, c'est moi qui ait accepté d'être volé en quelque sorte, après tout je n'ai à m'en prendre qu'à moi-même, c'est moi le coupable, alors que je ne pouvais pas deviner le prix d'un citron pratiqué sur le marché. Ce n'est jamais eux les fautifs, eux ils sont parfaits, de braves et honnêtes gens, qui plus est se rendent au temple, à la mosquée ou à l'église chaque semaine, en réalité ils ont la foubardise dans le sang et gare à celui qui ne le sait pas.

Cela étant dit, la palme du crétinisme toutes catégories confondues revient à la féministe, ouvriériste et tiers-mondiste de service :

- Christine Poupin, porte-parole du NPA, se dit «*choquée par les réactions de compassion à DSK, sa famille et ses proches. Et la femme (de ménage) alors?*». «*La première chose si les faits sont avérés, c'est que ce serait une agression contre une femme*» et donc «*quelque chose d'extrêmement sérieux*» qui «*renvoie aux violences faites aux femmes*». (libération.fr 16.05)

Pensez-vous, une malheureuse femme de ménage face à l'affreux directeur du FMI, il n'y a pas photo, c'est forcément lui le coupable ! C'est marrant, quand un ou des militants de base remettent en cause leurs dirigeants ou leur politique, ce sont forcément ces derniers qui ont le dernier mot ou raison. Voilà qui va encore encourager les travailleurs à s'organiser, bravo ! Quelle médiocrité !

Vous allez peut-être penser que je perds mon temps ici comme avec l'affaire Ben Laden, pas vraiment selon moi, car cela permet de mieux cerner qui est qui, de jauger les capacités intellectuelles de chacun et les facultés psychologique des uns et des autres si importantes en politique et pas seulement dans les actes de la vie quotidienne.

Vous aurez noté que je n'ai pas prononcé d'accusation définitive dans un sens ou un autre à défaut d'éléments suffisants pour affirmer quoi que ce soit, j'ai simplement recadré un aspect de cette histoire qui étrangement a échappé à tous les commentateurs, à l'exception toutefois des adeptes de la théorie du complot qui délirent sur cette affaire, alors qu'ils avaient parfaitement raison dans celle sur Ben Laden. Comme quoi toute hypothèse ou théorie mérite notre attention jusqu'à preuve du contraire et cela sans a priori dans un sens ou un autre.

Je vous ferai grâce de toutes les contrevérités qui ont pu sortir dans les médias sur cette affaire ou sur Strauss-Kahn en général.

Notons que si le NPA a remporté haut la main la palme du crétinisme, l'UMP a remporté celle de l'ordure par la voie de

Bernard Debré :

- *"Il faut sortir de l'hypocrisie. Ce n'est pas la première fois que DSK se livrait à ce genre d'agissements au Sofitel. C'est là qu'il descendait toujours. Ça s'est produit plusieurs fois et depuis plusieurs années. Tout le monde le savait dans l'hôtel",* déclare Bernard Debré, actuellement en déplacement en Chine.

"Les employés étaient sur le point de se révolter, ajoute-t-il. La direction était au courant mais jusque-là n'osait rien dire. Elle a étouffé toutes les autres affaires. D'autres femmes de chambre avant Ophelia - une femme charmante de 32 ans qui travaillait très bien - avaient été agressées". (lexpress.fr 16.05)

- Le démenti de Sofitel

La direction d'Accor s'incrit en faux contre les accusations répétées du député UMP de Paris, Bernard Debré, qui évoquait des précédents.

Si, en 2010, le patron du FMI est descendu à cinq reprises au Sofitel de New York, dont une fois en septembre, une en octobre et une en novembre, aucun incident n'a été signalé.

Passons aux infos en bref, on causera politique demain pour nous changer les idées !

Politique

1- Syrie

Une fosse commune a été découverte, lundi 16 mai, à Deraa, dans le sud de la Syrie, par des habitants de la ville, a annoncé un militant des droits de l'homme. Le 25 avril, l'armée avait investi la ville, située à 100 km au sud de Damas, pour mater la contestation, avant d'entamer son retrait, le 5 mai.

"L'armée a autorisé aujourd'hui des habitants à sortir de leur maison deux heures par jour", a précisé Ammar Qurabi, de l'Organisation nationale pour les droits de l'homme en Syrie, joint par téléphone par l'AFP en Egypte. *"Ils ont découvert une fosse commune dans la vieille ville, mais les autorités ont aussitôt mis en place un périmètre autour de la zone pour empêcher les habitants de chercher les corps, promettant que certains seraient remis plus tard",* a-t-il ajouté. M. Qurabi a dit ignorer le nombre de personnes enterrées dans la fosse commune.

La répression des manifestations a fait, selon les organisations des droits de l'homme, au moins sept cents morts, dont plusieurs centaines à Deraa.

L'organisation américaine Human Rights Watch a indiqué que le régime traque désormais les proches des opposants politiques et des défenseurs des droits de l'homme. *"Les dirigeants de la Syrie parlent d'une guerre contre des terroristes, mais ce que nous voyons sur le terrain, c'est une guerre contre des Syriens ordinaires – des avocats, des militants des droits de l'homme, des étudiants – qui réclament une réforme démocratique",* a déclaré dans un communiqué Sarah Leah Whitson, directrice de l'organisation pour le Proche-Orient.

Selon l'ONG, les forces de sécurité ont dans certains cas détenu des proches et des voisins d'opposants au régime du parti Baas afin de savoir où ces derniers se trouvent. *"Le gouvernement syrien exploite toutes les solutions possibles pour détenir et punir ceux qui appellent à des réformes civiques dans le pays",* a dit Mme Whitson, ajoutant que beaucoup de militants avaient en réponse décidé de cacher leur famille. (lemonde.fr 16.05)

2- Egypte

La police anti-émeutes a fait usage de gaz lacrymogènes et ouvert le feu au Caire dans la nuit de dimanche à lundi pour disperser plusieurs milliers de manifestants pro-palestiniens rassemblés devant l'ambassade d'Israël. Au moins 353 personnes ont été blessées et 185 interpellées, selon le ministère égyptien de la Santé et un responsable des services de sécurité.

Les manifestants rassemblés au Caire ont mis le feu à un drapeau israélien, scandé des slogans hostiles à Israël et réclamé l'expulsion de son ambassadeur ainsi que la fermeture de la mission diplomatique. (AP 16.05)

3- Algérie

Le ministre algérien des Anciens combattants, Mohamed Chérif Abbas, a estimé dimanche que les massacres perpétrés le 8 mai 1945 par les troupes coloniales françaises à Sétif et sa région (Est) envers des manifestants indépendantistes *"resteront à jamais*

une honte dans l'histoire de ce pays". M. Abbas, qui s'exprimait à l'université de Guelma (540 km à l'est d'Alger) à l'ouverture d'un colloque international consacré à ces événements, a ajouté que des "crimes d'une telle atrocité et d'une telle sauvagerie ne peuvent être oubliés ou faire l'objet d'une quelconque prescription", selon des propos rapportés par l'agence officielle APS. Il s'agit, a affirmé le ministre, "d'une page douloureuse de l'histoire que l'Algérie ne peut tourner".

Le 8 mai 1945, alors que la France célébrait la victoire sur le nazisme, des manifestations d'Algériens ont eu lieu à Sétif, Guelma et Kherrata pour réclamer l'indépendance. Elles seront réprimées dans le sang par l'armée française et des milices pendant plusieurs jours. Selon les sources, la répression a fait entre 20.000 et 45.000 morts, alors qu'une centaine d'Européens ont été tués.

Lancé par des députés de la majorité présidentielle, une proposition de loi criminalisant le colonialisme a été gelée par le gouvernement. A ce jour, le texte n'est toujours pas programmé à l'agenda du Parlement en raison de "*considérations diplomatiques et juridiques*", d'après le président de l'Assemblée nationale, Abdelaziz Ziari.

Ce projet se veut comme une réponse à la loi française controversée du 23 février 2005 dont l'article 4 vante le "*rôle positif*" de la colonisation. Les relations entre Alger et Paris sont régulièrement parasitées par la polémique sur le passé colonial de la France en Algérie. Ancienne colonie française de 1830 à 1962, l'Algérie a obtenu son indépendance au bout de sept ans et demi de guerre (1954-1962). (lepcf.fr 09.05)

Quel était alors le ministre qui ordonna ce massacre ? Un certain François Mitterrand. Ce qui n'empêcha pas le PCF de s'allier avec le PS ou d'autres formations politiques d'appeler à voter pour lui en 81. Au diable les principes quand on a une conception de la lutte de classe à géométrie variable en fonction des intérêts de son appareil, que l'on fait volontiers passer pour les intérêts de la classe ouvrière.

Social

France

Un mouvement de grève débute mardi dans les crèches parisiennes, à l'appel de six syndicats (CFDT, CFTC, CGT, Supap-FSU, UCP et Unsa). Ces derniers protestent contre un manque d'effectifs dans la capitale.

«Les personnels sont très fatigués. Il nous est impossible de travailler dans ces conditions, nous sommes obligés de pallier au quotidien le manque d'effectif», expliquait Françoise Riou, une porte-parole de l'intersyndicale dans Le Parisien. *«Nous réclamons la création d'un volant de remplacement équivalent à deux personnes par établissement et le remplacement de la prime d'assiduité par une prime forfaitaire de 1.500 euros par an.»*

Le mouvement devrait se poursuivre jusqu'à vendredi. (20minutes.fr 16.05)

Le 18 mai

Je suis resté éveillé jusqu'à l'arrivée de ma compagne à 4h30 du matin, ensuite nous avons débarrassé et rangé ses affaires ce qui nous a emmené jusqu'au lever du jour sur les coups de 6h, ensuite je n'ai dormi qu'1h30 avant de me mettre au boulot, donc je suis claqué pour la journée. Je n'ai pas eu le temps de fignoler cette causerie que je compléterai demain.

J'ai reçu plusieurs courriels dont un assez long sur Strauss-Kahn auquel je réponds ici. C'est intéressant d'observer comment des camarades peuvent faire une lecture totalement différente, voire opposée de ma causerie d'hier. Si je me suis attardé longuement sur la possible manipulation dont il aurait pu être victime de la part d'une femme de chambre, j'en ai expliqué les raisons en faisant un parallèle avec ce que je vis en Inde, et je n'ai pas écarté pour autant qu'il pourrait être coupable des faits qui lui sont reprochés, rappelant qu'en l'absence d'éléments déterminants pour fonder notre opinion, nous nous abstenons de porter un jugement définitif sur cette affaire en cours.

Que le personnage nous soit peu sympathique, c'est un euphémisme, car non seulement il incarne l'ennemi que nous combattons, mais il incarne aussi la pourriture qui a gangrené le mouvement ouvrier. Que son sort nous laisse indifférent, est un truisme, il peut pourrir en prison le restant de ses jours qu'on n'ira pas pleurer sur son sort. En revanche, on ne peut pas se réjouir du traitement que lui inflige le législateur ou les médias en bafouant la présomption d'innocence, car dans le cas contraire on devrait légitimer qu'ils appliquent le même procédé envers des militants du mouvement ouvrier injustement emprisonnés faute de preuves suffisantes pour les innocenter dès le départ d'une instruction judiciaire. La haine qu'on éprouve envers les représentants du capitalisme et la soif de vengeance que suscitent légitimement les injustices et les inégalités qu'ils nous font subir, ne doivent pas nous aveugler au risque de cautionner des pratiques que l'on réprouve et qui pourraient se retourner contre nous.

La conception de la justice du législateur aux Etats-Unis ou ailleurs est une conception de classe qui sert avant tout à protéger

les intérêts fondamentaux de la classe dominante, il ne faut pas le perdre de vue. Pour un Bernard Tapie ou un Bernard Madoff envoyé en prison, des centaines de Tapie ou Madoff passent à travers les mailles du filet de la justice, tandis que les prisons sont pleines de pauvres types qui n'appartiennent pas à leur milieu social et que la société a conduit à commettre des délits. Leur justice s'avère ainsi très sélective envers les nantis, mais implacables envers la plèbe.

On ne peut même pas se réjouir d'un rendu de justice favorable ou correspondant à l'idée qu'on s'en fait, dans la mesure où le reste du temps la main du bourreau s'abat sur les plus faibles, histoire de bien faire comprendre à la classe ouvrière qu'elle n'a pas intérêt à remettre en cause l'ordre établi sous peine d'un sévère châtement, et il faut avouer que cela fonctionne très bien, puisque les masses témoignent d'un respect presque sans borne pour les institutions et le régime en place.

Quand les représentants du capitalisme se font justice eux-mêmes, ils signifient par là à l'adresse du bas peuple : voyez comme nous sommes puissants, ne vous avisez pas à nous provoquer car nous serions impitoyables à votre égard, restez sagement à votre place, acceptez tranquillement votre (triste) sort et tout ira bien pour vous, et si vous avez des droits à faire valoir, utilisez les outils de la démocratie que nous avons mis à votre disposition à cet effet.

Quand un juge ou un jury condamne un patron, c'est leur justice à travers ses lois et ses institutions qui le condamne et non la nôtre ou les nôtres, car il ne faut jamais oublier qu'elle agit au nom et pour le compte des intérêts de la classe dominante même si elle prétend agir au nom de l'intérêt général, or ce n'est pas notre classe qui est dans cette situation mais bien celle des capitalistes et l'intérêt général correspond à leurs intérêts spécifiques. Non, la justice ne se retourne pas contre ceux qui l'ont forgée, on peut facilement se leurrer à cet égard et se réjouir hâtivement, car elle incarne seulement la domination d'une classe sur autre qui dispose de tous les pouvoirs.

Les lignes suivantes ont été rédigées dans la nuit.

Si on peut justifier que le plus pauvre s'en prenne à moins pauvre que lui et ainsi de suite, c'est la jungle, dans ce cas-là veut mieux opter pour le gangstérisme que la lutte des classes pour s'en sortir. D'autant plus qu'il s'agit d'un moyen individuel pour régler un cas individuel qui ne règle en rien le problème collectif que nous avons à résoudre.

Partant de ce principe n'importe qui peut se considérer frustré ou victime d'une injustice par rapport à son voisin, et à partir de là juger légitime de lui faire la peau par exemple. On met là me semble-t-il le doigt dans un engrenage qui ne connaît pas de limite et doit se terminer par l'extermination des plus faibles par les plus puissants.

C'est d'ailleurs ce qui se passe avec le droit américain que les médias présentent comme impartial en expliquant que le plus faible et le plus puissant sont traités de la même manière et peuvent se retrouver derrière les barreaux, alors qu'en réalité ce sont uniquement quelques brebis galeuses parmi les puissants dont l'élimination ne pose aucun problème, qui subiront un jour ce traitement ou châtement, pendant que les véritables maîtres du pays, ceux qui détiennent des fortunes colossales ne seront jamais inquiétés.

La débauche ou la perversité sexuelle, l'abus de pouvoir qu'autorise l'argent, sont parmi les aspects les plus sordides du capitalisme avec la luxure. Ils sont l'apanage des puissants qui ont fait des lois pour les châtier sans pour autant qu'elles puissent les atteindre, sauf cas exceptionnellement rare, ce sont plutôt leurs agents, dont leurs représentants politiques, les traders ou autres intermédiaires, qui peuvent facilement être rattrapés par ces lois, dès lors que leurs maîtres n'ont plus besoin de leurs services ou qu'ils sont devenus trop encombrants, c'est un moyen légal de les éliminer.

Bien que j'éprouve une haine viscérale pour le capitalisme et ses représentants, je n'arrive pas à éprouver cette sensation envers Strauss-Kahn dans cette affaire en admettant qu'il soit coupable. Pourquoi, je n'en sais rien, peut-être parce que j'ai trop de mépris à son égard ou parce qu'il ne représente pas grand chose en réalité. Il n'est qu'un vulgaire pion sur un échiquier, que la façade d'une institution dont l'impérialisme américain tire les ficelles. Certes il est riche à millions, mais à ma connaissance il n'est pas propriétaire ou actionnaire majoritaire d'une banque, d'un fond de pension, d'une compagnie d'assurance ou d'une multinationale, en dehors de sa fonction et son titre il n'est rien et ne détient aucun pouvoir. Obama n'est qu'une marionnette entre les mains du club des milliardaires américains qui contrôlent l'économie américaine, comme tous ses prédécesseurs. Au cours de la guerre qu'ils mènent entre eux, ils peuvent être amenés à supprimer un président (JFK) ou le faire chuter avant la fin de son mandat (Nixon).

Pour préciser ma pensée, j'éprouve davantage d'indifférence envers DSK que du mépris, ce qui est pire encore. Je méprise un adversaire qui se présente sans masque, par exemple l'UMP, et je réserve mon indifférence à ceux qui défendent les mêmes idées en les camouflant derrière un masque, par exemple le PS, chez eux c'est à la fois le contenu et le procédé qu'ils emploient pour parvenir à leurs fins qui sont antinomiques avec notre combat et notre objectif politique.

Sarkozy, il annonce la couleur, il est le président des riches, très bien, au moins nous sommes fixés. Au PS ils se présentent comme des représentants des intérêts du peuple, alors qu'en réalité ils représentent avant tout les intérêts des capitalistes, de manière à faire croire que la démocratie existerait pour le plus grand nombre dans le pays, alors qu'elle est réservée à une minorité de nantis. Les jeunes tunisiens fraîchement arrivés en France sont en train de comprendre qu'on les a trompés sur la

marchandise qu'on leur a vendue, ils sont en train de réaliser que la démocratie en général est une façade de la dictature du capital contre laquelle ils ont lutté dans leur pays et dont Ben Ali n'incarnait qu'un aspect parmi d'autres.

L'existence du PS ne sert qu'à légitimer cette démocratie étriquée et assurer sa survie, car s'il n'existait pas, on se retrouverait dans une situation où il n'existerait plus au niveau institutionnel que des partis ouvertement pro capitalistes et il serait alors impossible de faire passer un tel régime pour une démocratie, sans compter que de nouveaux partis ouvriers cette fois verraient le jour et pourraient contester ensuite le pouvoir en place...

Strauss-Kahn peut sortir libre vendredi prochain ou retourner en cellule en attendant d'être juger et de prendre une lourde peine de prison, cela m'indiffère totalement.

Sur le plan politique, je n'ai pas suivi de près les gesticulations des uns et des autres depuis déjà des mois au PS, on avait franchement d'autres questions plus importantes à traiter au quotidien, le développement de la situation révolutionnaire en Afrique du Nord et au Moyen et Proche-Orient notamment.

Si maintenant on doit consacrer une partie de notre temps déjà compté à l'élection présidentielle plus d'un an avant qu'elle ait lieu, autant dire que notre combat politique va se retrouver confiné sur le plan institutionnel. Le jeu qui consiste à savoir quel sera le meilleur pion pour incarner une politique que l'on connaît à l'avance présente peu ou aucun intérêt, on a mieux à faire à dénoncer et combattre l'alliance passée entre l'UMP et le PS pour combattre la classe ouvrière et soutenir le capitalisme et les institutions.

Laissons les choses se décanter, ensuite on pourra tirer à boulets rouges sur la politique incarnée par les candidats à la candidature au PS pour 2012. D'ailleurs, je ne suis pas sûr que cela passionne vraiment les travailleurs qui ont d'autres questions à régler quotidiennement.

Un dernier mot. Un camarade ne partage pas l'appréciation que j'ai portée hier sur la sortie de Christine Poupin, porte-parole du NPA, j'en reproduis ici un extrait :

- «*La première chose si les faits sont avérés, c'est que ce serait une agression contre une femme*» et donc «*quelque chose d'extrêmement sérieux*» qui «*renvoie aux violences faites aux femmes*». (libération.fr 16.05)

Aurait-il agressé un homme dans d'autres circonstances qu'on n'en parlerait même pas, mais là il s'agit d'une femme, qui plus est une femme d'origine africaine, donc le cas mérite forcément une attention soutenue, il doit être jugé *extrêmement sérieux*. Peut importe qu'elle mesure 1,80 et qu'elle ait 32 ans face à un vieux crouton plus petit qui ne parvient plus tout à fait à maintenir la tête haute au-dessus de ses deux épaules sans fatiguer, et qui présente les mêmes tics ou spasmes au niveau des yeux et des arcades sourcilières que les personnes atteintes du syndrome de Stelle Richardson ou une autre maladie dégénérative du cerveau ou peut-être annonciateurs d'un état grabataire précoce et qui lui donne un regard débile, j'en fus frappé en me souvenant que mon père atteint de cette terrible maladie avait la même expression, mais à un stade avancé il l'avait en permanence.

Une femme serait forcément un être faible et sans défense, vulnérable, alors qu'un homme serait un rustre ou une brute épaisse. Il se trouve que je mesure 1,65m et que j'ai vécu pendant dix ans avec une femme qui mesurait 1,80, qui parfois était prise de crises d'hystérie au cours desquels elle m'envoyait à la figure ce qui lui tombait sous la main, c'est arrivé rarement, mais je m'en souviens suffisamment pour avouer que je n'en menais pas large quand cela se produisait. Bref, on va loin avec de tels clichés.

Je ne tiens pas particulièrement à accuser cette femme de chambre, je remets simplement les choses à leurs places en démolissant des contrevérités grotesques. Je ne me lancerai pas dans la défense des hommes, je préciserai cependant que les femmes ont d'autres cordes à leur arc pour pourrir la vie des hommes ou les tenir à leur merci dont les hommes ne disposent pas, notamment le harcèlement ou le chantage psychologique qui présente l'avantage de ne pas laisser de traces, mais peut provoquer des ravages dans la tête d'un homme, de le pousser à la faute pour obtenir un divorce en sa faveur et la garde des enfants par exemple, le coup classique.

Ne reconnaissant nullement l'égalité des hommes et des femmes sur le plan biologique, morphologique ou psychologique, comme il m'est impossible de reconnaître une égalité dans tous les domaines entre deux hommes, je ne m'aviserai pas à déterminer sans connaître avec précision ce qui s'est réellement passé dans cette suite, lequel des deux était en position de force par rapport à l'autre. A ce stade de l'enquête, bien malin celui qui peut répondre à cette question et peu importe qu'on soit en présence d'un homme et d'une femme, seuls les faits comptent.

J'ai lu ce matin que la direction de l'hôtel diffusait à ses employés la liste des VIP (Very important person), c'est elle qui a communiqué cette information, donc la présence de Strauss-Kahn dans cet établissement était connu de tous les employés, ce qu'a nié cette femme qui ignorait son identité, pourquoi pas.

J'ai lu également qu'elle avait traversé plusieurs pièces avant de se retrouver dans la chambre de DSK située tout au fond de cette suite sans avoir remarqué le moindre effet personnel qui lui aurait laissé penser que quelqu'un était encore présent dans les

lieux et s'en assurer à haute voix des fois qu'une personne s'y trouverait encore, pour ensuite se retrouver face à lui tout nu sortant de son bain.

Pourquoi n'a-t-elle pas fait immédiatement demi-tour ou ne s'est-elle pas aussitôt enfuie en courant, car visiblement elle s'était retrouvée dans une situation plutôt embarrassante, pour un peu il aurait pu porter plainte contre elle à la direction de l'hôtel, pourquoi est-elle restée plantée là ? S'est-il dit que l'occasion était trop belle pour tirer un coup à moindre frais le sachant porté sur la chose ? Nul ne le sait et on s'en fout, encore une fois ce qui nous intéressait ici c'était le traitement qui était réservée à une information qui en dit davantage que de longs discours.

Assez avec cette histoire.

Sur le PdG et mai 81

Le 10 mai 81 vu par Jean-Luc Mélenchon (Lundi, 16 Mai 2011)

- Que faisiez-vous en mai 1981 ?

- Comme tous les socialistes partisans du programme commun et de la candidature de François Mitterrand qui l'incarnait : je militais. Nous militions. Intensément. Seuls contre tous, au premier tour. Car même au PS, beaucoup s'attendaient à une défaite.

Tiens donc, pour autant que je me souviens, de notre côté nous étions sûrs de la victoire de Mitterrand. Mais bon, à la différence de Mélenchon, lui quand il dit qu'il militait il veut dire par là qu'il brassait du vent dans les allées des institutions de la Ve République, tandis que nous nous tapions tous les matins et soirs, porte à porte dans les HLM, diffusion sur le marché, à l'entrée des boîtes, distribution de tracts, collages, etc. En écoutant les réactions des travailleurs, nous anticipions que Giscard allait être battu.

- Quel souvenir gardez-vous du 10 mai ?

- Aucun autre que ceux de tout le monde. J'étais cependant glacé par l'immensité de l'évènement. Rappelez-vous ce que vous avez ressenti le soir du 29 mai 2005 quand vous avez appris la victoire du « Non ». Ajoutez-y un programme révolutionnaire victorieux et vous comprendrez ce que je cherche à décrire.

Tu parles, je m'en souviens parfaitement comme si c'était hier, absolument aucun travailleur parmi les centaines et centaines avec lesquels j'ai été en contact pendant la période électorale ne m'a sorti un truc pareil, à savoirs que le PS aurait eu un programme révolutionnaire, pas un seul travailleur n'a cru un instant que le PS allait changer radicalement la société, c'est une pure vue de l'esprit, une invention de Mélenchon.

- Qu'est-ce qui a permis le 10 mai 81? On présente cette victoire comme celle d'un homme ; est-ce aussi simple ?

- L'homme y avait sa part. Son opiniâtreté, sa solidité intellectuelle, son art du combat avaient été décisifs.

T'as raison, valait mieux ne pas s'apesantir sur son passé peu glorieux ou ses effets d'arme franchement réactionnaires. Passons sur ses fréquentations qui étaient encore pire.

A aucun moment il ne dira que les travailleurs avaient ainsi exprimé leur rejet de la politique réactionnaire menée par Giscard (UDF), il oubliera aussi de citer les grèves qui commençaient à se répandre à travers tout le pays. Et pour cause, Mitterrand ne fera que la reprendre à son compte par la suite.

- Un documentaire-fiction sur le 10 mai, réalisé par Serge Moati, explique que l'espoir était trop grand pour ne pas être déçu, qu'en dites-vous ? Est-ce que la rigueur était inévitable ?

- (...) Mai 1981 est une révolution citoyenne qui a gelé sur pied. Mais rien n'était écrit d'avance. Ceux qui dirigeaient notre combat avaient une pratique trop institutionnelle du changement politique et social. L'implication populaire fut absente. Elle ne fut aucunement stimulée.

Gardez-la bien au frais, elle n'est pas près de dégeler ! Remarquable comme réponse pour camoufler que Mélenchon a exactement la même conception de la lutte des classes que ceux qu'ils dénoncent ici, quand on lui parle de réaliser l'unité et d'organiser la montée sur Paris contre les licenciements ou la contre-réforme des retraites, il répond qu'il va déposer un amendement à l'Assemblée nationale ou que la loi est votée et qu'il faut faire avec ! Sa réponse à la question suivante le confirme.

Quand il dit que "*l'implication populaire fut absente*", il ment comme je l'ai rappelé plus haut puisqu'au même moment il y avait de nombreux mouvements sociaux à travers tous le pays. Plusieurs scandales avaient également émaillé la mandature de

Giscard, l'affaire Elf déjà et les avions renifleurs, les diamants de Bokassa notamment. Pour un peu, si Mitterrand n'a pas mis en oeuvre une politique ouvrière, ce serait de la faute des travailleurs eux-mêmes, véritable parole de renégat qui ne vaut guère mieux que les stalinien.

- Quelles leçons tirez-vous pour le futur, 2012 ?

- (...) Il faut un programme de rupture avec le capitalisme et une stratégie politique en cohérence.

Exactement comme en 81, pile poil au mot près ! Ayons un programme qui donne l'impression que l'on va changer quelque chose en profondeur, cela ne mange pas de pain, on va berner les plus naïfs ou profiter de leur profond rejet de Sarkozy, ensuite on poursuivra la politique de Sarkozy à la manière de Papandréou ou Zapatero par exemple, après au nom de la fatalité on expliquera qu'on ne peut pas faire autrement, sinon on collera cela sur le dos des travailleurs qui n'auront aucune raison de se mobiliser autour du PS, pas plus qu'en 81 quand ils n'avaient déjà plus d'illusions dans ce parti. Le procédé qui consiste à prêter des illusions aux travailleurs qui n'en ont pas, permet de camoufler ses réelles intentions qui coïncident justement avec ces illusions. S'il fallait en chercher, c'était du côté des militants du mouvement ouvrier, de la petite-bourgeoisie et des couches moyennes plutôt que chez les travailleurs en général.

A l'époque, la majorité de la classe ouvrière était déjà bien embourgeoisée, le mot d'ordre unité PS-PCF avait effectivement un sens pour les travailleurs, uniquement dans la mesure où il leur permettait d'espérer que cette tendance se confirmerait sous Mitterrand, mais à aucun moment ils n'ont émis l'hypothèse qu'il pourrait remettre en cause les fondements du capitalisme, ils n'y pensaient même pas, tout comme aujourd'hui ils ignorent totalement ce que cela pouvait signifier et quelles en seraient les conséquences sur la société.

En réalité, en 1981 comme en 2011 tout le problème est là, l'absence totale de conscience politique et de compréhension du fonctionnement de la société par la quasi-totalité des travailleurs manuels ou intellectuels, et aujourd'hui pas un seul parti ouvrier ne popularise les idées ou le contenu du socialisme, et pour cause, ils rejettent cette analyse.

On devrait leur décrire pas à pas et en détail en quoi consisterait le mécanisme et la dynamique qui conduiraient à la transformation de la société sur la base de la remise en cause des fondements du capitalisme, en quoi consisterait précisément cette remise en cause, afin qu'ils comprennent qu'on ne leur propose pas de se lancer à l'aveuglette dans une aventure dont on ne maîtriserait pas les tenants et les aboutissants, mais qu'au contraire on maîtrise parfaitement notre sujet et on sait parfaitement par quelles étapes il faudra impérativement passer pour aboutir à l'objectif que l'on s'est fixé. Sinon inévitablement on passe pour des bricoleurs, des amateurs, des dilettantes, des charlots ou des charlatans et c'est tout à fait normal, j'aurais la même réaction qu'eux à leur place.

On fera ceci, on fera cela, vous verrez que vos revendications seront satisfaites, on se contente de slogans bon marché, mais personne va vous croire sur parole, les travailleurs exigent un programme économique et social qui tienne la route, ils ont l'impression d'avoir quelque chose à perdre, c'est leur état d'esprit, il faut donc faire avec, ils ne sont donc pas prêts à se lancer dans une aventure qui pourrait se solder par la perte de ce qu'ils possèdent, c'est en tout cas ainsi qu'ils réagissent à tout discours de militants bornés et dogmatiques ou des arguments à l'emporte-pièces. Ils préfèrent encore voter par dépit pour des partis susceptibles de parvenir au pouvoir, tout en sachant qu'ils sont pourris et qu'ils n'ont rien à en attendre fondamentalement. Ce n'est pas logique comme attitude au premier abord ou paradoxalement, ils expriment à leur manière leur subordination non pas à des partis, mais dans le régime et les institutions dans une moindre mesure.

Soit il faut que les conditions de travail et d'existence des exploités se détériorent dans des conditions telles qu'ils ne peuvent plus vivre comme avant ou s'en sortir au quotidien pour commencer à se poser des questions sur leurs conditions d'esclavage ou se révolter carrément, c'est le terrain à partir duquel ont démarré des soulèvements révolutionnaires en Afrique du Nord, soit il faut qu'ils prennent conscience des rapports qui régissent la société pour entrevoir les moyens pour les changer.

Comme ni l'une ni l'autre de ces conditions n'est réunie encore moins la combinaison des deux, il n'y a absolument aucun changement politique à espérer dans un avenir proche, d'autant plus que le parti révolutionnaire est quasiment inexistant. Ne pouvant pas compter sur une très violente et profonde dégradation des conditions de travail et de vie des travailleurs dans les mois à venir pour les faire réagir, on ne peut compter que sur le facteur subjectif pour aller de l'avant pas à pas en relation avec la défense de leurs acquis, en gagnant patiemment un par un les travailleurs au socialisme.

Le bêtisier du jour.

- La chanteuse Juliette : «*Pour vivre heureux, soyons ce que nous sommes profondément*» (20minutes.fr 17.05)

C'est assurément ce que doivent se dire les clochards tous les matins au lever du soleil !

Politique

1- France

Un ancien agriculteur cité au procès d'Yvan Colonna a accusé ce mardi des policiers d'avoir «*fabriqué de fausses preuves*» au cours de leur enquête sur l'assassinat du préfet Erignac en 1998, alors qu'ils se concentraient sur la piste dite «*agricole*».

Pendant les mois qui ont suivi l'assassinat de Claude Erignac, le 6 février 1998 à Ajaccio, les enquêteurs avaient soupçonné le milieu du syndicalisme nationaliste corse, qui militait alors pour une annulation des dettes du secteur.

Serge Garracio travaillait à l'époque avec Dominique-Mathieu Filidori, agriculteur et leader syndicaliste, qui avait été arrêté et mis en examen pour complicité d'assassinat, avant de bénéficier d'un non-lieu en 2002.

Parmi les éléments retenus contre Dominique-Mathieu Filidori, figuraient des explosifs hors d'usage découverts sur son domaine agricole lors d'une perquisition en septembre 1998.

Serge Garracio a affirmé, devant la cour d'assises spéciale de Paris, que Roger Marion, ex-patron de la police antiterroriste, et Eric Battesti, de la direction centrale des renseignements généraux, l'avaient contraint à déposer ces explosifs. Roger Marion «*m'a donné les explosifs et un détonateur, et m'a dit de les déposer*», a-t-il assuré. «*M. Marion a fabriqué de fausses preuves*».

«*Avez-vous été entendu par l'IGPN?*», a demandé Me Eric Dupond-Moretti, l'un des avocats d'Yvan Colonna à Serge Garracio, qui a répondu par la négative.

Depuis les premières auditions des policiers et gendarmes ayant enquêté sur l'assassinat, la défense d'Yvan Colonna conteste les méthodes des enquêteurs.

«*Ce sont les mêmes procédures, les mêmes hommes, les mêmes façons de faire*», a affirmé l'un des conseils du berger de Cargese, Me Gilles Simeoni, devant la presse. «*L'enquête a été polluée par ce type de comportements*».

Vincent Andriuzzi, l'un des deux enseignants condamnés en 2003 comme commanditaires du crime, mais acquittés en appel en 2006, a pour sa part évoqué une «*hystérie*» des policiers l'ayant interrogé durant sa garde à vue en mai 2009.

Il a relaté comment le commandant Georges Lebbos, un ancien de la Division nationale antiterroriste (DNAT), avait mimé devant lui une scène de corrida pour lui montrer ce qui lui arriverait aux assises, et avait «*prétendu*» qu'il était passé aux aveux alors qu'il a contesté tous les faits qui lui étaient reprochés.

Son épouse avait également été placée en garde à vue. Vincent Andriuzzi a affirmé que pour la faire parler, un policier lui avait collé la tête sur son bureau, sur les photos du préfet assassiné, en lui disant: «*Regarde où était ton mari le 6 février!*». (20minutes.fr 17.05)

2- Italie

"*Une gifle*", c'est ainsi qu'est qualifiée la mise en ballottage défavorable de la droite à Milan, fief de Silvio Berlusconi, dans un éditorial en "une" du quotidien milanais Il Corriere della Sera, mardi 17 mai. Alors que le chef du gouvernement italien avait fait de cette élection municipale un test de popularité, elle fragilise l'alliance cruciale de son parti, le Peuple de la liberté (PDL, centre droit), avec la Ligue du Nord.

A la surprise générale, la candidate du parti de M. Berlusconi, la maire sortante Letizia Moratti, à 41,6 % des voix, a été largement devancée par le candidat de la gauche, l'avocat Giuliano Pisapia (48 %), lors du premier tour de municipales partielles italiennes dimanche et lundi. "*Surprise à Milan, Pisapia en tête*", titre Il Corriere della Sera.

"*Le ballottage à Milan est humiliant, surtout pour Silvio Berlusconi, qui faisait du résultat un référendum sur sa personne et son gouvernement. Il reçoit une gifle personnelle et politique*", écrit l'éditorialiste Massimo Franco. Dans l'attente du second tour prévu les 29 et 30 mai, ce résultat "*fait prévoir une période d'instabilité et d'autres règlements de compte dans le centre-droit*" dont M.Berlusconi "*risque de devenir le bouc-émissaire*", annonce-t-il.

En attendant, la gauche, habituée aux défaites face à Berlusconi, ne boude pas son plaisir : "*Les chiffres montrent clairement que nous gagnons et qu'ils perdent*", s'est félicité Pier Luigi Bersani, chef du Parti démocrate (PD, gauche), principale formation de l'opposition. Il évoquait notamment les victoires de la gauche, dès le premier tour, à Bologne et Turin.

Le silence persistant de Silvio Berlusconi est encore plus éloquent quant à l'impact des résultats du week-end. "*Le conte de fées est terminé, commente, lapidaire, l'éditorialiste du journal de gauche La Repubblica, Massimo Giannini. La réponse des électeurs est sans équivoque : le président du Conseil a perdu son référendum.*" Même son de cloche dans les pages du quotidien modéré

La Stampa, propriété du groupe Fiat, qui décrit un Cavaliere "déçu, amer, stupéfait" : "La forteresse Berlusconi montre des fissures visibles", conclut le quotidien. (lemonde.fr 17.05)

3- Syrie

L'opposition en Syrie a lancé un appel à la grève générale pour mercredi, défiant une nouvelle fois une répression qui ne faiblit pas: l'armée maintient son siège de la ville de Tall Kalakh, où les forces de sécurité sévissent depuis plusieurs jours.

"Ce sera une journée de punition pour le régime", ajoute le texte. "Faisons de ce mercredi un vendredi (jour habituel de manifestations), avec des manifestations massives, pas d'école, pas d'université, pas de commerces ou de restaurants ouverts et même pas de taxis".

L'appel à la grève survient alors que des informations font état de dizaines de corps et de blessés gisant dans les rues de la ville de Tall Kalakh (ouest) assiégée par l'armée depuis plusieurs jours.

Des bombardements et des tirs ont été entendus par ailleurs lundi soir dans le quartier de Deir Baalba à Homs (centre), également assiégée par l'armée. "Tout cela est une riposte aux manifestations qui ont lieu tous les jours et qui sont rapidement réprimées par les forces de sécurité", a affirmé mardi un témoin ayant requis l'anonymat.

L'agence de presse officielle Sana a fait état de la mort de deux officiers de police lundi à Deir Baalba tués par des tirs d'un "gang terroriste armé" sur leur voiture. (lexpress.fr 17.05)

4- Yémen

Mardi, les manifestations se sont poursuivies au Yémen et des dizaines de protestataires ont été blessés par les forces de sécurité, selon des militants.

A Damar notamment (100km au sud de Sanaa, la capitale), un contestataire a été blessé par balle et 14 autres ont été touchés dans des jets de pierres lorsque des hommes ont tenté de disperser un rassemblement.

Six personnes ont été blessées à Aden, ville portuaire du sud du pays, où les forces de sécurité ont ouvert le feu sur des manifestants protestant contre des coupures de courant, a-t-on appris de sources médicales.

A Taz, plusieurs bureaux publics ont dû fermer en raison de manifestants, a déclaré un militant, Bushra al-Maktari. (AP 17.05)

5- Libye

5.1- De violents combats ont opposé mardi rebelles et soldats pro-Kadhafi près de la frontière avec la Tunisie, selon l'agence officielle tunisienne TAP qui fait état d'obus tombés à l'intérieur du territoire tunisien.

Les affrontements ont pour enjeu le contrôle du point de passage de Wazen, proche de la localité tunisienne de Dhéhiba, repris depuis plusieurs semaines par les insurgés. (AP 17.05)

5.2- Le ministre du pétrole libyen Choukri Ghanem, un cacique du régime de Mouammar Khadafi, a 'quitté' la Libye, et se trouve actuellement en Tunisie, voisine, a indiqué mardi 17 mai une source proche du gouvernement tunisien. Il 'réside actuellement dans un hôtel à Djerba (île touristique dans le sud de la Tunisie) et il n'a pas essayé de contacter les autorités tunisiennes', a ajouté cette source. (lemonde.fr 17.05)

6- Aghanistan

Les Etats-Unis accentuent leurs efforts pour négocier un règlement politique du conflit afghan avec les talibans, rapporte le Washington Post mardi. Un représentant américain a participé à au moins trois réunions au Qatar et en Allemagne, dont l'une il y a huit ou neuf jours avec un émissaire considéré comme un proche du mollah Mohammad Omar, le chef des "étudiants en religion", précise le quotidien, qui cite un responsable afghan.

Selon le Washington Post, le gouvernement américain espère progresser dans les discussions avant juillet et l'annonce par le président Barack Obama d'un premier retrait de troupes américaines du pays, dans le cadre du transfert de la sécurité aux forces afghanes d'ici à 2014. Les négociations pourraient être facilitées par la mort d'Oussama Ben Laden, tué par un commando américain le 2 mai au Pakistan, car il serait alors plus facile pour les talibans de rompre leurs liens avec Al-Qaïda.

Les talibans ont abrité Oussama Ben Laden pendant des années en Afghanistan, avant leur renversement à la fin 2001. Le Washington Post explique que les discussions avec les talibans ont été organisées par des intermédiaires non gouvernementaux et l'entremise de gouvernements arabes et européens.

Les talibans ont insisté pour obtenir des négociations directes avec les Américains et ont proposé d'ouvrir un bureau formel. Le Qatar a été évoqué. Les discussions en sont au stade préliminaire, poursuit le Washington Post, selon qui les talibans ont transmis une longue liste d'exigences, parmi lesquelles la libération d'une vingtaine de leurs combattants emprisonnés à Guantanamo. Les insurgés réclament aussi le retrait de toutes les troupes étrangères et la garantie d'obtenir un rôle important au sein d'un futur gouvernement. (lemonde.fr et Reuters 17.05)

Social

1- France

Selon nos informations, la France vient de battre le record du nombre de détenus emprisonnés. Au 1er mai, ils étaient ainsi 64.584 à dormir à l'ombre.

Avec 56.150 places opérationnelles, le taux d'occupation des prisons françaises est donc de 115,02% au 1er mai 2011.

Depuis le mois de janvier, le nombre de détenus ne cesse d'augmenter dans toutes les directions interrégionales des services pénitentiaires.

"C'est l'affaire Tony Meilhon qui explique cette hausse," confie une source à l'administration pénitentiaire. *"Depuis le meurtre de Laëtitia à Pornic, on a demandé d'insister sur l'exécution des peines. Tous les détenus qui traînaient sont donc amenés petit à petit dans les prisons."* (20minutes.fr 17.05)

2- Nouvelle-Calédonie

Plusieurs milliers de personnes ont défilé, mardi 17 mai, dans les rues de Nouméa pour dénoncer la *"vie chère"* et réclamer une réforme structurelle du système économique.

Fiscalité obsolète, opacité des prix, monopoles, protection de marchés, faible taxation du capital au détriment du travail et évasion de capitaux figurent au rang des griefs mis en avant par six des sept syndicats représentatifs de Nouvelle-Calédonie qui ont appelé à participer à cette manifestation qui a rassemblé sous une pluie battante entre 6 000 et 10 000 personnes selon les sources policières et syndicales. Trois jours de grève générale ont été décrétés et des manifestations similaires sont prévues mercredi et jeudi dans la province Nord, à Koné, et à Lifou, aux îles Loyauté.

"La mobilisation est là. Nous ne voulons plus de discours, nous voulons des décisions importantes, qui doivent faire l'objet d'accords économiques et sociaux", a déclaré Didier Guénant-Jeanson, leader de l'Usoenc, proche de la CFDT. Dans un communiqué, la Ligue des droits de l'homme, qui avait appelé à rejoindre cette manifestation, a dénoncé le creusement *"des disparités entre riches et pauvres au cours des dernières années"* et le risque *"à court ou moyen terme d'une explosion sociale"*.

"La France a construit dans tous ses départements et territoires d'outre-mer une économie de transfert aux ménages, un peu artificielle", a déclaré sur la chaîne de télévision NC Première Mathias Chauchat, professeur de droit public à l'université de Nouvelle-Calédonie. *"Les prix ont tendance à s'adapter à une demande solvable élevée, ce qui génère beaucoup d'injustices. C'est un modèle qui est en échec"*, a-t-il ajouté. La semaine dernière, le gouvernement local a annoncé une baisse des prix sur vingt-cinq produits phares. Il s'est engagé, dès le retour à la stabilité des institutions prévue d'ici un mois, à adopter un plan global de lutte contre la vie chère. (lemonde.fr et AFP 17.05)

Le 19 mai

Affaire DSK, suite.

Sur le fond, on se fout de cette affaire, sur la méthode par contre, elle permet de mettre en lumière la capacité des uns et des autres à faire ou non la part des choses ou de faire preuve ou non de discernement, ce qui nécessite comme dans l'affaire Ben Laden un esprit libre de tout a priori ou dogmatisme, de maîtriser notre inconscient, de ne pas juger une situation ou un fait à partir d'éléments figés quelque part dans notre cerveau et qui s'imposent à nous à notre insu ou avec notre consentement pour ne pas remettre en cause les certitudes que nous nous sommes forgées, et sur lesquelles reposent notre fragile équilibre psychologique et parfois notre bonne conscience.

Qu'avons appris de nouveau ?

- Les conseils de Dominique Strauss-Kahn envisageraient de plaider l'acte sexuel consenti, selon le New York Post. (20minutes.fr 18.05)

Il ne nie pas les faits mais la manière dont ils se sont passés. Impossible en effet de faire autrement après une analyse ADN.

- «*Quand les jurés vont entendre son témoignage et la voir, quand elle pourra enfin raconter son histoire publiquement*», ils réaliseront que «*les allégations faisant état d'une relation sexuelle consentie ou de rendez-vous sont fausses*», a assuré son avocat, Jeff Shapiro sur NBC. (20minutes.fr 18.05)

Parce que les jurés devraient la croire sur parole, pourquoi pas, mais alors pourquoi ne pas faire de même envers l'accusé ? En quoi la parole de cette femme serait-elle plus digne de foi que celle de cet homme ? Parce qu'elle est pauvre et lui riche, parce qu'elle est supposée être la victime et lui le coupable, dès lors un procès est inutile et il faut le déclarer définitivement coupable et on n'en parle plus. Mais qu'on ne nous parle pas de justice ensuite.

- L'avocat et le frère de la jeune femme assure qu'elle ne sait pas à qui elle avait à faire en entrant dans la suite 2806 du Sofitel de New York. Mais les affirmations d'une femme de ménage de l'hôtel mettent à mal ces affirmations.

Cette employée de l'hôtel Sofitel ignorait l'identité du patron du FMI jusqu'au lendemain de son agression présumée (dimanche), a affirmé mardi l'avocat de la plaignante. (20minutes.fr 18.05)

Mais elle savait peut être que c'était un VIP...

C'est ce que laisse entendre une femme de chambre de l'hôtel interrogée par un reporter du *Figaro*. Selon cette dernière, la photo de DSK "avait été affichée avant sa venue dans l'hôtel dans le local où nous nous changeons".

Une mesure qui aurait été prise par la direction de l'hôtel afin d'offrir un accueil approprié au "client VIP", qui -si elle était confirmée- contredirait donc l'accusation. (lepost.fr 18.05)

Savait, savait pas, serait-elle demeurée, aveugle ? Si elle a menti, pourquoi ?

- Selon *Le Figaro* de jeudi, un employé de l'hôtel (room service) se trouvait dans la chambre au moment où la femme de ménage est entrée –ce qui expliquerait pourquoi elle n'a pas frappé. Le premier employé serait ensuite parti et dit qu'il ignorait que DSK se trouvait dans la salle de bain. (20minutes.fr 18.05)

Encore un employé suffisamment distrait et qui aurait parcouru les différentes pièces de cette suite avant de parvenir à la chambre sans remarquer le moindre objet ou vêtement appartenant au client qui l'occupait, sa valise ou son sac de voyage devait être minutieusement soustrait au regard d'un éventuel visiteur sans doute, étrange pour quelqu'un sur le point de quitter cet hôtel, de plus je crois me souvenir qu'il avait oublié un de ses 7 téléphones portables que le personnel de l'hôtel a trouvé juste après son départ, où était-il, planqué au fond d'un tiroir ou posé quelque part bien en vue ?

Attendons la suite.

Depuis le début j'ai ma propre version des faits sous le coude, mais je ne l'ai pas avancée pour voir, comme au pocker, pour voir la réaction que susciteraient mes causeries. C'est vicieux, une basse manoeuvre dira-t-on, je m'en défends, c'est une technique comme une autre pour mieux cerner la manière dont les uns et les autres interprètent la réalité. Parfois on n'a pas le temps d'analyser une question, alors temporairement on s'en remet à l'analyse formulée par une tierce personne réputée faire preuve de perspicacité ou pour son esprit critique, son impartialité en toutes choses.

A mon avis, Strauss-Kahn a pété les plombs tout simplement. Comment cela a pu arriver, c'est très facile à comprendre et ne demande pas beaucoup d'imagination pour se le représenter. Il s'est retrouvé soudainement dans une situation totalement inattendue, inespérée dans le cas d'un type particulièrement porté sur le sexe, et les repères qui fonctionnaient habituellement pour l'empêcher d'aller trop loin ou lui signalaient les limites à ne pas franchir, n'ont pas opéré cette fois-ci.

Il s'est fait tout bonnement piéger par l'idée qu'il avait de lui-même et ses pulsions sexuelles tout juste contrôlables en temps normal ou dans un autre contexte. L'inimaginable se produisant, se retrouver seul nu dans une chambre d'hôtel face à une folie jeune femme, le fantasme étant devenu réalité, il a perdu le contact avec celle-ci et commis l'irréparable.

Les faits divers ou les affaires de mœurs sordides dont nous gratifient quotidiennement les médias montrent qu'ils ne sont pas l'apanage d'une classe particulière. Si les hommes sont responsables des agressions sexuelles, c'est en partie parce qu'ils sont sous l'emprise de pulsions qui sont disponibles en permanence, alors que chez les femmes elles ont besoin d'un contexte psychologique particulier ou favorable pour être disponibles et s'exprimer. Voyez comment nos plus proches cousins, les bonobos, pratiquent l'acte sexuel en apparence de manière débridée, alors qu'en réalité ils agissent ainsi pour maintenir la cohésion de leur communauté ou régler des conflits, il ne viendrait pas alors à l'idée d'une femelle de se soustraire à cet exercice pratique qui semble combler à la fois les désirs et les besoins des mâles et des femelles.

Strauss-Kahn illuminé par le pouvoir illusoire qu'il incarnait en tant que directeur général du FMI, a dû confondre la société des bonobos avec celle des humains qui réagissent autrement à travers d'autres règles sociales. Dorénavant il aura le temps de méditer à cette question.

Ce n'est qu'une hypothèse, à mon avis la plus crédible, la suite le confirmera ou l'infirmera.

Passons à un autre sujet.

Pierre Jeanneney, membre du bureau national du POI, page 14 IO n°149 du 18 mai 2011 :

" Réclamons tout de suite une Assemblée constituante qui permette enfin aux citoyens français de jouir d'une Constitution démocratique ! Une vraie Constitution qui garantisse à tous les citoyens sans exception ce qu'ils attendent d'une démocratie basée sur la liberté, l'égalité et la fraternité. Une vraie Constitution qui leur permette de contrôler et de révoquer leurs élus qui franchissent la ligne jaune et qui ne vivent pas comme eux et au milieu d'eux... Une vraie Constitution qui les aide à lutter contre la dictature financière organisée aux niveaux mondial et européen pour les exploiter au profit de ces mêmes parasites qui sévissent depuis l'éternité et qui semblent indestructibles ! "

Question : en quoi une Assemblée constituante constituerait-elle en soit la garantie d'une vraie "Constitution démocratique" ? En rien en réalité. Et la suite le confirme.

Question : qu'est-ce que c'est "une démocratie basée sur la liberté, l'égalité et la fraternité", entre patrons et ouvriers qui seraient logés à la même enseigne, bénéficieraient des mêmes droits, alors que ce seraient toujours les mêmes qui détiendraient le pouvoir, le pouvoir réel, celui de l'argent que procure la propriété privée des moyens de production, sans oublier l'armée toujours aux ordres de la classe dominante, celle des capitalistes ? On sait ce que cela donne, on le vit quotidiennement.

La révolution tunisienne nous a enseigné que sans l'armement du prolétariat, sans le désarmement de l'armée au service du capitalisme, le pouvoir ne changerait pas de mains, la même classe demeurerait au pouvoir. On le savait depuis la Commune de Paris et la révolution russe de 1917, on vient d'en avoir confirmation un siècle plus tard. Il ne peut y avoir d'issue politique, de révolution prolétarienne victorieuse, la classe ouvrière ne pourra jamais devenir la classe dominante et s'emparer véritablement du pouvoir aussi longtemps qu'elle n'aura pas vaincu son ennemi les armes à la main, l'ignorer c'est criminel et conduire le prolétariat à une défaite sanglante.

Question : mais de quoi ou de qui serait donc composée une Assemblée constituante, de quelle nature sociale serait une Constitution qui serait contrainte de comporter un article réservé aux élus qui franchiraient "la ligne jaune" ? Pourquoi cette précaution, ces élus auraient-ils des intérêts distincts ou différents de la classe ouvrière, seraient-ils en réalité peu fréquentables avant même d'être élus au point de devoir brandir la menace de les sanctionner ? A croire qu'ils ne seraient pas vraiment dignes de confiance, alors de là à penser que cette Assemblée constituante et la Constitution qui en serait issue ne vaudrait guère mieux il n'y a qu'un pas, non ?

Question : Comment peut-on prétendre pouvoir mettre en oeuvre "une vraie Constitution" alors que l'aristocratie financière n'aurait pas été expropriée (sans indemnité) et n'aurait pas été dépossédée de son pouvoir de nuisance ? Parce que par dessus le marché il faudrait croire la fable selon laquelle elle permettrait à une nouvelle Constitution contraire à ses intérêts de voir le jour ?

Mieux encore, comment peut-on concevoir qu'une véritable Assemblée constituante, qui serait capable de constituer comme disait Lénine, donc de légiférer en toute indépendance en faveur des exploités et au détriment de la classe des exploités, serait compatible avec le maintien ou l'existence de la "dictature financière" ?

Extrait de l'appel du POI du 13 mai :

" Et tous les partis politiques portugais susceptibles de gagner l'élection du 5 juin se sont vu intimé l'ordre de signer un engagement à appliquer ce plan, quel que soit le résultat de l'élection. Cela veut dire qu'il n'y a plus de souveraineté nationale au Portugal et qu'il n'y a plus aucun contenu démocratique au suffrage universel dans ce pays. Un processus semblable a eu lieu en Grèce. Hier, la Grèce, aujourd'hui, le Portugal, demain, la France ? "

En réalité, le suffrage universelle n'avait plus depuis belle lurette de "*contenu démocratique*" au Portugal ou dans les autres pays de l'Union européenne, il n'en a jamais eu sous la Constitution bonapartisme et antidémocratique de la Ve République en France. Que signifie faire croire le contraire ?

On nous explique dans cet appel que si le projet de réforme constitutionnel était adopté "*la Constitution pourrait ainsi être opposée aux droits des organisations syndicales à représenter les intérêts de la classe ouvrière et à négocier sur la base de ses revendications.*

Ce serait donc une atteinte d'une gravité exceptionnelle contre la démocratie."

Cela aurait au moins le mérite de remettre les pendules à l'heure et obligerait les opportunistes qui tiennent un double langage :

- 1- à nier toute légitimité aux institutions de la Ve République, donc à boycotter les élections organisées dans le cadre de cette Constitution,
- 2- à rompre avec la conception de la lutte de classe qui consiste à négocier avec l'Etat ou le patronat au lieu de mobiliser les travailleurs sur leurs revendications, à organiser le combat classe contre classe au lieu de se compromettre dans des accords pourris passés sur le dos des travailleurs,
- 3- à lier leur combat à la nécessité d'abolir la Constitution et les institutions politiques du capital ou à lier le combat pour les revendications sociales à la perspective de renverser l'ordre établi et à la nécessité d'instaurer un Etat ouvrier ou social, socialiste,
- 3- à rompre leurs relations avec l'Etat et le patronat, à rompre avec les appareils pourris des syndicats et des partis dits ouvriers tels le PS et ses satellites,
- 4- à engager le combat contre les appareils pour de véritables syndicats de lutte de classe.

En filigrane, la lecture de cet appel respire la subordination à l'ordre établi que ses auteurs affirment cependant combattre.

Comment une orientation politique pourrait-elle être à la fois conforme aux intérêts fondamentaux des travailleurs et satisfaire des "*démocrates*" ou des "*partisans de la République*" qui n'ont nullement l'intention de remettre en cause la Ve République ou le régime capitaliste ? Mission impossible évidemment. Mais le POI a-t-il vraiment l'intention de les remettre en cause ? Tout tend à démontrer le contraire.

Le POI prétend combattre pour l'instauration d'une "*authentique démocratie*" et dans les faits, au lieu de combattre résolument contre la Constitution de la Ve République, pour son abolition, il en défend une mouture qui serait plus démocratique contre une autre qui le serait moins, son combat se situe dans les limites définies par la Ve République elle-même, au lieu de se situer dans une perspective révolutionnaire, on appelle aussi cela faire acte de soumission.

En refusant de s'engager dans cette voie qui aurait le mérite de sceller le sort de la Ve République ou de répondre à la question : mais que deviendrait-elle si une Assemblée constituante voyait le jour, la revendication d'une Assemblée constituante semble tomber du ciel ou sortir de nulle part, un ersatz au vernis plus démocratique sans qu'aucune question de fond n'ait été réglée, qui satisferait peut-être les couches de travailleurs qui constituent le fond de commerce des syndicats et des partis ouvrier dont le POI, mais certainement pas l'immense majorité des travailleurs dont le sort resterait inchangé, exactement comme sous un régime plus démocratique, la IVe République par exemple, ou les années "glorieuses" de la Ve République jusqu'au début des années 80.

Les jeunes travailleurs tunisiens qui ont débarqué récemment en France pensaient que le régime en France était plus démocratique qu'en Tunisie sous Ben Ali, qu'on les traiterait mieux et dignement. Ils viennent de réaliser que tel n'était pas le cas, et qu'en France aussi il va falloir faire une révolution sociale, une révolution qui cette fois ne devra pas se contenter de virer le chef de l'Etat ou de réformer les institutions en place, mais qui devra faire table rase du passé en liquidant les rapports sociaux de production qui sont à la base de tous les rapports dans la société, pour enfin pouvoir satisfaire nos besoins et nos aspirations légitimes.

La question de la réforme constitutionnelle pose directement la question de l'Etat et du pouvoir politique et comment la résoudre. En décidant de ne pas l'aborder sous cet angle, le POI n'y répond pas franchement pour se concilier des "élus", des "démocrates", des "républicains", comme dirait Schivardi, de tous bords ou de tous partis politiques, y compris de droite (avril 2008).

Cela étant dit, constatant (une nouvelle fois) que le POI est le seul parti à combattre ce projet de réforme constitutionnelle, nous estimons que tous les militants ouvriers convaincus de la nécessité d'engager le combat contre les institutions de la Ve République peuvent s'y associer sans avoir à en rougir ou renier leurs convictions. Il ne pourrait y avoir de "bons" prétextes pour demeurer dans l'inaction ; la critique est aisée, l'art difficile, alors employons-nous à devenir des artistes ! La confrontation des idées nourrit la réflexion et permet de l'approfondir, comme la contemplation de la nature toujours changeante nourrit

l'imagination chez l'artiste.

Politique

1- Syrie

L'appel à la grève générale en Syrie a été peu suivi, mais la mort de plusieurs civils a été déplorée dans l'ouest du pays, alors que le président Bachar al-Assad assurait que la crise était «*en passe d'être terminée*».

Au moins huit civils ont été tués mercredi à Tall Kalakh (ouest), ville assiégée depuis plusieurs jours, ont indiqué à l'AFP deux militants des droits de l'Homme. Ils ont fait état de bombardements sur la ville et de tirs à l'arme automatique, ajoutant que de nombreux blessés gisaient dans la rue sans pouvoir être évacués.

S'exprimant mardi devant des responsables locaux, le président Assad «*a donné des assurances que la crise avait été surmontée et que les événements étaient en passe d'être terminés*», selon des déclarations publiées par le journal Al-Watan. Mais il a aussi reconnu des méfaits de la part des services de sécurité, les attribuant au manque d'entraînement. Depuis le début des violences, les autorités attribuent les troubles à des «*salafistes*», des «*gangs criminels*» ou à «*des groupes terroristes armés*», dont certains liés à l'étranger. (20minutes.fr 18.05)

2- Afghanistan

Douze personnes ont été tuées et 80 autres blessées en Afghanistan mercredi lors de violentes manifestations de protestation contre la mort de quatre personnes dans une opération des forces internationales, rapportent les autorités afghanes.

Les manifestants, armés de haches et de piques, sont descendus dans les rues de Taloqan, ville habituellement calme du nord de l'Afghanistan, en scandant "*Mort à l'Amérique*". Ils ont tenté de prendre le contrôle d'une base militaire étrangère située à proximité.

Les forces de sécurité afghanes ont ouvert le feu pour disperser les manifestants, au nombre de 3.000 selon le chef de la police provinciale.

Selon la police locale et les habitants de Taloqan, les quatre personnes tuées dans une opération des forces étrangères sont des civils. L'Isaf (Force internationale d'assistance à la sécurité) parle pour sa part d'insurgés armés.

Le président afghan, Hamid Karzaï, a condamné la mort de ces quatre personnes, qui étaient selon lui des membres d'une même famille.

Le président, dont les manifestants de Taloqan ont conspué le nom, a exigé des explications du général David Petraeus, commandant des troupes américaines et de l'Otan en Afghanistan.

"*Malgré des avertissements répétés du président afghan pour éviter de malencontreuses opérations de l'Otan, il semble que ce genre d'incidents continue*", dit la présidence dans un communiqué.

La semaine dernière, trois jeunes civils afghans ont été tués par erreur par l'Isaf. (Reuters 18.05)

3- Yémen

Après cinq mois de crise politique au Yémen, l'opposition et le président Ali Abdallah Saleh ont accepté hier de signer le plan de transition élaboré par les pays du Golfe. Cette cinquième version du texte légèrement modifié après l'intervention de diplomates américains et européens prévoit le départ de Saleh de la présidence dans un délai d'un mois. Il lui accorde aussi l'immunité ainsi qu'à ses proches collaborateurs.

Reste à voir si Saleh, qui garde le soutien de certaines tribus, quittera définitivement la scène politique. «*Son immunité pourrait lui permettre de revenir, ce qui serait une menace pour le futur gouvernement* », relève Hasni Abibi. (20minutes.fr 18.05)

Social

1- France

1.1- L'Assurance-maladie ne supporte plus la «*dérive*» des dépassements d'honoraires de certains médecins. Hier, l'organisme a publié une étude aux résultats éloquentes, qui montre que les honoraires des spécialistes de secteur 2 (ceux qui ont le droit de

fixer leurs tarifs) ont doublé en vingt ans par rapport aux tarifs « standards » remboursés par la Sécurité sociale.

En 2010, le montant total des dépassements d'honoraires s'est élevé à 2,5 milliards d'euros. « *Le système dérive depuis trente ans* », a déclaré Frédéric Van Roekeghem, le directeur de l'Assurance-maladie, qui souhaite « réformer » le secteur cet été, lors d'une négociation avec les médecins libéraux.

Plus de quatre spécialistes sur dix sont installés en secteur 2. Parmi eux, gynécologues, ophtalmos, chirurgiens et pédiatres sont ceux qui pratiquent le plus le dépassement d'honoraires, surtout en région parisienne, dans les Alpes-Maritimes, le Rhône et l'Alsace. Certaines cliniques privées vont même jusqu'à facturer « dix fois le tarif standard », explique le directeur de l'Assurance-maladie. (20minutes.fr 18.05)

1.2- « *On nous casse tout, on nous dit rien. Plus on avance, plus on en a moins.* » C'est sur l'air d'une chanson bien connue de Jacques Dutronc qu'ont défilé ce mercredi après-midi près de 500 enseignants du premier degré aux abords du ministère de l'Éducation nationale à Paris.

Ils étaient accompagnés de parents d'élèves et de quelques élus locaux venus dénoncer les 9.000 suppressions de postes prévues à la rentrée 2011 dans le premier degré et les 1.500 fermetures de classes. « *Si le gouvernement continue à appliquer le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, ce seront 5.000 classes qui fermeront en 2012* », prévient Sébastien Sihr, secrétaire général du Snuipp, principal syndicat du premier degré. Seule solution d'éviter cette perspective selon lui: multiplier les mobilisations partout en France. (20minutes.fr 18.05)

1.3- L'ensemble exceptionnel de papiers de travail de Robespierre et le fonds du Conventionnel Philippe Le Bas ont été préemptés mercredi pour un total de 979.500 euros par les Archives nationale de France lors d'une vente aux enchères de livres et de manuscrits chez Sotheby's à Paris, selon un communiqué de la maison de vente.

Ces brouillons rédigés entre janvier 1792 et juillet 1794 étaient composés de "116 pages biffées, barrées, corrigées, de la petite écriture bien lisible du chef des Jacobins et conservées durant plus de deux siècles par les descendants de son ami Le Bas", souligne Sotheby's. (AP 18.05)

2- Portugal

Le taux de chômage au Portugal est monté à 12,4% de la population active au premier trimestre, période pendant laquelle le pays est entré en récession technique.

Le taux de chômage au Portugal est à son plus haut niveau depuis au moins le début des années 1980. (Reuters 18.05)

Economie.

En 2025, six pays émergents réaliseront plus de la moitié de la croissance mondiale. Ainsi, l'euro et le yuan traiteront d'égal à égal dans un environnement monétaire « multipolaire », prévoit la Banque mondiale.

Le calcul est rapide. En 2025, six pays émergents réaliseront plus de la moitié de la croissance mondiale. La place du Brésil, de la Chine, de l'Inde, de la Russie, de l'Indonésie et de la Corée du Sud dans le commerce mondial deviendra prépondérante. Ainsi, le système monétaire international ne sera plus dominé par le seul billet vert, estime la Banque mondiale dans un rapport publié mardi. L'euro et le yuan traiteront d'égal à égal dans un environnement monétaire « multipolaire », ajoute l'institution.

Entre 2011 et 2025, les économies émergentes vont croître de 4,7% en moyenne, contre 2,3% de croissance prévu dans les pays développés. Ces puissances en devenir tireront la croissance dans des pays plus pauvres, en dopant les échanges Sud-Sud, via des opérations commerciales mais aussi financières bilatérales.

Mais elles devront revoir la structure de leur développement économique, pour le rendre durable, en le faisant reposer davantage sur la demande intérieure et la hausse de la productivité. Actuellement, elles sont encore souvent dépendantes des investissements étrangers et des exportations.

La Banque mondiale estime que les institutions financières doivent s'adapter rapidement à cette nouvelle donne. (lefigaro.fr 18.05)

Le 20 mai

Hier nous avons abordé l'affaire Strauss-Kahn sous un angle plutôt subjectif. Aujourd'hui nous l'aborderons sur un plan objectif,

des faits et des témoignages des différents protagonistes. Nous n'apportons aucun crédit aux déclarations des médias ou de personnes qui ne sont pas directement impliqués dans cette affaire. Précision : parfois il est difficile de savoir qui est à l'origine d'une info.

Dans une lettre rendue publique par le conseil d'administration du FMI, Dominique Strauss-Kahn nie à nouveau les accusations.

"Je pense tout d'abord à ma femme, que j'aime plus que tout, à mes enfants, ma famille, et mes amis. Je pense aussi à mes collègues du Fonds. Ensemble nous avons accompli de si grandes choses depuis plus de trois ans".

"VA tous, je veux dire que je nie avec la plus grande fermeté toutes les accusations portées contre moi", écrit Dominique Strauss-Kahn. "Je veux protéger cette institution que j'ai servie avec honneur et dévotion, et surtout surtout, je veux consacrer toutes mes forces, tout mon temps et toute mon énergie à prouver mon innocence". (AP 19.05)

Quelques contradictions relevées dans les déclarations du directeur et des employés de l'hôtel et de la police new-yorkaise :

- Il y avait une caméra dans le couloir qui aurait filmé la femme de chambre sortant en trombe de la suite de DSK, puis plus de caméra !
- la femme de ménage aurait frappé avant d'entrer, puis on apprend que la porte était déjà ouverte parce qu'un employé se trouvait déjà dans sa suite donc elle n'aurait pas frappé. Précaution inutile dans une suite de 150 m², à moins de se trouver à ce moment-là à proximité de la porte d'entrée ;
- personne n'avait indiqué à l'employé qui se trouvait déjà dans la suite que son occupant avait quitté les lieux, lui-même ne l'avait pas vérifié à l'accueil, alors pourquoi a-t-il affirmé à la femme de chambre que la suite était vide, une simple erreur d'appréciation ?
- elle était seule et sans famille à New York, puis elle avait un frère, et voilà que ce ne serait pas son frère, mais qu'elle aurait une soeur aînée, dixit la police ! Celui qui se serait présenté comme son frère serait son petit ami. Bien entendu la police n'avait pas vérifié son identité.
- son mari serait mort, puis il serait toujours vivant ;
- Guinéenne, elle serait passée par le Ghana afin d'obtenir des papiers pour se rendre aux Etats-Unis. Inutile de vous faire un dessin sur la manière de s'y prendre pour obtenir un certificat de réfugié politique de la part des autorités d'un des pays les plus corrompus du monde, en l'achetant. Je ne mets pas en cause le procédé, chacun se démerde comme il peut pour arriver à ses fins ;
- elle ne savait pas qui était DSK, puis on apprend que sa photo avait été diffusée aux employés de l'hôtel par la direction avant les faits ;
- on attend les explication de la direction de l'hôtel qui a mis près d'une heure avant d'appeler la police (911) après le départ de DSK de l'hôtel. A qui a téléphoné la direction de l'hôtel avant de prendre la décision d'appeler la police : Sarkozy, la Maison Blanche ?
- cette jeune femme serait un colosse d'1,80 m et de 90 kilos.

Il y a un truc qui ne colle pas sans vouloir accabler cette femme, je me demande comment le sexe de DSK a pu atterrir dans sa bouche, c'est étrange. Vue sa corpulence, il suffisait qu'elle lui balance un grand coup de coude dans la figure pour qu'il aille voler et puis s'enfuir ou saisir un objet et lui fracasser la tête avec.

Il y en a qui parle d'un complot, je ne suis pas cette piste, je pencherais plutôt pour un concours de circonstances favorables qui a pu permettre de monter cette affaire en épingle pour évincer DSK de la présidentielle, et dont la direction de l'hôtel aurait joué un rôle majeur.

Imaginons, une heure c'est long, on a le temps d'en passer des coups de fil, de réfléchir aux conséquences possibles d'un tel scandale, aux avantages ou inconvénients que les uns et les autres pourraient en tirer, qui avait intérêt à ce que cette affaire prenne une telle tournure ? Certainement pas l'hôtel pour sa réputation, Obama pour reprendre la direction du FMI, Sarkozy donné battu contre DSK en 2012, j'écarte la femme de chambre dont les intérêts ne pèsent pas lourd pour le coup face à Obama ou Sarkozy.

On a encore en mémoire comment Sarkozy est parvenu à déloger Gbagbo au profit d'Ouattara. Surtout on se souvient que c'est seulement les tous derniers jours avant la chute de Gbagbo que les relations entre Sarkozy et Ouattara ont été révélées par les médias ou qu'elles ont refait surface, quand le sort de Gbagbo était scellé, à aucun moment il n'en avait été question pendant

les longs mois qui s'étaient écoulés depuis les élections présidentielles en Côte d'Ivoire, sans doute pour ne pas gêner les manœuvres de l'Elysée et de monsieur Bolloré, l'ami du président.

De la même manière, c'est seulement maintenant qu'on apprend que DSK était un maniac du cul et que certaines femmes victimes de ses avances un peu trop pressantes se réveillent pour le charger. Apparemment au PS tout le monde était au courant de ces écarts qui pouvaient à tout moment remonter à la surface et leur péter à la figure, mais cela ne les a pas dissuadé de prendre leurs distances avec lui, mieux encore, ils le voyaient bien en candidat à la présidentielle. Attendons la suite.

Aucun effet personnel en vue ?

Un autre témoignage pourrait expliquer pourquoi la femme de chambre est entrée dans la suite de DSK sans vérifier que l'ex-patron du FMI en était bien sorti. En effet, un employé du Sofitel de New York était déjà samedi dans la chambre, occupée par Dominique Strauss-Kahn, lorsque la femme de chambre qui accuse le patron du FMI de l'avoir agressée sexuellement est entrée.

La victime présumée de DSK s'est présentée samedi devant la suite 2806 du Sofitel de Manhattan et a constaté que *"la porte était entrouverte"*, a expliqué une source policière.

La jeune femme *"a poussé la porte, un employé était en train de débarrasser le petit-déjeuner dans la suite et il lui a dit qu'elle pouvait nettoyer la chambre"*, a poursuivi la source proche du Sofitel.

L'accusatrice de l'ancien patron du FMI est ensuite *"revenue dans la chambre avec son chariot et l'autre employé est parti"*, a ajouté cette source. (l'express.fr 19.05)

Parole d'Internaute

- "A quoi joue la police de NY ?

1- La police de NY distille depuis quelques jours des informations [...] qui s'avèrent presque toutes fausses et malveillantes :

- Agression située aux alentours de 13h : rectification deux jours plus tard pour faire coïncider avec l'heure de départ de DSK (peu après 12h)

- Fuite précipitée de DSK : contredite par une cliente française du Sofitel et le déjeuner avec sa fille

- Femme de ménage sortant affolée de la suite de DSK : il n'y a aucune caméra de vidéo-surveillance dans les couloirs

- Traces de griffures sur le torse de DSK : information contredite par un grand journal de NY (Daily News je crois)

A-t-on interrogé l'employé du Sofitel qui était dans la suite ? DSK avait-il déjà quitté les lieux pour qu'il invite cette femme à faire le ménage ? Sinon il y a incohérence, faute professionnelle ou... machination.

A-t-on réfléchi au fait qu'un homme de 62 ans qui n'est ni un colosse, ni un sportif ne peut pas physiquement contraindre une femme de 32 ans, grande (1m80), corpulente (témoignage d'un chauffeur de taxi) et probablement très forte physiquement (habituee aux travaux pénibles).

Je crois qu'on ne va pas tarder à découvrir que cette histoire a été inventée de toutes pièces par cette femme. Reste à savoir ses motivations : a-t-elle été payée (mafieux ou adversaires politiques) ou espérait-elle se faire un maximum de fric sur le dos d'un VIP dont la photo était publiée à l'office depuis quelques jours ?

2- "Je suis patronne d'hôtel restaurant, je confirme que le ménage est fait quotidiennement, en l'absence des clients. Quand la chambre est rendue le jour même le ménage est fait une fois que le client a restitué les clés, pas avant, sinon, on est bon pour recommencer ! DSK devait prendre un avion dans l'après-midi, il était donc prévu qu'il restitue la chambre avant que le ménage ne soit effectué, c'est une règle de base."

Souvenirs personnels. Vous pouvez passer cette séquence très personnelle.

Je me souviens quand j'étais délégué syndical chez U-Bix (Konica) qu'au moins 5 femmes m'avaient fait des avances et je n'ai pas rêvé à l'époque.

L'une d'entre elle qui était assise à un mètre de moi dans le même bureau quand je travaillais au service logistique, avant de passer

à l'atelier pour devenir technicien SAV, m'a carrément dit qu'elle était seule et qu'elle cherchait à se caser et que je lui plaisais bien. Une autre qui travaillait dans le bureau voisin m'a fait la même déclaration et ne me lâchait plus, elle a fini par se mettre avec un employé du service informatique.

Une autre, un matin dans le parking souterrain très sombre, elle a garé sa voiture juste derrière la mienne et m'a fait des appels de phare et a attendu que je la rejoigne, elle attend toujours, en fait elle s'est mise à la colle avec le juriste de la boîte, c'était une superbe femme mais un peu timbrée.

Une autre, la secrétaire du PDG japonais, la quarantaine passée avec une forte poitrine, je me suis retrouvé dans son bureau un soir, je me tenais debout, elle s'est approchée de moi tellement près que ses seins touchaient mon thorax, sa bouche était à portée de mes lèvres, j'ai reculé et je suis sorti quelques instants plus tard.

Une autre encore, la direction avait organisé une fête dans un hôtel à Rueil, une commerciale que je connaissais un peu a dansé avec moi, puis elle a retiré un de ses bas et l'a fourré dans la poche de ma veste en m'adressant un baiser sur une joue, je n'ai pas donné suite, elle était grande et superbe aussi.

Une petite dernière, un jour dans le local réservé aux élus du personnel, madame P. est entrée et à fermer la porte à clé derrière elle, la quarantaine mais déjà bien marquée et bourrée de problèmes, j'étais occupé de mon côté, un moment donné, elle me tournait le dos, elle était debout penchée en avant vers une table basse, elle tourne la tête en ma direction et me fixe du regard sans parler, je lui jette un coup d'oeil distrait et je continue de bosser et je m'aperçois qu'elle ne me quitte plus du regard, elle finit par mettre une main sur ses fesses et me dit : tu viens, allez viens on est tout seuls, j'ai décliné l'invitation, j'adorais ma compagne, mon ex-épouse, et j'étais comblé sur tous les plans, donc je ne voyais pas l'intérêt d'avoir une aventure avec cette femme ou une autre d'ailleurs, aucune n'aurait pu me procurer ce que ma chère compagne partageait avec moi, comme dirait A. Breton, c'était l'amour fou !

Quelques années plus tard, je venais de décrocher un poste de responsable technique chez un revendeur Canon, en fait j'occupais la fonction d'un directeur technique. Six mois plus tard, l'épouse du patron, Anna, une jolie blonde de 40 ans environ d'origine allemande, a commencé à m'entreprendre, j'avais appris qu'elle avait déjà couché avec plusieurs directeurs de la boîte. Elle m'a invité à plusieurs reprises au restaurant en tête-à-tête, nous partions dans sa voiture, un coupé Volvo, nous allions dans des restaurants très chics, c'est elle qui payait toujours l'addition, mais pas de bol je venais d'épouser Magueswary et j'étais comblé, donc je ne tenais pas à avoir une aventure avec elle ; épilogue, ayant la majorité des parts de la boîte, elle fera en sorte que je sois viré deux mois plus tard, je n'ai aucun regret, mais je me doute qu'à ma place plus d'un n'auraient pas eu les mêmes scrupules que moi. Je suis un mec bourré de principes, je n'ai pas changé, c'est pour cela quand on me sort en politique qu'un principe ferait office d'analyse politique, je ne marche pas, je fais notamment référence à la situation en Libye et la position que j'ai adoptée.

Toujours dans la même boîte, quand je cherchais une secrétaire, son mari reçut avec moi plusieurs candidates dans son bureau. Lui il faisait la même chose que son épouse dans son coin, ils étaient au moins d'accord là-dessus. Une candidate mignonne se présente, elle avait l'air frivole au premier abord et son allure était plutôt provocante, elle en rajoutait même dans ses expressions, au point que lorsque nous nous sommes retrouvés seuls dans le bureau le patron et moi, il m'a dit : tu ne veux pas la prendre celle-là, au moins tu pourras la baiser, c'est une salope, cela se voit au premier coup d'oeil, embauche-la et on la virera si elle ne fait pas l'affaire, etc. Je lui ai répondu qu'elle foutrait le feu dans le service et que cela foutrait le bordel, je tenais à mon job, donc j'ai refusé cette offre. En fait, je trouvais le procédé particulièrement dégueulasse, mais je n'ai pas osé lui dire pour ne pas le heurter de front et me faire virer, déjà que je n'appréciais pas vraiment ses familiarités envers moi, de quoi me faire détester un peu plus les patrons.

J'ai bossé dans plus de 45 boîtes, donc j'en ai vu et entendu des trucs pour en parler en connaissance de cause. Il y en a que je ne peux pas raconter ici. J'ai retenu qu'il suffisait d'avoir un statut particulier (délégué syndical et du personnel) ou d'occuper une fonction supérieure (cadre), pour qu'on vous trouve des qualités que vous n'avez pas forcément, pour qu'on vous flatte ou vous fasse des propositions plus ou moins avouables. Il est donc facile d'user de ces situations pour se livrer à la débauche, le pas que franchissent certains et d'autres non dont je fais partie.

A partir du moment où une relation est faussée dès le départ par un élément parasite, il est méprisable de l'accepter. Tout dépend maintenant de la conception que l'on a des rapports entre les hommes et les femmes, je conçois que cela se discute, ce qui n'était pas mon cas autrefois. J'étais figé dans des principes qu'on m'avait inculqués, mais même avec le recul je ne regrette rien, si j'avais agi autrement avec ces femmes, je me serais toujours reproché de ne pas avoir donné le meilleur de moi-même à celle avec qui je partageais mon existence, j'aurais eu la conviction d'avoir trahi sa confiance, une idée insupportable. Je pensais qu'elle était aussi forte que moi pour continuer à vivre ensemble jusqu'au bout cette expérience, qui a bien des égards laissait penser qu'on avait atteint un idéal, mais tel ne fut pas le cas malheureusement.

On ne peut pas avoir des principes et se conduire autrement dans la vie, tout comme en politique on ne peut pas prétendre adhérer à une théorie et en dévier ou s'en écarter dans la pratique. Il n'est pas toujours facile de ne pas être trop ferme ou trop souple sur certains principes, trouver la bonne mesure s'apprend avec l'expérience. Abuser de la faiblesse de quelqu'un est condamnable dans tous les cas de figure.

Le mensonge, l'hypocrisie, la dissimulation de faits (ou de preuves) pour tromper les autres, sont autant d'attitudes à rejeter catégoriquement et définitivement, sauf envers un patron qui veut vous virer bien sûr, l'exception qui confirme la règle. On ne peut pas prétendre lutter pour un monde meilleur et se comporter n'importe comment dans la vie, c'est incompatible avec la vie d'un militant, comme se bourrer la gueule ou se défoncer à longueur de temps, battre ses gosses, sa femme ou son chien, vivre dans la crasse ou se complaire à rien foutre au lieu de bosser. Pour autant, on n'a pas le droit de juger nos semblables qui tombent dans ces travers, s'ils agissent de la sorte, c'est qu'ils n'ont jamais trouvé les moyens d'agir autrement, on ne leur en a pas donné la possibilité dans cette société pourrie.

Dire les choses telles qu'elles sont aussi dures soient-elles à entendre, permet d'éviter la rancœur et le mépris, d'être aigri ou injuste envers les autres, c'est parfois difficilement soutenable, certains prétendent que ce ne seraient pas souhaitables dans certains contextes, sans doute, mais cela devient vite un prétexte pour ne jamais les dire et les regarder en face. Tout dépend de la façon dont on veut conduire sa vie, progresser et aller de l'avant en étant le plus léger possible, de manière à se rapprocher le plus près possible de son idéal, ou trainer un boulet qui devient de plus en plus pesant au fil du temps et qui finit par vous tirer en arrière, vous paralyser.

Chacun se trouve constamment placé face à sa conscience. Le respect des autres passe par le respect de soi-même, se leurrer sur soi-même et l'on perd vite pied avec la réalité, c'est peut-être ce qui est arrivé à DSK, dont répétons-le, le sort nous indiffère totalement.

Si ma fille qui se connecte parfois sur le site lit ces lignes, elle s'apercevra que depuis plus de 20 ans ma version des faits n'a pas varié d'une virgule.

Parole d'Internaute

(après le discours hier d'Obama évoquant un Etat palestinien "démilitarisée")

- "Pourquoi pas Israël démilitarisée? après tout ils ont volé les terres, expulsé et massacré les palestiniens, construit un mur déclarée illégale par la cour internationale de justice, attaqué en eaux internationales des citoyens européens, bombardé Gaza avec des armes interdites par l'ONU (bombes à fragmentation, phosphore blanc), assassinats ciblés avec passeports européens, violé depuis 48 les résolutions de l'ONU qui n'ont pas été bloqués par les USA, détiennent la bombe nucléaire sans être signataire du TNP (traité de non prolifération), attaqué le Liban, Syrie, Egypte, Jordanie, Irak.....et pourtant les médias et les lobbys sioniste (CRIF, AIPAC, American jewish comite...) arrivent à faire croire que Israël est victime de ces méchants palestiniens." (libération.fr 20.05)

Cette personne a raison, cet Etat est une monstruosité, il n'aurait jamais dû voir le jour, le pire ce sont encore ceux qui le soutiennent sans que cela ne choque grand monde apparemment.

En très bref.

Yémen

L'accord entre le président yéménite, Ali Abdallah Saleh, et l'opposition sur une transition du pouvoir sera signé dimanche à Sanaa, a annoncé jeudi 19 mai un responsable du parti présidentiel, Soltane Al-Barakani. Voilà ce qu'on peut lire dans une dépêche AFP reprise par *Le Monde*, alors qu'hier soir, donc quelques heures plus tôt, aux infos sur TV5Monde Asie, le journaliste a démenti cette information expliquant que Saleh avait réaffirmé qu'il ne quitterait jamais le pouvoir autrement que par les urnes. Question : qui croire ?

Espagne

En Espagne les jeunes se saisissent d'Internet pour se mobiliser contre le gouvernement et plus généralement contre l'Etat et les institutions en appelant au boycott des élections qui doivent avoir lieu dimanche prochain, rejetant la politique d'austérité que le Parti populaire ou le PSOE veut leur imposer ou plutôt continuer de leur imposer. La déroute du PSOE étant annoncée, est-ce que les organisateurs de ces manifestations sont manipulés pour l'accentuer encore plus ? Je n'en sais rien. Ils ont appelé les électeurs à voter pour les "*petits partis*" dénonçant la corruption du Parti populaire et du PSOE.

Il ne peut y avoir d'issue politique dans le cadre des institutions en place, il faut les reverser, faire une révolution sociale et politique, s'attaquer aux fondements du capitalisme et aux institutions (Cortes et vestiges du franquisme), décider qu'elles sont illégitimes, pour ensuite les déclarer illégales et les dissoudre, c'est la voie de la révolution qui conduit à la prise du pouvoir qu'on a peine à imaginer aujourd'hui, qui se matérialisera par la mobilisation et l'organisation des masses pour constituer leurs propres institutions, leur propre Etat, celui de l'ensemble des travailleurs et leurs familles.

Ce que je ne comprends pas, c'est pourquoi un parti qui met en avant la nécessité de liquider les institutions en place et propose la convocation d'une Assemblée constituante souveraine, n'explique pas que sans un puissant parti révolutionnaire la révolution n'a aucune chance d'être menée à son terme, pourquoi le parti qui occupe une place déterminante dans un processus révolutionnaire et l'issue d'une révolution est relégué au second plan.

Immigration

Plus de 300 000 Libyens ont franchi la frontière tunisienne au cours des deux derniers mois sans que cela pose des problèmes insurmontables. Quelques centaines de Tunisiens parviennent jusqu'à la capitale de la France et le ministre de l'Intérieur est sur le pied de guerre pour les chasser !

Le 21 mai

Vous saviez qu'il existait une organisation qui militait depuis des années pour une Assemblée constituante ? Voir les deux articles du jours dans la *Tribune libre*. On en causera plus tard.

Etats-Unis : Etat antidémocratique, mafieux, voyou, terroriste ou quand le pire cauchemar devient réalité.

Après l'homme invisible "balancé" à la mer, Ben Laden, place à la femme invisible.

Certains commentateurs expliquent que la justice serait plus équitable ou juste aux Etats-Unis qu'en France, la preuve en est qu'un personnage très puissant serait traité de la même manière qu'un pauvre type et pourrait se retrouver en prison.

Baliverses, aux Etats-Unis c'est à l'accusé de prouver son innocence et pour avoir une chance d'y parvenir il faut mener une enquête pendant des semaines, voire de longs mois ou des années, déployer des moyens considérables, payer des détectives et des avocats, mieux encore, il faut pouvoir verser une importante caution pour espérer rester en liberté le temps de cette enquête et pouvoir organiser sereinement sa défense.

C'est possible quand on dispose de dizaines ou plutôt de centaines de millions de dollars en banque comme c'est le cas pour DSK, cela le serait moins pour le pauvre type comme nous qui moisirait en prison en attendant de passer en jugement et qui risquerait de passer le restant de ses jours en prison pour un crime qu'il n'aurait pas forcément commis.

Plus fort et injuste encore. Le riche peut plaider coupable et indemniser sa victime (réelle ou non) et retrouver la liberté, tandis que la plèbe qui n'en a pas les moyens en sera privé et croupira en tôle. Autrement dit, un riche coupable d'un crime peut espérer s'en sortir grâce à l'argent dont il dispose, tandis qu'un pauvre pas forcément coupable demeurera en prison pour avoir commis la faute impardonnable de ne pas être riche.

A part cela, il serait exagéré d'affirmer que la justice américaine favoriserait les nantis au détriment de la plèbe.

Pourquoi ne parle-t-on pas du combat contre la corruption aux Etats-Unis ? Parce qu'elle est intégrée dans la Constitution américaine sous couvert du pouvoir que procure l'argent.

Au fait, c'est le procureur de New York qui instruit le dossier à charge et c'est lui qui le premier a porté plainte contre DSK. Aux Etats-Unis les procureurs ne sont pas nommés par le président comme en France, mais élus au suffrage universelle. Or celui qui instruit cette affaire doit repasser devant les électeurs l'année prochaine et serait pratiquement sûr d'être réélu au cas où DSK serait déclaré coupable.

Tenez, le peuple révolutionnaire tunisien peut attaquer le gouvernement provisoire pour ne pas avoir rompu ses relations avec cet Etat voyou qui va jusqu'à employer une armée de mercenaires ayant pignon sur rue aux Etats-Unis destinés à mener des actions illégales et criminelles sur tous les continents, fomenter des contre-révolutions, assassiner des opposants politiques, poser des bombes et tuer des civils innocents, etc.

Ce ne sera certainement pas le cas du Conseil national de transition libyen corrompu qui protège et va remettre en liberté les barbouzes ou hommes de main de Sarkozy, selon un article du monde.fr d'hier :

- Les quatre Français détenus par les rebelles depuis le 11 mai à Benghazi, dans l'est de la Libye, après une arrestation qui s'est soldée par la mort du patron français d'une société de sécurité privée, vont être "très bientôt" expulsés du pays, selon la rébellion. "L'enquête suit son cours et ils n'ont pas encore été expulsés. Mais ils vont l'être très bientôt", a déclaré vendredi 20 mai Jalal Al-Gallal, un porte-parole du Conseil national de transition (CNT), l'instance dirigeante de la rébellion libyenne.

Le représentant français à Benghazi, Antoine Sivan, devait rencontrer ce vendredi les quatre détenus, qui seront aidés dans leurs démarches par un agent consulaire français.

La rébellion a accusé les cinq hommes, membres et patron de la société Secopex, dont le siège se trouve à Carcassonne, d'avoir menacé la sécurité de la Libye. Selon plusieurs sources européennes et libyennes, ils étaient soupçonnés d'"*espionnage au profit de [Mouammar] Kadhafi*". (lemonde.fr 20.05)

Un gouvernement ouvrier révolutionnaire les aurait jugés et exécutés, ce que n'est pas et ne fera pas le CNT à la solde de l'impérialisme français.

Parole d'Internaute

- "La valeur d'une monnaie d'un pays sur le marché des changes est inhérente au solde de sa balance commerciale. Lorsqu'un pays a une balance excédentaire sa monnaie s'apprécie et inversement. La France à l'heure actuelle a une balance commerciale déficitaire mais sa monnaie s'apprécie, cela n'est possible que par un chômage élevé et de l'emprunt public et privé. Indubitable, une dépréciation de la monnaie de la France favoriserait ses exportations et pénaliserait ses importations en réduisant son chômage.

Tous les économistes ou banquiers vous confirmeront que la lutte contre l'inflation seul mandat de la BCE, se fait avec du chômage et que cela ne sert que ceux qui ont du cash en grande quantité, donc les banques. Le projet européen se résume donc à ces quelques vérités simples et intangibles." (lepoint.fr 20.05)

Politique

1- Espagne

La rigueur économique, le chômage de masse et l'imminence des élections locales a provoqué, depuis dimanche dernier, l'émergence d'un large mouvement populaire parmi la jeunesse espagnole cette semaine. «Los indignados», autrement dit les Indignés, comme ils se surnomment, occupent depuis dimanche dernier la place madrilène Puerta del Sol. Le mouvement s'est répandu à travers l'Espagne sous le mot d'ordre «Toma la plaza» (Prend la place). Il est présent dans 57 villes, a compté le quotidien espagnol el Pais.

Cette mobilisation spontanée, aussi appelée Mouvement du 15 mai, s'est organisée, comme les révoltes arabes, via les réseaux sociaux en ligne Twitter et Facebook et sur le principe du «droit à s'indigner». Mercredi soir, El Pais avait dénombré 10.000 participants à Madrid. Les mots d'ordre: la mainmise des grands partis sur la vie politique espagnole, l'injustice sociale et la «corruption des politiciens». En toile de fond, un taux de chômage de 21,19%, le plus élevé de la zone euro, qui touche presque la moitié des moins de 25 ans.

«*Nous ne voulons pas renverser les politiciens, juste les ramener au niveau des préoccupations de la rue*», a expliqué à El Pais Gandara, un des porte-parole du mouvement. «*Nous ne sommes ni des anarchistes, ni des opposants au système. Nous sommes justes des gens normaux.*» Ils réclament une forme de démocratie participative. À minuit vendredi soir, les manifestants sont appelés à s'immobiliser dans «*un cri muet*», la bouche scotchée. (lefigaro.fr 20.05)

2- Syrie

Plusieurs civils, dont un enfant, ont été tués, vendredi 20 mai, par les forces de l'ordre syriennes, qui ont ouvert le feu pour disperser les manifestations pour la démocratie à Homs et dans la région de Deraa, ont rapporté des témoins à l'AFP. Des militants des droits de l'homme font état d'une trentaine de morts. "*Quatre personnes, dont un enfant, ont été tuées lorsque les forces de sécurité ont tiré pour disperser plusieurs manifestations dans la ville de Homs*", a indiqué l'un des témoins. Une cinquième personne est morte dans la ville de Sanamein, dans la province de Deraa, a indiqué un groupe syrien de défense des droits de l'homme. (lemonde.fr 20.05)

3- Yémen

Le président yéménite s'est prononcé pour la tenue d'une élection présidentielle anticipée devant une foule de partisans vendredi à Sanaa, alors que des milliers d'opposants rassemblés sur une place voisine ont scandé des slogans hostiles au chef d'Etat, au pouvoir depuis 32 ans.

"*Nous appelons à des élections présidentielles anticipées pour arrêter l'effusion de sang et préserver les traditions*" de manière "*démocratique*", a déclaré Ali Abdallah Saleh devant plusieurs dizaines de milliers de personnes. Mais il a également accusé le mouvement de contestation, qui réclame son départ, de "*trahison*", et a promis de rester "*ferme*".

On ignorait dans l'immédiat si le président Saleh avait discuté de la tenue d'une présidentielle anticipée avec l'opposition. Il n'a donné aucune date pour le scrutin ni mentionné la médiation des pays du Golfe, qui ont proposé qu'il quitte le pouvoir en échange d'une immunité judiciaire. (AP 20.05)

4- ONU.

Le Koweït figure parmi les 15 pays élus vendredi 20 mai au Conseil des droits de l'homme des Nations unies après la décision de la Syrie, dont le gouvernement est confronté à une vague de contestation sans précédent, de reporter à 2013 sa candidature.

Les 192 pays représentés à l'Assemblée générale de l'ONU étaient appelés à renouveler comme tous les ans un tiers des 47 sièges du Conseil, principale instance de l'ONU chargée d'examiner périodiquement la situation des droits de l'homme dans les pays membres. (lemonde.fr 20.05)

Social

France.

1- L'UMP soigne son électorat.

Enfin ! Les députés ont terminé l'examen de la loi Fourcade. Il s'agissait de rectifier le tir de la «*loi Bachelot*», votée il y a moins de deux ans par la même majorité, et qui avait agacé les médecins libéraux. Dès avril, l'Assemblée a retiré les dispositions les plus contestées : obligation pour les généralistes de déclarer leurs vacances et amende pour ceux qui refusent d'aller régulièrement en renfort de leurs confrères de banlieue ou de campagne, débordés.

Exit, donc, les mesures contre les déserts médicaux, le nouveau ministre de la Santé, Xavier Bertrand, estimant que la contrainte aurait pour seul effet de diminuer encore les vocations de généralistes. (lefigaro.fr 20.05)

Commentaire d'un internaute : "L'exemple type de laxisme et de lacheté des politiciens face à une corporation qui ne voit que par le dieu argent !!!! Hypocrate doit s'être suicidé dans sa tombe tellement la honte doit l'éclabousser. Aussi une des raisons qui poussent les gens dans la rue."

Je suis toujours à la recherche d'un bon avocat qui au regard du dossier médical de Mageswary accepterait de poursuivre gratuitement (au départ) en justice le chirurgien qui l'a opérée du cœur, ainsi que le médecin qui la bourre de médicaments (9 le soir et 5 le matin !). La faute médicale est avérée, une hémorragie au niveau du cœur juste après son opération qui a nécessité de la réouvrir à nouveau, une couture qui avait lâché, de ce côté-là la culpabilité du chirurgien ne fait absolument aucun doute, une transfusion sanguine qui se solde maintenant par de l'asthme, du cholestérol dans des proportions affolantes, elle a tellement grossi qu'elle se déplace avec peine, un problème aux reins et j'en passe, autant de problèmes qu'elle n'avait jamais eu avant son opération.

Suite à son opération du cœur il lui était absolument interdit de porter ou de se fatiguer jusqu'à la fin de sa vie, or une assistante sociale lui a intimé l'ordre de déménager dans un délai très bref pour atterrir dans un appartement situé dans le quartier le plus pollué de la ville au point qu'elle n'ouvre jamais la fenêtre, Mageswary qui ne voulait pas avoir d'ennui s'est exécutée en déménageant à pied une bonne partie de ses affaires, résultat depuis ce jour-là sa situation n'a cessé d'empirer. Elle ne m'avait pas raconté cet épisode, je viens de l'apprendre. Je l'ai engueulée en lui disant qu'elle n'avait pas à obéir à une assistante sociale débile qui mettait sa vie en danger, merde alors, elle m'a dit qu'en plus elle l'avait traitée comme un chien.

Mageswary n'a pas encore compris qu'elle était littéralement en état de survie, que sa santé était extrêmement précaire, elle n'a pas mesuré la gravité de sa situation. Je lui ai dit que la prochaine fois que quelqu'un voulait lui imposer quelque chose qu'elle ne peut pas faire, elle devrait refuser et porter plainte sur le champ si la personne persistait, contre un fonctionnaire ou n'importe qui s'il le faut, on s'en fout, c'est une question de vie ou de mort. Elle est méconnaissable et je suis extrêmement inquiet, je ne lui ai pas dit évidemment, même ses frères qui sont venus la voir avant-hier n'en reviennent pas de la trouver aussi changée et faible, ils ont même refusé à leurs enfants actuellement en vacances scolaires de rester chez nous pour ne pas la fatiguer. Pendant les 4 mois qu'elle va passer en Inde, je vais continuer à tout me taper à la maison comme si elle n'était pas là, repos total obligatoire, je suis obligé de la traiter comme une gosse, sinon je ne lui donne pas longtemps à vivre, elle respire difficilement, ne peut plus marcher, c'est dingue quoi.

Qu'on ne vienne pas nous parler des médecins (en France), à part détecter une affection courante, et encore, 90% sont des charlatans, des escrocs. Son médecin lui a prescrit du Doliprane à prendre 3 fois par jour, hier elle est allée faire une prise de sang pour contrôler sa pression sanguine auprès du cardiologue indien qui l'avait opérée la première fois en 1986, il lui a dit qu'il fallait supprimer le Doliprane, car à raison de 3 fois par jour son estomac ne résisterait pas longtemps ! Ce n'est qu'un début, sur Internet je vais chercher à quoi correspondent tous les médicaments que son médecin traitant lui a prescrits, si par hasard il y en avait un qui figurerait sur une liste de médicaments interdits dans d'autres pays, on le supprimerait immédiatement, une fois

rentrée en France il faudrait qu'elle trouve un autre médecin, mais où, lequel, pour tomber sur un autre médecin véreux ?

Une prof indienne du lycée français que j'avais remplacée avait consulté un excellent homéopathe indien qui lui avait donné un traitement qui s'était avéré efficace pour dissoudre d'énormes calculs rénaux, je ne savais pas que l'homéopathie pouvait résoudre ce problème et je m'étais montré sceptique quand elle m'en avait parlé, mais face au résultat concluant j'ai dû admettre que c'était possible. Je vais aller le consulter avec Mageswary, sinon nous irons consulter la clinique privée la plus réputée du sud de l'Inde à quelques kilomètres de chez nous. Plusieurs fois je lui ai dit d'aller à l'hôpital (public) à Aubagne ou Marseille, elle m'a répondu que c'était impossible, il y avait des mois d'attente ! Merci Sarkozy, Evin, Le Guen et Cie., quand on vous jugera pour crimes ne vous attendez pas à la moindre clémence de notre part : fusillés !

2- Déremboursé mais pas interdit, car trop d'argent en jeu. Criminel !

Commercialisé dans l'Hexagone depuis octobre 2010, et remboursé à 65 %, le traitement de l'arythmie cardiaque Multaq pourrait ne plus être remboursé en France. Le ministère de la Santé en décidera dans les prochaines semaines.

À la suite d'insuffisances hépatiques graves diagnostiquées chez des utilisatrices du Multaq en Allemagne et aux États-Unis, la Commission de la transparence a lancé un processus de réévaluation du service médical rendu (SMR) par ce traitement et elle a émis fin avril un projet d'avis négatif, selon *La Tribune*. Si l'avis final de cette instance est défavorable, le médicament sera logiquement déremboursé.

«*Il est destiné à des pathologies peu courantes, son développement et son lancement ont été compliqués et il a peu de chances, de toutes façons, de devenir un block-buster, c'est-à-dire un médicament dégageant plus d'un milliard de dollars de chiffre d'affaires*», estime l'un d'entre eux. Au premier trimestre 2011, le Multaq a dégagé 63 millions d'euros de chiffre d'affaires dans 29 pays, dont les États-Unis et les principaux États européens, précise Sanofi. (lefigaro.fr 20.05)

Economie

Grèce

L'agence de notation Fitch a abaissé de trois crans sa note sur la Grèce, désormais en territoire "*hautement spéculatif*", à "B+", la ramenant ainsi à un niveau similaire à celui retenu par S&P et Moody's pour leurs notes grecques.

L'aggravation des difficultés du pays est à nouveau au coeur des préoccupations des dirigeants européens. Selon bon nombre d'analystes, la Grèce ne pourra pas échapper à une forme de restructuration de sa dette.

Cité par la presse autrichienne, Christine Lagarde a déclaré qu'il n'y aurait pas de rééchelonnement de la dette grecque, tout en disant que le pays risquait la faillite si son programme de privatisations n'avancait pas. (Reuters 20.05)

La Grèce est déjà en état de faillite, alors si seule le programme de privatisations peut l'en sauver, ce n'est que provisoire, une fois qu'ils auront privatisé tout ce qui peut l'être, qu'advient-il ?

Le 22 mai

Je vous ai raconté hier que ma compagne Mageswary était mal en point, qu'elle avait grossi énormément ce qui inquiétait vivement son cardiologue. Hier j'ai pris la liste des dix médicaments qu'elle prend quotidiennement. J'ai laissé de côté le préviscan qu'elle prend pour réguler sa pression sanguine. (Sa mère vient d'arriver et fond en larmes en la voyant, c'est pour dire). Sur Internet j'ai recherché des indications sur les 8 autres médicaments, et comme je le supposais, je suis tombé sur une aberration totale.

Son médecin traitant lui a prescrit du Mansérine Téva, de Séroplex et du Lysanxia, plus du Doliprane qu'on a déjà supprimé hier. Voilà trois anxiolytiques ou antidépresseurs, outre le fait qu'ils font double usage et que les doses s'additionnent, dans les trois cas il est spécifié qu'ils peuvent entraîner une prise de poids, des problèmes urinaires ou respiratoires, or aujourd'hui ce sont exactement les problèmes qu'elle rencontre et qu'elle n'avait pas avant son opération du coeur.

J'ai décidé qu'elle réduirait de moitié la posologie quotidienne de ces trois médicaments pendant un mois ou deux, pour ensuite les supprimer totalement. Il faut y aller progressivement pour ne pas provoquer un choc, en cas de problème on peut toujours revenir en arrière.

Elle prend aussi du fer comme si elle serait anémiée en permanence, on va faire une prise de sang pour vérifier le taux de fer dans

le sang, si c'est satisfaisant on arrêtera aussi cet espèce de complément alimentaire prescrit par son médecin.

Elle prend aussi deux médicaments pour les aigreurs d'estomac et les reins, or ces problèmes pourraient être causés par le Doliprane et ces saloperies d'antidépresseurs. Mieux encore, celui pour l'estomac (Inexium) peut provoquer des problèmes rénaux, donc elle prend un médicament pour soigner un organe mais qui en attaque un autre, ce qui nécessite la prise d'un autre médicament et ainsi de suite, c'est dingue ! Stop ! On va attendre un peu avant de prendre la décision de les arrêter. Si tout va bien, elle va passer progressivement de 9 médicaments à 2 ou 3. En principe, 4 ans après la pose de ces deux valves cardiaques, elle ne devrait plus prendre que les médicaments permettant un bon fonctionnement du coeur et la régulation de la pression sanguine. Je viens de lire le bilan sanguin et cardiaque qu'elle a fait avant-hier, tout est impeccable. Ce sont ces médicaments qui la détruisent ou plutôt ce charlatan de médecin, criminel !

Je lui ai demandé si elle avait montré la liste de ces médicaments à son cardiologue, elle m'a répondu affirmativement, sans qu'il n'émette la moindre remarque, ce qui est scandaleux, esprit corporatiste oblige, un médecin ne doit pas critiquer un autre médecin, où va-t-on avec ce principe débile ? J'ai failli m'étendre sur ce sujet en m'attaquant à d'autres catégories sociales, puis j'ai tout effacé car j'allais oublier que les militants ne sont pas des patients potentiels, leurs enfants des élèves potentiels, etc. Les travailleurs et leurs enfants non plus, ils ne tombent jamais malade et ne vont pas à l'école... Il ne faut pas culpabiliser les médecins, les enseignants, etc, d'ailleurs moi-même, quand j'écris de grosses conneries, je ne culpabilise pas, je ne suis pas plus responsable que n'importe qui après tout, et oui il faut me l'accorder et pousser votre logique jusqu'au bout, alors je fais comme tout le monde, je m'en tape éperdument, je dirai que c'est la faute du système, de la société, etc.

La prise de conscience collective d'intérêts collectifs ne peut passer que par la prise en compte de ce que vivent individuellement les travailleurs au quotidien, la façon dont ils le vivent, pour ensuite les amener sur un terrain de classe, au lieu de le nier, c'est ce que je voulais dire. Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil en dehors des affreux patrons et les membres du gouvernement, je ne suis pas sûr que ce genre de discours soit très productif.

Un autre sujet.

Les féministes nous emmerdent ! Ce qu'elles réclament ce ne sont pas des droits égaux pour les hommes et les femmes, mais des droits supérieurs pour les femmes, tout comme les capitalistes sur les travailleurs.

Il suffit de constater qu'en cas de divorce, dans 90% des cas, le juge confiera la garde des enfants à la mère, ou encore se sera à l'homme de verser une pension alimentaire à la femme, qui pour avoir refusé de satisfaire les besoins sexuels de son compagnon pourra facilement prouver qu'il a été voir ailleurs pour les satisfaire, par exemple. Je suis passé par là, cela c'est très bien passé et lorsque le juge a proposé d'emblée la garde de notre fille à mon ex-épouse, je n'ai même pas essayé de m'y opposer, j'ai compris que la chose était entendue d'avance, de toutes manières on s'était déjà mis d'accord sur ce point entre nous et nous avons pris le même avocat, un divorce à l'amiable, le moins cher, le plus intelligent et le moins douloureux pour l'enfant.

Ces gens-là sont plus prompts à se mobiliser pour opposer une catégorie de travailleurs à une autre, mais quand il s'agit de se mobiliser contre le régime, là ils répondent aux abonnés absents, simple constatation encore.

Leur société fonctionne selon le principe des vases communicants : elle prend aux uns pour donner aux autres, elle s'en prend aux uns pour ne pas s'en prendre aux autres, elle entretient ainsi un fragile équilibre qui lui permet d'assurer sa survie pendant que les différentes couches d'exploités passent leur temps à s'étriper entre elles, ce qui fait le bonheur des tenants du régime en place.

Les féministes reproduisent les rapports entre les classes. Les femmes sont faibles, dominées, sans défense, il faut donc des lois répressives pour leur assurer un statut égal aux hommes qui sont forts, dominateurs et armés jusqu'aux dents. Quelle connerie ! Le législateur qui est au service d'une société qui a engendré ce genre de rapports ne demande pas mieux.

Plus il y aura de lois pour fixer les règles de conduites des deux sexes et asservir les uns ou les unes et les autres, plus ils seront encadrés et dépossédés de la faculté d'agir librement, moins ils seront tentés de réfléchir à la nature sociale des rapports entre hommes et femmes qui prévalent dans la société, plus ils demeureront soumis à l'ordre établi, cela procède d'un tout qui consiste à retarder le moment où ils prendront enfin conscience de leurs propres conditions d'existence et combattront ensemble pour les changer.

Il y a toujours quelque chose de pernicieux ou contradictoire à réclamer quelque chose au législateur, à recevoir quelque chose de l'Etat, à voir satisfaite une revendication par le gouvernement, défendu ou reconnu un droit par leur justice, par notre ennemi de classe. Tout dépend du contexte et dans quelle perspective ces situations surviennent. Ce qu'on admet généralement avec beaucoup de légèreté ou une certaine inconscience, préférant en tirer un profit immédiat, plutôt que se demander si à terme un avantage consenti ou arraché ne pourrait pas se transformer en son contraire et s'avérer pire encore. La situation des femmes seules qui élèvent leurs enfants est l'une des plus insupportables dans la société, et elles sont nombreuses dans ce cas-là.

Les plus malhonnêtes ou inconscients vont jusqu'à affirmer qu'en obtenant des droits nouveaux on disposerait de nouvelles armes pour combattre notre ennemi. Pas forcément, on n'en disposerait pas en réserve pour continuer notre combat qu'on

les inventerait, les plus efficaces consistant dans les lieutenants bourgeois du mouvement ouvrier qui servent soigneusement leurs intérêts et justement ne situent pas ces avancés juridiques ou sociales dans la perspective d'abolir le régime en place.

En travaillant la femme est l'égal de l'homme et peut revendiquer son indépendance, dans un couple, elle peut retrouver sa liberté ou le plaquer à tout moment, certes, pour ensuite se retrouver davantage sous la coupe de cette société qui est impitoyable aussi bien avec les hommes que les femmes qui travaillent. Elle ne conquière pas sa liberté, elle se forge de nouvelles chaînes en régime capitaliste.

Ce qui est marrant, c'est que ceux qui nous expliquent qu'il ne faut pas céder devant la fatalité, fatalité qui est un concept fabriqué par la classe dominante pour en tirer profit, donc il faut combattre cette fatalité sur le plan politique, ils nous expliquent qu'un droit acquis en régime capitaliste peut se transformer en son contraire et qu'on n'y peut rien, que ce serait une fatalité en quelque sorte, un processus inévitable, sans aller jusqu'à dire qu'il faut s'y résigner mais que les choses sont ainsi. Alors qu'en réalité, elles ne sont que le produit de l'abandon du combat pour changer la société ou pour le socialisme, le refus de situer chaque combat dans cette perspective, du coup on se retrouve enfermer dans cette société ou effectivement les rapports tendent en permanence à dresser les différentes couches d'exploités les uns contre les autres.

On constate, on commente la réalité de ces rapports comme des individus impuissants à agir dessus, mais on n'essayera pas de comprendre pourquoi ils ont pris cette tournure, comment on en est arrivé là. Le combat pour des droits spécifiques aux femmes devrait se situer dans la perspective de l'émancipation de la classe du capitalisme et non simplement pour améliorer leur sort, ce qui est un leurre au regard de ce qu'elles subissent quotidiennement de la part du régime, la même chose que les hommes livrés au système d'exploitation et d'oppression capitaliste.

Les actes les plus simples de la vie quotidienne s'inscrivent dans un processus dialectique dont le contenu deviendra compréhensible ou passera à l'état conscient qu'à partir du moment où on les conçoit comme des éléments ou des étapes qui forment un tout ou un ensemble, pris séparément ou isolément ou encore comme des abstractions, ils n'ont qu'une valeur limitée et demeurent incompréhensibles tant qu'on ne les considère pas dans leurs rapports qui interagissent les uns sur les autres ou les influences réciproquement. C'est le mouvement qui permet de définir dans quelle direction est orientée une action, qui permet d'en fournir la signification précise au-delà de ses qualités propres, qui ne doivent pas être négligées pour autant.

Combattre pour une augmentation de salaire en soi ne présente aucun intérêt, sauf celui d'être plus sûrement enchaîné au capitalisme. C'est l'ensemble de la conception de la lutte de classe qui est à revoir pour renouer avec la tradition révolutionnaire de la fin du XIXe siècle et le début du XXe. La crise et la décomposition du capitalisme devrait nous y aider. (A suivre)

Inutile de répondre aux propos infâmes des défenseurs de DSK, les Jean-François Kahn, Bernard-Henri Lévy ou Jack Lang : tirons la chasse !

A bas les partis des riches : l'UMP, le Modem, le FN, le PS !

Et dire qu'il s'en trouve encore pour faire signer des pétitions ou organiser des délégations en direction des élus pourris du PS, qui hier encore appelaient à voter PS, honte à eux ! Et après on s'étonnera que les travailleurs se détournent des partis politiques et finissent par penser comme en Espagne : tous pourris ! Ils font tout pour méthodiquement, consciencieusement pour en arriver-là.

Même plus besoin de faire semblant ou de le camoufler : L'Union européenne : une appendice de l'impérialisme américain.

- Le Prochain Président de la BCE (Banque Centrale Européenne) Mario Draghi est l'ex-vice Président de Goldman Sachs Europe. (un internaute sur liberation.fr 21.05)

Politique

1- France

La cote de popularité de Nicolas Sarkozy est remontée d'un point en mai par rapport à avril à 29% d'opinions favorables.

Selon le baromètre mensuel Ifop à paraître dans le Journal du dimanche, 4% (+1) des personnes interrogées se déclarent «très satisfaites» du chef de l'Etat et de son action et 25% «plutôt satisfaites» stable). Dans le camp des mécontents, 34% (-4) des sondés se disent «plutôt mécontents» et 37% «très mécontents» (+3). (20minutes.fr 21.05)

Bling-bling peut faire et dire ce qu'il veut dorénavant, la situation sociale et l'atmosphère nauséabonde qu'il s'est employé à créer l'emportent. Il ne profite même pas de la chute de DSK. C'est un signe avant-coureur qui ne trompe pas. L'annonce de la maturation en profondeur en cours, qui lorsqu'elle atteindra la surface explosera dans un mouvement révolutionnaire incontrôlable. La détérioration des conditions objectives a atteint un tel degré que Sarkozy n'inspire plus que le rejet.

On peut très bien avoir encore de quoi vivre presque normalement et en avoir plus que ras le bol de la société, qui en pleine décomposition, rend la vie de plus en plus problématique dans tous les domaines à la majorité de la population. C'est la transformation de la quantité en qualité qui est en train d'opérer au détriment de La Talonnette qui ne dispose plus d'aucun levier pour inverser la situation. Encore un peu de patience...

2- Syrie

Les forces de sécurité syriennes ont tiré samedi à Homs sur une foule qui enterrait des manifestants tués la veille, faisant un mort et plusieurs blessés selon un témoin.

L'enterrement de dix opposants tués vendredi dans cette ville du centre de la Syrie était une nouvelle occasion pour la foule de réclamer "*la chute du régime*", a relaté à Reuters un témoin présent lors de la cérémonie.

Des dizaines de personnes ont été blessés, a dit le témoin, qui a vu cinq personnes touchées par balles et conduites à l'hôpital.

Les forces de l'ordre ont aussi tiré sur des manifestants à Sakba, une banlieue de Damas, a dit un témoin.

"Une grande manifestation réclamant la chute du régime se déroulait depuis l'après-midi. On aurait dit que tout Sakba était dans la rue, a-t-il dit. Les forces de sécurité sont arrivées dans la soirée et ont commencé à tirer."

Oualid al Bounni, un dirigeant d'opposition, estime qu'il est encore temps pour Bachar al Assad de sauver la face.

"Le président peut encore essayer de se racheter en faisant ce qu'ont fait plusieurs dirigeants d'Europe de l'Est (à la fin de l'ère soviétique), c'est-à-dire en procédant immédiatement à la transition démocratique et en se présentant lui-même, s'il le souhaite, à des élections équitables", a-t-il dit.

"Avec tout ce sang que le régime fait couler, les manifestations grandissent et s'étendent géographiquement (...) Les Syriens ont été humiliés et ils ne se tairont plus", a ajouté Oualid al Bounni.

Des manifestations ont été signalées vendredi dans des banlieues de Damas, à Baniyas et Lattaquié sur la côte méditerranéenne, dans la région pétrolière de Deir al Zor, à Kamichli dans l'Est et dans la plaine du Hauran au Sud.

Des arrestations arbitraires ont eu lieu dans plusieurs foyers de révolte, selon des témoins.

Les forces de sécurité auraient par exemple arrêté 12 membres du Parti démocrate assyrien, de la minorité chrétienne de Syrie, dans leurs bureaux de Kamichli.

Plusieurs défenseurs des droits de l'homme ont souligné la violence de la répression à Idlib, une région agricole et prospère, où des centaines d'opposants ont été arrêtés.

Parmi la vingtaine de victimes figurent cinq manifestants tués par les forces de sécurité alors qu'ils se rendaient d'Ariha à Idlib pour rejoindre une autre manifestation.

Un activiste raconte : *"Ils ont pris leurs morts et sont rentrés à Ariha où ils ont brûlé les sièges de la sécurité et du parti Baas (au pouvoir) ainsi qu'une agence de Syriatel"*, le premier opérateur mobile du pays appartenant à un cousin du chef de l'Etat. (Reuters 21.05)

3- Tunisie

La torture continue en Tunisie depuis le renversement de Zine ben Ali mais elle ne semble pas être systématique, a déclaré samedi le rapporteur spécial des Nations unies.

La Tunisie devra enquêter "*énergiquement*" sur la torture massive pratiquée sous le règne autoritaire de Ben Ali, renversé le 14 janvier par une révolution populaire, a ajouté Juan Mendez.

L'avocat envoyé par l'Onu concluait une mission d'une semaine en Tunisie, durant laquelle il a rencontré le gouvernement intérimaire, des associations et des victimes. Il a déclaré que les nouveaux dirigeants du pays étaient d'accord avec le fait que la torture devait être éliminée et il les a pressés d'agir rapidement.

"Il y a encore des cas (de torture) et le gouvernement ne devrait pas être pleinement satisfait", a dit Mendez à la presse. "Je ne pense pas que l'on puisse dire que c'est généralisé ou systématique", a-t-il ajouté.

Sur les centaines de Tunisiens arrêtés au début du mois en marge de manifestations dénonçant la lenteur des réformes, l'avocat argentin a souligné, sur la base des informations obtenues, que 66 avaient été sévèrement traités.

Ces personnes, dont un tiers de mineurs, ont été détenues pendant 12 heures sans pouvoir parler à un avocat ou à leur famille, a dit Mendez.

"Elles ont été forcées de s'agenouiller et de rester dans des positions inconfortables", a-t-il dit, ajoutant qu'il y avait des preuves de passages à tabac et de brûlures de cigarettes.

Le rapporteur de l'Onu s'est par ailleurs inquiété de l'avancée, trop lente selon lui, des poursuites contre les dirigeants de l'ancien régime.

"Je m'inquiète que nous n'ayons entendu parler jusqu'à présent que de poursuites contre M. Ben Ali et une poignée d'anciens ministres et conseillers", a-t-il dit, ajoutant que les enquêtes en cours visaient 60 hauts dirigeants.

"Nous aimerions en savoir davantage sur les motifs des poursuites, par quel tribunal, le rythme de l'enquête." (Reuters 21.05)

Social

France

Régime policier. Acharnement, sadisme...

Salariés, faites gaffe ! Le Comité national consultatif d'éthique vient de se montrer étonnamment compréhensif. Dans un avis rendu public hier, il ne s'oppose pas à un «*dépistage médical de l'usage des produits illicites en milieu de travail*». Il ajoute même qu'il est «*souhaitable et justifié pour les postes de sûreté et de sécurité*». Et il suggère que ce dépistage soit élargi pour ces mêmes postes «*à l'abus et même à l'usage de l'alcool*».

Le comité insiste sur le fait que le salarié doit avoir été prévenu qu'il pourra être un jour dépisté. Ces précautions mises à part, voilà un coup de canif inédit «*au principe de respect de la liberté des personnes*». (libération.fr 21.05)

Le législateur ignore que la consommation d'alcool, de certaines drogues et de médicaments est une thérapie ou un palliatif pour des millions de travailleurs qui ne supportent plus leurs conditions de travail et d'existence, tout comme la cigarette déjà interdite sur les lieux de travail.

Suer et souffrir en silence, ne cherchez pas à y échapper, c'est votre lot... C'est une manière de pousser à bout les travailleurs et de précipiter l'affrontement inéluctable entre capital et travail.

Les Fleurs du mal de Baudelaire réhabilitées.

Interdite durant près d'un siècle en France sous son nom et dans sa composition d'origine, l'absinthe ou "fée verte", qui a inspiré nombre d'artistes séduits par ses effluves anisées réputées rendre fou, vient d'être définitivement réhabilitée.

Cette décision, publiée cette semaine au Journal Officiel, découle de la "*loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit*" abrogeant celle du 16 mars 1915 qui interdisait cette boisson, titrant 72 degrés d'alcool et contenant une molécule "*épileptisante*", la thuyone.

Née dans le Jura, à Pontarlier (Doubs) en France et à Couvet en Suisse, elle avait été autorisée à nouveau en 1988 en France, avec un taux réduit de thuyone de 35 mg par kilo (illimité auparavant), à la suite d'une directive européenne mais dans une version aussi alcoolisée que sa version d'origine (titrant de 40 à 72 degrés), selon la FFS.

L'abrogation de la loi de 1915 vise à contrer le projet suisse de déposer la dénomination "*absinthe*" comme indication géographique.

En France, une quinzaine de distilleries fabriquent encore l'absinthe, dont Emile Zola a décrit les ravages dans "*L'Assommoir*".

Appelée aussi "*herbe aux vers*" ou "*herbe des vierges*", l'absinthe est issue d'une variété d'armoise, plante aromatique aux fleurs jaunes, à la tige verte argentée et aux feuilles grises et blanches.

Utilisée comme plante médicinale aux bienfaits thérapeutiques reconnus (notamment vermifuges) depuis la Haute Antiquité, elle a aussi souvent été associée au poison et à la mort, notamment dans la Bible. Les poètes grecs utilisaient le mot "absinthion" pour désigner quelque chose d'impossible à boire, puis tout sentiment empreint d'amertume.

C'est la thuyone, présente dans de nombreuses plantes mais reconnue comme substance toxique favorisant l'épilepsie, qui a longtemps été incriminée.

"L'interdiction de 1915 était motivée par des raisons de santé publique en dépit de l'absence d'étude scientifique sérieuse sur les dangers réels de la thuyone dans l'absinthe", explique Mme Benech.

"Son succès était réel. Les gens en consommaient beaucoup donc beaucoup d'alcool. On peut lire qu'à Paris, les rues du Quartier Latin embaumaient l'absinthe... Mais elle faisait aussi beaucoup d'ombre aux viticulteurs alors frappés par une crise viticole", ajoute-t-elle.

Supposé ou pas, l'effet psychologique de la "fée verte", proche de celui de la marijuana pour certains, et lié à un savant rituel, a séduit Baudelaire, Rimbaud, Verlaine, Toulouse-Lautrec, Modigliani, Van Gogh, Picasso et beaucoup d'autres. Tous se sont délectés de la boisson anisée, obtenue en versant de l'eau sur le liquide concentré au travers d'une cuillère en argent perforée contenant un sucre. (AFP 21.05)

En quantité modérée et prise le soir seulement, c'est mieux pour l'équilibre psychologique et le moral que ces saloperies d'anti-dépresseurs ou psychotropes aux nombreux effets secondaires à court ou long terme selon les cas. Pourquoi c'est mieux, parce que cela permet d'alimenter l'imagination en panne chez les gens dépressifs, problème auquel ne remédie pas la pharmacopée chimique, de plus, en prise modorée cela agit comme un stimulateur de l'esprit d'analyse au lieu de vous rendre apathique.

Le législateur ne voit dans la consommation de l'absinthe ou de la marijuana que l'aspect euphorisant, alors qu'elles possèdent des qualités supérieures à bien des médicaments sans en avoir les inconvénients, dont celui de calmer les angoisses, soulager bien des maux et de pouvoir dormir paisiblement. A consommer avec modération bien sûr sans en faire une fin en soi, cela doit être éventuellement, car on peut aussi s'en passer, davantage un moyen de développer sa personnalité en gardant les pieds sur terre, de se développer intellectuellement. A côté, s'ennivrer ou se défoncer ne procure qu'un bref répit artificiel sans intérêt, à éviter.

Le 24 mai

Je suis malade depuis avant-hier soir, et pour tout arranger ma belle-mère et deux de mes nièces se sont incrustées chez nous, elles ont foutu un tel bordel que la maison est méconnaissable, avec l'accord de mon épouse évidemment qui leur donne raison, j'ai juste le droit de fermer ma gueule, en Inde, même chez moi je suis un étranger, normal quoi ! Qu'on ne me parle jamais d'intégration ou de conneries du même genre, on a aucune valeur en commun. Bref, je suis encore sur les nerfs et j'en ai jusqu'au 12 septembre ! Et ce n'est pas la situation politique qui va me détendre, la barbarie a encore de beaux jours devant elle.

Alors qu'a sonné la plus gigantesque crise de l'histoire du capitalisme à l'échelle mondiale, le mouvement ouvrier est toujours en dessous de tout, et comme il fallait s'y attendre pour ne pas se retrouver totalement isolé, chaque parti en rajoute une couche en s'employant à démontrer qu'il n'a pas l'intention de rompre avec le capitalisme ou les institutions, tout en prétendant le contraire à l'adresse des travailleurs qui les avaient rejoints dans cette perspective, double langage qui apparemment passe très bien au niveau de leurs militants qui s'en accommodent, n'y comprennent rien ou en sont parfois les otages malgré eux. Pas autant que cela, puisque tous ces partis demeurent des passoires, gagnent des militants sur "un coup" et en perdent autant une fois que le soufflé est retombé. La minorité qui s'accroche à ces partis, 3.000 militants environs, constituent l'appareil (historique) de ces partis, LO, NPA, POI.

On a le choix entre suivre l'un de ces partis ou adopter une politique différente qu'aucun ne défend et se retrouver inorganisé ou livré à soi-même.

Pourquoi ces partis ne sont-ils pas crédibles, pourquoi sont-ils incapables depuis des lustres de gagner la confiance des travailleurs ? Entre le travailleur complètement arriéré qui refuse de réfléchir parce qu'il est soumis à l'ordre établi et le travailleur à l'esprit plus libre et plus développé, il existe des échelons intermédiaires qui recouvrent des millions de travailleurs. Comment expliquer qu'une question de logique aussi simple à aborder, faire avec ou sans le capitalisme, demeure hors de leur portée, qu'ils soient incapables de s'en saisir ? Que dire de ces intellectuels bien pensants qui osent se prétendre de gauche et pour lesquels le capitalisme est l'horizon indépassable ?

Répetons-le une énième fois, le socialisme repose sur la capacité de la classe ouvrière et des masses à saisir le développement

du capitalisme qui mène l'humanité à la barbarie, et à se doter d'une avant-garde pour liquider le capitalisme et réorganiser la société sur de nouvelles bases... Jusqu'à présent, elles n'ont été capables ni de se hisser au niveau de cette compréhension, ni de s'organiser en conséquence. Si ces conditions ne devaient jamais être réunies la barbarie l'emporterait, la civilisation humaine et au-delà toutes formes de vie sur terre deviendraient impossibles et le socialisme n'aura été qu'une magnifique utopie.

Chacun fort de son expérience quotidienne sent bien que le système économique en vigueur est responsable des problèmes qu'il rencontre, mais chacun se dit aussi que c'est dans le cadre de ce même système que leurs conditions d'existence se sont améliorées par rapport aux générations précédentes, donc chacun se demande pourquoi ce qui était possible hier ne le serait pas aujourd'hui ou demain en conservant le même régime, peut-être qu'il suffirait de rééquilibrer la distribution des richesses entre le travail et le capital pour que tout redevienne comme avant ou mieux encore, personne n'a compris que ce qui leur a permis de vivre mieux hier l'a été au détriment d'autres peuples dont on ignorait le mode de vie misérable. Or depuis un peu plus de deux décennies une nouvelle division internationale du travail est intervenue qui a bouleversé la donne, le prix payé par les patrons pour la force de travail dépensée par un ouvrier chinois correspond à ce qui est nécessaire à la reproduction de sa force de travail, à ses besoins quotidiens qui se réduisent à peu de choses comparés à ceux d'un ouvrier français, il faut donc raboter les besoins de l'ouvrier français, d'où les coups portés contre l'école publique au profit de l'école privée payante, les coups portés contre la Sécurité sociale, l'instauration d'une franchise médicale, le non-remboursement de centaines de médicaments, la privatisation de l'eau et de l'électricité qu'il va payer plus cher, la remise en cause du Code du travail, l'annualisation du temps de travail, etc, toutes les mesures prises pour augmenter la productivité, amplifier l'exploitation en échange d'un salaire qui n'augmente pas ou très peu, quand il ne baisse pas en valeur absolue sous le coup de la hausse de certaines taxes ou impôts, etc, tandis qu'à l'autre bout du monde, des millions et millions d'ouvriers ne tirent aucun profit de la vente à l'exportation des marchandises qu'ils produisent, au contraire, ils sont toujours soumis à des cadences de travail infernales pour des salaires de misère pendant que les patrons et actionnaires encaissent des profits mirobolants, le nombre de milliardaires s'accroît sur le dos des esclaves modernes en Chine comme en France ou ailleurs.

La mise en concurrence dans tous les secteurs d'activité des ouvriers du monde entier n'a pas pour objectif de permettre à terme aux uns et aux autres de vivre mieux ou de travailler dans de meilleures conditions, mais d'enrichir toujours plus les capitalistes qui demeurent une infinie minorité par rapport au reste de la population. C'est la raison d'être du capitalisme d'accumuler toujours plus de profit, le système est ainsi fait, celui qui n'accumule pas du profit ne disposera pas demain des moyens indispensables pour se développer pour en engranger davantage et disparaîtra, on comprendra facilement qu'aucun capitaliste ne souhaite disparaître, c'est un engrenage infernal dont il n'est pas possible de sortir sans briser à la base les rapports sociaux sur lesquels ce système économique repose, la propriété privée des moyens de production qui doivent devenir propriété ou bien collectif de l'ensemble des travailleurs ou de la population.

Ceux qui détiennent le pouvoir sont capables de réduire le monde à feu et à sang comme ils l'ont déjà fait à deux reprises au XXe siècles pour conserver leurs privilèges, pour que le système capitaliste survive. Aujourd'hui il serait possible de satisfaire tous les besoins et aspirations de tous les peuples sur la terre, de vivre en paix et en harmonie les uns avec les autres, de supprimer les frontières, les Etats et les classes, l'argent, mais tel n'est pas le cas parce que ceux qui détiennent les richesses en ont décidé autrement et préfèrent dilapider des dizaines et dizaines de milliers de milliards de dollars dans la spéculation, les guerres, etc. leur objectif n'étant pas le bonheur des hommes, mais leur propre enrichissement et le pouvoir.

Il y a incompatibilité entre la satisfaction des besoins des capitalistes et la satisfaction des besoins du reste de la population, avec la paix et l'harmonie entre les peuples, le bien-être de chacun, voilà ce qu'il faut parvenir à incruster dans la tête des travailleurs. Le capitalisme ou le profit fonctionne un peu comme une source qui produirait un liquide pour peu qu'on ne cesse d'en extraire en toujours plus grande quantité, et qui cesserait d'en produire pour peu qu'on ralentisse l'extraction de ce liquide jusqu'à se refermer ou se tarir. Mais la meilleure image pour illustrer ce qu'est le capitalisme, c'est encore le casino qui ne fait jamais faillite parce qu'il engrange plus d'argent qu'il n'en redistribue, il fonctionne selon ce principe qui enrichit leur propriétaire et l'Etat.

On devrait cultiver les métaphores sur ce sujet pour rendre plus accessible le fonctionnement du capitalisme aux travailleurs. Je me demande toujours pourquoi on ne le fait pas. A force de lorgner les uns sur les autres, tous les partis finissent par se ressembler, par présenter les mêmes défauts ou travers, ce qui n'échappe pas aux travailleurs. Bref, je comprends la lassitude qui gagnent certains camarades, et si je devais leur dire franchement ce que je pense, je leur dirais qu'on est vraiment très mal barré pour s'en sortir, à ce jour, ne nous leurrons pas, nous sommes dans une impasse totale. Et ce n'est pas les développements que vous allez lire ci-dessous qui seront matière à démentir ce constat, hélas !

Politique

1- Tour d'horizon en Europe.

1.1- Une Assemblée constituante qui ne changera rien.

Tout a commencé en Islande, ancien pays de cocagne sévèrement frappé par l'effondrement des banques privées après la crise des subprimes américains. Furieux, les citoyens n'ont pas voulu faire les frais de la crise économique et sont descendus dans les rues. A deux reprises, ils ont rejeté par référendum un arrangement destiné à dédommager les investisseurs étrangers au détriment du contribuable local. Puis, ils ont viré les conservateurs au pouvoir, et élu une Assemblée constituante chargée de modifier

la Constitution. Une «*révolution citoyenne*», ont affirmé certains médias.

1.2- Une manifestation sans orientation politique qui débouchera sur rien.

En Grande-Bretagne, le 27 mars, 250 000 personnes protestaient à Londres contre la politique d'austérité du gouvernement et les coupes à tout-va dans les budgets publics. Un quart de million de personnes, soit un raz-de-marée à l'échelle du Royaume-Uni dont le mode préféré de contestation n'est pas la rue, loin s'en faut. La coalition de gouvernement entre les conservateurs et les libéraux n'a pas reculé. Les coupes annoncées sont bel et bien mises en œuvre. Les travaillistes n'ont pas gagné en audience. Et deux mois plus tard, c'est le calme plat.

1.3- Une mobilisation sans structure, sans programme, sans direction qui aboutira à rien

En Italie, les scandales s'accroissent mais les jeunes blogueurs qui entretiennent la vague d'indignation contre le président du Conseil, Silvio Berlusconi, et plus généralement contre la «*caste dirigeante*» n'ont jamais réussi à remobiliser les centaines de milliers de personnes qui, le 5 décembre 2009, s'étaient réunis dans les rues de Rome pour participer à un No Berlusconi Day. Acclamé par la foule, le cinéaste Mario Monicelli avait lancé à cette foule : «*Nous sommes ici pour virer toute cette classe dirigeante, Parti démocrate compris.*» Faute de structures, de programme détaillé et de vrai leader, cet élan spontané né sur la Toile s'est en partie évaporé. «*Le mouvement a baissé d'intensité, reconnaît le sociologue Antimo Farro, il ne s'est pas transformé en une expression politique classique. Mais, à travers les nouvelles technologies et le Web, les promoteurs mènent des actions plus ciblées sur des thèmes plus précis comme celui de la lutte contre la précarité.*»

Antisystème. Organisé autour de l'acteur comique Beppe Grillo, le mouvement antisystème «*Cinq étoiles*», qui avait organisé le «*Vaffanculo Day*» (la journée du va-te-faire-foutre) contre les politiciens corrompus et carriéristes, s'est en revanche enraciné. Les «*grillini*» - pour l'essentiel des jeunes, dont beaucoup de diplômés - se réunissent ponctuellement, chattent en continu mais se présentent aussi aux élections. Lors des dernières municipales, le mouvement Cinq étoiles a obtenu près de 10% à Bologne, un bastion de la gauche.

1.4- Une mobilisation qui ne s'inscrit pas dans la perspective de la rupture avec le régime aboutira à rien.

En Grèce, la contestation des mesures de rigueur prises par le gouvernement ne faiblit pas. Au-delà du ras-le-bol ou de l'indignation des jeunes ou des moins jeunes, elle est avant tout dirigée contre une politique qui a conduit à un chômage de masse.

1.5- Une mobilisation "*apolitique*" dont il n'y aura rien à attendre.

En Espagne. Le mouvement, qui rassemble beaucoup de jeunes, mais aussi des citoyens de tous horizons, a émergé dès le 15 mai via les réseaux sociaux, pour très rapidement s'amplifier, gagner tout le pays et se structurer. Spontané, coloré, pacifique, laboratoire d'idées pour des réformes à venir, ce mouvement citoyen, qui se veut apolitique, dénonce l'injustice sociale, les dérives du capitalisme, la "*corruption des hommes politiques*".

Mais surtout, il trahit l'angoisse de millions d'Espagnols face au chômage, qui atteint 21,19 % et touche près de la moitié des moins de 25 ans sans emploi. Il montre aussi une grande défiance envers les grands partis politiques.

Les manifestants qui ont pris possession de la place de la Puerta del Sol, au cœur de Madrid, ont décidé, dimanche, de poursuivre pendant au moins une semaine cette occupation. Dans la soirée, une foule de plusieurs milliers de personnes a, comme chaque jour, envahi la place autour du village alternatif de bâches bleues et de tentes devenu le cœur de la contestation. (liberation.fr et lemonde.fr 23.05)

Et en France ? Ma retraite, mon salaire, mon logement, ma classe, mon statut, etc... moi, moi, moi ! Voilà pour le niveau politique. Quelle est la nature sociale de cette Assemblée constituante, quelle est la nature sociale de ces manifestations ou mobilisations ? En aucun cas elles ne sont révolutionnaires ou socialistes, elles sont toutes bourgeoises ou s'inscrivent dans le cadre de la préservation du régime capitaliste en place.

2- France

2.1- Plus on est de fous plus on rit... ou plus on pleurt !

Trente-sept nouveaux partis politiques ont été agréés en France depuis le 1er janvier. Ce qui porte leur nombre à près de 320. Du jamais vu pour la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP), qui publie, ce matin, son rapport annuel d'activité. Ce document - que 20 Minutes s'est procuré - consacre un chapitre entier aux micro-partis. Il y a les structures purement locales. Et puis, il y a les micro-partis créés par les ténors de la politique en marge de leur engagement traditionnel. Ils disposent des mêmes droits que l'UMP ou le PS...

Les gros financent les petits Ils peuvent ainsi présenter un candidat à une élection et recevoir des dons de la part des particuliers. Un citoyen peut verser jusqu'à 7 500 € à chaque parti existant. Les organisations sont ensuite libres d'en faire ce qu'elles veulent. Notamment transférer l'argent à un autre parti « *affilié* ». Depuis l'affaire Woerth-Bettencourt, les micro-partis ont la réputation de n'exister que pour recueillir des dons avant de les reverser aux gros partis. « *En fait, ce sont plutôt les gros qui financent les petits* », dément Jean-Louis Méré, chef du service juridique à la CNCCFP. A gauche, le PS a prévu de verser de l'argent aux candidats aux primaires. A droite, les fonds servent à financer les différents courants et à nourrir le « *débat d'idées* », selon un responsable de la majorité. « *Tous ces micro-partis sont une bonne nouvelle pour la démocratie, poursuit Jean-Louis Méré. Mais nous n'avons pas réussi à leur donner une définition claire.* » (20minutes.fr 23.05)

2.2- Voter PS, c'est voter FMI ou UMP !

Plusieurs responsables français, y compris la socialiste Martine Aubry, se sont prononcés dimanche en faveur d'une candidature de Christine Lagarde à la direction générale du Fonds monétaire international.

La première secrétaire du PS, Martine Aubry, a assuré sur France 2 que « *ce serait bien que ce soit la France qui ait ce poste et je crois que madame Lagarde, au-delà des divergences que l'on peut avoir (...), est une femme respectable* ».

« *Si l'Europe peut avoir ce poste et si une Française peut l'obtenir, je crois que ce serait une très bonne chose pour notre pays et pour l'Europe* », a-t-elle ajouté. (20minutes.fr 22.05)

Travailleurs, militants, vous rejetez la politique d'austérité du gouvernement complice du FMI, fuyez le PS et tous les partis qui tournent autour, ne signez pas les pétitions destinées aux élus du PS, refusez de vous joindre aux délégations en direction des élus du PS, la seule issue politique possible passe par la rupture avec tous les partis institutionnels à la solde du capitalisme, avec les institutions de la Ve République et le capitalisme.

Le problème une fois qu'on a dit cela, en France comme dans les autres pays évoqués plus haut, c'est qu'il n'existe aucun parti combattant sur cette ligne politique.

3- Italie

Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), avec 27,81 % des voix, arrive très loin derrière les conservateurs du Parti populaire (PP, avec 37,58 %), selon des résultats quasi définitifs. L'abstention a été de 33,7%.

Les socialistes ont perdu Barcelone, la deuxième ville du pays, qu'ils contrôlaient depuis 1979 et les premières élections de l'après-franquisme. Ils y sont devancés par la coalition nationaliste conservatrice Convergencia i Unio (CiU). Ils sont également battus à Séville, la quatrième ville espagnole.

Parmi les régions, les socialistes ont perdu l'un de leurs fiefs historiques, la Castille-Manche. Après ces élections, ils ne pourraient gouverner seuls que dans une seule des dix-sept régions d'Espagne, l'Andalousie. La droite conserve sans surprise Madrid et Valence, la troisième ville du pays. (lemonde.fr 23.05)

A la prochaine étape ils rétabliront le franquisme ?

4- Maroc

La police antiémeutes marocaine a pourchassé dimanche à Rabat et Casablanca des centaines de contestataires qui avaient enfreint une interdiction de manifester.

"*Manifester est un droit, de quoi le Makhzen (terme désignant l'appareil d'Etat) a-t-il peur ?*", criait la foule à Casablanca. "*Dehors le Makhzen. Non au despotisme.*"

Les langues se délient pour critiquer le roi Mohammed VI mais les manifestations n'ont pas l'ampleur de celles des rues de Tunis ou du Caire.

À Rabat, les manifestants avaient l'intention de camper devant le parlement mais les autorités sont soucieuses d'éviter la création d'une nouvelle place Tahrir, la place centrale du Caire où les opposants ont campé jusqu'au renversement du président égyptien Hosni Moubarak.

Les policiers, armés de matraques et de boucliers, ont dispersé la manifestation avant même qu'elle ne commence, les contestataires se divisant en petits groupes pourchassés dans les rues de Rabat, comme à Casablanca.

Un journaliste de Reuters a vu sept policiers s'en prendre à un homme, le frappant à la tête et au corps. Le manifestant, âgé d'une trentaine d'années, était en sang.

Le Maroc, longtemps considéré comme une monarchie stable, est agité par de plus en plus de troubles, inspirés des révolutions tunisienne et égyptienne.

Les manifestants réclament davantage de droits et une plus grande répartition des fruits de la croissance. Six contestataires sont morts ces derniers mois.

Vendredi, un groupe d'étudiants au chômage a réussi à approcher le roi Mohammed VI aux cris de "*Votre majesté, nous voulons du travail*". Une inhabituelle violation du protocole, dans un pays où le portrait du roi orne les murs des échoppes et des grandes places et où Mohammed VI est décrit comme le descendant du prophète Mahomet.

Le Maroc a le plus faible produit intérieur brut par habitant du Maghreb et près de la moitié de sa population est illettrée. (Reuters 23.05)

5- Tunisie

C'est désormais chose faite : le président de la Haute Instance indépendante, chargée de superviser l'élection de l'Assemblée constituante prévue le 24 juillet, a proposé hier de reporter le scrutin au 16 octobre. Ces élections seront les premières réellement libres dans l'histoire de la Tunisie : elles doivent désigner l'assemblée chargée de rédiger la loi fondamentale de la future IIe République. Des enjeux aussi importants ne pouvaient s'accommoder d'une consultation organisée à la va-vite et dont les résultats pourraient être facilement contestés.

Les experts électoraux qui se succèdent en Tunisie le répètent à l'envi : il faut un minimum de vingt-deux semaines entre l'adoption d'une nouvelle loi électorale et un scrutin pour qu'il se déroule dans de bonnes conditions. Or, la loi électorale n'a été adoptée par le gouvernement que le 10 mai. Il ne restait donc que dix semaines pour réviser les listes électorales. C'est nettement insuffisant. Une solution consistait à faire voter les Tunisiens avec leur simple carte d'identité, dans la circonscription de leur domicile, sans avoir à s'enregistrer. Mais 2 millions d'entre eux ne disposeraient pas de ce document et 300 000 autres auraient des papiers périmés.

Le report des élections n'est pas seulement un problème technique, mais politique. Partisans et opposants du report se divisent en deux camps tranchés. Les islamistes d'Ennahda, mais ils ne sont pas les seuls, sont les plus pressés d'aller aux urnes : mieux organisés, ils ont démarré la campagne plus tôt et sont au plus haut dans les sondages, qui leur prédisent entre 30 et 40% des voix. Ennahda profite notamment du désarroi d'un grand nombre de Tunisiens dépolitisés et laissés orphelins par la disparition de l'ancien parti quasi unique au pouvoir sous Ben Ali, le Rassemblement constitutionnel démocratique, dissous et interdit depuis la révolution de janvier. En face, la gauche, dont le Parti du travail, proche de la centrale syndicale UGTT, et né il y a une semaine, demande du temps pour faire connaître ses idées, mener campagne, voire constituer une coalition anti-islamiste. Le gouvernement de transition doit publier demain le décret convoquant les électeurs. (liberation.fr 23.05)

6- Yémen

Le président yéménite Ali Abdallah Saleh a refusé dimanche de signer un accord sur la transition et menacé d'une guerre civile, amenant les monarchies du Golfe à suspendre leur médiation.

Un manifestant a été tué et un autre blessé sur la route de l'aéroport par des tirs de partisans du président Saleh, qui se sont déployés par centaines dans la capitale, bloquant les principales artères de la ville et faisant craindre le pire aux habitants.

Ali Abdallah Saleh a mis en garde l'opposition contre une «*guerre civile*», multipliant les conditions pour signer l'accord de sortie de crise élaboré par le Conseil de Coopération du Golfe (CCG) et prévoyant son départ dans un mois. Réunis en soirée à Ryad, les ministres des Affaires étrangères du CCG ont annoncé avoir «*décidé de suspendre leur initiative en l'absence des conditions propices*» pour la réussite de leur médiation. Incidents à Sanaa

Cette mesure survient alors que le président Saleh a refusé dimanche de signer un accord sur une transition du pouvoir au Yémen, paraphé la veille par l'opposition et dimanche par le parti présidentiel et ses alliés en présence du secrétaire général du CCG, Abdellatif Zayani. Abdellatif Zayani a quitté en début de soirée Sanaa pour Ryad sans avoir obtenu la signature par le chef de l'Etat de l'accord.

Le médiateur a été évacué par hélicoptère, avec l'ambassadeur des Etats-Unis à Sanaa Gerald Michael Feierstein, de l'ambassade des Emirats arabes unis où ils avaient été encerclés par des centaines de partisans armés du régime yéménite. Les deux hommes ont assisté au palais présidentiel à la signature par des responsables du parti au pouvoir et de ses alliés -

n'engageant pas le président Saleh - de l'accord sur la transition.

L'ambassadeur américain a ensuite regagné, par hélicoptère, l'ambassade des Emirats d'où il avait pu sortir en milieu de soirée avec ses homologues de Grande-Bretagne, de l'Union européenne et de pays du Golfe, après une intervention des autorités, selon un diplomate du Golfe. Le chef de la diplomatie émiratie, cheikh Abdallah Ben Zayed Al-Nahayane, avait demandé instamment à Sanaa d'assurer la sécurité de l'ambassade et des diplomates qui s'y trouvent. Pour protester contre cet incident, un haut responsable du Congrès populaire général (CPG), le parti de Ali Abdallah Saleh, Ahmed Soufane, a annoncé dimanche à l'AFP sa démission du bureau politique du parti.

Les rues de la capitale étaient vides dimanche soir à l'exception des partisans du régime armés. «*Nous avons peur, la situation peut tourner à l'anarchie avec les hommes de tribus armés acheminés par le président*» à Sanaa, a affirmé un habitant, Nabil Sadek. L'opposition, qui avait signé samedi soir l'accord sur la transition, a averti Ali Abdallah Saleh qu'il serait «*chassé du pouvoir*» sous la pression de la rue s'il ne signait pas l'accord. 181 morts depuis le début de la révolte

Les opposants à Ali Abdallah Saleh ont organisé sur la place du «*Changement*» la plus grande manifestation qu'ait connue la capitale depuis janvier pour réclamer le départ immédiat du président, selon le correspondant de l'AFP. Quelque 1,5 million de personnes ont pris part à ce rassemblement, selon des estimations concordantes dans les milieux de l'opposition. Les manifestants ont maintenu leur sit-in en soirée, protégés par les hommes du général Ali Mohsen al-Ahmar, qui a fait défection en mars et s'est rallié aux contestataires. (20minutes.fr et AFP 23.05)

Social

France

1- Christian Charpy, directeur général de Pôle emploi, a indiqué lundi que les contrôles de recherche d'emploi aboutissent à «*environ 2.000 radiations*» des listes de demandeurs d'emploi par mois. Dans un entretien au quotidien économique Les Echos, Christian Charpy rappelle les formes de contrôle: refus d'emploi, refus de formation ou refus de deux ORE (offre raisonnable d'emploi, c'est-à-dire une offre qui se situe dans un périmètre de 30 km autour du domicile et correspond globalement à ses qualifications, ndlr), actes positifs de recherche. (liberation.fr 23.05)

2- L'Association des maires de France (AMF) a annoncé aujourd'hui son intention de demander au gouvernement l'arrêt des suppressions de postes à l'école primaire. Les maires souhaitent faire part "*de leur vif mécontentement*" concernant la réduction de 8 967 postes d'instituteurs et la suppression de 1500 classes prévues pour la rentrée 2011. Jacques Pélissard, député-maire UMP de Lons-le-Saunier et président de l'AMF, estime que s'il est trop tard pour 2011, il faut éviter de nouvelles suppressions en 2012. (lemonde.fr 23.05)

Economie

1- Grèce

Le gouvernement grec a annoncé lundi une série de nouvelles mesures budgétaires visant à économiser plus de cinq milliards d'euros et à ramener le déficit public à 7,5% du produit intérieur brut (PIB) grec en 2011.

Pour sortir de la crise budgétaire, la Grèce va réduire sa participation dans OTE Telecom et dans l'Hellenic Postbank d'ici la fin de l'année, a fait savoir lundi le ministère grec des Finances.

Le gouvernement procèdera également à la cession immédiate des ports du Pirée et de Thessalonique.

"*Le programme (de privatisations) doit immédiatement s'accélérer*", a estimé le ministère des Finances dans un document transmis au gouvernement. "*Nous voulons lever le terrible fardeau de la dette qui pèse sur le peuple grec*".

Le ministère des Finances a enfin annoncé la création d'un fonds souverain pour accélérer les privatisations et les ventes de biens immobiliers publics.

Ces nouvelles mesures seront détaillées la semaine prochaine, a ajouté le porte-parole du gouvernement. (Reuters 23.05)

2- Italie

Rome n'aura pas tardé à réagir à l'avertissement de l'agence de notation Standard & Poor's. Après que celle-ci a menacé, vendredi soir, de dégrader la note de la dette italienne, le gouvernement a laissé entendre ce lundi qu'il présenterait un plan de rigueur de 35 à 40 milliards d'euros en juin, selon l'agence Reuters qui cite une source gouvernementale. À en croire cette dernière,

la date de présentation des mesures a été avancée pour donner «*un signal aux marchés*», à savoir que l'Italie tient fermement les cordons de son budget. (lefigaro.fr 23.05)

Le 25 mai

J'ai corrigé la date de mise en ligne des derniers articles de presse datés par erreur de janvier (01) au lieu de mai (05).

Note de lecture :

- *Ennemis de l'OTAN en Irak et en Afghanistan, alliés en Libye*. L'auteur de cet article paru sur le site du Réseau Voltaire s'emploie à vouloir nous convaincre que la présence en Irak de 112 "djidhistes" provenant du nord-est de la Libye suffirait à en faire la "capitale mondiale des djidhistes" ou "la plus grande concentration de candidats kamikazes", pensez donc, pas moins de 52 sont issus de la ville de Darna ou de Benghazi, sur une population (de la région) estimée à près de 2 millions d'habitants, pour prouver que les insurgés sont des terroristes et justifier son soutien à Kadhafi. Le reste de l'article est intéressant sur le plan sociologique et politique pour mieux comprendre ce pays, car il revient sur la constitution des différentes tribus en Libye et leurs relations avec le pouvoir avant et depuis l'arrivée de Kadhafi au pouvoir.

- *Les missionnaires de l'AfriCom*. Article très court qui mériterait son pendant sur le rôle de l'Unesco en Afrique, par exemple.

- *Israël, principale référence de la politique des États-Unis au Proche-Orient*. Quelques réactions au Proche-Orient après le discours d'Obama le 19 mai.

Extraits des "Notes éditoriales" de CPS n°43 du groupe Pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, du 11 mai.

Directions syndicales : signature tous azimuts avec le gouvernement et le MEDEF, prise en charge de sa politique et « actions » d'accompagnement de celle ci.

(...) FO a tout signé dans les dernières semaines, jetant par-dessus bord la posture faussement radicale adoptée sur les retraites à l'automne dernier. FO signe sur les retraites complémentaires, signature qui valide la contre réforme. FO signe sur l'assurance chômage qui prévoit, certes sous conditions, la baisse des cotisations patronales (Parisot se félicite particulièrement de cette signature ci). FO signe sur l'insertion des jeunes dans le marché du travail (une nouvelle mouture de l'alternance). Et enfin FO signe sur le protocole précarité dans la Fonction Publique.

Les dirigeants CGT et FO prennent en charge la liquidation du statut général de la Fonction Publique ; résistances dans la FSU qui ne peut signer

Nous renvoyons sur ce dernier point à ce qui est écrit dans l'article enseignement à ce propos et qui indique qu'en réalité, il s'agit d'une attaque majeure contre le statut de la Fonction Publique. Notons tout de même que les dirigeants CGT et FO n'ont pu signer que par un coup de force à l'intérieur même des fédérations concernées. La CGT Collectivités territoriales, première concernée par l'accord, était contre. La consultation des syndiqués n'a été qu'un simulacre. Et là où ils ont pu se saisir de la question, ils se sont prononcés contre l'accord. Dans FO, tout s'est décidé dans le secret de l'appareil. Remarquons que dans FO, il n'y a pas trace d'un combat ouvert des militants du POI qui y occupent pourtant des positions importantes. Remarquons encore que, très prolix contre l'accord avant la signature de FO, Informations Ouvrières, le journal du POI, après la signature de l'accord devient ... muet comme une carpe, n'a aucune position et se contente... d'une revue de presse sur l'accord ! C'est parce que le fonctionnement de la FSU rend très difficile une décision dans les mêmes conditions que celles qui prévalent dans la CGT et dans FO (en particulier du fait de l'existence du droit de tendance), que l'appareil n'a pu passer par-dessus l'opposition virulente d'un certain nombre de syndicats (administratifs, enseignement supérieur, recherche, assistants sociaux, notamment).

Une question centrale aujourd'hui : la question des salaires

Des grèves parfois massives, parfois longues se sont développés et se développent pour les augmentations de salaire : Eiffage, Toyota, Carrefour. Mais là encore, même si, ici ou là, les travailleurs peuvent arracher des concessions, les combats sont cadencés par l'appareil. Carrefour constitue un exemple typique. Souvent la grève a été délibérément limitée par l'appareil à quelques heures, le dirigeant CFDT indiquant ouvertement que le but n'était pas « de mettre en difficulté l'entreprise ». FO a signé pour 2 % tout de suite et une prime de 220 euros quand les travailleurs réclamaient 5 % (le patron proposait lui-même 2 % en deux fois dans l'année).

Par ailleurs aucune direction syndicale n'avance le mot d'ordre que la situation impose, et qui permet la centralisation du combat contre le gouvernement et le patronat : celui de l'échelle mobile des salaires ; alors même que le gouvernement dans son propre domaine de responsabilité a décidé le gel du point d'indice pour la Fonction Publique en 2012. Mieux même, les

dirigeants syndicaux négociant depuis des mois avec le patronat sur le terrain du « partage de la valeur ajoutée » ont facilité l'opération Sarkozy sur la prétendue « prime » dans les entreprises où les dividendes des actionnaires sont en augmentation. Cette prime sera, pour peu qu'elle existe, payée par l'Etat via les exonérations fiscales. Et, alibi commode au refus de toute augmentation générale, elle sera un instrument de baisse du salaire réel. Mais il faut dire que, négocier le « partage de la valeur ajoutée », qu'est ce d'autre que soumettre les revendications de salaire à la bonne marche de l'entreprise et au-delà à la bonne marche du capitalisme ? Une telle négociation est donc parfaitement contradictoire à tout combat pour les salaires.

Armer politiquement une avant-garde pour les combats de classe à venir

Il faut dire la vérité. Pour le moment, en Europe, le prolétariat reste cadenassé par les appareils, et c'est encore plus vrai en France même. L'onde de choc qui s'est produite en Egypte, en Tunisie, qui se propage aujourd'hui en Syrie ne s'est pas encore répercutée dans la vieille Europe. L'unité mondiale de la lutte de classes n'exclut pas les inégalités dans son développement. Mais, puisque l'avenir prévisible est celui d'une brutale aggravation des conditions d'existence pour les masses comme conséquence immédiate d'une nouvelle étape de la crise ou d'une nouvelle vague d'attaques anti – ouvrières – ou de leur combinaison – chômage, vie chère -, le prolétariat et la jeunesse seront poussés à réagir avec force et à briser le carcan constitué par les appareils syndicaux et les partis ouvriers contre révolutionnaires.

C'est dans la perspective de cette modification qu'il faut agir. Et pour cela, il faut combattre en premier lieu contre l'« union nationale » en défense de l'impérialisme français, de ses interventions guerrières en Libye, en Côte d'Ivoire, en Afghanistan. L'ennemi est dans notre propre pays. L'ennemi, c'est le gouvernement Sarkozy Fillon. Préparer l'affrontement avec ce gouvernement pour le vaincre et le chasser, c'est aujourd'hui combattre partout de manière à chaque fois adaptée à la situation concrète pour imposer aux dirigeants syndicaux la rupture du dialogue social avec ce même gouvernement et le MEDEF.

Ce combat est inséparable de celui visant à mettre en évidence l'actualité du combat pour le socialisme. Jamais autant qu'aujourd'hui, n'était apparu aussi clairement le fait que l'impérialisme, c'est « la réaction sur toute la ligne » (Lenine). Du Japon aux Etats Unis, du Portugal à la Grèce, la leçon des événements est claire : il faut en finir avec le capitalisme ; il faut combattre pour le socialisme !

Cet article a le mérite de remettre les choses à leurs places, notamment le rôle de l'appareil de FO qui n'est pas différent des autres syndicats. Par contre, je ne suis pas du tout certain que le rôle contre-révolutionnaire des appareils suffise à expliquer la situation sociale et politique actuelle. La révolution tunisienne a démontré qu'il ne suffisait pas de chasser celui qui incarnait le pouvoir ainsi que son parti pour modifier la nature sociale de l'Etat, que mettre en avant un certain nombre de revendications sociales ou politiques n'aboutissait pas forcément à une issue politique conforme aux intérêts fondamentaux du prolétariat ou que la classe ouvrière soit en mesure de se saisir du programme de la révolution socialiste qui se traduirait par la liquidation de l'ensemble des institutions de l'ancien régime et la remise en cause des fondements du capitalisme.

C'est le manque de maturité politique du prolétariat qui n'a pas permis à ce jour de faire les premiers pas dans cette perspective. Maturité politique qui ne peut pas jaillir spontanément, une conscience politique qui ne peut pas s'improviser ou se forger en quelques mois à partir de zéro ou presque, sans qu'un puissant parti ouvrier révolutionnaire éclaire les masses sur les tâches et les objectifs politiques qu'elles doivent se fixer pour avancer vers leur émancipation. On peut se soulever et mener tous les combats qu'on veut contre le capitalisme ou le régime en place, mais sans le parti pour guider et organiser les masses, il sera impossible de les abattre, c'est l'absence ou l'existence du parti qui détermine l'avenir de la révolution dès lors que la majorité de la classe est mobilisée. On peut faire sauter le carcan des appareils sans jamais parvenir à faire sauter le régime et le capitalisme, ou alors le parti n'est pas aussi indispensable qu'on le prétend et il faut changer de stratégie dans notre lutte pour le pouvoir, abandonner les enseignements de la révolution russe de 1917, il faut choisir.

Et puis cessons de mener les militants et les travailleurs en bateau : sans discipline et organisation centralisée, sans un commandement militaire pour vaincre l'appareil répressif de l'Etat, sans l'armement du prolétariat et son organisation en milices sous la direction du parti, jamais il ne sera possible d'abattre notre ennemi et de s'emparer réellement du pouvoir politique pour pouvoir s'attaquer ensuite au pouvoir économique des capitalistes, c'est-à-dire les exproprier et saisir tous leurs biens, anéantir leur capacité de résistance et de nuisance, les mater, les réprimer si nécessaire, autant de conditions et d'objectifs qui nécessitent un haut niveau de conscience politique qui ne seront jamais réunis par une Assemblée constituante qui par nature s'inscrit dans le cadre du régime en place.

Ce qu'il y a de particulièrement malsain dans l'avant-garde du mouvement ouvrier en général, c'est cette propension à laisser les militants et les travailleurs rêver ou monter des scénarios de toutes pièces qui ne correspondent rien ou certainement pas à la réalité, qui ne s'appuient pas sur l'expérience des dernières révolutions, comme si par miracle certains facteurs tel que l'armée n'existerait pas finalement ou serait un facteur secondaire, peut-être pour ne pas les effrayer à l'avance devant les obstacles qu'il nous faudra impérativement abattre pour vaincre. J'estime ce comportement irresponsable et contre-productif, car en réalité, c'est l'ensemble de ces tâches, de ces objectifs, des difficultés qu'il faudra affronter qui justifie la construction du parti révolutionnaire. La révolution tunisienne et le soulèvement révolutionnaire en Egypte ont placé sur le devant de la scène politique le rôle déterminant de l'armée, et au lieu de traiter comme il se doit cette question, on préfère l'ignorer, je ne dis pas cela pour ce groupe, je parle en général, je vais au-delà des questions qu'il a abordées.

On nous rétorquera que si l'on aborde la question du renversement du régime sous cet angle, les masses ne nous suivront pas. C'est un faux argument puisque vous pouvez l'aborder sous n'importe quel angle, aujourd'hui personne ne vous suivra, sauf les éléments les plus déterminés du prolétariat qui n'ont plus rien à perdre. Or, c'est justement à ces couches du prolétariat que personne ne s'adresse ou auxquelles on est toujours incapable de s'adresser, ce ne sont certainement pas des fonctionnaires ou des éléments des couches moyennes ou de l'aristocratie ouvrière qui estiment avoir quelque chose à perdre et qui constituent le fond de commerce des syndicats et des partis ouvriers ou encore des différents groupes de militants, qui auront envie demain de s'engager dans cette voie, assez d'hypocrisie ou d'arguments foireux d'une mauvaise foi incroyable.

Tout le monde avait les yeux rivés sur l'armée pendant les premiers mois de la révolution tunisienne et personne n'a osé aborder ce sujet comme je le fais ici. A l'époque, j'ai écrit sur la guerre civile en reprenant les enseignements de la Commune de Paris et de la révolution russe, je ne suis pas un dirigeant ni un cadre de parti, mais j'estime avoir assumé mes responsabilités, afin que les militants ne se fassent aucune illusion sur le cours de la révolution tunisienne. - Oui mais nous nous avons besoin d'y croire diront peut-être certains militants, comme la grève générale en France à l'automne dernier, eh bien qu'ils aillent brûler un cierge dans la première église venue et cela leur fera le même effet que de reprendre en coeur un cantique dans la chapelle de leur parti !

Politique

1- France

1.1- Les radars de la discorde.

François Fillon a déclaré ce mardi midi aux députés de la majorité qu'ils seraient «*entendus*» sur leurs propositions sur la sécurité routière mais qu'il «*ne reviendrait pas sur la fin de la signalisation systématique des radars*», selon des participants à la réunion du groupe UMP à l'Assemblée.

Quelques minutes après, le ministre de l'Intérieur Claude Guéant a néanmoins annoncé que le démontage en cours des panneaux signalant les radars fixes était suspendu jusqu'à ce que se tienne «*une concertation locale*». Il a ajouté qu'un «*radar pédagogique*», non pénalisant, remplacerait à terme chaque panneau, selon des participants à la réunion du groupe UMP à l'Assemblée.

Le président du groupe UMP à l'Assemblée, Christian Jacob, a estimé que la cause était désormais entendue. «*C'est-à-dire qu'avant chaque radar fixe, il y aura un radar pédagogique*», a précisé Christian Jacob. «*Il y aura aussi parfois des radars pédagogiques sans radar fixe mais il y aura un radar pédagogique avant chaque radar fixe*».

Mais l'entourage de Claude Guéant a précisé ultérieurement que les radars pédagogiques ne remplaceraient pas systématiquement les panneaux de signalisation des radars fixes. «*Ils seront parfois un peu avant, parfois un peu après*», en fonction du terrain, a-t-on ajouté de même source.

Les déclarations des deux responsables sur les nouvelles mesures concernant la sécurité routière semblent contradictoires. Néanmoins, l'entourage de Claude Guéant a souligné qu'il n'y a «*aucune divergence*» entre le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur. (20minutes.fr 24.05)

On imagine déjà d'ici comment ils gèreraient une crise politique ouverte. Camarades, rira bien qui rira le dernier, et notre tour arrive, au galop, encore un peu de patience...

1.2- Un mouvement spontané ?

Plusieurs dizaines de jeunes français regroupés tous les soirs depuis quelques jours place de la Bastille par solidarité avec les «*indignés*» espagnols appellent à un vaste rassemblement à Paris dimanche prochain.

Des rassemblements sont prévus d'ici à là un peu partout en France mardi et mercredi, notamment à Lyon, Toulouse, Lille, Nantes, Strasbourg, Nantes ou Bordeaux.

Le mouvement «*Démocratie réelle, maintenant !*» estime que la mobilisation citoyenne des jeunes Espagnols, qui occupent depuis le 15 mai des places jour et nuit, concerne tous les Européens, qui doivent devenir «*acteurs de cette dynamique de changement*».

«*La révolte des pays arabes a traversé la Méditerranée. Le réveil du peuple espagnol envoie un message clair à tous les Européens, à nous de saisir cette opportunité*», écrit-il sur son site internet.

«*Nous sommes pris à la gorge par les plans d'austérité qui se multiplient partout en Europe*», ajoute-t-il, estimant que la crise économique et financière «*touche tout le monde*».

"*Démocratie réelle, maintenant !*" estime qu'en France, où les profits du CAC 40 ont doublé, le chômage des jeunes atteint 25 %.
"En Espagne, c'est 40 % des moins de 35 ans qui sont sans emploi."

Le mouvement a reçu le soutien de Génération précaire, qui souligne qu'en France aussi, "*les jeunes en ont ras-le-bol*".

"*Nous sommes des millions. Le mouvement est suivi dans toute l'Europe avec des manifestations en Grande-Bretagne ou encore en Grèce sous le slogan " People of Europe Rise Up "* (Peuples d'Europe, soulevez-vous !), écrit le mouvement dans un communiqué.

Pour l'association, les jeunes, premiers touchés par la crise, "*se révèlent une véritable variable d'ajustement et revendiquent un droit au travail qu'on leur refuse sous prétexte de crise économique mondiale.*" (Reuters 24.05)

Je n'en sais pas suffisamment sur ce "*mouvement*" pour en parler. Je me demande comment on peut créer une page sur Facebook ou un autre support et se retrouver du jour au lendemain propulsé sur le devant de la scène et être connu par des milliers ou plus d'internautes. Je crois avoir compris que des camarades avaient créé de telles pages sans jamais avoir jamais rencontré un tel succès. Je suis peut-être naïf ou hors circuit dans mon trou à l'autre bout du monde, je voudrais bien qu'on m'explique ou m'éclaire sur cette question. Je n'ai pas d'a priori, je cherche juste à comprendre.

2- Egypte

L'ex-président égyptien Hosni Moubarak et ses deux fils Alaa et Gamal seront jugés devant un tribunal pénal pour meurtres de manifestants lors des trois semaines de Révolution du Nil ainsi que pour abus de pouvoir et gaspillage de deniers publics, a annoncé mardi le parquet.

L'un des chefs d'accusation, celui de meurtre prémédité, est passible de la peine capitale.

Cette décision met fin aux spéculations voulant que l'ancien raïs de 82 ans ait obtenu la garantie de se voir épargner une humiliation publique de la part de l'armée qui l'a poussé vers la sortie le 11 février dernier sous la pression de la rue après 30 ans de pouvoir, et a repris en main les affaires du pays.

L'ancien chef des services de renseignement Hussein Kamal al Dine Ibrahim Salem, est lui aussi poursuivi pour les mêmes faits, mais il est en fuite.

La décision de juger les Moubarak a été annoncée trois jours avant une nouvelle démonstration de force des révolutionnaires de la place Tahrir du Caire, coeur de la Révolution du Nil, qui ont obtenu leur éviction à l'usure grâce à la bienveillance de l'armée.

Cette manifestation avait pour objet de demander à l'armée, qui a promis de remettre rapidement les rênes du pays à un pouvoir civil démocratiquement élu, d'accélérer le rythme des réformes et le jugement public de Moubarak et de son clan.

"*Chaque fois que la jeunesse menace de retourner sur la place Tahrir en masse, ils font quelques concessions*", note Hassan Nafaa, un politologue critique de longue date du régime de Moubarak. (Reuters 24.05)

3- Libye

3.1 - Le colonel Mouammar Kadhafi serait prêt à abandonner le pouvoir à condition qu'il puisse rester en Libye, écrit France Soir dans son édition de mercredi.

Citant des "*sources sûres, proches du pouvoir libyen*", le quotidien affirme que des émissaires du colonel Kadhafi rencontrent depuis quelques semaines, dans le plus grand secret, des responsables occidentaux, y compris français, "*chaque partie voulant en finir vite*".

Interrogé par Reuters, le ministère français des Affaires étrangères n'a pas confirmé l'existence de contacts avec des responsables français.

Selon France Soir, le colonel Kadhafi a été "*traumatisé par la mort de son plus jeune fils et de trois de ses petits enfants dans un bombardement de l'Otan le 1er mai dernier et est las d'être traqué*".

"*Dans ce contexte, Kadhafi serait prêt à céder le pouvoir, d'autant plus que son entourage aurait désormais envie de tourner la page*", ajoute-t-il.

Mouammar Kadhafi se sentirait "*comme un lion en cage*" et souffre de l'impossibilité de se déplacer, notamment dans le désert qu'il affectionne.

"Il passe chaque jour plusieurs heures sur internet en arabe, en anglais ou en italien. Il veut savoir ce qui se dit, savoir de quoi on parle, et quelles sont les dernières informations sur le web", ajoute France Soir. (Reuters 24.05)

Info ou intox ?

3.2- Le ministre libyen du Pétrole, Chokri Ghanem, n'a pas fait défection et travaille en secret pour Mouammar Kadhafi afin de rester en contact avec les grandes compagnies pétrolières, a appris Reuters auprès de plusieurs entreprises occidentales.

Deux sources, dans l'opposition libyenne et chez un acteur majeur du secteur pétrolier, ont rapporté que Ghanem avait invité des représentants de compagnies pétrolières à venir le rencontrer la semaine dernière en Tunisie pour discuter des contrats d'approvisionnement. (Reuters 24.05)

4- Tunisie

Le gouvernement tunisien de transition a décidé de maintenir au 24 juillet l'élection cruciale d'une Assemblée constituante, contre l'avis de la commission électorale qui proposait de la reporter au mois d'octobre pour des raisons techniques et logistiques.

«Le Conseil des ministres a discuté longuement de la proposition de la Haute instance pour les élections et il a décidé de respecter la date fixée par le gouvernement et le président, c'est-à-dire l'organisation des élections le 24 juillet», a déclaré le porte-parole du gouvernement Taïeb Baccouche. *«La Haute instance a proposé ce report sans discuter avec le gouvernement»*, a-t-il souligné. (liberation.fr 24.05)

5- Yémen

Le mouvement de contestation contre le président Ali Abdullah Saleh se durcit au Yémen. Des combattants membres d'une des plus grandes tribus du pays ont bloqué l'accès à des bâtiments gouvernementaux et barricadé des rues dans le centre de Sanaa mardi, affrontant les forces gouvernementales.

Les combattants tribaux semblaient avoir pris le contrôle d'un quartier de Sanaa où se trouvent notamment des ministères et le siège du parti au pouvoir, après les combats les plus violents enregistrés depuis le début du soulèvement il y a trois mois. Au moins 12 personnes ont été tuées dans des affrontements ces deux derniers jours, selon des chefs tribaux et des sources médicales.

La décision du cheikh Sadeq al-Ahmar, chef de la puissante tribu des Hached, d'impliquer ses hommes dans le conflit renforce la pression contre le président Saleh, et pourrait entraîner une confrontation encore plus meurtrière entre les milices tribales fortement armées et les troupes pro-Saleh. Le président yéménite a refusé de quitter le pouvoir malgré trois mois de soulèvement presque ininterrompu.

Les combattants tribaux, armés de Kalachnikov, ont dressé des barricades dans le quartier d'Hassaba, où des bâtiments ont été criblés de balles.

Les affrontements ont commencé après que les forces gouvernementales eurent essayé de rentrer dans la maison de Sadeq al-Ahmar, dans le quartier d'Hassaba. Après avoir repoussé les forces pro-Saleh, il a prévenu le président qu'il devait rappeler ses troupes, faute de quoi il s'exposerait à des combats plus violents.

"Nous faisons preuve de retenue", a déclaré Sadeq al-Ahmar à l'Associated Press. *"Nous appelons le régime à retirer ses troupes."*

Certains chefs de l'armée ont déjà rejoint l'opposition. Mais le choix de Sadeq al-Ahmar de s'impliquer dans les combats pourrait entraîner le Yémen dans une voie dangereuse en contraignant les autres chefs de clan du pays à prendre partie, et à encourager d'autres dirigeants de l'armée à se désolidariser du gouvernement.

Le Yémen est un patchwork de tribus disposant de puissantes milices dont le soutien est essentiel pour le président Saleh, qui est aussi membre de la tribu des Hached. (AP 24.05)

Média

Le monarque dans le rôle de tartuffe ou quand un bouffon se fait remettre en place par ses maîtres.

Nicolas Sarkozy a appelé mardi au dialogue entre les acteurs de l'internet et les Etats en vue de définir des règles communes pour encadrer la "révolution" du web sans en brider le développement, dans le cadre d'un e-G8 dont les conclusions s'annoncent toutefois vagues.

"Le document final n'a pas besoin d'être un document consensuel. Il peut présenter des contradictions. Il pourra présenter des désaccords", a déclaré Maurice Lévy, président du directoire de Publicis et organisateur de l'événement.

"Nous avons besoin de comprendre vos attentes vos aspirations, vos besoins. Et vous avez besoin d'entendre nos limites, nos lignes rouges", a-t-il expliqué, citant la protection des enfants, la lutte contre le terrorisme ou encore la propriété intellectuelle parmi les thèmes à aborder.

Conscient des craintes suscitées par l'initiative française d'inscrire internet au menu du G8, Nicolas Sarkozy a insisté sur le fait que son intention n'était pas de nuire à la croissance d'un des secteurs les plus dynamiques de l'économie mondiale.

"Vous avez changé le monde au même titre que Colomb et Galilée", a-t-il lancé à l'assistance. Mais les acteurs de l'internet doivent comprendre qu'ils ne peuvent s'affranchir **"de valeurs minimum, de règles minimum"**, a-t-il nuancé.

"Je pense que le gouvernement a effectivement un rôle à jouer pour encourager l'innovation sur internet : c'est de rester hors de notre chemin", a dit à Reuters Jimmy Wales, le fondateur de Wikipedia.

Le président de Google Eric Schmidt a pour sa part mis en garde contre toute précipitation dans l'adoption de mesures de régulation, en soulignant que les innovations technologiques apportaient parfois des solutions plus efficaces.

"Le point le plus important aujourd'hui c'est de ne pas faire de mal", a souligné de son côté le directeur général de Dailymotion, Martin Rogard, en marge du Forum. **"Il faut faire attention à préserver un écosystème dans lequel les lois ne changent pas tous les six mois"**. (Reuters 24.05)

Social

1- Corée du Sud

Des milliers de policiers anti-émeute, soutenus par des canons à eau et des hélicoptères, sont intervenus mardi dans une usine de pièces automobiles, fournisseur du constructeur Hyundai, pour déloger une partie des employés en grève, a indiqué la police.

Quelque 2.700 policiers, soutenus par cinq canons à eau et quatre hélicoptères, sont intervenus à l'usine Yoosung, à Asan, à 80 km au sud de Séoul, selon un communiqué de la police. Plus de 500 employés s'étaient mis en grève pour obtenir une amélioration des salaires et des conditions de travail et occupaient l'usine. Plus d'une centaine d'entre eux ont été interpellés et les autres ont été dispersés, selon la police.

"La police est intervenus dans l'usine, pour le moment sans violences", a indiqué à l'AFP une porte-parole de la police de Asan. L'intervention s'est produite alors que l'usine était bloquée depuis six jours. Selon la direction de Yoosung et la police, le blocage de l'usine de Asan était illégal dans la mesure où les grévistes empêchaient les non-grévistes d'entrer dans l'usine et occupaient les lieux.

Yoosung fabrique des éléments pour moteurs, notamment des segments de pistons et des arbres à cames pour différents constructeurs automobiles sud-coréens, dont certains, en rupture de stock, avaient dû suspendre leur production. La grève avait sérieusement affecté le premier constructeur sud-coréen, Hyundai qui a indiqué mardi avoir arrêté, dans son usine de Ulsan (sud-est), la production sur deux chaînes de moteurs diesel équipant ses modèles SUV Starex, Santa Fe et Tucson et camions Porter. Selon l'agence Dow Jones Newswires, Hyundai redoutait un déficit de production de 50.000 véhicules, soit 14% de ses ventes mensuelles, si la grève se poursuivait jusqu'à la fin mai. Il n'a pas été précisé quand la production à l'usine de Yoosung allait reprendre. (20minutes.fr 24.05)

2- Japon

2.1- Le combustible nucléaire a fondu dans les réacteurs 1, 2 et 3 de Fukushima, a reconnu mardi l'opérateur de la centrale, Tokyo Electric Power (Tepco), alors que des experts de l'AIEA entamaient une enquête sur la grave crise qui frappe le site.

Tepco avait déjà annoncé la semaine dernière que les barres de combustible du réacteur 1 avaient fondu, dans les jours qui ont suivi la panne des systèmes de refroidissement suite au tsunami du 11 mars.

L'analyse des dernières mesures effectuées sur les réacteurs 2 et 3 de Fukushima Dai-ichi (Fukushima 1) montre que les barres de combustible sont dans le même état, a déclaré mardi une porte-parole de Tepco, Aya Omura.

Les techniciens de Tepco ont pompé des tonnes d'eau dans les coeurs des réacteurs pour les refroidir. Conséquence, les conteneurs provisoires destinés à recueillir l'eau radioactive sont presque pleins, ce qui fait craindre un risque de nouvelles fuites d'eau contaminée dans le Pacifique. (AP 24.05)

2.2- Il faudrait encore évacuer quelque 70.000 personnes résidant au Japon dans des zones contaminées par les retombées du panache radioactif de la centrale nucléaire de Fukushima, estime l'Institut de radioprotection et de sécurité nucléaire (IRSN).

Au delà de la zone des 20 km située autour de la centrale accidentée qui a déjà été évacuée, des dépôts importants d'éléments radioactifs ont été relevés dans la direction du nord-ouest, avec une radioactivité de plusieurs centaines de milliers à plusieurs millions de becquerels au mètre carré. (libération.fr 24.05)

Economie

1- France

Comme nous l'indique la dernière enquête de l'association de consommateurs UFC-Que choisir, c'est lors des incidents de paiement effectués avec les cartes bleues (qui ne sont pas encore indispensables, mais presque) que les banques se servent largement en frais bancaires : pas moins de 2,7 milliards d'euros de frais bancaires sur les incidents de paiement.

Et c'est une marge de 83 % qu'elles font sur ces opérations. Pas mal non ?

L'UFC-Que choisir trouve ces frais disproportionnés, mais les banques, par l'intermédiaire de la Fédération Française des banques, se justifient : l'alimentation et la sécurité des distributeurs coûtent cher : 3 milliards d'euros par an. (lepost.fr 24.05)

2- Chine

La Chine a dépassé fin avril les 900 millions d'utilisateurs de téléphone portable, dont près de 70 millions utilisant la 3G (téléphonie mobile à haut débit de 3e génération), a annoncé mardi le ministère de l'Industrie et de l'Information.

La semaine passée, le gouvernement chinois a également annoncé une hausse de 20 millions du nombre d'internautes, à 477 millions. (AFP 24.05)

Le 26 mai

Je vous proposerai demain une analyse politique.

Politique

1- Grèce

1.1- Quinze mille Grecs inspirés par les "*indignés*" d'Espagne se sont rassemblés mercredi devant le siège du Parlement, à Athènes, pour protester contre les mesures d'austérité aux cris de "*voleurs!*".

"*Dehors, la junte du FMI!*", clamait l'une des banderoles brandies lors de cette première manifestation apolitique depuis le début de la crise liée à la dette publique. (Reuters 25.05)

1.2- La Grèce n'organisera pas de référendum sur les nouvelles mesures d'austérité ou sur l'euro, a dit mercredi le porte-parole du gouvernement d'Athènes.

"*Il n'y pas d'intention particulière, pas plus que de projet précis, de procéder à un référendum*", a déclaré Georges Petalotis, lors d'une conférence de presse. (Reuters 25.05)

Que craignent-ils donc ?

2- Espagne

Après l'euphorie de la première semaine, la mobilisation des jeunes '*indignés*' commençait à s'essouffler, mercredi 25 mai, sur la Puerta del Sol à Madrid, selon l'un des porte-parole du mouvement lancé le 15 mai sur le Web.

Si le '*village alternatif*' installé sur la place madrilène continue à s'étendre, les rassemblements qui réunissaient tous les soirs de la semaine dernière des milliers ou des dizaines de milliers de personnes ont moins d'ampleur cette semaine.

'*L'esprit reste intact mais la mobilisation a un peu baissé après l'euphorie du début*', a indiqué l'un des porte-parole de ce mouvement. '*Maintenant, on travaille plus calmement, on continue à se structurer pour que le mouvement continue même si le campement sur la Puerta del Sol disparaît*', a ajouté ce biologiste au chômage depuis cinq mois.

Le mouvement a décidé le maintien du rassemblement jusqu'à au moins dimanche prochain. '*Pour la suite, nous n'avons encore rien arrêté*', a indiqué mercredi Pablo Prieto. '*L'idée est de créer des assemblées dans tous les quartiers pour diffuser nos propositions pour une démocratie plus juste*', a-t-il précisé.

Les '*indignés*' prévoient d'organiser samedi des réunions dans les différents quartiers de Madrid, avant de décider dimanche de la suite de la mobilisation. (LeMonde.fr avec AFP 25.05)

3- Egypte

L'Egypte rouvrira sa frontière avec la bande de Gaza au point de passage de Rafah "*sur une base quotidienne*" à compter du 28 mai afin d'alléger les restrictions pesant sur la population palestinienne de cette étroite bande côtière soumise à un blocus israélien, a annoncé mercredi l'agence de presse officielle Mena.

Cette mesure, qui a toutes les chances de soulever des objections de la part de l'Etat hébreu, est, semble-t-il, une nouvelle illustration de l'inflexion de la politique égyptienne depuis "*la révolution du Nil*" qui a renversé le 11 février le président Hosni Moubarak.

Sous le "*raïs*" aujourd'hui déchu, les autorités égyptiennes n'entrouvraient que périodiquement le poste-frontière de Rafah pour faire entrer des vivres, des médicaments ou des personnes, essentiellement des blessés ou des étudiants cherchant à se rendre en Egypte ou dans des pays tiers via ce pays.

La nouvelle décision - la frontière sera ouverte tous les jours, sauf vendredi, jour férié, de 09h00 à 17h00 - s'inscrit "*dans le cadre des efforts déployés par l'Egypte pour faire cesser les divisions entre Palestiniens et mettre un point final à leur réconciliation*", a ajouté l'agence égyptienne.

Début mai, le ministère égyptien des Affaires étrangères avait annoncé que Le Caire envisageait d'ouvrir le poste-frontière de Rafah de manière permanente pour soulager la vie du million et demi de Palestiniens soumis au blocus israélien. (Reuters 25.05)

4- Yémen

Des partisans d'un chef tribal rallié à l'opposition ont pris, dans la nuit de mardi 24 à mercredi 25 mai, le contrôle de l'agence de presse officielle yéménite SABA. De violents combats opposent depuis lundi, à Sanaa, les partisans du chef de la puissante tribu des Hached, Cheikh Sadek Al-Ahmar, aux forces fidèles au président contesté Ali Abdallah Saleh. Ces affrontements auraient fait au moins 44 morts dans la capitale.

Les hommes de Cheikh Al-Ahmar ont également pris le contrôle de la compagnie aérienne nationale Yemenia et tenté d'occuper le ministère de l'intérieur, a ont indiqué un haut responsable et des témoins. D'intenses combats se sont poursuivis tard dans la nuit à Sanaa. (lemonde.fr 25.05)

5- Grande-Bretagne. Déjà ! Ils n'ont pas changé.

Une nouvelle exposition, Pirates: l'histoire du capitaine Kidd, s'est ouverte à Londres le 20 mai. Elle révèle une connivence de haut niveau entre les hommes d'affaires et les «pirates» au XVIIe siècle. Ces «pirates», pour la plupart, avaient été enrôlés dans la marine pendant la guerre; au chômage ensuite, ils auraient alors été payés par les élites britanniques pour piller leurs ennemis et protéger la compagnie des Indes orientales.

Tom Wareham, conservateur du musée des Dockland de Londres, espère mettre fin aux mythes qui perdurent encore aujourd'hui sur les pirates. Il explique:

«Lorsque la Grande-Bretagne a commencé à étendre son empire, les pirates pouvaient très bien se trouver marchant dans les rues de Londres. [...] Il y avait dans cette ville des affaires louches avec des bailleurs de fonds mystérieux et puissants [qui avaient] financé une grande partie de la piraterie dans le monde entier.»

L'exposition révèle que le célèbre capitaine Kidd était en fait la marionnette de l'élite londonienne la plus riche. Tom Wareham raconte:

«C'était en fait un corsaire, un mercenaire autorisé par le gouvernement à piller les navires marchands, arborant les couleurs des ennemis de l'Angleterre –principalement la France et l'Espagne.»

Ce pirate était en fait embauché par cinq leaders politiques britanniques. «C'était un arrangement qui puait la corruption», explique l'historien Angus Konstam.

Cependant, lorsqu'il est devenu gênant, il a été liquidé. Il menaçait alors les intérêts commerciaux de la Grande-Bretagne. Officiellement jugé pour le meurtre de William Moore, il n'aura pas le droit de témoigner lors de son procès, le 23 mai 1701. Il avait alors tenté d'obtenir un sursis en écrivant une lettre qui proposait de partager un trésor caché, constitué de butins pillés. Le capitaine Kidd avait alors été pendu, recouvert de goudron et abandonné en mer dans une cage de fer en guise d'avertissement pour les autres pirates. Son «trésor» n'a jamais été retrouvé. (slate.fr 25.05)

Le 27 mai

La causerie qui suit n'a rien à voir avec ce que j'envisageais d'écrire hier. J'ai rédigé un autre article qu'il me reste à compléter avant de le mettre en ligne demain. A vrai dire je n'en suis pas satisfait, mais bon, je ne suis pas très en forme en ce moment.

J'ai entendu une réflexion intéressante hier sur TV5Monde Asie, un Bulgare vivant au Québec a écrit un livre sur son pays d'origine en disant que c'était la distance qui l'avait aidé à prendre conscience de certains aspects de la vie de son pays natal, qu'elle avait été l'instrument sans lequel il en aurait été incapable, qu'il avait fallu en sortir pour le percevoir ou en avoir une approche différente, plus objective. J'ai trouvé cette réflexion très juste. On ne peut se représenter la forme de la terre que vue d'une certaine hauteur ou distance, et plus on s'en éloigne et mieux on peut discerner qu'elle est ronde. On doit analyser les choses sous des angles différents pour pouvoir se les représenter dans leur totalité, c'est un peu comme le regard que l'on porte sur une surface plane qui sera différent d'un objet que l'on scrute en trois dimensions. Vive la dialectique, quoi ! Passons à notre sujet du jour, improvisé et sans brouillon ou notes.

Au sein du mouvement ouvrier deux théories s'affrontent, la première qui consiste à affirmer que le capitalisme pourrait s'y prendre autrement s'il le voulait bien, la crise du capitalisme correspondrait à une crise de mauvaise volonté de la part des affreux capitalistes et non à l'évolution du capitalisme en proie à des contradictions exacerbées liées à ses lois de fonctionnement interne, à ses origines ou fondements, auxquels il ne faut évidemment pas s'attaquer, la crise du capitalisme aurait une origine purement subjective ou idéaliste, pour ainsi dire immatérielle ; la seconde reposant justement sur ces contradictions qui poussées à l'extrême conduisent infailliblement à la paupérisation, à la guerre et à la barbarie conduisant le prolétariat à se soulever pour renverser l'ordre établi et instaurer le socialisme...

Entre les deux on trouve les nihilistes, les philosophes en mal d'idéal et les illuminés de tout ordre qui finalement se situent sur le même plan que ceux qui nient le développement historique du capitalisme qui conduit l'humanité à la barbarie.

S'indigner... mais en demeurant apolitique, tout un programme ! C'est sans nul doute le meilleur moyen pour ne jamais changer la société.

Après avoir créé de toutes pièces la plupart des mouvements terroristes dans le monde dont Al-Qaïda, encouragé, soutenu et financé le mouvement altermondialiste, financé partis et syndicats corrompus qui servent de remparts aux institutions et

au capitalisme, les représentants du vieux monde pourri seraient-ils en passe de servir la soupe aux anarchistes et autres capitalistes libertaires (Onfray) pour tenter de soulager la pression qui ne cesse de monter dans la société et qui risque de l'emporter à la moindre étincelle ?

Ils ont acquis une solide expérience dans l'art de canaliser, détourner et étouffer la révolte de la jeunesse. Ce mouvement en fait-il partie ? Je n'en sais rien. Leurs initiateurs peuvent être honnêtes et sincères et facilement se faire manipuler à leur insu, dès lors qu'ils ne possèdent aucune expérience sur le plan politique ou de la lutte des classes, selon leurs propres témoignages.

Troublante coïncidence qu'il soit né en Espagne à peine une semaine avant les élections municipales et régionales, sachant qu'il allait favoriser l'abstention et permettre au parti de l'ordre, le Parti populaire, de remporter une victoire encore plus large sur le PSOE. Cela dit nous ne verserons pas une larme sur le PSOE à la botte du FMI et de l'UE, du capitalisme en général ou des institutions héritées du franquisme qu'il a soigneusement conservé au lieu de les abolir.

Aussi troublante que l'affaire DSK qui intervient à peine un mois avant la clôture du dépôt des listes des candidats à la candidature à l'élection présidentielle de 2012 au PS, alors qu'il était donné largement favori devant tous les autres candidats potentiels.

Tout comme la coïncidence tout aussi troublante entre la soi-disant présence de Ben Laden pendant des années dans une ville-caserne située à 80 kms de la capitale pakistanaise, et la présence de Ratko Mladic dans une maison située au beau milieu d'un village à moins de 100 kms de la capitale serbe, dont l'arrestation intervient une semaine avant une importante réunion entre les autorités serbes et les représentants de l'Union européenne, à mettre en parallèle avec les difficultés croissantes que rencontre l'impérialisme américain pour maintenir sa domination en Afrique du Nord, au Moyen et Proche-Orient à travers des régimes dictatoriaux et corrompus jusqu'à la moelle.

On pourrait aussi évoquer le cas de la Libye ou de la Syrie. Avant cela déjà en Egypte et en Tunisie, des opposants s'improvisant bloggeurs et apparemment sortis de nulle part, avaient réussi l'exploit de se retrouver en première ligne sur le Net, avant qu'on apprenne qu'ils avaient déjà des contacts avec des représentants de l'impérialisme britannique, américain ou français. Ils ont pris le mouvement en route (Tunisie) ou ils l'ont plus ou moins initié avant qu'il ne les dépasse (Egypte et Syrie).

Quoi que fasse l'impérialisme pour manipuler les masses, les faits démontrent que l'impérialisme, malgré les puissants moyens financiers, militaires ou de propagande dont il dispose, ne peut empêcher indéfiniment qu'une tension croissante s'exerçant sur un régime ne débouche pas sur une explosion sociale inaugurant un processus révolutionnaire posant à terme la question de sa liquidation.

Le développement de la situation au Yémen le prouve une nouvelle fois.

Il prouve que l'impérialisme est incapable de maintenir en place un régime qui lui était acquis ou dont il avait favorisé la mise en place au-delà d'une certaine limite, sous les coups de butoirs des masses exploitées confrontées à des difficultés sociales grandissantes dès lors qu'elles se soulèvent. Si Saleh n'a pas voulu signer l'accord concocté par l'impérialisme américain et les monarchies du Golfe, c'est parce qu'il craint par dessus tout qu'une fois débarqué du pouvoir les masses n'en restent pas là et réclament malgré tout sa tête. Il a sous les yeux le sort qui est maintenant réservé à Ben Ali et Moubarak qui devraient être jugés et lourdement condamnés et il n'a pas du tout envie de subir à terme le même traitement. Il aura été soutenu à bout de bras jusqu'au bout par l'impérialisme américain, en vain.

D'une certaine manière, tous ses plans ont également échoué en Irak si on y regarde de plus près, car aucun des scénarios qu'il avait concoctés pour l'après Saddam Hussein n'ont pour le moment abouti parce qu'à chaque fois les Irakiens se sont dressés pour les faire échouer, ils ont tout juste mené le pays au chaos, or ce n'était certainement pas leur objectif, même si temporairement il en retire un bénéfice substantiel à travers l'exploitation du pétrole qui a redémarré.

Pour qu'il puisse y avoir un régime stable en Irak, il faudrait que l'Etat soit souverain et qu'il ait les moyens financiers pour satisfaire les besoins sociaux élémentaires de la population et reconstruire les infrastructures du pays, ce qui aurait pour conséquence de réduire le pouvoir politique des différents clans ou des différentes factions qui sèment la terreur dans le pays, pour y parvenir rapidement il ne pouvait compter que sur la nationalisation du pétrole et autres richesses du pays, or ce sont les multinationales américaines (notamment) qui en retirent le plus grand profit, du coup la guerre et le chaos se poursuivent.

Maintenant un autre problème se trouvait posé en Irak, que la dictature de Saddam Hussein n'avait réussi à contenir qu'en recourant à la répression ou en faisant régner la terreur et qu'il avait pour ainsi dire contribué à masquer de la sorte, le fait que le développement de ce pays reposait essentiellement sur l'exploitation du pétrole, alors qu'il demeurait largement sous-développé en dehors des grandes villes ou des centres industriels et que les rapports féodaux ou semi féodaux se perpétuaient, rapports moyenâgeux dont se nourrissent aujourd'hui les différentes factions (ethniques ou religieuses) qui s'affrontent les armes à la main et qui rendent l'unité et la gestion du pays quasiment impossible.

Pas plus hier sous Saddam Hussein qu'aujourd'hui sous domination impérialiste, l'Irak présentait les caractéristiques d'un pays économiquement développé capable de passer d'un régime féodal ou une monarchie à une république démocratique bourgeoise.

Il a été révélé que le niveau de développement économique atteint par l'Irak n'étant pas diversifié et uniforme au niveau de tout le territoire, reposant essentiellement sur une mono industrie, celle du pétrole, il était impossible que le niveau juridique et la forme politique de l'Etat s'élève au-dessus des rapports sociaux moyenâgeux qui continuaient d'exister dans le pays sur fond de divisions religieuses qui les alimentaient en sous-main.

On retrouve la même situation et les mêmes rapports à des degrés divers en Libye et dans de nombreux pays en Afrique et au Moyen et Proche-Orient.

A l'époque de la décolonisation il aurait été possible de faire en sorte que les choses se passent autrement, que les énormes profits issus de l'exploitation des richesses du sous-sol de tous ces pays participent au développement de leurs infrastructures et au bien-être de leur population, afin d'aboutir à un développement économique plus équilibré permettant de satisfaire la majeure partie des besoins de leur population, mais tels ne furent pas les intentions ou les objectifs des impérialistes ou des dictateurs qui les remplacèrent à la tête de ces pays.

Leur objectif était de conserver ces pays dans un état de sous-développement permanent pour mieux continuer de les dominer et tirer profit de la surexploitation de leur main d'oeuvre, tout en vendant des quantités monstrueuses d'armes aux nouveaux régimes en place pour qu'ils puissent faire régner l'ordre dans leur pays et que les affaires se poursuivent tranquillement, leur stabilité étant impossible à garantir par d'autres moyens que la force, puisque de leur côté, les militaires, clans, ethnies ou tribus parvenus au pouvoir devaient accaparer l'essentiel des richesses ou profits qui revenaient à l'Etat, vouant leur peuple à la misère, à végéter ou à s'entretuer.

Chacun savait que s'il mettait le doigt dans l'engrenage du développement économique et des infrastructures, les besoins de la population en matière d'éducation et de santé notamment suivraient automatiquement, que les masses réclameraient sans cesse une amélioration de leurs conditions de travail et de leur niveau de vie pour profiter du progrès social rendu possible par le développement économique, c'est pour éviter ou pour retarder le plus possible cette échéance qu'ils ont mis en place ou soutenu des dictatures ou des régimes archaïques ou des monarchies autoritaires et d'un autre âge.

Aujourd'hui tous les peuples sont en train de prendre conscience qu'on les a bernés pendant des décennies, qu'on les a maintenus dans la misère uniquement à la suite d'un froid calcul qui avait pour seul objectif de permettre à la fois aux différents impérialistes de continuer de dominer le monde en pillant notamment leurs richesses, pendant que des régimes fantoches et corrompus à leur solde maintenaient l'ordre par la force.

Il est permis de penser que le développement des réseaux de télévisions par satellite et Internet a contribué à accélérer cette prise de conscience, notamment chez la petite-bourgeoisie et les jeunes diplômés jusqu'à se répandre au fin fond du prolétariat et de la paysannerie, et qu'il est dorénavant impossible d'arrêter de manière autoritaire ce processus en pleine maturation, encore moins de revenir en arrière.

Il est dit que le capitalisme a engendré sa négation, qu'en naissant il a fait naître la classe qui viendra à bout de sa domination un peu plus tôt un peu plus tard, on se rapproche à grand pas désormais de cette échéance qui sera fatal au capitalisme. Il ne reste plus à la classe ouvrière internationale qu'à renouer avec la tradition révolutionnaire du prolétariat de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle, ainsi que les enseignements de la révolution russe de 1917, pour trouver enfin la voie qui lui permettra de vaincre le capitalisme à l'échelle mondiale.

On poursuivra cette causerie dans les jours qui viennent en évoquant la situation en Europe.

Un dernier mot

Lu dans l'éditorial (Internet) de J-C Mailly daté du 25 mai :

- "Aujourd'hui, si l'Europe est de plus en plus impopulaire, c'est bien parce qu'elle est restrictive, qu'elle suit la doctrine du capitalisme libéral, qu'elle est génératrice de chômage, de précarité et d'inégalités croissantes.

C'est d'ailleurs pourquoi mobiliser pour l'Europe sociale c'est revendiquer une autre Europe, avec d'autres modalités, une Europe facteur de progrès social. C'est le sens de la revendication de clause sociale dans les traités."

La même Europe, l'Union européenne pourrait être "facteur de progrès social", si elle le voulait bien, ben voyons ! Il suffirait d'inclure une "clause sociale dans les traités" et le tour serait joué, envolée la crise du capitalisme !

Et pour parvenir à ce fabuleux miracle "Cela exige des syndicats au niveau européen, donc de la CES, une combativité, une fermeté et une détermination.", alors qu'elle est une création de l'UE des multinationales !

Ce n'est pas fini, et l'espoir est permis, sans rire "*le congrès d'Athènes a montré que la CES prenait ce chemin*,, ah ben alors, nous voilà rassurés, ouf !

Bref, cela mérite bien un consensus avec l'appareil pourri de FO, n'est-ce pas messieurs les dirigeants du POI ?

Au fait, bon congrès aux camarades du POI. Sans aucune illusion !

Politique

1- Serbie.

L'ancien chef militaire des Serbes de Bosnie Ratko Mladic a été arrêté jeudi en Serbie, seize ans après son inculpation pour le massacre de Srebrenica, la pire atrocité en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale.

Son arrestation, annoncée par le président serbe Boris Tadic, lève un obstacle majeur au rapprochement de Belgrade avec l'Union européenne, a souligné Bruxelles.

L'arrestation de Mladic était une condition posée par l'Union européenne à l'intégration future de la Serbie et le commissaire européen à l'Elargissement, Stefan Füle, a confirmé que sa capture levait un obstacle majeur.

L'ancien général a été appréhendé tôt jeudi dans une ferme appartenant à un proche dans le village de Lazarevo, à une centaine de km au nord-est de Belgrade, près de Zrenjanin, a précisé un responsable de la police serbe.

La communauté internationale a salué une victoire du droit.

Le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, a parlé de "*jour historique pour la justice internationale*", d'"*étape importante dans notre combat collectif contre l'impunité*".

L'annonce de son arrestation à une centaine de kilomètres de Belgrade ne devrait pas manquer de susciter des interrogations sur la manière dont il a pu échapper pendant des années à la justice. Sa capture aurait été permise grâce à un informateur anonyme. (Reuters 26.05)

Cela ne vous fait pas penser à une autre affaire récente du même genre ? Hier soir le journaliste aux infos sur TV5Monde Asie a dit qu'il habitait dans une maison située au milieu du village dans l'artère principale, un endroit discret, à l'abri des regards, incognito, comme Ben Laden au milieu d'une ville-caserne, et absolument personne ne savait où il se trouvait pendant ces longues années, ben voyons. Le journaliste a ajouté qu'une importante réunion devait avoir lieu dans une semaine entre les autorités serbes et l'Union européenne. Cela tombe à pic pile poil, quel heureux hasard vraiment !

2- Georgie

La police géorgienne a fait usage de grenades lacrymogènes, de balles en caoutchouc et de canons à eau dans la nuit de mercredi à jeudi à Tbilissi pour disperser des centaines d'opposants réclamant la démission du président Mikheïl Saakachvili.

Les affrontements ont également fait au moins 37 blessés.

Ancienne alliée de Saakachvili, Nino Bourdjanadze a déclaré à la télévision que l'opposition poursuivrait son mouvement contre le chef de l'Etat.

La manifestation avait lieu dans le centre de la capitale géorgienne, devant le siège du Parlement, sous une pluie diluvienne.

L'opposition réclame depuis des jours le départ du chef de l'Etat, accusé de monopoliser le pouvoir depuis "la révolution de la rose" de 2003, et la tenue d'élections anticipées. (Reuters 26.05)

3- Tunisie

L'élection d'une assemblée constituante en Tunisie aura lieu le 16 octobre, a annoncé jeudi le président de la commission électorale indépendante, Kamel Jandoubi.

Mardi, le gouvernement intérimaire avait pourtant déclaré que le scrutin serait maintenu au 24 juillet, la date initiale.

"Il nous faut beaucoup de temps pour les élections (...) il ne nous reste pas assez de jours pour organiser la consultation. De ce fait, le scrutin aura lieu le 16 octobre", a déclaré Kamel Jandoubi.

"Il y a beaucoup de problèmes, comme le fait que près de 400.000 Tunisiens ne disposent pas dans le pays de carte d'électeur (...) En outre, nous devons recruter près de 24.000 agents pour organiser le scrutin (...) ils doivent être formés (...) tout cela prendra beaucoup de temps", a-t-il ajouté.

Il y a deux jours à peine, le gouvernement avait maintenu la date du 24 juillet, répondant ainsi favorablement aux demandes exprimées par la rue au début du mois. (Reuters 26.05)

4- Syrie

Les forces de sécurité syriennes ont tiré à balles réelles jeudi soir sur des centaines de manifestants qui s'étaient rassemblés dans les rues de Deraa, dans le sud du pays, pour réclamer le départ du président Bachar Al-Assad, ont rapporté deux témoins.

Des manifestations ont lieu quotidiennement le soir, désormais, à Deraa et dans d'autres villes du pays, pour mieux échapper, à la faveur de l'obscurité, à l'important dispositif de sécurité qui s'est mis en place ces dernières semaines pour étouffer le mouvement de contestation. (Reuters 26.05)

5- Yémen

Une quarantaine de Yéménites ont trouvé la mort à Sanaa jeudi dans des affrontements entre forces de l'ordre et adversaires du président Ali Abdallah Saleh qui menacent de dégénérer en guerre civile.

Déflagrations et tirs d'armes automatiques ont retenti dans la journée aux alentours de la place où plusieurs milliers d'opposants campent pour demander au président Saleh de quitter le pouvoir.

Le parquet a ordonné l'arrestation des dirigeants "rebelles" de la famille de Sadik al Ahmar, puissant chef tribal qui a rejoint l'opposition et dont les hommes affrontent depuis lundi les forces gouvernementales dans la capitale.

Un représentant du gouvernement a déclaré sans plus de détail que le siège de la chaîne de télévision de l'opposition avait été "détruit".

"Ali Abdallah Saleh est un menteur, un menteur, un menteur!", a déclaré Sadik al Ahmar, interrogé par Reuters. "Nous sommes intraitables. Il quittera ce pays pieds nus", a-t-il poursuivi, excluant toute médiation. (Reuters 26.05)

Social

France

Les personnels de la petite enfance réclament une augmentation des effectifs ainsi qu'un nouveau calcul de la prime d'assiduité.

Les personnels des crèches parisiennes ont déposé un préavis de grève pour ce jeudi, vendredi et lundi prochain. Ils réclament une augmentation des effectifs ainsi qu'un nouveau calcul de la prime d'assiduité.

Concernant les effectifs, ils réclament une augmentation de 250 personnes alors que la Mairie de Paris en propose 90. Quant à la prime d'assiduité, elle comporte une part forfaitaire de 60% du montant et une part variable de 40%. Alors que la municipalité propose un calcul à 50/50, les personnels ont voté en assemblée générale un partage 80/20.

Le préavis de grève de ce jeudi concerne les auxiliaires puéricultrices, les personnels de service et des éducateurs de jeunes enfants. Tous les personnels sont appelés à la grève de ce vendredi. Une AG se tiendra à Paris pour se prononcer sur la reconduite éventuelle de l'action.

Au cabinet du maire de Paris, on indique que les négociations "se poursuivent". Les organisations syndicales seront reçues ce jeudi à 15h par l'adjoint au maire chargé de la petite enfance, Christophe Najdovski.

Au 31 décembre 2010, il y avait 6651 personnels affectés aux établissements de la petite enfance dans la capitale. (l'express.fr 26.05)

Economie

Où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir !

La vague de fusions-acquisitions qui déferle sur le luxe devrait se poursuivre, portée par la nécessité pour les acteurs du secteur d'accroître leurs parts d'un marché mondial en pleine expansion.

Dans une industrie gorgée de liquidités et qui connaît des taux de croissance dont peu de secteurs peuvent s'enorgueillir, les grands groupes de luxe veulent renforcer leurs positions et compléter leurs portefeuilles d'actifs.

Le montant des opérations de fusion-acquisition réalisées depuis janvier (près de 6,0 milliards de dollars) dans le secteur a déjà atteint le double de celui de l'ensemble de l'année 2010 (2,9 milliards), selon les données de ThomsonReuters.

Bulgari repris par LVMH, numéro un mondial du luxe, Jean-Paul Gaultier par l'espagnol Puig, Cerruti par le chinois Trinity, dont la holding Li & Fung a également acquis Robert Clergerie, le chausseur anglais Jimmy Choo racheté par l'allemand Labelux, autant d'opérations permises par la croissance et les liquidités.

"Les groupes disposent d'une trésorerie très importante, accumulée grâce à la croissance et aux restructurations opérées pendant la crise. Elles doivent l'utiliser", explique François Arpels, directeur général de la banque d'affaires Bryan Garnier.

Pour les acteurs du private equity (capital investissement), il y a des perspectives de création de valeur, ajoute-t-il.

Lors du sommet de Reuters, le distributeur chinois Trinity s'est dit à l'affût d'autres marques européennes, tandis que Roberto Cavalli et Zadig et Voltaire ont tous les deux déclaré qu'ils repoussaient régulièrement les propositions de fonds d'investissement.

"La crise est clairement derrière nous, la confiance est revenue, les bilans des entreprises regorgent de cash. La consolidation va se poursuivre", a estimé pour sa part Scilla Huang Sun, gérante de Swiss & Global Asset Management, lors du sommet.

Les groupes de luxe ont dépassé toutes les attentes au premier trimestre, en dépit de la triple catastrophe qui a frappé le Japon en mars.

Portés par une dynamique qui ne se dément pas dans les pays émergents, en Asie bien mais aussi au Brésil, par une nette reprise de la consommation aux Etats-Unis et par d'importants flux touristiques en Europe, ils ont publié des taux de croissance interne souvent supérieurs à 20%.

Cette croissance est d'autant plus remarquable qu'elle intervient après un très vif rebond du secteur en 2010 (+19% pour Hermès, +24% pour Richemont +13% pour LVMH, +12% pour PPR).

Sauf choc exogène majeur susceptible d'entraver la consommation ou les flux touristiques, le luxe devrait, aux dires des analystes, profiter de taux de progression largement supérieurs à sa moyenne historique (+7%). (Reuters 26.05)

Le 28 mai

Je vous en parlais il y a quelques jours.

- Quimper : atteint d'un cancer, un patient est soigné... du mauvais poumon -

La direction du centre hospitalier de Quimper a réagi : "C'est une erreur rare et grave. Dans cette affaire, la direction de l'hôpital et l'équipe ne peuvent que reconnaître et assumer l'erreur". (LePost.fr 27.05)

Au bout de 40 séances de chimiothérapie tout de même, mieux vaut tard que jamais !

Je vous ai raconté que le médecin traitant de mon épouse Magueswary habitant à Aubagne, lui avait prescrit une quinzaine de médicaments à prendre quotidiennement, et que dans cette liste j'avais trouvé notamment pas moins de trois psychotropes ou antidépresseurs, plus du Doliprane à prendre trois fois par jour.

Depuis quatre jours, elle a cessé d'en prendre 7 sur les 15 prescrits et abandonné le Doliprane et ne s'en porte pas plus mal, elle se sent même mieux dit-elle. Quotidiennement on observe ensemble l'évolution de son état de santé, règle obligatoire à appliquer à cause de ces deux valves cardiaques. Elle est allée faire son deuxième contrôle sanguin depuis son retour en Inde le 17 mai,

la pression est stable et son cardiologue indien est satisfait. On décidera dans un mois si l'on peut encore supprimer certains médicaments, espacer les prises ou réduire les doses de certains, on procède progressivement afin d'éviter tout accident qui pourrait mettre sa vie en danger.

Les trois quarts au moins des médecins sont tout juste bons à remplir des ordonnances, je le sais depuis très longtemps. Ils n'ont pas choisi ce métier par vocation mais uniquement pour s'assurer une rente à vie et vivre confortablement, la notoriété due au statut étant la cerise sur le gâteau si l'on peut dire. En Inde, les médecins prescrivent systématiquement peu de médicaments à leurs patients, parce qu'ils savent qu'ils n'auront pas forcément les moyens de les acheter. Ce ne sont pas pour autant de meilleurs médecins, nous ne commettrons pas l'erreur de le penser. Ce que nous faisons, en fonction de ce que nous disent les médecin français et indien, nous tranchons, d'où camarades l'intérêt d'être en mesure de faire la part des choses encore plus ici qu'en politique, cela ne s'improvise pas non plus, je conseillerais donc à personne de nous imiter aveuglément.

A la place des psychotropes et autres saloperies d'antidépresseurs qui vous pourrissent les reins, l'estomac, le sang et parfois même le cerveau, faites comme certains médecins qui le prescrivent à leurs patients (aux Etats-Unis), essayez donc le cannabis en petite quantité le soir, vous passerez une bonne nuit sans effets indésirables à long terme, je ne plaisante pas. Ces mêmes médecins prescrivent depuis des décennies à leurs patients atteints d'artériosclérose de boire un verre de Bordeaux rouge (riche en tanin) à chaque repas, sans qu'ils deviennent alcooliques pour autant. Tout est une question de mesure. Le thé vert présente les mêmes propriétés, encore faut-il qu'il soit de bonne qualité.

Si j'écarte le cursus des sciences du langage que j'ai suivi tardivement à l'âge de 45 pour passer mon premier diplôme universitaire, je suis autodidacte depuis plus de 31 ans, j'ai donc acquis une solide expérience, une méthode qui a fait ses preuves pour examiner une question et pousser le plus loin possible la réflexion sur n'importe quel sujet, ce qui nécessite pour mener à bien une telle étude de n'avoir aucun a priori et de faire preuve de beaucoup de modestie, jusqu'à admettre ne rien connaître ou presque sur une question précise ou dans un domaine de recherche.

Je me sers ici exactement du même outil qui me sert en politique, le matérialisme dialectique que l'on nomme parfois et à tort marxisme. Sans la lecture d'Anti-Dühring d'Engels, je ne pense pas que je serais parvenu à forger cet outil exceptionnel par mes propres moyens, sauf à me prendre pour ce que je ne suis pas, ce qui n'est pas le cas. J'en ai parfaitement conscience, et c'est la raison pour laquelle je serai éternellement reconnaissant à Marx et Engels pour ce qu'ils m'ont apporté, que j'estime irremplaçable et d'une valeur inestimable.

La valeur d'un intellectuel ne se juge pas à ses diplômes, au cursus universitaire qu'il a suivi, au nombre de livres qu'il a écrits, à l'emploi qu'il occupe ou la fonction qu'il remplit, mais à sa capacité à aborder n'importe quel sujet et à émettre une réflexion satisfaisante à l'issue de son analyse, étude ou recherche. Elle se juge surtout à son comportement face à une question qu'il ne maîtrise pas, à sa capacité à refuser de répondre à une question à laquelle il n'a pas de réponse. On juge surtout un intellectuel à sa modestie, la plupart ignore même l'existence de ce mot, qu'on ne me catalogue pas parmi ceux qui les envient car tel n'est pas du tout le cas, je préfère de loin demeurer un ouvrier qui essaie de penser par lui-même.

Avant de savoir penser, il est préférable de savoir se servir de ses mains, c'est parfois une question de survie et c'est très pratique dans la vie quotidienne. L'homme ou l'hominidé a survécu et s'est développé avant d'apprendre à penser et de pouvoir parler, de s'exprimer, je crois que parfois on a tendance à l'oublier ou à inverser l'ordre du développement propre à l'espèce humaine, ce qui est impardonnable quand on se prétend matérialiste. Dommage qu'on n'ait pas le temps d'approfondir cette question sur le plan anthropologique en liaison avec le développement économique ou social vers la fin du paléolithique.

Chez l'homme, il y a le côté brut, animal, sauvage, instinctif, émotionnel, matériel, pratique, et il y a l'aspect raffiné, esthétique, réfléchi, intellectuel, organisé, rêveur, imaginaire, spirituel, les deux sont plus ou moins présents ou développés, cohabitent en permanence ou sont mis au service des uns ou des autres de telle sorte qu'on ne sait plus très bien ce qui appartient à quoi, à quoi correspond tel comportement ou geste, de quoi ils sont faits en réalité, qu'est-ce qui les compose, dans quelle proportion ces différentes facultés sont présentes, dans quels rapports, etc.

Le développement des forces productives a abouti à la division du travail, il en est plutôt le produit, à la division de la société en classes distinctes puis en Etat. Cette dichotomie a pris la forme du travail manuel et intellectuel au point de les rendre antagoniques, de s'exclure mutuellement plutôt que d'être en concurrence, l'ouvrier est incapable de penser sa condition et l'intellectuel est incapable de penser sa nature qui n'est pas différente de celle de l'ouvrier, les deux évoluent côte-à-côte comme deux droites parallèles qui ne se rencontrent jamais comme s'ils ne puisaient pas leur existence au même tronc commun, à la même source, l'inconscience de l'un rivalisant avec celle de l'autre, à ceci près que contrairement à l'ouvrier, l'intellectuel dispose en principe des moyens lui permettant d'appréhender sa nature dans sa complexité ainsi que celle de l'ouvrier, or on s'aperçoit que pour des raisons économiques ou sociales il en est incapable ou il ne le souhaite pas, il se considère différent ou supérieur à un ouvrier, alors qu'en réalité ils sont uniquement complémentaires, mieux encore, ils sont indispensables l'un à l'autre, encore qu'au stade de développement auquel nous sommes parvenus, le boulanger n'a pas besoin de l'intellectuel pour vivre, ce qui ne sera pas le cas de l'intellectuel qui ignore tout de la panification.

L'intellectuel veut bien reconnaître que le cantonnier est utile et qu'il ne peut pas se passer de ses services, mais il n'ira pas jusqu'à estimer que son travail et sa vie ont autant de valeur que la sienne. Au contraire, il estimera normal qu'après de

longues années d'études il perçoit un salaire deux, trois ou dix fois supérieur à celui de l'OS en usine qui a quitté l'école à 16 ans et remplit une tâche répétitive qui ne réclame qu'un effort physique mais aucun effort intellectuel, l'aspect intellectuel ayant selon lui une valeur supérieure au côté physique.

Les intellectuels le revendiquent, pire, le mouvement ouvrier et sa soi-disant avant-garde le revendiquent, en expliquant très hypocritement que les salaires supérieurs des uns tireraient l'ensemble des salaires vers le haut, ce qui est parfaitement faux, ou alors il faudrait qu'on nous explique pourquoi 75 ou 80% des salariés ont des salaires inférieurs, équivalents ou à peine supérieur au smic.

Ils justifient ces différences de traitement en reprenant les mêmes arguments avancés par les intellectuels, arguments, qui lorsqu'on y regarde de plus près ressemblent étrangement à ceux avancés par les capitalistes pour justifier la plus-value qu'ils extorquent aux travailleurs ou encore la division de la société en classes sociales. Ce n'est pas tout, leur bonne conscience ne s'arrête pas là, comme ils sont parvenus à quasiment institutionaliser leur position dans la société ou qu'ils bénéficient tous de statuts particuliers, ce qui n'est pas le cas de la plupart des ouvriers, on ne leur reconnaîtra que le statut d'esclave salarié, ils s'appuient sur ces statuts pour continuer de profiter des privilèges que la société leur accorde, ils se mobilisent pour les défendre afin de perpétuer la situation existante, se moquant bien que l'ouvrier doit s'user la santé et se démener comme un forcené pour tout juste survivre, chez l'intellectuel seul son intérêt comptera.

Bien que ce ne soit pas mon propos ici, allez donc imaginer devant un intellectuel une société où les travailleurs manuels et intellectuels seraient traités exactement de la même manière, il pousserait des hurlements de désapprobation tellement est ancré dans leur cerveau que la vie d'un ouvrier ne vaut pas celle d'un intellectuel. La question ne serait pas de diminuer les salaires des intellectuels mais de hausser ceux des ouvriers à la hauteur des leurs une fois confisqués les profits des capitalistes et réorganisée la production et mis fin à l'anarchie qui y règne...

Nous savons parfaitement que ce sont des intellectuels qui sont à l'origine de tous les partis ouvriers depuis le milieu du XIXe siècle, donc la question n'est pas de s'en passer, mais de leur faire comprendre que de nos jours ils sont à côté de la plaque, qu'ils ne comprennent par grand chose à l'ouvrier, et que, comme pour réussir une révolution il est impossible de se passer des ouvriers, ils ont intérêt à se bouger les méninges ou revoir la manière dont ils perçoivent la classe ouvrière, leur manière de l'aborder et les rapports qu'ils ont avec elle, car il y a là de toute évidence un énorme problème à régler.

On ne peut pas mettre en doute la sincérité ou l'honnêteté intellectuelle de tous les dirigeants de tous les partis ouvriers dont la plupart sont des intellectuels, ce serait stupide et injuste, par contre on est en droit de s'interroger sur leur capacité à appréhender correctement le milieu ouvrier, à comprendre comment cela fonctionne dans la tête d'un ouvrier ou d'une employée à notre époque, comment il ou elle appréhende à leur tour la société et le monde, il semblerait qu'ils aient beaucoup de mal à le saisir malgré tous les efforts qu'ils font pour y parvenir.

Cette causerie n'est pas celle que j'avais prévue de publier aujourd'hui, elle est totalement improvisée. On verra donc demain, si l'article dont je vous ai parlé hier sera terminé.

Quelques sujets en très bref.

1- Le résultat des courses à Deauville nommées G8 pour l'occasion et qui a coûté la bagatelle de 20 millions d'euros :

- Les Etats-Unis abandonnent leurs menaces contre le roquefort - Libération.fr

Quand on vous le dit que l'argent n'a pas d'odeur : le pétrole, le roquefort...

2- Les camarades de Démocratie révolutionnaire ont écrit dans leur dernier numéro à propos de l'affaire Strauss-Kahn : "*des faits eux-mêmes, qui semblent de toute évidence vrais, univers des puissants de ce monde qui croient que tout leur est dû, univers de l'argent roi, du mépris des faibles et des femmes*"

Qu'est-ce qui seraient "*vrais*" ? Vous en savez quoi ? Rien de plus que nous à ce que je sache, étonnant comme déclaration. Et que vient faire là-dedans le "*mépris des faibles et des femmes*" ? Parce qu'on serait une femme, on devrait avoir plus de droits qu'un homme ? Je ne suis pas certain qu'on se situe là sur le terrain de la lutte des classes, mais plutôt sur celui d'un féminisme de bas étage qui nous répugne tout autant que l'injustice sous couvert d'ouvriérisme.

Sous prétexte d'être une femme, d'être faible, un ouvrier par exemple, d'être un étranger, d'être noir, comme mon épouse, on serait différent des autres, pour un peu on serait forcément meilleur et on mériterait plus d'égards dans cette société. Mais dans quel monde vivez-vous ? Vous réclamez quoi au juste de cette société pourrie qui applique votre principe à sa façon ? Qu'elle les applique à l'inverse de ce qu'elle fait actuellement, c'est-à-dire au profit des hommes, des forts ou des puissants, des "bons" Français, des "Blancs", parce que vous imaginez qu'elle pourrait tenir compte de vos observations. Autrement dit, la société telle qu'elle existe pourrait suffisamment se transformer de manière à résoudre les problèmes que vous avez soulevés,

sans avoir besoin de la changer radicalement ? Lors d'un reportage réalisé aux Etats-Unis et diffusé sur TV5Monde Asie il y a déjà quelque temps, on a pu constater que la discrimination envers les Noirs n'avait pas disparu 50 ans après qu'ils aient obtenu des droits civiques, comme quoi il en faudra beaucoup plus pour que justice soit faite aux plus faibles, aux femmes, etc.

Tenez, on vient d'apprendre que les avocats de la présumée victime pourraient finalement plaider au civil, ce qui pourrait rapporter au bas mot un million de dollars à la femme de chambre. On a appris, mais je n'ai pas vérifié cette info, que la femme de chambre serait entrée dans la suite de DSK pour y faire le ménage, alors qu'elle n'avait pas amené avec elle le chariot et le matériel pour la nettoyer. On a appris également que deux policiers accusés de viol par une femme viennent d'être relaxés par le parquet de New York, et contrairement à DSK on ne leur a pas passé les menottes, ils n'ont pas été incarcérés et n'ont pas été jetés en pâture aux médias, ils sont rentrés tranquillement chez eux. Mieux encore, ils ont reconnu avoir utilisé un préservatif qui fait partie des pièces à conviction, selon elle, ils auraient profité pour la pénétrer qu'elle était dans un semi-coma dû à l'alcool, alors qu'ils prétendent qu'il s'agissait d'un acte sexuel consenti.

Dans l'affaire DSK, pour le moment nous sommes en présence d'un présumé innocent et d'une présumée victime et nous nous en tenons là.

Politique

1- Syrie

1.1- Les forces de sécurité syriennes ont ouvert le feu vendredi sur deux manifestations antigouvernementales dans la province de Deir al Zor, dans l'est du pays, ont rapporté des témoins et des militants des droits de l'homme.

Dans la ville d'Albou Kamal, à la frontière irakienne, des manifestants ont brûlé des photographies du chef du Hezbollah libanais, Hassan Nasrallah, qui a prononcé cette semaine à Beyrouth un discours favorable au président Assad.

Près de la frontière libanaise, à Zabadani, cinq manifestants ont par ailleurs été blessés par les tirs des forces de l'ordre, a déclaré un habitant de la ville.

Des tirs ont également retenti à Homs, dans le centre du pays, où des milliers de personnes se sont rassemblées. (Reuters 27.05)

1.2- L'opposition est de plus en plus structurée: 15 comités locaux se sont rassemblés en une coordination, LCC Syria (pour «Local coordination committees»). Ils ont créé un service médias, alimentant les journalistes en informations, sélectionnant parmi les nombreuses vidéos amateurs, recensant les victimes. Le pays est toujours complètement fermé aux journalistes. (liberation.fr 27.05)

2- Egypte

Trois mois et demi après la démission de Moubarak, des dizaines de milliers d'Egyptiens sont de retour place Tahrir, au Caire. Des appels à manifester «pour une seconde révolution» et pour «mettre fin à la corruption politique» ont été lancés. Une partie de la population notamment la jeunesse, est frustrée de la lenteur du processus de démocratisation, en colère contre l'armée qui poursuit des manifestants devant des tribunaux militaires. Elle demande un jugement plus rapide des responsables du régime. (liberation.fr 27.05)

3- Jordanie

Des Jordaniens ont manifesté, vendredi 27 mai, à Tafileh, dans le sud du pays, pour demander la chute du gouvernement et dénoncer la corruption, ont affirmé des participants. A l'appel des '*Jeunes de Tafileh*', les manifestants ont scandé '*le peuple veut la chute du gouvernement*', ou bien encore '*nous ne nous tairons pas et nous continuerons à dénoncer la corruption*'. Ils étaient environ un millier, selon des participants.

Le roi Abdallah II a violemment critiqué mercredi '*ceux qui prennent pour excuse la dénonciation de la corruption pour porter atteinte à la réputation des gens*'. Il a également sommé le gouvernement de '*protéger les victimes innocentes de la diffamation et de la haine, y compris même des membres de [s]a famille, malgré leur représentativité symbolique, nationale et noble*'.

Le premier ministre, Maarouf Bakhit, a pour sa part affirmé jeudi que '*le gouvernement prendra[it] les mesures légales nécessaires contre tous ceux qui accusent des officiels de corruption, sans avoir de preuves*'. (lemonde.fr 27.05)

4- Yémen

Des avions militaires ont bombardé, vendredi 27 mai, un barrage militaire de la garde républicaine au nord-est de Sanaa,

pris quelques temps plus tôt par des combattants tribaux.

"Nos hommes ont attaqué tôt le matin trois barrages militaires de la garde républicaine dans la zone de Fardha [à environ 75 km au nord-est de Sanaa]. (...) Nous avons réussi à prendre le contrôle de l'une de ces positions", a déclaré une source tribale, qui a également indiqué que six assaillants ainsi qu'un militaire ont été tués lors de ces affrontements. L'attaque a été menée, selon lui, par la tribu des Naham.

L'armée a lancé des raids aériens sur la zone pour tenter de reprendre le contrôle de cette position et rouvrir la route entre la capitale et Marib, a indiqué une autre source tribale. (lemonde.fr 27.05)

Social

France

Les conditions de vie des étudiants se dégradent, un quart d'entre eux déclarant rencontrer des difficultés pour "*joindre les deux bouts*" pour leurs dépenses courantes et pour se soigner, révèle une enquête de la LMDE publiée jeudi.

La précarité sociale des étudiants est aujourd'hui un véritable fait de société et la période des études n'est plus "*une sorte de sas d'insouciance dorée entre l'adolescence et l'entrée dans la vie active*", souligne Gabriel Szeftel, président de La Mutuelle des étudiants.

Les étudiants sont 26% à déclarer avoir "*rencontré de réelles difficultés pour faire face aux dépenses courantes*": alimentation, loyer ou encore factures d'électricité.

Ils dépendent dès lors beaucoup de leur famille puisque pour 73% des étudiants, celle-ci "*constitue la principale source de revenus loin devant les aides sociales*" dont bénéficient "*seulement 38% des étudiants*" (bourses sur critères sociaux, aide au logement, allocations familiales).

Le salariat étudiant "*ne permet pas d'éviter la précarité*" car près de la moitié des étudiants vit avec moins de 400 euros par mois.

En matière de santé, l'enquête témoigne d'un "*accès aux soins des étudiants en recul et d'un niveau de protection sociale insuffisant*": un étudiant sur cinq renonce à se soigner et de nombreux étudiants ne bénéficient pas d'un niveau de protection sociale suffisant.

Seuls 32% des étudiants déclarent avoir bénéficié d'une visite médicale obligatoire, en recul puisqu'en 2008, ils étaient 59%. "*Cet affaiblissement du suivi sanitaire à l'université se retrouve aussi dans l'enseignement secondaire*".

Par ailleurs, près d'un tiers des étudiants montre des "*signes de mal-être*". Près de quatre étudiants sur 10 (38%) "*ont ressenti un sentiment constant de tristesse ou de déprime dans les 12 derniers mois: perte d'intérêt pour tout, sentiment de tristesse durant toute la journée...*"

Enfin, près des trois quarts des étudiants ont "*le sentiment d'être une génération sacrifiée*". "*Plus que leur propre regard sur la société, c'est bien le regard de la société sur les jeunes qui leur apparaît défavorable*".

Cette troisième enquête nationale de la LMDE devait être présentée lors de son congrès qui se tient jusqu'à vendredi à Tours. (AFP 26.05)

Economie

Grèce

La pression s'accroît sur la Grèce. Sommée par ses partenaires d'accélérer ses réformes, Athènes se voit aussi menacé d'un possible gel de l'aide du FMI en cas de manque de garanties financières.

Vendredi, les partis politiques locaux ont échoué à s'entendre sur un nouveau plan d'austérité. Les représentants des formations politiques devaient se prononcer sur un programme de rigueur mêlant accélération des privatisations - télécoms, Banque postale - et coupes budgétaires à hauteur de 6 milliards d'euros.

Ce programme est pourtant un préalable au débloqué, fin juin, de la cinquième tranche de 12 milliards d'euros sur les 110 milliards de prêts consentis l'an dernier. Une mission de la troïka BCE-UE-FMI envoyée sur place devrait rendre son verdict dans les jours

à venir. «*Il y a des règles spécifiques au FMI et l'une de ces règles est que le FMI ne peut agir pour débloquer une tranche de prêts que lorsqu'il y a une garantie de refinancement pour les douze mois suivants*», a souligné jeudi soir le patron de l'eurogroupe, Jean-Claude Juncker. Une règle confirmée à Washington par une porte-parole du Fonds

Or la Grèce doit théoriquement retourner dès 2012 sur les marchés pour lever 30 milliards d'euros - une hypothèse de plus en plus irréaliste, compte tenu des taux prohibitifs qu'elle devrait affronter. Bref, l'horizon s'obscurcit.

Si le FMI n'obtient pas les assurances nécessaires au déblocage de son prêt, le problème tournerait au casse-tête, le Fonds estimant qu'il reviendrait aux Européens de prendre en charge cette part de l'aide. «*Ce ne sera pas possible car dans certains Parlements nationaux, en Allemagne, en Finlande, aux Pays-Bas et dans d'autres pays, on n'est pas prêts à faire cela*», a prévenu Juncker. Dimanche, le premier ministre grec, Georges Papandréou, a averti qu'un refus de versement équivaldrait «*selon toute probabilité à la banqueroute*» du pays. Un saut dans l'inconnu pour l'ensemble de la zone euro. (lefigaro.fr 27.05)

Le 31 mai

J'ai rédigé l'essentiel de cette causerie hier matin, mais suite à la chaleur écrasante et une coupure d'électricité (et d'eau) de 9h du matin à 18h, j'ai préféré garder la batterie pour les ventilateurs, et puis je n'ai toujours pas connecté l'ordinateur au portable.

Au fait, la fréquentation du site est remontée à son plus haut niveau, peut-être que certains sont venus voir si j'avais des infos sur la préparation du congrès du POI, ils seront déçus, je n'ai contacté sur cette question aucun militant du POI qui se connectent régulièrement sur le site, j'ai estimé que cela ne présentait aucun intérêt, je suis comme tout le monde, à un moment donné on se lasse. J'ai décidé de ne jamais harceler les militants et je m'y tiens. Je pense qu'ils apprécient aussi ma discrétion.

Je n'ai pas mis non plus en ligne les pages d'*Informations ouvrières* dédiées à leur congrès, puisqu'il n'était question que de signatures sur des pétitions qui partiront à la poubelle, comme chaque fois ou presque. Il faut bien occuper les militants à défaut de prendre le temps de les former par exemple ou d'envisager d'autres formes d'actions en direction des travailleurs. La tête et les jambes... L'essentiel, c'est d'avoir l'impression d'être utile à quelque chose, peu importe le résultat. Vous comprendrez aisément qu'on ne puisse pas adhérer à une telle conception de la lutte de classe, avant tout par respect pour les militants.

J'ai mis en ligne l'article dont je vous avais parlé avant-hier, il n'est pas terrible, mais bon, il fait une chaleur à crever et je n'ai qu'une hâte, c'est de quitter au plus vite le bureau. Il n'a rien à voir avec la causerie qui suit. J'ai supprimé provisoirement la rubrique *Actualité en images* pour gagner du temps.

Trouvé dans la poubelle de la Ve République.

- "Le capitaine Paul Barril, subordonné du Commandant Prouteau, créateur de la cellule anti-terroriste de l'Elysée, déclare en audience publique le 29 avril 1997 : « Je me rappelle qu'on nous avait alerté pour stopper l'enquête sur le réseau pédophile « Coral » à cause des personnalités mises en cause. » Parmi ces personnalités présumées : Jack Lang, le ministre de la culture, mais aussi le neveu du président Mitterrand. Ce réseau Coral impliquait plus de 340 personnalités dans le monde politique, artistique, judiciaire et journalistique qui auraient abusé d'enfants handicapés et autistes. Coïncidence, le comité de soutien de Roman Polanski comprend plusieurs personnalités mises en cause dans le réseau Coral.

Déjà en 1977, Jack Lang défendait ses amis pédophiles en signant une pétition publiée dans *Le Monde* appelant à libérer trois hommes ayant eu des 'relations sexuelles sans violence' avec des mineurs de moins de 15 ans, garçons et filles. En plus, ces trois hommes se sont amusés à photographier leurs 'jeux sexuels'. Tout cela n'était pas bien grave, selon les signataires... on y retrouve des politiciens (Jack Lang), des médecins (Bernard Kouchner), des psychiatres et psychologues, des intellectuel-le-s (J-P Sartre, Simone De Beauvoir). Ces signataires défendaient alors un discours similaire à celui tenu aujourd'hui par des associations pro-pédophilie (NAMBLA aux USA, Paidika aux Pays Bas, ... en France ?) plaidant pour la décriminalisation de la pédophilie." (lefigaro.fr 28.05)

Cela ne vous tente pas un petit front unique avec ces gens-là ? Allez, c'est pour la bonne cause... Question : Laquelle ?

Oui, le PS a toujours été une saloperie immonde, infréquentable, à vomir, notez bien que publiquement leurs dirigeants ne s'en cachaient même pas, par contre les militants de LO, de la LCR ou de l'OCI (dont je faisais partie) transformés en activistes forcenés et qui n'avaient pas le temps de lire autre chose que la littérature de leur parti respectif n'en sauront rien, contrairement à leurs dirigeants qui épiluchaient quotidiennement la presse et étaient parfaitement au courant du degré de pourriture de ce parti, au-delà des questions purement politiques. Le quotidien *Le Monde* est le journal par excellence des intellectuels comme chacun sait.

Jeunes militants nous avons été bernés, trompés par nos dirigeants, qui de plus entretenaient dans notre dos des relations avec

ceux du PS notamment, lire à ce propos le témoignage d'ex-dirigeants de l'OCI en ligne dans le site. C'est marrant que ce soient les mêmes qui soient les plus enclins à se dresser contre la théorie du complot, alors qu'on a l'impression ou plutôt la certitude en recoupant les informations qui nous sont parvenues avec hélas quelques décennies de retard, qu'ils faisaient partie d'un vaste complot contre la classe ouvrière ou tout du moins, que leur incurie politique légendaire les avait conduits à faire la courte échelle au PS au détriment des principes et du programme qu'ils prétendaient représenter et défendre.

Que dire de ceux qui ont adhéré au PS à cette époque, dans les années 70-80, et qui par leur position sociale ne pouvaient pas ne pas savoir où ils mettaient les pieds et qui aujourd'hui se retrouvent à la direction du POI par exemple, nous dirions la même chose s'il s'en trouvait au NPA ou à LO, mais il semble que ce ne soit pas le cas. Que dire de ces ex-dirigeants de l'OCI (ou PCI) ou de la LCR qui étaient bien placés pour savoir qui étaient vraiment les dirigeants du PS et qui n'ont pas hésité à rejoindre ce parti.

Heureusement que ces organisations ou partis ne se réduisaient pas à leurs dirigeants, mais on ne peut pas s'empêcher de penser qu'ils se sont servis de leurs militants à des fins personnelles qui n'avaient rien à voir avec ceux collectifs affichés par leurs partis et dont seuls les militants relevaient le flambeau. Cela vous dit la théorie de la tête et les jambes dans les partis...

J'ai déjà raconté dans le site que j'avais été amené à soutenir la candidature de Mitterrand en 81 en tant que militant de l'OCI, alors que j'ignorais absolument tout de son passé, alors que je lisais *Informations ouvrières* toutes les semaines comme on apprend une leçon par coeur, ainsi que la malnommée revue théorique de cette organisation *La Vérité*. J'accuse les dirigeants de l'OCI, que l'on retrouve aujourd'hui à la tête du courant communiste internationaliste du POI, d'avoir sciemment trompé leurs militants sur la nature du PS et ses dirigeants incompatible avec tout soutien aux candidats de ce parti. Nous avons été utilisés, manipulés à seule fin de porter Mitterrand au pouvoir ainsi qu'une majorité de députés du PS et du PCF. Vous comprendrez ou non qu'on ne l'ait jamais digéré, peu importe, cela ne passera jamais.

De nos jours et le temps passant les langues se délient, certains règlent publiquement leurs comptes ou égrènent leurs souvenirs nauséabonds, on dispose de plus de temps et d'autres moyens pour mieux s'informer qu'autrefois, malheur à ceux qui demeurent enfermés dans leur parti ou suivent aveuglément leurs dirigeants, qui ne prennent pas le temps nécessaire pour s'informer auprès de différentes sources.

Trotsky avait raison de dénoncer l'activisme qui sévissait dans certains partis, il expliquait en substance qu'un militant qui ne peut pas se développer sur le plan personnel ne sera jamais un bon militant, parce qu'il aura en permanence l'esprit occupé par des questions personnelles qu'il n'aura pas eu le temps de résoudre, ajoutons-y qu'il ne pourra pas non plus se développer librement sur le plan politique. Demandez-vous à qui profite un tel parti à part son appareil.

C'est par le biais de l'activisme que les appareils tiennent bon nombre de militants, qui évidemment ne s'en rendent pas compte ou refuseraient de le reconnaître si notre discours parvenait jusqu'à eux, je ne parle même pas de ceux qui y trouvent un intérêt personnel par la place qu'ils occupent au sein des instances de leur parti et/ou leur syndicat, car ces militants à qui on n'a jamais appris à penser par eux-mêmes ou auxquels on n'a jamais réellement donné l'occasion ou le temps pour y parvenir, sont totalement incapables d'aborder une question sous un autre angle que celui de leurs dirigeants. Vous constaterez chez eux jusqu'à l'existence d'un mimétisme pratiquement parfait dans la terminologie utilisée, comme si finalement ils n'avaient aucune personnalité, qu'ils avaient tous été fondus dans le même moule et connus les mêmes expériences, alors que dans la vie on est amené à rencontrer des travailleurs ou jeunes qui abordent un tas de questions sous des angles différents, inattendus ou qu'on n'a pas forcément imaginés, au point de constater que la véritable liberté de penser nécessaire à la confrontation des idées pour progresser sur le plan politique, il faut la rechercher ailleurs que dans ces partis ou parfois parmi les militants qui ne sont organisés dans aucun courant, chez les travailleurs et jeunes, chez lesquels ce qu'ils disent correspond à ce qu'ils vivent réellement et comment ils le vivent avec leurs illusions, sans artifice, sans tricher, sans arrière-pensées, sans but précis, sans détours ou avec une franchise admirable.

La force du parti bolchevik et particulièrement de Lénine reposait au contraire sur sa capacité à s'émanciper de cette contrainte ou de la dépasser, et c'est parce qu'il avait confiance dans les idées qu'il défendait autant que dans la classe ouvrière, parce qu'il estimait que les militants de base de son parti adhèreraient finalement à ses analyses si effectivement elles correspondaient à la réalité, qu'il n'avait pas besoin de recourir à des moyens coercitifs envers les militants pour qu'ils reprennent à leur compte les positions qu'il défendait le plus souvent contre la majorité des dirigeants du parti. Mais le fonctionnement du parti bolchevik était véritablement démocratique, contrairement à tous ces partis.

Lénine (et le parti bolchevik) développait sa politique indépendamment des autres partis et des institutions. C'était sa force contrairement à tous les partis que nous connaissons aujourd'hui et qui sont sans cesse en train de lorgner sur les militants et les appareils des autres partis ou les institutions, qui n'ont d'indépendant que le nom, ce qu'on peut expliquer par la faiblesse théorique de leurs dirigeants ou la met en lumière. Ce ne sont pas les travailleurs qui sont incapables de saisir la politique que leur proposent les différents partis ouvriers, ce sont plutôt ces partis et leurs militants qui sont incapables de se mettre à la portée des travailleurs et jeunes.

Les partis s'imaginent que les travailleurs seraient des machines à militer en puissance tout comme leurs militants, ils se trompent lourdement, la simple lecture de leurs journaux et le résultat auquel ils sont parvenus le prouvent suffisamment depuis plus d'un demi-siècle. Les dirigeants du PCF et de LO l'ont compris mieux que d'autres, ce qui explique en partie pourquoi

ils continuent d'exister, c'est plus vrai pour LO.

Un parti ne peut pas prétendre s'adresser à l'ensemble de la classe ouvrière, quand dans son journal il emploie la même terminologie ou tient le même discours qu'envers ses militants, ce n'est pas possible. Ne pas l'admettre ou le comprendre alors que cela saute aux yeux, c'est à désespérer.

On n'a décidément pas la même conception de la lutte de classe, on ne prend pas en compte les mêmes facteurs ou on ne leur attribue pas la même importance ou place dans la société, on ne combat pas pour construire le même parti et finalement on ne partage ni la même tactique ni la même stratégie pour nous rapprocher de notre objectif. On ne porte pas non plus le même regard sur les transformations qu'ont subies la société et le monde depuis un siècle ou les rapports à l'intérieur des classes, bref, plus le temps passe et plus j'ai l'impression de m'éloigner du parti où j'ai milité, plus je me sens proche des idées et des objectifs, des moyens pour les atteindre que je défendais autrefois.

Je ne prétends pas détenir la vérité, après avoir affirmé à de multiples reprises que les différents courants de l'avant-garde du mouvement ouvrier en détenaient une partie et que l'ensemble de ces parties y contribuaient, mais hélas il semble que les dirigeants de ces courants ou tendances ont tous été formatés dans le même moule et qu'ils sont incapables de porter un regard critique dessus ou d'en sortir. Ils en font une affaire personnelle, d'appareil, ce qui m'est totalement étranger et ne peut en rien nous aider à rassembler nos forces et aller de l'avant.

Entendu avant-hier à la Bastille.

- «Démocratie réelle maintenant», «Paris, réveille-toi», «Paris debout, soulève-toi», «Mai 1968 demandait l'impossible, mai 2011 réalisera l'impossible».

- «Tous ces jeunes là réclament la démocratie réelle maintenant. On demande un renouvellement démocratique»

- «Il faut que les jeunes s'investissent davantage et exigent un Etat social contre la précarité et le chômage mais aussi pour les droits des femmes et le logement.»

- «Tout le monde peut parler, donner son opinion, on n'est pas embrigadé par les partis politiques et c'est ce qui est intéressant car notre mouvement est apolitique.» (Reuters 29.05)

- Ils sont un millier d'«Indignés» à avoir tenté d'imiter leurs camarades de Madrid dimanche à la Bastille à Paris, avant d'être contraints en début de soirée de quitter la place emblématique de la gauche française. Après une journée de contestation des institutions et de rêves de démocratie directe, ils ont laissé sans heurts la police évacuer la place vers 21h30, démonter les tentes et faire descendre les protestataires des marches de l'Opéra. (20minutes.fr 29.05)

Un mouvement qui se cherche, les masses exploitées et leurs différentes couches cherchent une issue politique conforme à leurs intérêts, mais sans représentation, donc sans parti politique, il ne peut qu'échouer face à un Etat régit par des partis politiques, une classe dominante consciente de ses intérêts et organisée en puissants partis politiques, dont le parti de l'ordre, l'UMP.

Les institutions ont pour fonction de permettre aux rapports entre les classes de s'exprimer par le biais de leurs représentants organisés en partis politiques lors d'élections, de telle sorte que dans ce cadre (ou carcan) il soit impossible de remettre en cause le régime en place et de permettre aux capitalistes de vaquer tranquillement à leurs affaires, de la même manière qu'il est impossible qu'un parti ouvrier (révolutionnaire) représentant réellement les intérêts des exploités y obtienne la majorité et renverse le rapport de force au sein des institutions favorable à la classe dominante depuis leur avènement.

Ces institutions ont été forgées pour permettre au parti de l'ordre ainsi qu'à ses valets accessoirement d'exercer directement le pouvoir pour le compte des capitalistes, leurs fondements reposent donc sur la propriété privée des moyens de production qu'ils ont pour mission de perpétuer. Dès lors on comprend pourquoi ces institutions sont incompatibles avec les intérêts de la classe ouvrière, et pourquoi la remise en cause des fondements du capitalisme est incompatible avec l'existence de ces institutions. Un pommier est fait pour donner des pommes et ne donnera jamais des cerises, c'est facile à comprendre.

En résumé. Les partis sont l'expression organisée des intérêts d'une classe sociale distincte. Les institutions sont l'expression du pouvoir économique d'une classe sociale déterminée organisée en partis politiques.

Mais alors pourquoi la classe et les masses ne parviennent-elles pas à renverser l'ordre établi qui est nuisible à leurs intérêts ? Parce que d'un côté vous avez une classe organisée qui est consciente de ses intérêts, celle des bourgeois ou capitalistes, alors que de l'autre côté nous trouvons une classe très hétérogène toujours incapable de prendre conscience de ses intérêts spécifiques, et qui de ce fait demeure très largement inorganisée, donc incapable de devenir la classe dominante bien qu'elle regroupe l'immense majorité de la société.

A partir du moment où l'on ne possède pas une conscience de ses intérêts de classe, on peut facilement se faire manipuler et défendre ou prendre position pour des intérêts qui vont à l'encontre des nôtres, sans s'en apercevoir ou en estimant qu'on ne peut pas faire autrement ou que ce serait la moins pire des solutions qu'on nous propose, au nom éventuellement de la fatalité.

Et si maintenant les partis et les dirigeants syndicaux qui sont censés représenter la classe des exploités en sont incapables, si ces partis continuent d'exister malgré de multiples reniements ou trahisons, et si des lieutenants de la bourgeoisie sont toujours à la direction des syndicats, si les uns et les autres ont failli à leur mission ou sont corrompus, s'ils représentent finalement les intérêts des capitalistes, il ne faut pas en chercher les raisons du côté des capitalistes ni même de celui des dirigeants des partis ouvriers et des syndicats qui sont ce qu'ils sont, c'est avant tout le produit de la faiblesse de la conscience politique de l'immense majorité des masses exploitées qui demeurent inorganisées et subordonnées au capitalisme, mais c'est aussi le produit de la faiblesse de la conscience politique des travailleurs qui ont commencé à se poser des questions sur le fonctionnement de la société capitaliste et les institutions ou qui ont commencé à prendre leur destin en main (non sans illusions ou souvent sous un angle corporatiste, individualiste), à s'organiser, qui sont tout autant subordonnés au capitalisme et aux institutions.

S'il y avait davantage de travailleurs conscients et syndiqués dans le pays, les dirigeants des syndicats ne pourraient pas se permettre indéfiniment de soutenir le régime en place, à un moment donné ils seraient mis en minorité et balayés, de la même manière on peut expliquer la faiblesse de l'avant-garde du mouvement ouvrier par l'incapacité des travailleurs à comprendre les rapports de production et le fonctionnement des institutions, au-delà le même argument permet également d'expliquer la crise que traverse la direction de l'avant-garde depuis 71 ans, incapable d'assurer la continuité du marxisme ou d'adapter ses enseignements en fonction des profondes transformations qu'a subi la société depuis le milieu du XXe siècle, incapable de supporter la confrontation des idées pour finalement se diviser à l'infini à coup d'exclusions ou d'excommunications à la manière des staliniens, pour à l'arrivée s'affaiblir davantage et demeurer marginale, voire totalement inconnue de la majorité des travailleurs.

Le régime, les institutions, les partis pourris dits de droite ou de gauche, les dirigeants des syndicats, leur pouvoir repose toujours sur l'ignorance des masses qui se traduit par leur inorganisation. Quant à celui de partis comme le POI, le NPA ou LO, le pouvoir de leurs appareils et la faiblesse de ces partis reposent sur le refus de leurs dirigeants d'admettre qu'eux-mêmes présentent de graves faiblesses ou lacunes, qu'ils n'ont jamais été capables de trouver la bonne formule pour s'adresser aux masses exploitées et de les organiser.

La faiblesse de ces partis s'exprime aussi à travers leur incapacité d'attirer des intellectuels ou des éléments de la petite-bourgeoisie en rupture avec le capitalisme ou encore des bourgeois évincés par des concurrents plus puissants, contrairement aux partis ouvriers du milieu du XIXe siècle ou de la première moitié du XXe. On peut mettre cela sur le compte du développement de la situation politique, mais cette réponse reste insuffisante.

Les masses vouent un culte aux puissants, à ceux qui détiennent le pouvoir, à leurs représentants. J'ai été élevé dans une famille ouvrière qui pratiquait ce culte aveuglé et j'étais bien parti pour lui emboîter le pas jusqu'à l'âge de 19 ans. J'ai pour ainsi dire été chassé de chez mes parents à 20 ans parce que je commençais à contester la société, du coup et par un concours de circonstance favorable je me suis radicalisé et j'ai trouvé la voie de la politique et du marxisme.

Je sais ce que cela signifie que vivre dans un milieu borné et arriéré au possible, entouré de gens qui n'ont jamais évolué au cours de leur vie, qui n'ont connu que la soumission et le respect de l'ordre établi. Je sais à quel point il est difficile de leur faire admettre quoi que ce soit qui ne leur a pas été dicté par en haut, je connais leurs arguments par coeur et je sais sur quoi ils reposent, ils se basent sur la notoriété ou le statut social de la personne qui s'adresse à eux ; par exemple, ma mère qui se bourre de médicaments depuis des décennies est devenue obèse notamment, elle souffre de partout aussi, il ne me viendra jamais à l'idée de lui dire que son état pourrait provenir de ces médicaments, car la parole de son médecin est quasiment divine et ne souffre aucune contestation possible, surtout provenant d'une personne comme moi qui n'est pas médecin, pour elle je suis un pauvre type qui ne sait pas de quoi il parle et qui ferait mieux de la fermer, ce que je fais d'ailleurs.

A l'OCI puis au PT par exemple on a eu des dirigeants qui étaient des intellectuels tels des professeurs d'université ou des historiens, des médecins, etc, et au lieu de les mettre en avant, on leur a préféré un Lambert employé de la Sécu, un Cauquelin ou un Gluckstein professeur des écoles ou un petit-patron maçon, peut-être histoire d'imiter le PC avec son conducteur de train ou son boulanger, comme si on en était encore à l'époque de Pagnol et Marius, ou encore LO avec Laguiller employé du Crédit Lyonnais. Je sais qu'il y en a qui vont dire qu'un ouvrier doit représenter les ouvriers, c'est exact mais pas en toutes circonstances, pas en tant que porte-parole d'un parti qui s'adresse aussi bien à la classe qu'aux masses en général. On veut absolument aborder les masses sous un angle politique, alors qu'elles n'ont pas une conscience politique suffisamment développée pour le supporter, il faut déjà commencer par franchir l'obstacle psychologique qu'elles ont intégré comme facteur politique par le biais de leurs illusions pour les mettre en condition, pour qu'elles soient prêtes ensuite à entendre le discours politique qu'on leur adresse. C'est ainsi qu'elles fonctionnent, dès lors on en tient compte ou non.

On pourrait aussi se demander pourquoi le discours élémentaire et direct du NPA et de LO fonctionne mieux en direction des travailleurs et jeunes, beaucoup moins bien quand on s'y cantonne. Pourquoi les ouvriers lisent Le Parisien ou France Soir et les intellectuels Le Monde ou le Figaro, les jeunes plutôt Libération ?

Quel intérêt y a-t-il à répéter sans cesse que les partis et les dirigeants sont pourris ? Aucun si on n'a pas compris qu'ils se nourrissent de l'ignorance des masses et que c'est à ce facteur qu'il faut s'attaquer en priorité, mais pour cela faudrait-il encore être capable de s'adresser à eux sous un angle et dans des termes dans lesquels elles se reconnaissent, dont elles peuvent se saisir. C'est comme si l'on s'adressait à un ouvrier ou un jeune des banlieues en tentant un exercice de style, en utilisant un langage soutenu digne de la littérature du XVII ou du XVIIIe siècle et qu'on s'étonne ensuite qu'il trouve cela très beau mais qu'il n'accroche pas au bout du compte, normal il vit dans un autre monde !

Le manque d'indépendance ou d'autonomie des militants constitue le second facteur dont se nourrissent les appareils, leur manque d'expérience politique, leur faiblesse théorique, mais surtout leur manque de maîtrise de la dialectique ou du matérialisme dialectique pour penser librement ou se faire leur propre opinion. Recevoir une formation théorique et politique ne garantit en rien qu'on sera capable un jour de penser par soi-même, or ce devrait être l'objectif de tout militant, de tout ouvrier qui aspire au socialisme, à la liberté.

Sans un minimum de maîtrise du matérialisme dialectique, on sera incapable d'utiliser nos acquis théoriques et de les adapter aux transformations de la société, de les faire évoluer, on sera incapable d'utiliser à bon escient l'ensemble des connaissances que nous avons acquises ainsi que notre expérience de la vie, on deviendra un militant au cerveau sclérosé, aux connaissances figées, un dogmatique, bref on sera incapable d'évoluer aussi bien en tant que militant qu'en tant qu'homme ou femme. De ce fait on ne supportera pas la confrontation des idées avec d'autres militants, on ne supportera pas non plus la critique, on sera aussi incapable de corriger nos erreurs, encore moins de les reconnaître.

Je porte un regard sur ces partis de l'extérieur, un regard sur ma propre expérience de militant au sein d'un de ces partis à la fin des années 70. Ma réflexion repose aussi sur les nombreux témoignages que des camarades militant dans ces partis m'ont adressés au cours des six dernières années, je n'en ai publié dans le site qu'une infime partie.

Vue de l'extérieur, à travers la presse hebdomadaire qui sert de vitrine à ces partis, on a très vite l'impression à leur lecture qu'on entre dans un autre monde, qu'on y aborde un tas de questions sous un angle bien déterminé qu'on ne parvient pas à saisir, on se demande où veulent en venir les rédacteurs de ces articles, comme on n'y parvient pas une impression désagréable s'empare de nous, on ne doute pas forcément de la véracité du contenu des articles qu'on nous propose, on se prend à douter des intentions de leurs auteurs ou plutôt on se dit qu'ils savaient à l'avance ce qu'ils allaient écrire et on se demande si leur seul objectif ne serait pas de nous influencer ou de conduire notre réflexion dans une direction précise, ce qui ne serait pas un problème en soi si on nous disait clairement en quoi elle consiste, or là on n'obtient pas de réponse, on se trouve confronté à un mystère, du coup on en arrive à se demander à quoi et à qui servent ces partis, qu'est-ce qu'il y a derrière qu'on nous cache peut-être, finalement ne sont-ils pas comme les autres partis, aucun ne vise la prise du pouvoir ou de participer à un gouvernement, peut-être sont-ils finalement destinés à demeurer éternellement marginaux, ultra minoritaires ou inconnus du plus grand nombre, à demeurer dans l'ombre, à jouer indéfiniment les aiguillons des syndicats et des autres partis dit de gauche, apparemment ils ne manifestent pas du tout l'envie de sortir de cette situation dans laquelle ils semblent se complaire, impression renforcée par le fait que tous les articles semblent sortis du même moule, écrits par la même personne à quelques exceptions près, à l'arrivée on se demande ce qu'ils veulent, ce qu'ils cherchent, pourquoi ils existent, autant de questions pour ainsi dire laissées sans réponses ou qui sont diluées dans la masse des articles, qui ne sont pas de nature à créer un climat de confiance ou de sérénité.

Le plus frappant à la lecture de ces journaux, bien qu'ils abordent des questions qui nous préoccupent, on ne s'y retrouve pas, les faits sont présentés suivant une logique qui est étrangère à la manière dont les travailleurs abordent la réalité ou la vivent tout simplement, tout est si fluide et s'enchaîne si admirablement qu'on a l'impression d'être face à quelque chose qui semble aller de soi, alors que les choses nous paraissent plus compliquées, on se dit qu'on a dû louper quelque chose, qu'il y a quelque chose qui nous échappe sans pouvoir mettre un nom dessus, l'incompréhension et un malaise nous submergent, parfois on se dit qu'on a bien compris de quoi on nous parle, mais sans savoir quoi au juste, on est d'accord mais on reste sur sa faim, on se dit qu'on est en présence de quelque chose de vivant, d'un processus dynamique, mais on est incapable de situer dans quelle direction il est orienté, à quoi il peut mener, c'est évoqué ou cela transpire du journal, mais on est incapable de lui donner un nom, cela demeure insaisissable, immatériel, pour ainsi dire idéaliste, pour un peu une vue de l'esprit, une vision brillante comme une étoile filante qui serait figée dans le ciel ou une utopie qu'on croyait enterrée pour toujours et à laquelle on nous inviterait à se raccrocher en désespoir de cause, pas de quoi avoir envie d'y consacrer du temps ou son énergie.

Combien de militants s'entendent dire : c'est bien ce que vous faites, je suis d'accord avec ce que vous dites ou écrivez, mais de là à vous imiter, il y a un pas que nous n'avons pas envie de franchir, j'essaie ici simplement de comprendre pourquoi.

Un dernier mot.

A Madrid, « *les jeunes réinventent les principes libertaires* » - (Rue89 29.05)

Pas vraiment puisque les jeunes vomissent les partis institutionnels mais appellent en revanche à renforcer les "*petits partis*", alors que les anarchistes ne construisent pas de partis, ce n'est pas leur objectif ; logique puisqu'ils n'entendent pas non plus remplacer l'Etat des capitalistes par un Etat ouvrier ou social, selon eux on pourrait se passer de l'Etat et des institutions ou passer du règne de la nécessité à celui de la liberté du jour au lendemain, mettre fin à des siècles d'exploitation et d'oppression se décrèterait et les mentalités suivraient automatiquement...

Comment analyser cette mobilisation spontanée de milliers de jeunes et travailleurs ? Est-elle si spontanée qu'on nous l'explique ? Que des jeunes et des travailleurs s'y rallient spontanément, c'est certain, cela l'est moins du côté de ceux qui appellent à ces rassemblements qui peuvent être manipulés.

Ce mouvement se veut "*apolitique*", donc n'entend pas remettre en cause l'ordre existant. En même temps il avance des mots d'ordre contradictoires : il se veut apolitique mais réclame la "*démocratie maintenant*", or la démocratie est incompatible avec le maintien de l'ordre en place, la démocratie est incompatible avec le maintien de la classe des capitalistes au pouvoir, la démocratie est incompatible avec la dette de l'Etat que l'aristocratie financière entend nous faire payer jusqu'au dernier centime, la démocratie ne peut être que le produit d'une révolution sociale renversant l'ordre établi une fois abolis la Constitution, les institutions, l'Etat capitaliste, la démocratie demeurera en devenir ou un objectif impossible à atteindre ou mettre en oeuvre aussi longtemps que la classe ouvrière ne sera pas devenue la classe dominante, donc tant qu'elle n'aura pas chassé du pouvoir les représentants du capital et pris en main le contrôle de l'économie, expropriée (sans indemnité) les capitalistes...

Ce mouvement véhicule de nombreuses illusions même si son orientation semble correcte, contre le gouvernement, le FMI, la BCE, l'UE, etc. On peut l'encourager et y participer sans occulter ses faiblesses et ses limites, car sans représentation politique aucun mouvement ne peut vaincre. Il peut servir de tremplin pour construire le parti, à condition qu'un parti revendique le pouvoir ou la direction de la classe ouvrière, or aucun parti n'est sur cette ligne. Là encore, on peut douter de la capacité des partis existant à trouver les bonnes formules pour s'adresser à ces jeunes sans qu'ils s'enfuient en prenant leurs jambes à leur cou !

A force de dire que cela va péter, cela va bien finir par arriver un jour, et à ce moment-là la confrérie réunie des opportunistes de s'écrier en coeur : vous voyez, on vous l'avait bien dit, comme s'ils avaient toujours eu raison et qu'il s'agissait d'une fin en soi, comme en mai 68, or ce n'est pas notre objectif, notre objectif doit être la liquidation de la Constitution et des institutions couplée à l'expropriation des banquiers et des capitalistes des grandes entreprises, la constitution d'une République sociale ou socialiste, un Etat ouvrier ou qui ne soit plus capitaliste. Notre objectif nécessite dès le début de la mobilisation révolutionnaire des masses un haut niveau de conscience politique. Est-ce le cas aujourd'hui en Espagne, au Portugal, en Grèce ou en France ? On est en droit d'en douter fortement.

Ce qu'il faut proclamer, c'est qu'il nous faut faire une révolution à la fois sociale et politique et qu'une fois lancé à l'assaut du pouvoir, plus rien ne doit nous arrêter ou nous faire reculer, les travailleurs et jeunes doivent prendre conscience que c'est les armes à la main une fois organisés qu'ils conquièrent leur émancipation, pas avant et pas autrement. La révolution pacifiste ou par les urnes, cela n'a jamais existé, n'existe pas et n'existera jamais où alors il ne s'agit pas d'une révolution.

Ce qu'il ne faut surtout pas faire, c'est soutenir un mouvement populaire en mettant dans notre poche le programme de la révolution socialiste. Le mouvement en cours échappe au contrôle des appareils, il est également dirigé contre eux, cependant en étant incapable de rompre avec le capitalisme et les institutions, initié par des éléments de la petite bourgeoisie étranger au socialisme, il démontre par là que sa nature demeure bourgeoise, autrement dit, il ne résoudra par lui-même aucun des problèmes auxquels est confrontée la classe ouvrière.

Politique

1- France

1.1- Le changement dans la continuité

Martine Aubry a appelé les socialistes à "*rester soudés dans l'adversité*" lors de la convention réunie à Paris, ultime étape avant la primaire.

Le projet socialiste pour l'élection présidentielle de 2012 a été adopté samedi à l'unanimité, lors d'un vote à main levée, par les délégués de la convention réunie à Paris par le parti de Martine Aubry. Le projet baptisé "*Le Changement*", qui compte trente propositions pour "*redresser la France*" et "*rassembler les Français*", a été adopté à l'unanimité des délégués, qui brandissaient leurs cartons rouges. Quelque 2.000 personnes étaient présentes à la Halle Freyssinet (Paris XIIIe). (l'express.fr et AFP 28.05)

Avec un tel titre "*Le changement*", ils vont faire un tabac ! Leurs mots d'ordre ont comme un relent insupportable d'union nationale, vous ne trouvez pas : "*redresser la France*", "*rassembler les Français*" ?

1.2- Le parti de l'union nationale.

La Confédération des centres, alliance des centristes de la majorité qui entendent présenter un candidat en 2012, est entrée en vigueur samedi avec l'adhésion de la Gauche moderne, de Jean-Marie Bockel, qui a appelé les socialistes, orphelins de DSK, à la rejoindre.

Le parti de l'ancien secrétaire d'Etat (ex-PS) a voté son adhésion à la Confédération à la quasi-unanimité (95%) des 91 membres de son conseil politique national, dans le cadre de la convention qu'il organisait samedi à Paris devant quelque 130 personnes. Ce rassemblement, qui portera le nom de "l'Alliance" (pour "Alliance républicaine, écologiste, sociale") comprend désormais le Nouveau centre d'Hervé Morin, le Parti radical de Jean-Louis Borloo, la Convention démocrate d'Hervé de Charette et donc la Gauche Moderne de Jean-Marie Bockel.

Jean-Louis Borloo a expliqué à une salle conquise: "*vous êtes les véritables héritiers de Jaurès, Mendès et Blum. Vous êtes en train de construire cette véritable sociale-démocratie introuvable que le PS ne sait pas assumer*". (lexpress.fr et AFP 28.05)

C'est fou le nombre de gens qui se disent les héritiers de Jaurès, comment une telle récupération est-elle possible demanderons-nous ironiquement. A la place de certains militants on se poserait de sérieuses questions, les intéressés se reconnaîtront.

1.3- La contre-révolution en marche.

L'UMP "*concentre ses forces pour faire de ces quatre années de changement le socle d'une transformation durable et solide du modèle français*", a dit Fillon qui, devant un millier de cadres du parti présidentiel, a de nouveau assuré la promotion du bilan de son gouvernement.

Comme il avait eu l'occasion de le faire pour le 4e anniversaire de l'élection de Nicolas Sarkozy, au début du mois, il a insisté sur la quantité et la profondeur des réformes entreprises depuis 2007.

"*Nous avons tenu la quasi-totalité des engagements (...) malgré la crise*". "*Surtout, nous avons fait évoluer en profondeur la société française*", a-t-il fait valoir, évoquant une "*révolution culturelle*".

A titre d'exemple, il a mis en avant les réformes relatives à l'autonomie des universités, au dialogue social et à la représentativité syndicale, au service minimum et aux retraites.

"*Ce sont des réformes structurelles, profondes qui ne génèrent pas des résultats immédiats mais qui changent la société française*", a martelé le Premier ministre. (libération.fr 28.05)

Bref, que des "*réformes*" qui puent la régression sociale, réactionnaires !

2- Espagne

2.1- Vendredi 27 mai, plus de 2 000 personnes ont afflué sur la place de la Puerta del Sol, au centre de Madrid, pour crier leur colère et se montrer solidaires des manifestants de la capitale catalane, dont la police avait fait évacuer, dans un climat très tendu, le campement pour faire "*place nette*" avant les célébrations de la finale de la Ligue des champions.

Pendant près de deux heures, la foule a agité des fleurs et des bouquets de toutes les couleurs, les mains souvent peintes de blanc, pour signifier son refus de la violence, scandant "*Barcelone n'est pas seule*" ou "*Nous ne sommes pas des délinquants mais des citoyens*" et brandissant des pancartes indiquant "*Moins de policiers et plus d'éducation*". Aux abords de la place, les forces de l'ordre se tenaient immobiles, devant une dizaine de fourgons.

"*Il est inadmissible qu'une telle manifestation de violence ait eu lieu à l'encontre d'un mouvement qui n'a cessé d'être pacifique, s'offusque Eduardo, psychologue de 33 ans. Les autorités ont voulu nous faire peur. Mais nous n'avons pas peur !*". "*Cela ne change en rien notre mobilisation, confirme Miquel, professeur d'histoire de 56 ans. Au contraire, ces événements vont renforcer le mouvement, nous souder davantage.*"

A Madrid, les manifestants sentent d'autant plus solidaires que la police a déjà tenté de les déloger de la place emblématique de la ville, où campent encore plusieurs centaines de personnes. Le ministre de l'intérieur, Alfredo Perez Rubalcaba, a aussi annoncé que les autorités "*étudiaient*" une éventuelle évacuation de la place, suite aux demandes insistantes du gouvernement régional et des commerçants.

"*Le maintien d'une adhésion forte au mouvement du 15-Mai dépendra en grande partie du comportement des autorités*", souligne Jaime Pastor Verdu, politologue espagnol. "*Si elles se livrent à la répression et évacuent les campements, la mobilisation gagnera en force et bénéficiera d'une solidarité accrue de la population.*" (lemonde.fr 28.05)

Les Indignés espagnols ont voté la poursuite de l'occupation de la Puerta del Sol, dans le centre de Madrid, et leur mouvement contre la gestion de la crise économique et financière fait des émules en France et en Grèce.

La prolongation de l'occupation, au moins jusqu'à jeudi, a été décidée tard dimanche soir par les centaines de personnes qui se trouvaient sur la place.

3- Allemagne

L'Allemagne fermera toutes ses centrales nucléaires d'ici 2022, a décidé la coalition gouvernementale lors d'une réunion qui s'est achevée aux premières heures de la journée de lundi.

Lors d'une réunion dimanche soir entre l'Union chrétienne démocrate (CDU) de la chancelière, son alliée bavaroise de la CSU et les libéraux du FDP, la coalition gouvernementale a décidé la fermeture définitive des huit plus vieux réacteurs d'Allemagne, qui en compte 17 au total.

Des responsables de l'opposition, sociaux-démocrates et Verts, ont participé à cette réunion afin de dégager le consensus le plus large.

L'objectif principal prévoit de diminuer de 10% la consommation électrique de l'Allemagne d'ici 2020.

La décision prise dimanche soir doit être validée par le parlement. Elle risque d'être vivement contestée par les compagnies RWE, E.ON, Vattenfall et EnBW, qui exploitent les 17 centrales d'Allemagne, notamment en raison du maintien envisagé d'une taxe sur le combustible nucléaire.

Avant la fermeture provisoire des centrales les plus anciennes en mars, le nucléaire fournissait à l'Allemagne 23% de son électricité. (Reuters 30.05)

4- Italie

Revers cinglant pour Silvio Berlusconi. Les candidats de droite soutenus par le président du Conseil italien ont été battus à Milan et Naples au second tour des élections municipales, selon les résultats définitifs annoncés lundi.

A Milan, bastion berlusconien dirigé depuis près de 20 ans par la droite, la maire sortante Letizia Moratti (Peuple de la liberté, PDL) a recueilli environ 45% des voix, contre 55% à son rival de centre-gauche, Giuliano Pisapia (Parti démocrate).

A Naples (sud), troisième ville du pays, le candidat du petit parti de gauche Italie des Valeurs, Luigi de Magistris, l'a emporté encore plus largement avec 65% des voix contre 35% pour le candidat pro-Berlusconi, l'entrepreneur Gianni Lettieri (PDL).

Silvio Berlusconi espérait une victoire de son candidat à Naples alors que la ville, dirigée de longue date par le centre-gauche, est confrontée à une crise récurrente liée au ramassage des ordures et à un chômage élevé, notamment chez les jeunes.

Ces élections étaient considérées comme un test pour le président du Conseil, qui avait appelé les Italiens à exprimer leur soutien à son gouvernement en votant pour les candidats de son parti, le Peuple de la liberté.

5- Egypte

L'ancien président Hosni Moubarak et deux autres anciens responsables égyptiens ont été condamnés samedi à une amende de 540 millions de livres égyptiennes (90,64 millions de dollars) pour avoir suspendu internet et le réseau de téléphone mobile pendant les manifestations de janvier, a-t-on appris de source judiciaire.

Le tribunal administratif a condamné Moubarak à une amende de 200 millions de livres, l'ancien Premier ministre Ahmed Nazif à 40 millions de livres et l'ancien ministre de l'Intérieur Habib al Adly à 300 millions de livres pour atteinte à l'économie nationale, dit-on de même source.

Le ministre des Communications et de la Technologie, Magued Osman, a déclaré que son ministère avait l'intention de verser une indemnisation estimée à une centaine de millions de livres aux opérateurs de téléphonie mobile pour les pertes causées par la suspension du service, rapporte l'agence officielle Mena en précisant que la somme a été calculée par des instances indépendantes.

Le parquet égyptien a par ailleurs inculpé samedi l'ancien ministre de l'Information Anas el Fekky pour avoir privé l'Union de radio-télévision (RTU) d'environ 1,9 million de dollars de revenus en exemptant des stations de télévision privées de redevances pour la retransmission en direct de matches de football pendant la saison 2009-2010 et au début de la saison 2010-2011.

Selon l'acte d'inculpation, Fekky a agi de la sorte "*par intérêt personnel pour tenter d'imposer son contrôle et sa politique à ces stations*", alors qu'à l'époque la RTU était endettée à hauteur de 14 milliards de livres (2,4 milliards de dollars). (Reuters 28.05)

6- Yémen

Au moins 30 personnes sont mortes dans le sud du Yémen depuis dimanche, opposants tués par les forces de sécurité à Taëz ou militaires et civils disparus dans les combats pour le contrôle de Zinjibar.

Trois militaires ont péri lundi dans une embuscade près de Zinjibar a dit une source de sécurité, et le bilan de la répression à Taëz s'élève à 15 morts au moins, selon des sources médicales.

Treize habitants de Zinjibar ont également été tués par les bombardements de l'aviation yéménite.

"*La ville est dévastée. Tous les habitants sont partis, même les animaux l'ont abandonnée*", a dit un membre de l'opposition locale sous le sceau de l'anonymat.

Des milliers d'habitants se sont réfugiés à Aden.

La ville côtière de 20.000 habitants, à une cinquantaine de kilomètres à l'est d'Aden, est contrôlée depuis plusieurs jours par des centaines de combattants affiliés à Al Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa).

La situation reste tendue dans la capitale où la trêve semble toutefois tenir entre les forces loyales au président, au pouvoir depuis près de trente-trois ans, et les membres d'une puissante fédération tribale ralliée à l'opposition, après une semaine de violents combats qui ont fait 115 morts.

Des explosions ont été entendues dans la nuit de dimanche à lundi dans le quartier de Hassaba.

Taëz, fief de la contestation qui secoue le pays depuis le mois de janvier, a été le théâtre dimanche d'une violente répression des forces de sécurité.

Les soldats ont ouvert le feu sur des manifestants réunis pour réclamer la libération d'un des leurs arrêté la veille, rapportent des témoins. Il y a eu au moins 15 morts et des centaines de blessés, la plupart par balles, mais certains aussi renversés par des bulldozers, a-t-on appris auprès des hôpitaux.

Al Djazira a fait état de 57 morts à Taëz depuis dimanche, sans citer de source.

Les militaires ont incendié les tentes installées sur la "*place de la Liberté*" par les manifestants et interpellent des dizaines d'habitants, pour empêcher de nouvelles manifestations.

"*Les forces de sécurité ont bouclé les accès à la ville et pourchassent les jeunes dans les ruelles*", a déclaré un militant pro-démocratie, Bochra al Maktari.

Sadik al Ahmar, le chef de la fédération tribale Hached désormais opposée au chef de l'Etat, a condamné un "*nouveau massacre de Saleh*" à Taëz. (Reuters 30.05)

7- Libye

7.1- Huit officiers de l'armée libyenne ont donné lundi une conférence de presse à Rome pour annoncer leur défection, précisant qu'ils faisaient partie d'un groupe de 120 militaires qui refusaient de continuer à servir Mouammar Kadhafi contre la population libyenne.

Les huit officiers - cinq généraux, deux colonels et un commandant - ont dénoncé, lors de cette conférence de presse organisée à la hâte par le gouvernement italien, le meurtre de civils par l'armée libyenne et les violences dont sont victimes les femmes.

"*Ce qui arrive à notre peuple nous terrifie*", a déclaré le général Oun Ali Oun. "*De nombreux meurtres, un génocide (...), des violences contre les femmes... Aucune personne sensée, douée de raison, avec un minimum de dignité, ne peut accepter ce que nous avons vu de nos propres yeux - et qu'il (Kadhafi) nous a demandé de faire*", a-t-il ajouté.

Le général Salah Giouma Yahmed, pour sa part, a souligné que l'armée de Kadhafi, de plus en plus affaiblie, n'avait plus que 20% de ses capacités opérationnelles.

"*Les jours de Kadhafi sont comptés*", a-t-il dit. (Reuters 30.05)

7.2- Le Conseil national de transition (CNT), représentation politique de la rébellion libyenne, ne veut pas exercer le pouvoir après la chute éventuelle du dirigeant libyen. « *Je mets l'accent sur une décision du Conseil qui interdit à chacun de ses membres de briguer un poste dans la période suivant la chute de Kadhafi* », a expliqué samedi Moustapha Abdeljalil, le président du CNT. « *Je garantis à tout le monde que nous ne recherchons pas le pouvoir* », a-t-il poursuivi, indiquant que l'objectif en cas de victoire sera de rédiger une Constitution et d'organiser des élections dans un délai d'un an. (20minutes.fr 30.05)

7.3- L'ancien ministre Roland Dumas et Jacques Vergès, ont annoncé dimanche à Tripoli qu'ils comptaient déposer plainte contre le président français, Nicolas Sarkozy, pour "*crimes contre l'humanité*" en Libye.

Au cours d'une conférence de presse à Tripoli, un représentant du ministère de la justice libyen a indiqué que les deux avocats s'étaient portés "*volontaires*" pour soutenir une plainte des familles des "*victimes des bombardements de l'OTAN*" contre le président Sarkozy, dont le pays a pris la tête des opérations de la coalition internationale en Libye.

"*Les deux avocats vont porter plainte au nom des familles libyennes devant les tribunaux français*", a déclaré Ibrahim Boukhzam, en présence d'une trentaine de représentants de familles qui ont signé des procurations aux deux avocats. Me Dumas, ancien ministre socialiste, a indiqué avoir été "*stupéfait de constater que cette mission [de l'OTAN] qui vise à protéger les civils est en train de les tuer*".

Il a dénoncé "*une agression brutale contre un pays souverain*", et affirmé qu'il était prêt à défendre le colonel Mouammar Kadhafi au cas où il serait jugé par la Cour pénale internationale. Qualifiant les pays de l'Alliance atlantique d'"*assassins*", Me Vergès a fustigé de son côté un "*Etat français conduit par des voyous et des assassins*". "*Nous allons briser le mur du silence*", a-t-il dit. (lemonde.fr 30.05)

8- Syrie

Pour la première fois depuis le début du mouvement de contestation contre le régime du président Bachar el-Assad, des habitants ont pris les armes pour résister aux troupes gouvernementales dans deux villes du centre de la Syrie, rapportent des militants syriens.

Selon ces sources, des habitants des villes de Talbiseh et de Rastan, qui sont assiégées par l'armée depuis dimanche dans la province centrale d'Homs, ont décidé de riposter avec des tirs de fusils automatiques et de grenades RPG. Au moins quatre civils ont été tués, d'après ces militants.

"*Ils ont pensé qu'ils ne pouvait plus rester sans rien faire et prier Dieu qu'il les aide*", expliquait un habitant d'Homs possédant des contacts étendus dans la province. Il a requis l'anonymat par crainte de représailles, comme tous les habitants interrogés par l'Associated Press.

"*L'armée rencontre une résistance armée et ne peut pas entrer dans les deux villes*", a expliqué l'habitant d'Homs. "*L'armée est encore à l'extérieur des villes et on m'a dit que des véhicules de l'armée, dont des véhicules blindés de transport de troupes, avaient été incendiés*".

Un second militant a confirmé que des habitants avaient riposté, mais précisait de son côté qu'ils s'agissait d'habitants qui tentaient individuellement de se défendre et pas d'une résistance armée organisée. "*Les manifestations ont démarré pacifiquement mais les pratiques des forces de sécurité qui humilient les gens ont fini par conduire à l'usage des armes*", a-t-il dit. Il ajoutait qu'il était courant que les Syriens possèdent chez eux des armes légères, précisant que ces dernières années des armes sont passées en contrebande de pays voisins comme le Liban et l'Irak.

Les Comités locaux de coordination en Syrie précisaient que les forces du régime avaient frappé Tabliseh tôt lundi avec des tirs d'artillerie et que des tireurs étaient postés sur les toits des mosquées. Les troupes syriennes, appuyées par des chars, mènent des opérations à Tabliseh, Rastan et la ville voisine de Teir Maaleh depuis dimanche.

"*La situation est complètement désespérée*", racontait un habitant de Rastan, joint par téléphone chez lui où il disait s'être barricadé. "*Il y a des cadavres dans les rues et personne ne peut aller les chercher*", a-t-il dit. "*La ville est complètement encerclée par les chars*", a-t-il hurlé avant que la ligne ne soit coupée. (AP 30.05)

Social

France

Le ministre de l'Education, Luc Chatel, juge probable la suppression d'au moins 16.000 postes l'an prochain dans l'Education nationale, soit autant que cette année, par non-remplacement d'un départ en retraite sur deux.

Dans un entretien au Journal du Dimanche, il ajoute qu'il souhaite que le nombre de classes de primaire soit maintenu à la rentrée 2012, après 1.500 fermetures de classes cette année. (Reuters 28.05)

[Haut de page ↗](#)